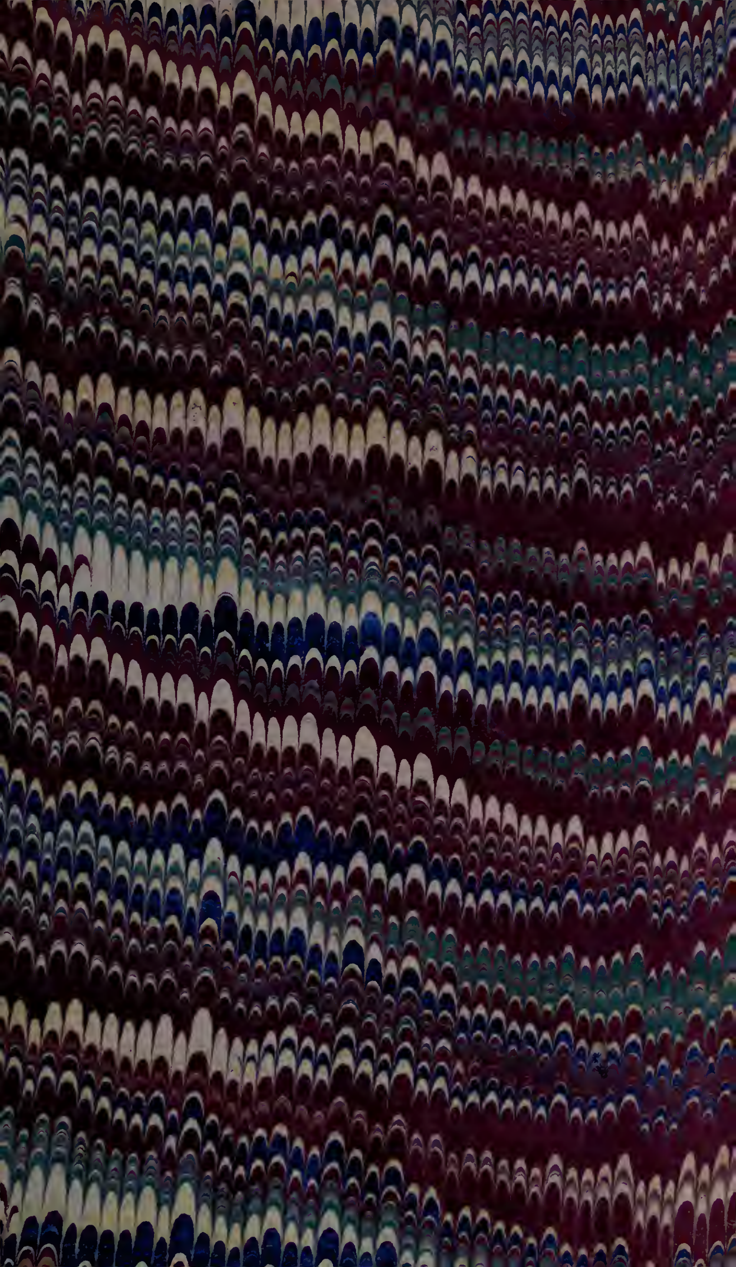

UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE
3 1761 01972759 3







LES

ÉTATS-UNIS

AU XX[e] SIÈCLE

DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

Les nouvelles Sociétés anglo-saxonnes : Australie et Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud. Un volume in-18 (*nouvelle édition refondue*), broché . . . . 4 fr.

(*Ouvrage couronné par l'Académie française.*)

La Rénovation de l'Asie (Sibérie-Chine-Japon). Un volume in-18 jésus (*4e édition*), broché . . . . 4 fr.

(*Ouvrage couronné par l'Académie française.*)

PIERRE LEROY-BEAULIEU

LES

ÉTATS-UNIS

AU XXE SIÈCLE

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS
Librairie Armand Colin
5, rue de Mézières, 5
1905


UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S C
LIBRARY

PRÉFACE

Les États-Unis célèbrent en ce moment par l'Exposition de Saint-Louis le centenaire de l'acquisition de la Louisiane. Ils ont raison de le fêter avec éclat : c'est le plus grand événement de leur histoire depuis la proclamation de leur indépendance. Jefferson fonda vraiment l'Union une seconde fois, en achetant à la France l'immense contrée qui s'étendait depuis le Mississipi jusqu'à une limite mal définie dans les Montagnes Rocheuses, encore inexplorées. Le bénéfice que les États-Unis ont tiré de cette annexion ne se mesure pas seulement à l'étendue de leur nouveau territoire, non plus qu'à sa richesse matérielle. Quand on a dit que les quatorze États formés de l'ancienne Louisiane couvrent 2 millions et demi de kilomètres carrés, peuplés de 15 millions d'habitants, récoltent la majeure partie des céréales que produisent les États-Unis, élèvent la moitié de leur bétail, contiennent leurs plus riches mines d'or, d'argent, de fer, de cuivre et de zinc, on n'a encore énuméré que les moindres

des avantages que l'acquisition de la Louisiane a procurés aux États-Unis.

Ce qui constitue l'importance capitale de cet acte, ce qui en fait un des grands événements de l'histoire, c'est qu'il a débarrassé les États-Unis de tout souci de voisinage. C'est qu'il leur a évité, pour toujours, toutes les charges et toutes les inquiétudes que le contact de nations d'une force comparable à la leur impose aux autres États. Et nul ne niera que l'absence de ces charges et de ces inquiétudes, ait énormément contribué à l'attrait exercé par les États-Unis sur les immigrants d'Europe et à la rapidité de leur développement. Si la Louisiane était restée la possession d'une nation européenne, si elle avait passé, surtout comme on pouvait le craindre et comme Bonaparte a voulu l'éviter, des mains de la France en celles de l'Angleterre, si l'Union ne s'était pas étendue au delà du territoire compris entre le Mississipi et la mer, combien l'histoire de l'Amérique et du monde n'aurait-elle pas changé !

L'acquisition de la Louisiane n'a pas seulement assuré à l'Union, dès le début de son histoire, la prééminence sur l'Amérique du Nord et l'invulnérabilité. Elle lui a donné, sinon tout à fait directement, du moins par voie de conséquence nécessaire, l'accès sur le Pacifique. N'étant plus séparés du Grand Océan que par une lisière relativement mince, les Américains devaient fatalement prendre pied

sur ses côtes. Les bornes du pays cédé par la France étaient d'ailleurs tout à fait indécises vers l'Ouest et le Nord-Ouest, et s'il n'est pas certain qu'elles englobassent le territoire d'Oregon compris entre les Montagnes Rocheuses et la mer, toujours est-il que c'est la possession de la Louisiane qui permit aux Américains d'arriver dans cette contrée et d'en revendiquer la possession contre les Anglais. De là toute une nouvelle série de conséquences, que nous voyons seulement se développer aujourd'hui. Les effets purement américains de l'annexion de la Louisiane sont à peu près complets au moment où l'on en fête le centenaire, les effets universels commencent à s'en faire sentir. Riverains du Pacifique, les États-Unis veulent en devenir les maîtres. La guerre avec l'Espagne leur a donné les Philippines en 1898 ; la même année, ils ont annexé l'archipel des îles Hawaï, négligeable par son étendue, précieux par sa position ; en 1900, ils ont acquis une partie des îles Samoa ; de toutes parts leurs postes jalonnent ainsi le Grand Océan. Le canal de Panama, qu'ils vont maintenant pouvoir construire et exploiter à leur gré, y augmentera énormément leurs moyens d'action. Enfin, les révolutions dont l'Asie orientale est le théâtre depuis dix ans leur fournissent l'occasion d'affirmer leurs intérêts et de développer leur influence sur cette rive opposée du Pacifique, dont ils sont plus rapprochés que l'Europe.

En même temps que commence cette expansion au dehors, se produit un phénomène important de la vie économique de l'Union. Elle était, depuis longtemps, le premier pays agricole du monde; elle est, depuis quelques années, le premier pays industriel. Elle ne se classe plus seulement à la tête de tous les pays du globe pour la production du blé, de la viande et du coton, mais elle a enlevé la première place à l'Angleterre pour la production du fer depuis 1890, pour celle de la houille depuis 1899; on peut prévoir le jour prochain où elle la lui enlèvera aussi pour la fabrication des cotonnades, comme elle est sur le point, malheureusement, de la prendre à la France pour celle des soieries. Et, si vite qu'augmente, avec la population et la richesse du pays, sa consommation intérieure, l'essor de l'industrie est pourtant plus rapide encore, en sorte que les États-Unis commencent à déverser au dehors l'excédent de leur production. Les articles manufacturés forment un tiers de leurs exportations au lieu d'un douzième il y a vingt ans, et en 1901, le total de ces exportations a été, pour la première fois, plus élevé qu'en aucun autre pays du monde. De cette puissance économique nouvelle des États-Unis, c'est sans doute l'Angleterre qui paraît avoir le plus à craindre, et ainsi se justifient les paroles prophétiques du Premier Consul que rapporte Barbé-Marbois : « Je connais tout le prix de la Louisiane et j'ai voulu réparer la faute du négocia-

teur français qui l'abandonna en 1763. Quelques lignes d'un traité me l'ont rendue, et à peine je l'ai recouvrée que je dois m'attendre à la perdre. Mais si elle m'échappe, elle coûtera plus cher un jour à ceux qui me forcent à m'en dépouiller qu'à ceux à qui je dois la remettre. » Toutefois les autres nations du Vieux-Monde ont bien lieu aussi de s'en préoccuper.

La coïncidence de tant de grands événements fait que ce début du xxe siècle et ce centenaire de l'annexion de la Louisiane marquent dans l'histoire de l'Union américaine et, par contre-coup, dans celle du monde une date de première importance. La colossale Exposition de Saint-Louis, qui couvre 500 hectares, le quadruple de notre Exposition de 1900, et coûte 250 millions, quatre fois plus que ne fut payée il y a cent ans la Louisiane entière, vient opportunément nous le rappeler. Au début de l'ère nouvelle qui s'ouvre devant les États-Unis, il est bon de dresser l'inventaire de leurs forces et de leurs ressources. C'est ce que nous avons tenté de faire dans le présent volume, en nous aidant principalement des renseignements fournis par la plus récente de ces gigantesques enquêtes décennales que sont les *Census* américains.

Bien plus compréhensifs que nos recensements français, ces *Census* n'ont pas en vue seulement l'analyse de la population, mais encore celle de la production sous toutes ses formes. Des dix volumes

in-quarto, d'un millier de pages chacun, où sont condensés les résultats du *Census* de 1900, quatre ont trait à la population, deux à l'agriculture quatre à l'industrie. Un volume supplémentaire, étudiant toutes les données relatives aux salaires, vient de paraître à l'heure même où nous écrivons ces lignes. En quelques points, cependant, le *Census* ne suffit pas à se rendre compte de l'activité économique de l'Union. Il ne s'occupe pas de l'industrie minière qui a fait l'objet d'une enquête spéciale, dont les résultats ne sont pas encore publiés, ni de celle des transports, notamment des chemins de fer, si développés aux États-Unis, ni enfin du commerce et de la navigation. Pour l'étude de ces divers sujets nous avons eu recours aux publications, officielles ou particulières, les plus autorisées [1]. Nous ne nous sommes pas borné, du reste aux documents statistiques dont l'usage exclusif suffit rarement à rendre un compte exact de la plupart des faits sociaux. La lecture habituelle de revues et de journaux américains d'ordre très divers et les souvenirs encore récents d'un séjour de plusieurs

1. Notamment le *Statistical Abstract of the United States*, résumé général annuel des principales statistiques américaines, et les *Monthly Summaries of Commerce and Finance of the United States*, publiées par le département du Trésor, le rapport annuel de l'*Interstate Commerce Commission* sur les chemins de fer, édition de 1903, et, parmi les publications privées, *The Mineral Industry*, publié annuellement par l'*Engineering and Mining Journal* de New-York. Nous avons puisé également beaucoup de renseignements utiles dans les journaux hebdomadaires *The Commercial and Financial Chronicle* et *Bradstreets* de New-York.

mois aux États-Unis nous ont aidé à analyser et à restituer, autant que nous l'avons pu, dans leur milieu les facteurs, non seulement matériels mais moraux, des progrès et de la puissance du peuple américain.

Le premier de ces facteurs, ce sont les dons de la nature. Nous avons dû nous borner, ceci n'étant pas un traité de géographie, à rappeler en quelques brèves pages au début de cet ouvrage, les traits caractéristiques du territoire des États-Unis. Ce qu'il importe d'avoir toujours présent à l'esprit, c'est que ce territoire constitue un pays de colonisation sans pareil, tel qu'il n'en existe aucun autre au monde. Il a, sans doute, ses portions stériles, impropres à l'agriculture et à l'habitat d'une nombreuse population blanche ; mais, si la zone aride ou semi-aride de l'Ouest couvre un tiers des 8 millions de kilomètres carrés de l'Union, les quatre cinquièmes au moins de l'Australie ou de l'Afrique du Sud sont plus complètement déshérités encore que cette zone aride, les trois quarts du Canada sont occupés par des terres stériles ou rendues telles par le froid. Près de la moitié de l'Argentine n'est aussi que steppes ou demi déserts, tant au Sud, dans les Pampas et la Patagonie, qu'au Nord dans le Chaco. Enfin, sur les 22 millions de kilomètres carrés de l'immense Empire russe, les deux tiers au moins sont incultivables, faute de chaleur ou faute de pluie.

Au point de vue des richesses minières, si importantes dans la civilisation moderne, au point de vue des forces hydrauliques, dont le rôle va devenir de plus en plus grand, au point de vue même de la variété des cultures possibles, tous les pays que nous venons de citer sont, en outre, moins bien dotés que l'Union. Quant aux contrées tropicales, les difficultés d'acclimatation de la race blanche opposent à leurs progrès de très grands obstacles. Aussi, ne semble-t-il pas qu'aucun pays neuf puisse prétendre à un développement comparable à celui des États-Unis. Assis, inébranlables, entre leurs deux Océans, n'ayant rien à redouter d'aucun voisin, ils sont dans une position unique, que tous peuvent envier, mais que nul ne peut atteindre.

Avec les ressources naturelles, le principal facteur de la richesse et de la puissance d'un pays, c'est sa population. La valeur de ce facteur ne dépend pas seulement du nombre, mais de la qualité des habitants. A l'un et à l'autre point de vue, les États-Unis ont été, jusqu'à présent, très favorisés. Bien faible au début du XIXe siècle, leur population s'est accrue plus vite que celle d'aucune autre grande nation. Aussi, dès 1870, étaient-ils plus peuplés que tous les pays d'Europe, la Russie exceptée. Aujourd'hui, l'écart a encore augmenté, puisqu'ils l'emportent d'un tiers sur l'Allemagne, qu'ils ont deux fois plus d'habitants que la France ou l'Angleterre. Il est peu probable qu'ils

dépassent jamais l'Empire russe, dont la population s'accroît aussi rapidement que la leur, grâce à une exubérante natalité. Mais c'est ici qu'il convient de s'attacher, non plus seulement à la quantité, mais à la qualité des hommes, qui est, en Amérique, tout à fait exceptionnelle.

Depuis les puritains, les *Pilgrim fathers* de la *Mayflower* qui s'exilaient de la mère-patrie pour aller fonder, sur la rude terre du Massachusetts, une société conforme aux enseignements que leur foi trouvait dans la Bible, jusqu'à ces émigrants modernes, dont vingt millions sont venus depuis trois quarts de siècle s'établir aux États-Unis, les Américains sont le produit d'une sélection et d'une double sélection. Une première se fait au départ : dans un milieu humain donné, ce ne sont que les hommes les plus hardis, les plus entreprenants qui ont le courage de passer la mer pour aller, en pays inconnu et lointain, se créer une nouvelle vie. Puis, une fois arrivés, ce ne sont, parmi eux, que les plus énergiques, les plus sages, les mieux doués d'esprit d'organisation, qui réussissent dans la lutte pour la vie, plus âpre encore, plus impitoyable au faible dans les pays neufs que dans les vieux pays. Ainsi, l'Amérique a écrémé, pour ainsi dire, les sociétés du Vieux-Monde ; c'est pourquoi l'échantillon humain s'y trouve supérieur à ce qu'il est en d'autres contrées.

Si la société américaine est énergique et active,

si son activité va même parfois jusqu'à l'agitation, elle reste cependant disciplinée. L'esprit des Puritains qui furent les premiers colons y a en partie survécu. C'est que l'immigration, si considérable qu'elle ait été à certaines périodes ne l'a jamais été assez pour submerger — comme en Australie — la population préexistante, qui a pu ainsi inculquer aux nouveaux venus ses fortes traditions et son idéal; c'est aussi que cette immigration s'est composée pour la plus grande partie d'éléments semblables à la population primitive, ou facilement assimilables par elle. Nous croyons, d'ailleurs, démontré, par l'analyse des statistiques des divers recensements et de celles de l'immigration, que la majorité des habitants blancs des États-Unis actuels descendent de ceux qui s'y trouvaient au début du XIX[e] siècle et sont originaires des Iles-Britanniques — ce qui ne veut pas nécessairement dire qu'ils soient « Anglo-Saxons ». Ce sont, en tous cas les Américains de vieille souche, ou les fils et les petits-fils d'immigrants tout à fait américanisés, plutôt que les immigrants eux-mêmes, qui sont les principaux instruments de la colonisation de l'Ouest et qui forment l'immense majorité des habitants des campagnes et des petites villes, le *substratum* solide de la population américaine.

Ce type américain, si remarquable assurément, tout en ayant ses défauts, n'est-il pas exposé à se

gâter à l'avenir et le xxe siècle n'assistera-t-il pas à sa décadence ? D'aucuns le craignent, en voyant l'afflux récent d'immigrants du Midi et de l'Orient de l'Europe, gens « arriérés », à demi touchés seulement par la civilisation moderne, beaucoup plus difficiles à assimiler que les Allemands et les Scandinaves qui, jusqu'aux environs de 1890, avaient formé avec les Anglais et les Irlandais la très grande majorité des colons. Ayant moins d'esprit d'initiative, de *self-help*, se sentant perdus dans un milieu si profondément différent du leur, ces nouveaux immigrants s'accumulent dans les villes, où on leur reproche de déprécier les salaires, et ne contribuent que peu à la mise en valeur réelle du pays. Peut-être, toutefois, les Américains envisagent-ils avec trop de pessimisme le changement effectué dans l'origine des immigrants.

Parmi ces nouveaux venus il en est, comme les Italiens, qui, à côté de certains défauts, sont très loin d'être dénués de qualités. Puis la population des États-Unis est déjà si forte que l'immigration ne saurait plus la modifier aussi profondément qu'elle eût pu le faire jadis. On ne peut nier cependant que cette introduction d'éléments nouveaux et hétérogènes soit de nature à créer peut-être un certain déséquilibre. Si elle doit avoir un effet sensible sur le type américain, ce ne peut guère être qu'en mal. Aussi conçoit-on qu'elle préoccupe le Gouvernement et les citoyens des États-Unis.

Plus grave est le problème posé par la présence sur le sol de l'Union de 9 millions de noirs. Il est bien vrai qu'il y a une justice immanente de choses : c'est pour les Américains la punition du crime de l'esclavage que de traîner, comme un boulet, ce poids mort d'une population inférieure et qui le restera, sinon toujours, du moins pendant des siècles. Ces noirs ont une natalité supérieure à celle des blancs, et, bien que leur ignorance et leur mauvaise hygiène leur vaille une mortalité plus forte aussi, ils croîtraient sans doute plus vite que les blancs, dont la natalité tend à s'affaiblir, n'était l'appoint de l'immigration. Comme celui-ci est destiné à diminuer avec le temps, absolument et surtout relativement, on peut dire, presque avec certitude, que la proportion des noirs à l'ensemble de la population des États-Unis ne tombera guère, en tout cas, au-dessous du taux actuel de 11 à 12 p. 100. Et ce qu'il y a peut-être de plus grave, en un sens, c'est que cette population noire est cantonnée dans une portion relativement restreinte du territoire, qu'elle tend à s'accumuler de plus en plus dans une « zone noire », *black belt*, où elle s'isole presque des blancs, où loin de se civiliser à leur contact, elle ne fait que s'enfoncer dans sa barbarie.

La vivacité du préjugé de couleur rend, d'ailleurs, cet isolement moral des deux races presque complet, même sur les points où blancs et noirs sont

physiquement mêlés. Comme en chemin de fer ou en tramway, les noirs sont parqués à part à l'atelier, à l'école, à l'église même. C'est au point que, dans la plupart des confessions protestantes, il y a une branche pour les noirs, une pour les blancs, qu'il existe, par exemple, une église méthodiste africaine, une église baptiste africaine, distinctes de l'église méthodiste, de l'église baptiste proprement dites. Les ministres de ces églises noires sont, eux-mêmes, des nègres souvent ignorants, parfois même vicieux. « Quels sont les principaux défauts des pasteurs noirs, demandait-on dans une enquête récente ? — *Whiskey and women*, l'alcool et les femmes »[1], répondaient certains témoins. S'il faut se garder de trop généraliser de pareilles accusations, il est certain, en tout cas, que les institutions mêmes qui devraient moraliser les noirs, l'église, l'école, sont si négligées qu'elles ne remplissent pas leur rôle. A l'heure actuelle, le problème noir, qui se complique de conséquences politiques, est plus aigu que jamais. A vrai dire, il paraît insoluble. C'est, assurément, un des points sombres de l'avenir des États-Unis, que ce grand nombre des nègres, qui écarte les colons blancs d'une de leurs plus belles parties.

Placée dans un milieu favorable, douée elle-même des plus grandes qualités, la population

1. *The Negro Church*, par W. E. Burghardt Du Bois ; imprimerie de l'Université d'Atlanta (Georgie), 1903.

américaine en a tiré le plus merveilleux parti. C'est à l'étude de la mise en valeur par ces hommes énergiques des ressources qu'offrait une nature généreuse, de la production et des procédés de production qu'est consacrée la majeure partie de cet ouvrage. Les méthodes américaines sont toujours intéressantes et instructives à examiner, sans qu'on veuille prétendre, du reste, qu'elles soient toutes applicables dans notre vieille Europe. Certaines devront même, bientôt peut-être, subir des modifications dans leur propre pays. Ainsi le développement agricole, que la seule mise en valeur de terres nouvelles a suffi à rendre si intense jusqu'à présent, entre dans une nouvelle phase, plus difficile, aujourd'hui qu'il ne reste plus beaucoup de terres vierges de premier ordre et bien placées. La plupart des terres encore vacantes, très étendues d'ailleurs, sont, ou insuffisamment arrosées, ou médiocrement pourvues de communications — et l'on ne peut multiplier à l'infini les chemins de fer —, ou de qualité assez ordinaire. D'autre part, quelques-unes de celles qui sont cultivées depuis assez longtemps sans être jamais appréciablement amendées, commencent à s'épuiser.

Il semble donc que l'agriculture américaine doive éprouvèr bientôt le besoin de modifier un peu ses méthodes, si perfectionnées à certains égards, en ce qui concerne l'usage des machines, par exemple,

mais si primitives à certains autres, en ce qui a trait surtout à l'emploi des engrais. C'est une sorte de crise, sans prendre le mot dans un sens trop absolu, qu'elle peut être appelée à traverser. Il n'y a pas lieu de douter qu'elle ne trouve moyen de s'adapter aux nouvelles conditions qui lui sont faites.

La démocratie rurale américaine — car ce grand pays agricole est un pays de petite propriété — est si énergique et si progressive, elle sait si bien appeler à son secours toutes les ressources de l'esprit scientifique et de l'esprit commercial, qu'elle saura continuer, en tout état de cause, à développer sa production ; mais on observe, depuis plusieurs années déjà que, pour les cultures vivrières comme pour les cultures industrielles, pour les céréales comme pour le coton, ce développement n'est pas plus rapide que celui de la population, et les excédents susceptibles d'être exportés n'augmentent pas. Tout porte à croire qu'il en sera de même à l'avenir. C'est plutôt de terres très nouvelles, du Canada et de l'Argentine, que des États-Unis, que viendra dans l'avenir la concurrence aux agriculteurs européens et, peut-être, comme ces pays ne valent pas après tout les États-Unis, cette concurrence devrait-elle tendre à devenir moins rude.

C'est le développement de l'industrie qui attire aujourd'hui et qui attirera de plus en plus tous les regards aux États-Unis. C'est vers elle que l'activité

des Américains se porte surtout, et elle y obtient de merveilleux résultats. Quelles sont les causes de ces succès? Les Américains eux-mêmes en reconnaissent cinq principales : leurs ressources agricoles ; leurs ressources minérales ; le développement et la perfection de leurs moyens de transport ; la liberté du commerce sur tout leur territoire ; le fait que leur population est affranchie « d'idées héritées du passé et ultra-conservatrices ». Ainsi s'exprime le rapport sur le *Census* de 1900 qui, sans se laisser égarer par l'orgueil national, reconnaît la part de la nature dans la puissance économique de l'Union.

Ce sont là des vues plus justes, à notre sens, que celles d'un certain nombre d'Européens qui voient dans le développement industriel du Nouveau-Monde l'effet de phénomènes passagers et secondaires, comme le protectionnisme et les *trusts*. Quoi qu'on pense du protectionnisme et du libre échange en théorie, ce ne sont pas les États-Unis qu'il faut citer comme exemple des bienfaits du premier. Nous venons de le dire : de l'aveu des Américains eux-mêmes, c'est le libre échange à l'intérieur, plus que le protectionnisme contre l'extérieur, qui est la cause des progrès de leur industrie. Les conséquences du protectionnisme ne sont pas les mêmes dans la grande République du Nouveau-Monde que dans les États, relativement petits, de l'Ancien. Avec leur nombreuse population, qui aug-

mente si vite et qui consomme tant, avec l'immense étendue de leur territoire où se trouvent les ressources naturelles et les climats les plus divers, les États-Unis peuvent presque tout tirer de chez eux, tout en se conformant à la règle, enseignée par l'économie politique, que l'étendue du marché et la division du travail réduisent le coût de la production. C'est ce que ne peuvent faire, au contraire, la plupart des pays de l'Europe, dont le territoire est moins vaste et moins bien doué, la consommation moins active et moins croissante.

Quant aux trusts, loin d'être des organes essentiels, la plupart d'entre eux sont plutôt, à nos yeux, des excroissances passagères du progrès industriel américain. Tandis qu'on s'en effrayait en Europe, ils commençaient à donner déjà sur leur terre natale la preuve de leur fragilité. Quelques-uns peuvent réussir, parce que des circonstances très particulières, naturelles ou artificielles, les favorisent exceptionnellement, ou parce qu'ils poussent, à la fois, au plus haut point la concentration de direction et la division du travail qui sont les caractéristiques de l'industrie moderne; encore la difficulté du contrôle dans des entreprises trop vastes finit-elle souvent par amener leur chute. Mais la grande majorité, fruits de conceptions mégalomanes, écloses dans des cerveaux grisés par des temps de prospérité exceptionnelle, dépérissent et tombent dès que survient un ralen-

tissement de l'activité des affaires. C'est ce qui est arrivé, il y a une douzaine d'années, à une première floraison de *trusts*, c'est ce qui arrive de nouveau à l'heure où nous écrivons. Ce ne sont pas les trusts qui ont fait le prodigieux développement de l'industrie américaine; ce ne sont pas eux qui la rendent menaçante pour l'industrie du Vieux-Monde.

Les vraies causes des progrès de l'Amérique sont autrement profondes. Ce sont bien celles qu'indique le rapport sur le *Census* et elles peuvent toujours se résumer en ceci : les ressources naturelles du pays sont immenses ; sa population est le produit d'une sélection d'énergies que développe encore l'influence du milieu, de ce milieu neuf où tout croît vite, où le travail et la hardiesse intelligente peuvent gagner, bien plus rapidement, une récompense bien plus grande qu'en Europe. Si l'on veut entrer dans le détail, on admirera la souplesse de l'industrie américaine, la rapidité avec laquelle elle se transforme, la bonne organisation du commerce et des transports, la rareté de la routine et des préjugés contre le machinisme chez les ouvriers, la hardiesse des capitaux, l'esprit d'initiative des chefs d'entreprise et des employés supérieurs, toujours à la recherche des améliorations techniques et des collaborateurs bien doués[1].

1. Ce dernier point est très important. Il n'y a pas de forces perdues en Amérique et l'homme capable y fait toujours son che-

Nous avons tenté de mettre tous ces traits en lumière, en même temps que nous dressions le tableau des résultats obtenus, dans l'étude que nous faisons des principales et des plus caractéristiques parmi les industries américaines.

Plus que jamais, la concurrence d'Outre-Atlantique qui s'était ralentie un instant, va devenir aujourd'hui redoutable dans le domaine industriel. Une prospérité exceptionnelle avait tellement accru la consommation intérieure en ces dernières années, que les exportations d'articles manufacturés américains ne s'étaient pas accrues autant qu'on s'y attendait vers 1899 ou 1900. Mais ceci n'aura

min, parce que les chefs ont l'esprit toujours en éveil, cherchant autour d'eux, parmi les gens occupés même aux tâches les plus humbles, qui pourrait remplir utilement les fonctions les plus élevées. Rien de plus typique à ce sujet que l'histoire de M. Charles Schwab, devenu fameux dans le monde entier pour avoir été directeur général du trust de l'acier aux appointements de 5 millions de francs l'an. Elevé dans l'établissement des frères de la Doctrine Chrétienne de Loretto (Pennsylvanie), que fonda jadis le célèbre prince Galitzine, et y ayant fait quelques études scientifiques, il va, en 1880, à l'âge de 18 ans à Braddock près de Pittsburg, où se trouvent de grandes aciéries appartenant à M. Carnegie ; pour vivre, il se fait pendant quelques mois, garçon épicier, mais parvient bientôt à se faire engager comme ouvrier au salaire d'un dollar par jour dans les aciéries. Six mois après son entrée, il était chef d'atelier, et onze ans plus tard, avant trente ans, directeur général des établissements Carnegie. « Pour Charles Schwab, ce ne fut pas l'avancement à l'ancienneté », comme dit l'ouvrage d'où nous extrayons cet exemple et qui en cite bien d'autres, *Millionnaires and Kings of Enterprise* ou « la merveilleuse carrière de quelques Américains qui par leur hardiesse, leur prévoyance et leur énergie sont devenus les maîtres dans le domaine de l'Industrie et de la Finance ». Cet intéressant volume, dû à M. James Burnley, est édité par la maison Roy et Cᵒ, de Londres.

eu qu'un temps, et l'invasion américaine reprend. Nous assisterons, pendant le premier quart du XXᵉ siècle, dans la sphère de l'industrie, à un mouvement analogue à celui que l'on a vu se produire durant le dernier quart du XIXᵉ, dans celle de l'agriculture. Les objets fabriqués américains viendront lutter, aussi bien en Europe même que dans les pays neufs, avec les produits des industries du Vieux-Monde.

Le désir de s'assurer des débouchés au cas où les Etats européens leur fermeraient leurs portes est, avec le besoin instinctif d'expansion, qui anime tous les peuples comme tous les hommes jeunes et forts, l'une des raisons qui poussent les Américains à étendre au dehors leur influence politique. Leurs acquisitions coloniales, l'attention que leur gouvernement porte aux affaires d'Extrême-Orient ont pour but en grande partie de s'assurer des marchés privilégiés et libres. L'étude approfondie de l'impérialisme américain serait sortie du cadre de cet ouvrage; mais nous ne saurions pourtant le passer sous silence. L'expansion politique à l'extérieur est la résultante, d'une part, de l'évolution historique qui, commencée par l'acquisition de la Louisiane, a fait des États-Unis le plus puissant des riverains du Pacifique, d'autre part, du développement de leur production industrielle. La concurrence économique au Vieux-Monde a engendré la concurrence politique. Pour l'une comme pour

l'autre, ils sont formidablement armés. Il dépend de leur seule volonté d'avoir l'une des plus puissantes marines du monde et ils voudront l'avoir, sans doute, lorsqu'ils auront percé l'isthme de Panama. Quant à une armée de terre, comme ils sont invulnérables chez eux, ils pourront aisément, sans entretenir des effectifs bien considérables, disposer de troupes assez nombreuses pour pouvoir envoyer au loin, en Extrême-Orient ou ailleurs, des corps expéditionnaires au moins aussi nombreux qu'aucune autre puissance.

Certes, dans cette voie nouvelle où ils se lancent, les Américains rencontreront plus d'une difficulté. L'entrée dans l'Union de Porto-Rico, probablement un jour de Cuba, et peut-être d'autres Antilles y introduira encore des éléments disparates. Leur constitution fédérale et démocratique, les habitudes de leur vie publique, leur système vicieux de recrutement des fonctionnaires se prêtent mal au gouvernement de terres peuplées par des gens de races entièrement différentes comme les Philippines. Mais si dans le gouvernement des hommes ils sont destinés à faire certaines écoles, d'où leur esprit pratique saura vite tirer les enseignements nécessaires, ils sont passés maîtres dès longtemps dans l'art de mettre en valeur les pays neufs. De hardis pionniers, qui commençaient à ne plus trouver aux Etats-Unis mêmes, dont la colonisation s'avance, l'emploi de leur énergie, iront l'utiliser au loin. L'exploita-

tion des terres tropicales par l'esprit d'entreprise et les capitaux américains menace ainsi l'Europe de nouvelles et redoutables concurrences.

Le premier siècle qui a suivi l'annexion de la Louisiane a consacré la prépondérance des Etats-Unis sur l'Amérique du Nord. Le centenaire de ce grand événement les en trouve déjà sortis et se répandant sur le monde. Avant qu'un deuxième siècle soit bien avancé, ils auront assis sans doute leur hégémonie économique sur tous les pays asiatiques ou américains riverains du Pacifique; ils auront hérité du rôle qu'a joué jusqu'à ces derniers temps l'Angleterre dans le monde. C'est là une destinée inéluctable, parce qu'elle est due pour une large part aux dons magnifiques que la nature a distribués aux Etats-Unis; mais elle a pourtant aussi des causes morales; les pays d'Europe pourront un peu en atténuer l'amertume et conserver une place honorable dans le monde, s'ils se souviennent que l'Union n'est pas seulement le pays le plus riche en houille, en fer ou en cuivre, mais aussi en énergie humaine, ou, comme l'a dit un des hommes qui personnifient le mieux le caractère américain, le président Roosevelt, le pays du *strenuous life*, de la vie intense.

PIERRE LEROY-BEAULIEU.

Mai 1904.

N.-B. — Nous croyons devoir, en tête de ce volume, définir une fois pour toutes les régions ou « divisions » géo-

graphiques entre lesquelles le *Census* de 1900 divise les États-Unis. Voici la liste des États et Territoires qui composent chacune de ces régions :

Atlantique-Nord : Maine, New-Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode-Island, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pennsylvanie.

Atlantique-Sud : Delaware, Maryland, District Fédéral, Virginie, Virginie de l'Ouest, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Georgie, Floride.

Centre-Nord : Ohio, Indiana, Illinois, Michigan, Wisconsin, Minnesota, Iowa, Missouri, Dakota du Nord, Dakota du Sud, Nebraska, Kansas.

Centre-Sud : Kentucky, Tennessee, Alabama, Mississipi, Louisiane, Texas, Oklahoma, Territoire Indien, Arkansas.

Ouest : Montana, Wyoming, Colorado, Nouveau-Mexique, Arizona, Utah, Nevada, Idaho, Washington, Oregon, Californie.

L'Alaska et Hawaï sont en dehors de ces divisions

Quant aux nouvelles possessions des Philippines et de Porto-Rico, le *Census* ne contient pas de données les concernant.

Nous croyons bon de rappeler aussi, quoique nous les traduisions généralement en leurs équivalents français, la valeur des monnaies, poids et mesures des États-Unis :

1 *dollar* vaut 5 fr. 18 et se divise en 100 *cents*.

1 *livre avoir-du-pois* vaut 453 grammes.

1 *courte tonne* (*short ton*) de 2.000 livres, vaut 907 kilos.

1 *longue tonne* (*long ton*) de 2.240 livres, vaut 1.016 kilos.

1 *bushel* vaut 36 litres.

1 *gallon* américain vaut $3^{l},8$.

1 *acre* vaut 40 ares et demi.

1 *mille* vaut 1.609 mètres.

LES ÉTATS-UNIS
AU XXe SIÈCLE

PREMIÈRE PARTIE
LE PAYS ET LA POPULATION

CHAPITRE PREMIER
Le milieu naturel, le sol et le climat.

La puissance et la richesse d'un pays sont le fruit de la collaboration de l'homme et de la nature. Le concours des dons de l'une, de l'intelligence et de l'énergie de l'autre peuvent seuls amener une nation à un haut degré de force et de prospérité. La nature fournit les matières premières brutes; elle fournit aussi, mais à l'état inconscient, indiscipliné, les forces qui serviront à agir sur ces matières premières : le vent, l'eau, la vapeur, l'électricité. L'homme vient mettre ces forces en mouvement et transformer ces richesses au moyen de son travail et de son capital, c'est-à-dire des approvisionnements, des installations, des outils qu'il possède et qui ont été créés par un travail antérieur. Des hommes très énergiques et très habiles ont pu, quelquefois, tirer, de territoires médiocrement dotés de ressources naturelles, un meilleur parti que ne l'ont fait,

de contrées beaucoup plus riches, des peuples mous, peu intelligents ou dénués de capitaux; mais, s'il est vrai que les pays les plus avantagés par la nature restent souvent pauvres et inexploités par la faute de l'homme, il ne l'est pas moins que les territoires trop médiocrement dotés ne peuvent acquérir, malgré toute la valeur de leurs habitants, qu'un développement médiocre ; il est certain aussi que là où se rencontrent les grandes richesses de la nature et les grandes qualités de l'homme un magnifique essor doit avoir lieu. Avant de parler des hommes qui ont peuplé l'Amérique du Nord il est donc indispensable pour comprendre son développement et les perspectives qui l'attendent de se rendre compte des conditions que la nature lui a faites et du milieu où se déploie l'activité de ses habitants.

Les États-Unis occupent, d'un Océan à l'autre, toute la partie moyenne de l'Amérique du Nord. Par leurs extrémités méridionales, au sud du Texas et de la Floride, ils descendent presque jusqu'au tropique, au-dessous du 26e degré : c'est la latitude du Touat, de la Haute-Egypte, de la moyenne vallée du Gange, de l'île de Formose ; c'est beaucoup plus près de l'Equateur qu'aucun point du continent européen, qui ne s'étend pas au-dessous du 36e degré. Au nord, les États-Unis ne dépassent pas le 49e, qui sur 2.000 kilomètres de long les sépare du Canada, c'est-à-dire la latitude de Paris: mais les grandes plaines de l'Amérique septentrionale, soustraites aux influences adoucissantes de la mer et du *Gulf Stream,* étant beaucoup plus froides que l'Europe à latitude égale, il n'existe plus au nord de la frontière américaine qu'une zone assez étroite de terres propres à la culture et à l'habitation de l'homme. L'Union englobe donc la grande masse des contrées

tempérées du continent dont elle occupe le milieu et ses 7.700.000 kilomètres carrés ont bien plus de valeur que la surface légèrement supérieure que couvre le Canada.

La structure géographique des États-Unis se caractérise assez simplement. Parallèlement à chacune des deux côtes Atlantique et Pacifique, on trouve une zone montagneuse. Les montagnes voisines de l'Atlantique, les Appalaches ou Alleghanys, s'approchent vers le Nord à quelques dizaines de kilomètres des côtes, dont les sépare un pays rocheux, granitique, peu fertile, puis s'en éloignent au sud du 41e degré et laissent alors entre leur pied et le littoral une plaine de 300 à 400 kilomètres de large, divisée en deux ou trois terrasses, dont chacune est à peu près horizontale et dont la plus basse, souvent marécageuse, se couvre d'immenses forêts de pins aux approches de la côte. Réparties le plus souvent en plusieurs chaînons parallèles, les Appalaches ne sont pas très élevées; elles n'ont qu'un seul sommet qui dépasse, et très légèrement, 2.000 mètres. Elles ne forment pas d'obstacle sérieux aux communications entre les régions côtières et l'intérieur; leur partie centrale surtout, qui est la moins élevée, offre, à hauteur de New-York, de Philadelphie, de Baltimore, de nombreux et faciles passages par les vallées de l'Hudson, de la Susquehana, du Potomac et de leurs affluents. Au Sud, les dernières croupes des Appalaches viennent mourir à 400 kilomètres du golfe du Mexique. De toutes parts on peut facilement traverser ou tourner ces montagnes bien boisées, et les colons ont passé, presque sans s'en apercevoir, d'un de leurs versants à l'autre.

Bien différentes sont les montagnes Rocheuses. Tout près de la Côte du Pacifique se dresse une première

chaîne, interrompue par la baie de San Francisco, la *Coastal Range*, dont maints sommets s'élèvent au-dessus de 2.000 mètres ; puis, en arrière des larges vallées du San Joaquin au Sud, du Sacramento au centre, de la Willamette au Nord, vallées qui sont presque des plaines intérieures, la première surtout, s'élèvent les masses formidables d'une deuxième chaîne, qu'on appelle Sierrra Nevada au Sud, ou monts des Cascades au Nord. Celle-ci a des sommets de plus de 4.000 mètres et ne présente que deux brèches, l'une au Nord où passe la rivière Columbia, l'autre à l'extrême Sud où débouche le Colorado. Elle forme le rebord oriental d'un immense plateau, large de 1.200 à 1.300 kilomètres dans sa partie centrale, et dont le rebord occidental est occupé par les puissants massifs des Montagnes Rocheuses. Barrière moins continue que la Sierra Nevada et les Monts Cascades, ces dernières dépassent trèsf réquemment 3.000 et parfois, au Centre et au Sud, 4.000 mètres. Le grand plateau lui-même, coupé de chaînes secondaires et dont les dépressions sont occupées par des lacs et des terrains salés, a une altitude de 1.200 à 2.000 mètres. Il se rétrécit au Sud en laissant entre lui et le golfe de Californie des déserts. Au Nord il disparaît presque, remplacé par les vallées s'élargissant en plaines de la Columbia et de son affluent la Snake River, et par un chaos de montagnes qui se prolonge dans la Colombie Britannique. De la frontière du Mexique à celle du Canada un puissant écran de hautes montagnes isole donc la côte du Pacifique des plaines centrales.

Ces plaines immenses s'étendent sur 1.800 à 2.000 kilomètres de l'Est à l'Ouest entre les Rocheuses et les Appalaches, et autant du Nord au Sud entre le golfe du Mexique et la frontière canadienne. Elles descendent

insensiblement vers la côte du Golfe, basse et bordée de lagunes; au Nord-Est, les régions granitiques et boisées, où le Mississipi prend sa source et qui bordent les Grands Lacs Américains, font à peine saillie sur les plaines, sauf en quelques points où de faibles rangées de collines atteignent 400 mètres d'altitude, soit 200 mètres de plus que le pays environnant ; au Nord-Ouest les plaines se poursuivent, au delà des limites de l'Union, jusqu'à celles du continent américain lui-même. Entre les eaux qui descendent au golfe du Mexique par le Mississipi, celles qui vont à l'Atlantique par les Grands Lacs et le Saint-Laurent, celles qui se dirigent vers la Baie d'Hudson et l'Océan Arctique par la Rivière Rouge du Nord, l'Assiniboine et les lacs du Manitoka, aucune ligne de partage sensible. La rivière Desplaines, sous-affluent du Mississipi se trouve aux environs de Chicago à moins de dix kilomètres du Lac Michigan, et par les crues ou les inondations les deux nappes d'eau se confondent. De la cuvette du Mississipi au centre, les plaines se relèvent lentement vers leurs bords est et ouest, par légères ondulations à l'est du Mississipi, parfois par ressauts, faiblement marqués dans les *prairies*, à l'Ouest. Complètement dénudées, leurs horizons sont sans limites; mais leur sol est fertile et il n'est besoin, pour le défricher, que d'enlever d'insignifiantes broussailles. C'est la terre bénie de la colonisation.

Toutes choses égales d'ailleurs, le climat de la plus grande partie des Etats-Unis devrait être, de par la latitude, beaucoup plus chaud que le nôtre. Il l'est en effet durant l'été. Dans presque toute l'étendue de l'Union, sauf à l'extrême Nord-Est et à l'extrême Nord-Ouest, aux deux bouts de la frontière canadienne, sauf aussi sur quelques très hauts plateaux des Mon-

tagnes Rocheuses, la température moyenne de juillet dépasse 20 degrés centigrades, alors qu'elle atteint à peine 19 degrés à Paris ; à New-York et à Chicago, elle est à peu près la même qu'à Marseille, ce qui n'a rien de surprenant, puisque ces deux villes sont à une latitude plus méridionale que notre grand port méditerranéen. Pour plus d'un tiers du pays, pour une vaste zone qui, sur le versant atlantique et dans le bassin du Mississipi, s'étend jusqu'au 40e degré, englobant Baltimore et Saint-Louis du Missouri, la moyenne du mois le plus chaud de l'année dépasse 25 degrés, moyenne inconnue en France ; elle atteint 30 degrés à la Nouvelle-Orléans et sur le littoral du golfe du Mexique. C'est dire que l'été est brûlant dans la majeure partie des Etats-Unis.

Par contre l'hiver est glacial, presque partout. Déjà sur la côte de l'Atlantique, qui n'est pas réchauffée, comme en Europe, par les eaux chaudes du Gulf Stream, New-York, à la latitude de Naples, a des hivers plus froids que Berlin : ceux de Boston rappellent ceux de Stockholm. Dans le centre, dans la vaste plaine du Mississipi, qui est ouverte à tous les vents du Nord, et dont les écrans des Alleghanys et surtout des Montagnes Rocheuses écartent l'influence adoucissante des souffles marins, c'est bien pis. A Saint-Paul-Minneapolis, sous le 45e degré, la latitude de Bordeaux, la température moyenne de janvier descend à 12 degrés au-dessous de zéro, tandis qu'elle est de 2 degrés audessus à Paris ; à Saint-Louis, sous le 38e, à la latitude de Palerme, elle est sensiblement inférieure à zéro. D'une manière générale, la température d'hiver décroît rapidement, non seulement quand on remonte du Nord vers le Sud, mais encore quand on s'avance de l'Est vers l'Ouest, jusqu'à proximité du pied des Montagnes Ro-

cheuses. Elle s'adoucit sans doute beaucoup sur les bords du golfe du Mexique, en Floride, même en Géorgie et dans les Carolines : à la Nouvelle-Orléans, la moyenne de janvier dépasse 10°, c'est-à-dire la moyenne de l'année entière à Paris; mais ces régions de l'extrême-midi elles-mêmes, à l'exception des points les plus méridionaux de la Floride et du Texas, ne sont pas à l'abri des *cold waves* « vagues froides », qui, après avoir provoqué dans le bassin de Mississipi d'effroyables *blizzards*, ou tempêtes de neige, viennent causer jusque-là de courts, mais violents, refroidissements de l'atmosphère. J'ai vu les orangers gelés à Jacksonville en Floride sous le 30e degré, comme il ne leur arrive pas de l'être à Nice sous le 43e. La Côte du Pacifique, baignée par les eaux chaudes du Kouro-Sivo ou courant du Japon, est seule à l'abri de ces terribles hivers; les étés y sont aussi moins brûlants, même jusqu'au sud du littoral californien; au Nord, une grande partie de l'Etat de Washington, limitrophe du Canada, et de l'Etat d'Orégon a un climat tout comparable à celui de l'Ile de France; mais ces régions favorisées sont relativement peu étendues. Les plateaux des Rocheuses, qui se dressent en arrière d'elles, ont des étés torrides et des hivers très froids, d'une rigueur cependant moins extrême, malgré leur altitude, que les plaines centrales.

Somme toute, on exprime assez bien les traits distinctifs du climat des États-Unis en disant, avec certains Américains, qu'il est tropical-arctique : tropical en été, arctique en hiver; le printemps n'existe presque pas; l'automne, par contre, est très beau, doux et agréable. Le même caractère extrême se retrouve, jusqu'à un certain point, dans la distribution des pluies. Presque partout elles sont moins également réparties que dans l'Europe occidentale, tombent avec plus de violence,

mais un moindre nombre de jours par an. Dans toute la région à l'est du Mississipi, et même dans une bonne partie des Etats qui bordent le fleuve à l'Ouest, jusque dans une portion du Texas, il tombe, en moyenne, plus d'un mètre d'eau par an, près du double de ce qui tombe à Paris; cependant, le ciel de ces contrées est généralement plus clair que le nôtre, et elles sont, plus souvent que notre pays, sujettes à de fâcheuses sécheresses, surtout dans la moitié nord; la moitié sud se rapproche du régime tropical, avec des précipitations annuelles atteignant jusqu'à 2 mètres sur les côtes du golfe du Mexique et une chaleur humide et déprimante en été. Lorsqu'on marche vers l'Ouest, après avoir passé le Mississipi, l'abondance des pluies diminue rapidement. A 600 ou 800 kilomètres au delà du fleuve, à partir d'une ligne qui suit à peu près le 100e degré ouest de Greenwich, elle devient inférieure à 500 millimètres par an; l'irrégularité de la distribution des pluies au cours de l'année et les longues sécheresses qui en sont la conséquence, ne permettent plus alors la culture du sol, sauf en quelques points privilégiés et dans les vallées susceptibles d'irrigation : c'est la zone « semi-aride », qui embrasse les plateaux des Rocheuses et la portion ouest des *Prairies*, sur une longueur de 2.000 kilomètres du Nord au Sud, et une largeur de 1.200 à 1.300 kilomètres de l'Est à l'Ouest. Elle occupe ainsi largement 2 millions et demi de kilomètres carrés, le tiers de la surface des Etats-Unis, cinq fois celle de la France. Près de la moitié est aride tout à fait et se compose de véritables déserts, qui couvrent presque en entier les plateaux de l'Utah, du Nevada et de l'Arizona, le sud-est de la Californie, une forte portion du Nouveau-Mexique, et des lambeaux des Etats voisins. Enfin, après avoir franchi la Sierra Nevada et les monts des Cascades, on retrouve une zone suffisam-

ment arrosée, propre à l'agriculture, mais large de 200 kilomètres seulement et fort accidentée, entre ces montagnes et le Pacifique.

Avec ses plaines immenses du Centre et ses énormes massifs montagneux de l'Ouest, avec son climat extrême et toute sa nature violente, le territoire actuel des Etats-Unis était peu propre au développement d'une civilisation autochtone. La nature y était trop forte pour être domptée par des hommes encore faibles, qui se plaisent mieux et arrivent plus aisément à progresser dans des pays divisés par des obstacles naturels, des chaînes de montagnes, des bras de mer, en compartiments étanches, où les peuples sont à l'abri les uns des autres, peuvent se constituer et se développer en paix et sous des climats plus doux, où les fléaux naturels, inondations, sécheresses, froids et chaleurs extrêmes n'acquièrent pas la violence subite et décourageante pour le primitif qu'ils possèdent dans le Nouveau-Monde ou dans la zone tropicale. Mais, au contraire, pour une civilisation importée du dehors par des hommes qui savent déjà se soustraire aux violences du climat et discipliner les forces d'une nature exubérante, pour la civilisation moderne surtout, quel merveilleux terrain que les Etats-Unis! Leurs plaines immenses et sans obstacles se prêtent admirablement à la culture en grand et à l'établissement économique des chemins de fer, complétant un superbe réseau de voies navigables pour faciliter l'exportation des produits du sol et du sous-sol. La diversité des altitudes et des latitudes permet de joindre aux cultures de la zone tempérée celle des plantes semi-tropicales comme le coton. Enfin les richesses minérales, si importantes dans la phase actuelle de la civilisation sont immenses : le fer et le charbon surtout, qui sont comme les muscles et le sang

de l'industrie moderne, surabondent, dans les meilleures conditions, pour être exploités. La prospérité industrielle qu'ont favorisée les gisements de combustibles minéraux promet d'ailleurs de n'être pas sans lendemain, car les forces hydrauliques, dont le règne s'annonce pour un prochain avenir, se trouvent en quantités énormes. De tous les pays qui s'offraient à la colonisation de la vieille Europe, les Etats-Unis sont assurément le mieux doué par la nature.

CHAPITRE II

La population américaine. — Ses origines. L'immigration.

Le vaste territoire que nous venons de décrire à grands traits se trouvait presque entièrement inoccupé quand les Européens y arrivèrent. Il n'était parcouru que par de faibles tribus d'Indiens tout à fait primitifs vivant de la chasse, de la pêche et de la cueillette. Dans le Sud-Ouest seulement, au Nouveau-Mexique, les Indiens Pueblos, plus avancés, connaissaient l'agriculture et pratiquaient même l'irrigation ; mais nulle part, n'existaient de véritables civilisations, de sociétés policées, de populations denses, comme il s'en était formé sur les hauts plateaux du Mexique et du Pérou. Aussi les indigènes, qui continuent de former aujourd'hui, à l'état pur ou métissé, la grande masse des habitants de l'Amérique centrale et de la région andine de l'Amérique du Sud, n'ont-ils joué aux États-Unis qu'un rôle presque insignifiant. Refoulés peu à peu vers les régions arides, voyant leurs territoires de parcours sans cesse réduits, inaptes à passer assez rapidement de l'état de peuple chasseur à celui de peuple agricole, offrant une proie facile à toutes les maladies que leur apportaient les blancs, victimes de guerres suivies de répressions souvent impitoyables, parfois de la transplantation de tribus entières, ils ont vu leur nombre décroître et ne

sont plus même 300.000 aujourd'hui. Sans doute, aux premiers temps de la colonisation, de fréquentes unions ont eu lieu entre Européens et Indiennes; l'histoire de Pocahontas rappelle la légende de la Gauloise Gyptis et du Grec Euxène, fondateur de Marseille, et le nombre est certes grand des Américains dans les veines desquels coulent quelques gouttes de sang indien; mais la proportion de l'alliage est infime et tend à se réduire de plus en plus sous l'afflux des immigrants. Il semble bien qu'on ait le droit de négliger l'indigène comme facteur ethnique dans ce territoire, qui fut autrefois le sien, mais qu'il ne sut jamais mettre en valeur.

La population des États-Unis est donc presque entièrement venue du dehors, et les éléments qui ont concouru à la former ont été, dès le début, assez variés. Les Espagnols furent les premiers à s'établir, au milieu du XVIe siècle, sur le territoire actuel de l'Union, et le vieux fort de Saint-Augustin, en Floride, passe pour le plus ancien édifice qu'y aient construit les blancs; peut-être cependant, l'installation de ces mêmes Espagnols à Santa-Fé du Nouveau-Mexique est-elle plus ancienne; mais aucun de ces établissements n'acquit jamais d'importance. C'est un peu plus tard, dans le dernier quart du XVIe siècle et les premières années du XVIIe que se fondèrent, sur la côte de l'Atlantique, en Virginie, en Maryland, en Pennsylvanie, en Nouvelle-Angleterre, les colonies anglaises : les discussions religieuses, jointes à la crise économique provoquée par la substitution du pâturage au labourage en Angleterre, déterminèrent dès l'abord un important courant d'émigration de la mère-patrie vers le Nouveau-Monde. La Couronne britannique fut assez sage pour favoriser l'établissement des groupes religieux dissidents dans ses possessions d'outre-mer au lieu d'y transporter

l'esprit de persécution qui sévissait dans la métropole. Aussi le peuplement fut-il rapide. Dès le milieu du XVIIe siècle, la population d'origine anglaise l'emportait de beaucoup sur toutes les autres populations européennes dans le territoire actuel des États-Unis. Sa prépondérance ne doit pas, cependant, faire oublier qu'il s'était établi au début du XVIIe siècle, dans le New-Jersey et le Delaware, une petite colonie suédoise et à New-York, alors la Nouvelle-Amsterdam, une colonie hollandaise dont l'importance est attestée par le grand nombre de noms hollandais qu'on trouve à New-York, et dont les descendants ont fourni à l'Union deux présidents, Van Buren et Roosevelt, ainsi que sa plus riche famille, les Vanderbilt.

Presque en même temps que les Anglais, les Français tentaient de s'établir sur la côte américaine de l'Atlantique, où le grand esprit de Coligny rêvait la fondation d'une colonie protestante. Les Carolines furent visitées à cet effet; si l'État français s'était montré aussi intelligent que l'État anglais, il aurait favorisé l'établissement outre-mer des dissidents religieux, soit sous les derniers Valois, soit plus tard sous Louis XIV, et permis à notre race de disputer à la race anglaise l'empire de l'Amérique du Nord. Mais bien peu d'hommes ont jamais compris chez nous qu'il faudrait au moins ne pas faire de l'intolérance un article d'exportation. Nos discordes religieuses n'en eurent pas moins pour effet de transplanter en Amérique, lors de la révocation de l'édit de Nantes, un certain nombre de huguenots français, dont on retrouve encore les traces; l'on me montrait à Boston une grande salle, le *Faneuil Hall,* qui portait le nom de l'un d'eux. Quelques autres Français se fixèrent aux États-Unis à la suite de la guerre d'Indépendance, puis sous la Révolution ou l'Empire. C'est

ainsi que j'y ai rencontré un descendant de l'économiste Dupont de Nemours. Mais le plus fort contingent français aux États-Unis provient de la Louisiane qui comptait déjà en 1803, lors de sa cession, une vingtaine de mille habitants. Plus important que l'élément français était déjà il y a cent ans l'élément germanique. De nombreux sujets hanovriens des rois d'Angleterre et d'autres Allemands émigrèrent au XVIII[e] siècle dans les colonies américaines et surtout en Pennsylvanie.

Au commencement du XIX[e] siècle, c'est-à-dire dès le début de leur existence nationale, la population des États-Unis était donc loin d'être purement anglaise; mais si le sang britanique y avait subi un assez fort alliage, il n'est pas douteux pourtant qu'il prédominât, et de beaucoup, parmi les quatre millions d'habitants blancs que comptait l'Union en 1800. A côté de ces blancs se trouvait dès lors un élément bien autrement hétérogène, un million de noirs amenés d'Afrique pour travailler comme esclaves sur les plantations des États du Sud. La présence de cette race inférieure, difficilement assimilable et qui nuit aux progrès d'une des plus belles parties de l'Union, soulève aujourd'hui les plus graves difficultés politiques et sociales, funestes châtiments de l'esclavage. Heureusement pour les Américains comme pour la dignité de la civilisation tout entière, l'importation des esclaves ne s'est guère continuée au delà des premières années du XIX[e] siècle, en sorte que la proportion des noirs à l'ensemble de la population s'est sensiblement abaissée. Il est venu, au contraire, au cours du siècle dernier, depuis 1840 surtout, de tous les pays d'Europe et même du monde, un énorme afflux d'immigrants qui a profondément modifié la composition et le caractère de la population américaine.

Les relevés de l'immigration, régulièrement faits aux

États-Unis depuis quatre-vingts ans, et les recensements décennaux permettent de se rendre un compte exact des changements qui se sont ainsi opérés, au cours du siècle dernier, dans la composition du peuple américain. Nous allons examiner d'abord quels sont les progrès de cette population et de ses deux grands éléments, les noirs et les blancs, et quelle a été l'immigration en bloc depuis le premier *Census* effectué aux Etats-Unis, en 1790 :

DÉVELOPPEMENT DE LA POPULATION AMÉRICAINE DE 1790 A 1900.

	Blancs.	Gens de couleur.	Total.	Immigration durant la décade précédente.
1790.	3.172.006	757.208	3.929.214	-
1800.	4.306.446	1.002.037	5.308.483	200.000 environ.
1810.	5.862.083	1.377.808	7.239.891	
1820.	7.862.166	1.771.656	9.633.822	
1830.	10.537.378	2.328.642	12.866.020	143.439
1840.	14.195.805	2.873.648	17.069.453	599.125
1850.	19.553.068	3.638.808	23.191.876	1.713.251
1860.	27.001.491	4.441.830	31.443.321	2.598.214
1870.	33.678.362	4.880.009	38.558.371	2.314.824
1880.	43.574.990	6.580.793	50.155.783	2.812.191
1890.	55.166.184	7.903.572	63.069.756	5.246.613
1900.	66.990.788	9.312.599	76.303.387	3.844.359

L'accroissement de la population a donc été très rapide ; il s'est maintenu constamment au-dessus de 30 p. 100 par décade d'années jusqu'en 1860 et a atteint 36 p. 100 de 1840 à 1850 et de 1850 à 1860 ; il a fléchi à 23 p. 100 durant la période 1860-1870 par suite de la désastreuse guerre de Sécession, qui a causé la mort d'un demi-million d'hommes, ralenti le mouvement de la natalité et celui de l'immigration. Il s'est relevé encore à 30 p. 100 de 1870 à 1880, pour être enfin de 25 p. 100 durant la décade suivante et de 21 p. 100 pendant la dernière. Ce

ralentissement des années récentes n'a rien de surprenant, car, la population s'accroissant, l'immigration lors même qu'elle se maintiendrait à un niveau constant forme une proportion moindre de cette population; l'accroissement proportionnel, qui lui est dû en grande partie, devient donc bien plus faible.

Si rapide qu'ait été l'augmentation du nombre des habitants aux États-Unis, il a été relativement moindre qu'en certains autres pays neufs, qu'en Australie par exemple, où la population avait triplé de 1831 à 1841, doublé de 1841 à 1851, triplé de nouveau de 1851 à 1861 à la suite de la découverte des mines d'or, et augmenté encore de moitié de 1861 à 1871. La proportion des immigrants arrivés durant une décade à la population à la fin de cette décade n'a jamais été aux États-Unis de plus de 8 p. 100 (taux atteint en 1860 et en 1890), tandis qu'en Australie elle était presque exactement de moitié en 1861 et n'a pas cessé de dépasser 10 p. 100 jusqu'en 1891. Encore faut-il noter que les chiffres de l'immigration aux États-Unis sont bruts, qu'il n'est rien de défalqué pour les départs, tandis qu'en Australie ces chiffres s'entendent émigration déduite. De cette moindre rapidité de l'immigration aux États-Unis résulte en grande partie, à nos yeux, la supériorité incontestable de la société américaine sur la société australienne. La première a eu beaucoup mieux le temps de digérer, de s'assimiler les éléments qu'elle a reçus du dehors. La grande immigration n'a d'ailleurs commencé aux États-Unis qu'à partir de 1830, et à ce moment il s'était constitué déjà un substratum solide d'une dizaine de millions de blancs, ayant des institutions, des traditions, un esprit propre et capables d'en imprégner les nouveaux venus. Ceux-ci étaient, en outre, d'une qualité généralement supérieure à l'avalanche de chercheurs

d'or, à laquelle manquait une proportion suffisante d'éléments ruraux, et qui a submergé à partir de 1850 la jeune société australienne, trop faible pour réagir[1]. Les traits essentiels du caractère américain étaient au contraire marqués dès 1830 et, bien qu'un peu modifiés, subsistent aujourd'hui.

Le sang du peuple américain n'en a pas moins subi un très fort alliage. Pour permettre de s'en rendre compte nous donnons ci-dessous, d'après les documents officiels de Washington, le nombre des immigrants arrivés aux États-Unis des principaux pays d'émigration. Nous distinguons quatre grandes catégories : les immigrants des pays du Nord et du Nord-Ouest de l'Europe, auxquels nous joignons le Canada : ce sont ceux que les Américains considèrent comme « désirables », parce que facilement assimilables; puis ceux du midi de l'Europe, venant de pays plus arriérés et plus difficiles à assimiler; les Asiatiques, principalement Chinois, les moins assimilables de tous; enfin les gens venus de pays divers, où l'émigration est peu active. Nous négligeons la décade 1820-1830 où le mouvement d'immigration commençait à peine.

Le tableau que nous dressons rend compte des grands changements qui se sont produits dans l'immigration à diverses époques. Ce sont les Irlandais qui sont d'abord venus en grand nombre, puis les Allemands ont été les plus nombreux de 1850 à 1890; les Scandinaves ont afflué surtout de 1880 à 1890 et continuent d'arriver nombreux; d'Angleterre et d'Écosse n'a cessé de venir un courant actif qui s'est cependant

1. Sur les différences du peuplement de l'Australie et de celui de l'Amérique du Nord et les conséquences sociales qui en résultent, voir notre ouvrage, les *Nouvelles Sociétés Anglo-Saxonnes*, p. 57 et suivantes, 2e édition, Paris, 1901. Librairie Armand Colin.

ralenti dans la dernière décade. Somme toute les immigrants des pays du Nord, c'est-à-dire les plus facilement assimilables, ont dominé exclusivement jusqu'en 1880, et très fortement encore de 1880 à 1890.

IMMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS DE 1830 A 1900.
(Par milliers de personnes).

Pays de provenance :	1830-50	1850-60	1860-70	1870-80	1880-90	1890-1900
Canada[1]	55	59	154	383	392	?
Allemagne	587	952	787	718	1.453	544
Grande-Bretagne .	342	424	607	548	807	342
Irlande.	988	914	441	437	655	403
Pays Scandinaves.	17	25	126	243	656	379
Total	1.989	2.374	2.115	2.329	3.963	1.668
Autriche-Hongrie .	»	»	8	73	354	597
Italie.	4	9	12	56	307	656
Russie et Pologne.	1	2	5	52	265	586
Deuxième total.	5	11	25	181	926	1.842
Pays divers . . .	318	172	95	178	290	247
Asie	»	41	65	124	68	87

Depuis 1890 et surtout depuis 1895, l'énorme accroissement des immigrants venus du Midi et de l'Orient de l'Europe tend au contraire à introduire des éléments beaucoup plus hétérogènes, plus difficiles à assimiler, plus pauvres, moins instruits, plus arriérés à tous points de vue; nombre de ces nouveaux venus ont peine à soutenir la lutte pour l'existence dans ce pays où elle est rude. Aussi les Américains les voient-ils d'un mauvais œil et multiplient-ils les lois restrictives de l'immigration. Néanmoins, sous l'influence d'une très grande prospérité économique aux États-Unis, coïncidant avec une période de crise en Europe, le nombre des immi-

1. A partir de 1885, il n'a plus été fait de statistique des immigrants venus par terre du Canada et du Mexique, ces relevés présentant trop peu de garanties d'exactitude.

grants a été plus élevé que jamais en ces derniers temps, et les gens de l'Est et du Midi de l'Europe y ont une prépondérance de plus en plus forte. C'est ainsi qu'en 1903, les immigrants d'Italie, de Russie et d'Autriche-Hongrie réunis se sont trouvés 572.000, tandis que ceux du Royaume-Uni, d'Allemagne et des Pays Scandinaves n'étaient que 186.000 en tout. En tenant compte des pays secondaires, Roumanie, Grèce, Espagne, Portugal, etc., sur 814.000 immigrants arrivés d'Europe, 609.000 venaient de l'Est et du Midi, 205.000 seulement du Nord et de l'Ouest [1].

1. Immigration aux États-Unis en 1901, 1902, 1903 et depuis l'origine, par nationalités :

Pays de provenance :	1901	1902	1903	1821-1903
Angleterre	12.915	13.338	27.494	2.767.431
Écosse	2.070	2.560	6.153	394.659
Irlande	30.561	29.138	35.300	3.979.569
Allemagne	21.651	28.304	40.086	5.138.091
Pays Scandinaves	39.234	54.038	77.647	1.617.080
Hollande	2.349	2.287	3.998	141.321
Belgique	1.579	2.577	3.460	71.671
France	3.150	3.117	5.478	414.197
Suisse	2.201	2.344	3.983	212.946
Autriche-Hongrie	113.390	171.989	206.011	1.522.925
Italie	135.996	178.375	230.622	1.589.219
Espagne	592	975	2.080	95.768
Portugal	4.165	5.307	9.370	
Russie et Pologne	85.257	107.347	136.093	1.242.455
Roumanie	7.155	7.196	9.310	
Grèce	5.910	8.104	14.099	107.255
Divers	405	224	1.634	
Total de l'Europe	469.287	619.068	814.507	19.296.348
Chine	2.459	1.649	2.209	320.138
Japon	5.269	14.270	19.968	68.893
Turquie d'Asie et divers	5.865	6.352	7.719	62.025
Total de l'Asie	13.593	22.271	29.966	451.056
Canada	540	636	1.028	1.051.210
Mexique	347	709	528	29.561
Antilles et Am. centr.	3.326	5.016	8.846	147.077
Amérique du Sud	203	337	589	15.006
Total de l'Amérique	4.416	6.698	10.991	1.243.354
Afrique	173	37	176	2.868
Océanie	499	669	1.406	236.291
Total général	487.918	648.743	857.046	21.265.723

La proportion est ainsi exactement inverse aujourd'hui de ce qu'elle était durant la décade 1880-1890. C'est là un fait grave; toutefois, les éléments nouveaux qui arrivent ainsi depuis un petit nombre d'années n'ont pas encore eu le temps d'exercer une influence sensible sur le peuple américain et la masse de celui-ci est maintenant si considérable qu'il n'en sera peut-être pas modifié bien profondément à l'avenir.

CHAPITRE III

La composition de la population blanche et la distribution de ses divers éléments.

Nous avons vu quels éléments sont venus s'agréger au noyau primitif pour former la population américaine. Nous examinerons maintenant quelle en est la constitution actuelle, la résultante de cette immigration.

Au 30 juin 1900, date du dernier *census*, la composition globale de la population américaine était la suivante :

	Total.	Pour 100 des blancs
Nés aux E.-U de parents américains .	41.053.417	61.3
— — étrangers . .	15.687.322	23.4
Nés à l'étranger.	10.250.049	15.3
Total des blancs	66.990.788	100.»
Gens de couleur.	9.312.599	
Total général.	76.303.387	

Les blancs nés de parents américains forment donc à peine plus des trois cinquièmes de la population blanche totale.

Toutefois, sur les 15.687.322 personnes nées aux États-Unis de parents étrangers, il s'en trouve 5.089.202 dont l'un seulement des parents était étranger, l'autre étant Américain ; de plus, 61.792 personnes nées à l'étran-

ger étaient dans le même cas; enfin 8.909 individus étaient nés à l'étranger de père et mère américains, ce qui réduit à un tiers exactement la proportion du sang étranger dans la population américaine actuelle, en remontant à une génération seulement. Si l'on remontait plus haut, si l'on considérait non plus seulement les gens dont les père et mère sont nés hors des États-Unis, mais ceux dont les grands-parents étaient étrangers, on arriverait à une proportion bien plus forte.

Ce qui vient augmenter beaucoup l'effectif de l'élément indigène, ce sont les enfants ; les femmes y sont également plus nombreuses. L'un des tableaux du *census* donne la répartition de la population, par origine, de tous les hommes âgés de plus de vingt et un ans qui sont au nombre de 21.329.319, dont 19.036.143 blancs. Parmi ceux-ci, 10.636.898, soit 55,9 p. 100 seulement sont nés aux États-Unis de parents américains ; 3.466.721, ou 18,2 p. 100 sont nés dans le pays de parents étrangers, enfin 4.932.524, ou 25,9 p. 100 sont nés à l'étranger.

L'ensemble des éléments d'origine étrangère atteint ici 44,1 p. 100 du nombre total ; il convient de remarquer, toutefois, que, parmi les 3.466.721 hommes majeurs, que le *census* qualifie de « nés aux États-Unis de parents étrangers », une bonne part ne doit avoir qu'un de ses deux parents étrangers ; la proportion serait d'un tiers environ si l'on se reporte à ce que nous venons d'observer pour l'ensemble des personnes de tout âge et de tout sexe de la même catégorie. Cela réduirait à un peu plus de 40 p. 100 la proportion du sang étranger parmi les hommes de plus de vingt et un ans. Si l'on remontait à une génération plus haut et que l'on prît tous les hommes majeurs descendant de grands-pères étrangers on augmenterait sans doute encore cette proportion,

mais dans une mesure assez faible, car le nouvel élément qu'on ajouterait ainsi se composerait de la descendance des personnes établies aux États-Unis avant 1850. Or, il n'y avait aux États-Unis, en cette année 1850, que 2.244.000 étrangers sur 19 millions et demi de blancs et, en 1840, il y en avait beaucoup moins d'un million sur 14 millions ; les petits-enfants de ces étrangers ne doivent donc former qu'une faible part des 10 millions et demi d'hommes majeurs nés aux États-Unis de parents américains.

On arrive ainsi à cette conclusion que la plus grande partie du sang qui coule dans les veines du peuple américain d'aujourd'hui doit être celui des hommes qui habitaient les États-Unis en 1830, avant le commencement de la grande immigration européenne. Il se trouvait à ce moment, sur le territoire de l'Union, 10.537.000 blancs ; dix ans plus tard, en 1840, ce nombre était porté à 14.195.000, et il n'y avait eu, en cette décade, que 599.000 immigrants ; en tenant compte largement des naissances qui avaient pu se produire parmi ceux-ci aux États-Unis et en supposant que tous y fussent restés, on doit admettre que les 10.537.000 blancs indigènes de 1830 étaient devenus au moins 13.500.000 en 1840 : c'était un taux d'accroissement de 28 p. 100 en dix ans. Durant la dernière décade, 1890-1900, le taux d'augmentation de la population blanche américaine, défalcation faite de l'apport de l'immigration, n'a plus été que de 15 à 16 p. 100. En prenant un taux intermédiaire de 20 p. 100, ce qui ne semble pas très élevé, on calcule que la descendance de la population blanche de 1830 atteint le chiffre de 40 millions d'âmes; même au taux d'accroissement de 16 p. 100 par décade on atteindrait 34 millions, c'est-à-dire encore la majorité du chiffre actuel des blancs.

D'ailleurs, il est bon d'observer que la très grande immigration est relativement récente ; elle a porté en tout de 1830 à 1900, sur un peu moins de 19 millions de personnes, dont tout près de la moitié, presque exactement 9 millions, ont débarqué depuis 1880. En moyenne, ces 19 millions d'individus ne sont arrivés aux États-Unis que depuis trente ans ; de plus, un assez grand nombre d'entre eux sont repartis. Il est facile d'en juger en prenant pour exemple la dernière décade : du 30 juin 1890 au 30 juin 1900, il est arrivé aux États-Unis 3.687.564 immigrants ; mais au recensement pris à la dernière de ces dates, il ne s'y trouvait que 2.609.173 étrangers arrivés depuis moins de dix ans. Or, en admettant pour les immigrants une mortalité de 20 p. 1.000 par an, ce qui est supérieur à la moyenne des États-Unis et serait, du reste, énorme pour un groupe de gens contenant très peu d'enfants en bas âge et de vieillards, il devrait en résulter, pour un séjour moyen de cinq ans, un déchet de 10 p. 100 dans leur nombre. Sur les 3.687.564 il devrait donc en rester 3.319.000 environ ; il n'en reste que 2.609.173. Il doit donc en être reparti plus de 700.000, soit près d'un cinquième du total, sans compter ceux qui ont pu partir encore après la fin de la décade. Faut-il croire que la proportion de l'émigration ait toujours été aussi élevée ? Nous ne le pensons pas tout à fait ; la dernière période décennale a été coupée en son milieu par une crise très dure et prolongée, qui a pu provoquer beaucoup de retours au pays natal ; de plus, l'immigration italienne, qui a pris tant d'importance depuis dix ans, est souvent temporaire. Cependant, à d'autres époques, lors de la guerre civile par exemple, il a pu y avoir d'assez grands mouvements de reflux de l'Amérique vers l'Europe. En tout cas, et bien que la plus grande

difficulté des communications dût jadis mettre des obstacles au retour en Europe des immigrants, il n'est pas téméraire de penser que l'immigration nette doit rester sensiblement au-dessous de l'immigration brute et que, sur les 19 millions de personnes débarquées aux États-Unis de 1830 à 1900, il n'a pas dû en rester plus de 15 à 16 millions au grand maximum : ce qui réduit la proportion de l'élément étranger dans une mesure appréciable. Enfin, la sensible prépondérance des hommes parmi les immigrants (dont 60 p. 100 appartiennent au sexe masculin) fait qu'un certain nombre ont dû rester sans postérité.

Tout concourt donc à faire penser que les Américains actuels descendent pour une proportion supérieure à la moitié, que l'on serait tenté d'évaluer entre 55 et 60 p. 100, de la population qui vivait déjà sur leur territoire en 1830, autant dire de celle qui s'y trouvait à la fin du XVIIIe siècle, car on n'estime pas l'immigration depuis la Déclaration d'Indépendance jusqu'en 1830 à plus de 400.000 personnes en tout. Le vieux groupe américain a conservé la prépondérance numérique ; il n'a pas été submergé par les nouveaux venus, mais a pu, au contraire, leur inculquer dans une large mesure son esprit et ses traditions.

Ce groupe était, en majorité, nous l'avons dit, d'origine britannique. D'autre part, sur les 19 millions d'immigrants venus de 1820 à 1900, l'on n'a pas compté moins de 3.024.000 Anglais, Écossais ou Gallois, et de 3.871.000 Irlandais, soit ensemble plus d'un tiers du total. S'il est des immigrants dont bien peu sont retournés chez eux, ce sont certes les Irlandais; ils ont été, de plus, des premiers à venir en grand nombre et sont donc parmi ceux qui ont le plus de descendants.

Il résulte de ceci que, non seulement le bloc des vieux

Américains, mais encore un bon tiers des fils d'immigrants sont originaires des Iles Britanniques, et qu'en définitive, c'est là que plus des deux tiers, sinon même les trois quarts, des habitants de l'Union — nous ne parlons que des blancs — doivent chercher leur origine.

Ainsi les États-Unis seraient anglo-saxons en grande majorité, si les Iles Britanniques elles-mêmes étaient toutes anglo-saxonnes ; mais la porportion des Irlandais est beaucoup plus forte en Amérique que dans le Royaume-Uni de nos jours. Parmi les nombreuses causes qui ont rendu le caractère américain très différent de l'anglais, cette importance de l'élément celtique est à retenir : elle lui a donné plus de mobilité et de vivacité, elle a pu être contrebalancée en partie par l'influence germanique, agissant dans le sens de la solidité, de la lourdeur même, et de l'accroissement de l'esprit scientifique. Les modifications dues au milieu naturel, à la violence et à la sécheresse du climat, à l'immensité des espaces, au contact avec la nature vierge ont été, peut-être, plus profondes encore. Il ne faut pas, cependant, qu'elles fassent oublier les influences de race, toujours si puissantes, et dont les conséquences se font largement sentir aux États-Unis, aussi bien sur le tempérament national que sur la politique extérieure du pays.

On pourra juger par le tableau ci-dessous, de la part qu'ont prise les diverses nationalités européennes dans la formation du peuple américain. Nous y indiquons, d'après le dernier *census*, le nombre des personnes dont les deux parents, ou l'un des parents seulement sont nés dans les divers pays étrangers, que ces personnes elles-mêmes soient nées ou non aux États-Unis[1] :

1. Presque tous les individus ayant un parent indigène et l'autre étranger sont nés aux Etats-Unis; il n'y en a que 61.792 qui fassent exception et soient nés à l'étranger, dont 30.935 au Canada.

	Ayant leurs deux parents étrangers.	Ayant un parent étranger et l'autre américain.	Total.
Allemagne	6.244.107	1.585.574	7.829.681
Irlande	4.000.954	977.419	4.978.373
Grande-Bretagne	1.957.817	1.054.226	3.012.043
Pays Scandinaves	1.949.280	231.217	2.180.497
Canada anglais	675.841	625.955	1.301.796
Canada français	635.038	175.067	810.105
France	171.101	94.340	264.441
Suisse	187.906	67.211	255.117
Italie	706.489	25.492	731.981
Autriche	408.167	26.450	434.617
Bohême	325.379	31.451	356.830
Hongrie	210,300	6.091	216.391
Pologne	668.514	19.157	687.671
Russie	669.764	15.412	685.176
Autres pays	689.696	154.150	843.846
D'origine mixte	1.338.207	»	1.338.207
Totaux	20.839.260	5.089.202	25.928.462

	Nés à l'étranger.	Nés aux États-Unis.	Pour 100 de l'ensemble des personnes d'origine étrangère.
Allemagne	2.674.398	5.155.286	29.9
Irlande	1.758.263	3.220.110	19.0
Grande-Bretagne	1.152.943	1.859.300	11.6
Pays Scandinaves	1.070.028	1.110.469	8.3
Canada anglais	440.640	861.156	5.0
— français	373.873	436.232	3.1
France	100.620	164.821	1.0
Suisse	113.081	142.036	1.0
Italie	487.995	243.986	2.8
Autriche	274.562	160.055	1.7
Bohême	157.019	199.811	1.4
Hongrie	143.633	72.758	0,8
Pologne	377.753	309.918	2.6
Russie	422.263	262.913	2.6
Autres pays	414.974	428.872	4.1
D'origine mixte	279.305	1.059.602	5.1
Totaux	10.241.140	15.687.322	100.0

Le second tableau de la page 27 fait la répartition entre gens nés à l'étranger et gens nés aux États-Unis d'un ou de deux parents étrangers.

Ce qui ressort à première vue de ce tableau, c'est la très grande prépondérance des éléments germaniques. En joignant aux Allemands proprement dits, les Scandinaves, la plus grande partie des Suisses et des Autrichiens, qui appartiennent à leur race, les cent et quelques mille Hollandais compris sous la rubrique « pays divers », on arrive à près de 11 millions, plus de 40 p. 100 de l'ensemble. Les Anglais et Canadiens anglais sont 4.300.000, les Irlandais tout près de 5 millions; les gens d'origine mixte appartiennent naturellement, pour la plus grande partie, à des combinaisons de ces éléments si nombreux. Au total, près de 21 millions d'Américains d'origine étrangère viennent des Iles Britanniques ou des pays germaniques.

L'élément le plus nombreux ensuite était, jusqu'à ces derniers temps, l'élément français qui, grâce à l'immigration canadienne et avec l'appoint des Belges et des Suisses français dépasse 1.300.000 personnes, soit 5 p. 100. Si l'on tient compte, d'autre part, des créoles de la Louisiane, on voit que notre race joue encore un rôle assez appréciable aux États-Unis. Les Slaves (Polonais, Russes, Tchèques, une partie des Autrichiens et un petit appoint venu des Balkans), devaient être, dès 1900, un peu plus nombreux que nos compatriotes, bien qu'une très forte proportion des gens venus de Russie, peut-être la moitié, ne soit pas de race slave, mais se compose de Finlandais et de Juifs. Quant aux Italiens, ils n'ont commencé d'immigrer que depuis peu de temps encore, aussi leur nombre est-il faible; mais il augmente extrêmement vite.

La tendance à la fusion des diverses nationalités est

assez marquée, puisque 5.027.000 individus nés aux États-Unis ont un de leurs parents étranger et l'autre indigène, tandis que 1.059.000 ont deux parents étrangers, mais de nationalité différente et 9.600.000 deux parents étrangers de même nationalité. Les mariages mixtes sont donc fort nombreux ; il est vrai, comme le remarque le rapport sur le *census*, que, dans beaucoup de cas, le conjoint indigène qu'épouse un étranger doit être originaire du même pays que lui ; du reste, c'est pour les nationalités qui fournissent depuis longtemps déjà un fort contingent d'immigrants, lesquels trouvent ainsi dans le pays bon nombre de personnes de leur race, que ces mariages sont les plus nombreux. Ceux qui en contractent le plus sont les Canadiens anglais : sur 100 individus de cette origine, nés ou non aux États-Unis, 48 p. 100 ont un parent canadien et l'autre indigène ; viennent ensuite les Anglais (36.4), les Français (35.5), les Écossais (32.4), les Gallois (29,7), les Suisses (26.3). Les Allemands (20.3), les Irlandais (19.6) sont à peu près dans la moyenne, qui est précisément de 19.6 p. 100. A l'autre extrémité de l'échelle sont les immigrants les plus récents : les Russes (2.2), les Polonais et les Hongrois (2.8), les Italiens (3.5). Les Scandinaves ont aussi peu de propension à se mêler aux Américains natifs. Parmi les gens d'origine suédoise, 7.9 p. 100 seulement proviennent de mariages mixtes, parmi les Norvégiens 13.1 p. 100, les Danois 13.5 p. 100.

La fusion se trouve ralentie par la distribution géographique des diverses races, qui n'ont pas colonisé à un égal degré les mêmes territoires. Certaines régions des États-Unis n'ont même reçu, au cours du siècle dernier, qu'un très petit nombre d'immigrants, en sorte que la population s'y trouve presque entièrement composée de vieux Américains, tandis qu'en

d'autres les gens d'origine étrangère sont en majorité. Le tableau que voici l'atteste. Nous rappelons que nous entendons par « gens d'origine étrangère » toutes les personnes dont le père ou la mère, ou l'un et l'autre. sont nés hors des États-Unis, qu'elles-mêmes y soient nées ou non.

RÉPARTITION DES BLANCS D'ORIGINE ÉTRANGÈRE ENTRE LES CINQ GRANDES RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

	Blancs d'origine étrangère.	Pour 100 de la population blanche.	Pour 100 du total des blancs d'origine étrangère.
Atlantique Nord. .	10.721.034	51.9	41.5
Atlantique Sud . .	598.430	8.9	2.3
Centre-Nord . . .	11.627.170	45.1	45.0
Centre-Sud	1.061.503	10.8	4.1
Ouest	1.852.697	47.8	7.1
Totaux . . .	25.937.371	38.7	100.0

Ainsi les étrangers ne sont qu'en faible proportion dans le Sud, d'où le climat et la présence des noirs, qui furent esclaves jusqu'en 1865, les écarte. Si l'on considère non plus seulement les grandes divisions, mais les États particuliers, on voit que les différences sont encore plus grandes puisque la proportion des blancs d'origine étrangère varie de 1 p. 100 en Caroline du Nord à 78.9 p. 100 dans le Dakota du Nord.

Dans trois grands groupes d'États contigus les gens d'origine étrangère sont en majorité : l'un de ces groupes est à l'Est, près des ports de débarquement et dans la grande région industrielle : il comprend le New-York (60.1 p. 100 de personnes d'origine étrangère), le New-Jersey (54.4 p. 100), le Connecticut (58.2), le Rhode-Island (65.4), le Massachusetts (62.7). Le second groupe s'étend des Grands-Lacs aux Montagnes

Rocheuses, le long de la frontière canadienne : les sept États qui le composent sont l'Illinois (52 p. 100), le Michigan (57.1), le Wisconsin (71.5), le Minnesota (75.5), le Dakota du Sud (64.2), le Dakota du Nord (78.9), le Montana (58.9); enfin un troisième groupe comprend quatre États des Montagnes Rocheuses et du Pacifique : la Californie (54 p. 100) d'étrangers), l'Arizona (51.7), le Nevada (57.3), l'Utah (61.8). On peut remarquer que par un renversement assez curieux, sur le versant du Pacifique les États qui ont le plus d'étrangers sont au Sud au lieu d'être au Nord comme dans l'Est et le Centre; la majorité des étrangers de l'Arizona et quelques-uns de ceux de la Californie sont des Mexicains ; en outre ces Etats de l'extrême Sud-Ouest sont plus riches en mines que ceux de l'extrême Nord-Ouest (Washington, Oregon et même Idaho), c'est sans doute pourquoi ils ont plus attiré les immigrants du dehors.

A l'opposé des États que nous venons de citer, se trouve, dans le Sud, un bloc compact, composé de la Virginie, des deux Carolines, de la Géorgie, de l'Alabama, du Mississipi, du Tennessee, de l'Arkansas, et même du Territoire Indien, où les gens d'origine étrangère forment moins de 5 p. 100 de l'ensemble des blancs. Cependant les trois États de l'extrême Midi : la Floride, la Louisiane et le Texas ont respectivement 14.5 p. 100, 21 p. 100 et 19.2 p. 100 de blancs étrangers : le premier et le dernier sont de colonisation récente, le second attire les immigrants par son grand port de la Nouvelle Orléans.

Quelle est maintenant la répartition des diverses nationalités? Les Allemands occupent en grandes masses les États riverains des Grands-Lacs, du moyen Mississipi et du Missouri inférieur : Ohio, Indiana, Illinois,

Michigan, Wisconsin, Iowa, Missouri, Nebraska, Kansas. Dans tous ces États, leur proportion à l'ensemble des originaires de l'étranger varie de 32 à 56 p. 100, soit plus que la moyenne. Dans le Wisconsin ils sont 710.000 sur 2.058.000 habitants blancs, formant plus d'un tiers de la population. Dans l'ensemble des dix États que nous venons de nommer ils sont au nombre de 4.460.000. Ils se trouvent, en outre, 1.217.000 dans le New-York, 297.000 dans le New-Jersey, 643.000 en Pennsylvanie, les trois États qui prolongent la zone précédente à l'Est. Ils sont, par contre, très peu nombreux dans la région manufacturière du Massachusetts et de la Nouvelle-Angleterre ; ils s'aventurent relativement peu dans l'extrême Ouest où ils ne sont que 326.000 sur 1.851.000 étrangers ; mais ils constituent presque la moitié des rares étrangers qu'on rencontre dans le Sud.

Au nord-ouest de la région des Allemands se trouve le grand centre des Scandinaves, qui est essentiellement formé du Minnesota, où ils sont 516.000, plus de 30 p. 100 de la population totale, du Dakota du Nord, où ils sont 93.000 dont 72.000 Norvégiens sur 311.000 habitants, et du Dakota du Sud où il y en a 78.000 sur 380.000 âmes. Ils sont encore 238.000 dans le Wisconsin, 287.000 dans l'Illinois, 173.000 dans l'Iowa. Dans ces six États se trouvent les deux tiers des Scandinaves de l'Union ; ce sont, de tous les immigrants, ceux qui restent le moins dans l'Est et les grandes villes et qu'apprécient le plus les Américains. Ils forment aussi un élément important dans le Washington, à l'extrême Nord-Ouest.

Tout autre est la distribution des Irlandais. Leurs grands centres sont l'État de New-York, où il s'en trouve 1.176.000 agglomérés surtout dans la ville, et la région manufacturière de la Nouvelle-Angleterre ; dans les États de Massachusetts, Rhode-Island et Connecticut,

on en compte 940.000, bien près du quart de la population de ces trois États. La division de l'Atlantique-Nord en contient 3.114.000, plus de 60 p. 100 de leur nombre total. Ils abondent partout où il y a de grandes villes, dans l'Illinois (372.000), l'Ohio (203.000), la Californie (152.000), mais colonisent peu les campagnes.

Les Anglais et Écossais sont assez éparpillés ; parlant la langue du pays, ils éprouvent sans doute moins le besoin de se concentrer ; leur proportion est la plus forte aux deux extrémités : en Nouvelle-Angleterre, pays industriel ; et dans l'Extrême-Ouest où les poussent leurs goûts, plus aventureux que ceux des continentaux, et où ils s'emploient aussi aux mines. Les Canadiens anglais se trouvent, de même, un peu partout, surtout le long de la frontière.

Les Canadiens français sont concentrés en masse dans le Nord de la Nouvelle-Angleterre : 470.000 sur 810.000 vivent dans le Maine, le New-Hampshire (où ils forment près du cinquième de la population), le Vermont, le Massachusetts, le Rhode-Island, travaillant surtout dans les manufactures, rachetant aussi, souvent, les terres des fermiers qui émigrent vers l'Ouest. Il y en a encore 36.000 dans le Connecticut, 69.000 dans le New-York, 75.000 dans le Michigan.

Les représentants des autres nationalités sont ou très peu nombreux ou très récemment immigrés pour la plupart, en sorte qu'il est peut-être un peu prématuré de vouloir tirer des conséquences définitives de leur répartition actuelle. Un des griefs des Américains contre les immigrants de l'Est et du Midi de l'Europe, c'est qu'ils s'agglomèrent presque tous dans les villes. Ceci pourrait, dans une certaine mesure, se modifier avec le temps ; mais il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle, ce grief paraît assez fondé. L'examen de la répartition

de la population née à l'étranger aux recensements successifs de 1880, 1890 et 1900, fait ressortir, de la manière la plus nette, que la destination des immigrants a changé en même temps que leur origine. La distribution de ces étrangers dans le pays indique naturellement les régions où se portent de préférence les immigrants.

Or, en 1880, sur 6.679.000 étrangers[1] qui se trouvaient alors aux États-Unis, 2.814.000 habitaient la région de l'*Atlantique-Nord*, c'est-à-dire la région industrielle et urbaine qui comprend les États bordant la mer, de la Pennsylvanie au Canada; 2.916.829 la région du *Centre-Nord,* couvrant tout le bassin septentrional du Mississipi, des Alleghanys aux Rocheuses, et avant tout agricole, bien que l'industrie commence à prendre un grand développement dans sa partie occidentale; 500.062 étrangers se trouvaient dans la région de l'*Ouest* (Montagnes Rocheuses et côte du Pacifique), minière et agricole.

Ces deux vastes zones du Centre-Nord et de l'Ouest sont les vraies zones de colonisation ; c'est évidemment en se portant vers elles, plutôt qu'en s'entassant dans les grandes villes de l'Atlantique-Nord, que les immigrants peuvent le mieux aider à la mise en valeur des ressources du pays. Il y aurait beaucoup à faire aussi dans la région de l'*Atlantique-Sud* et surtout celle du *Centre-Sud* (bassin inférieur du Mississipi et Texas). Mais la présence des noirs, nous l'avons dit, en écarte un peu les Européens; en 1880, il n'y avait que 174.000 étrangers dans la première et 274.000 dans la seconde.

En cette année la répartition des étrangers était,

1. Il ne s'agit plus ici des gens *d'origine étrangère,* mais des gens *nés à l'étranger* seulement.

somme toute, satisfaisante : le Centre-Nord en contenait le plus grand nombre, l'Atlantique-Nord venait ensuite, ce qui était naturel, car il faut bien que certains immigrants s'adonnent aux professions urbaines, et que d'autres restent à leurs ports de débarquement, en attendant de trouver à s'occuper ailleurs. En 1890, la situation reste assez semblable : sur 9.249.000 étrangers, en en trouve 3.888.000 dans l'Atlantique-Nord, 4.060.000 dans le Centre-Nord, 770.000 dans l'Ouest ; autrement dit, 42 p. 100 de l'augmentation du nombre des étrangers se sont portés sur la première région, 44,5 p. 100 sur la deuxième, 10 p. 100 sur la troisième. Mais, en 1900, tout est bien changé : sur 10.460.085 étrangers, la région de l'Atlantique-Nord en compte 4.672.000, ayant absorbé à elle seule, 80 p. 100 de l'accroissement total ; le Centre-Nord avec 4.158.000 n'a que 9 p. 100 de cet accroissement, l'Ouest avec 846.000 en a moins de 7 p. 100. La conclusion qui s'impose, c'est que la grande masse des immigrants, au lieu de s'avancer dans l'intérieur, est restée au voisinage de la côte, où elle s'est amoncelée dans les grandes villes.

De 1890 à 1900, la proportion des étrangers à la population totale a fléchi dans l'Union de 14.8 à 13.7 p. 100 ; elle n'a augmenté que dans huit États ou Territoires : l'Oklahoma et le Territoire Indien, au Sud-Ouest, où elle reste d'ailleurs très faible (moins de 4 p. 100), et six États de l'Atlantique-Nord sur neuf qui composent cette région : le Maine, le New-Hampshire, le Massachusetts, le Rhode-Island, le New-Jersey ; dans le New-York qui y est aussi compris, elle est sensiblement stationnaire. Sur six États qui ont plus d'un quart de leur population né à l'étranger, deux, le Dakota du Nord qui vient en tête (35 p. 100) et le Minnesota (28.5 p. 100) sont dans le Centre-Nord, mais les quatre autres sont

dans l'Atlantique-Nord : le Rhode-Island (31.4 p. 100), le Massachusets 30,2 p. 100, le Connecticut et le New-York. L'ancienne terre des Puritains, la Nouvelle-Angleterre, est aujourd'hui ce qu'il y a de moins américain en Amérique. Elle est devenue un capharnaüm où se mêlent tous les étrangers et qui, par un curieux retour des choses, se remplit surtout de « papistes », d'Irlandais et de Canadiens français.

Ce n'est pas au seul changement d'origine des immigrants qu'il faut attribuer leur entassement dans les villes et surtout dans celles du Nord-Est. Ce changement y est bien pour quelque chose; les nouvelles couches d'immigrants n'ont pas le *self-help* développé des anciens, ils sont beaucoup plus grégaires, craignent l'effort isolé dans les solitudes de l'Ouest, qui attire au contraire le Scandinave, fait au climat rude, l'Écossais et maint Allemand. Mais ce qui contribue aussi à entraîner les nouveaux venus dans les villes, c'est le développement industriel, et aux États-Unis et en Europe : il y a plus d'immigrants venant des villes parce qu'il y a plus de grandes villes qu'autrefois en Europe, et qu'il y a aussi plus de villes pour les recevoir et les occuper aux États-Unis.

Les deux causes réunies font qu'une très forte proportion des étrangers vit dans les villes, surtout dans les villes grandes et moyennes. Sur les 10.460.085 étrangers du dénombrement de 1900, il s'en trouve 5.147.716 tout près de la moitié (exactement 49,2 p. 100) dans les 161 villes de plus de 25.000 âmes que comptent les États-Unis[1] et dont la population totale, 19.757.168 habi-

1. Les étrangers qui ont le plus de tendance à se concentrer dans les villes sont les Russes qui sont 424.000 en tout (dont 317.000 dans les villes de plus de 25.000 âmes, soit 74,9 p. 100) ; viennent ensuite les Polonais (383.000 dont 62 p. 100 dans les dites

tants ne forme qu'un peu plus du quart (exactement 25.9 p. 100) de la population américaine.

Dans l'ensemble de ces villes de plus de 25.000 âmes les étrangers représentent ainsi 26.1 p. 100 de la population (5.147.716 sur 19.757.618); mais la proportion est encore bien plus forte dans certaines villes ouvrières de la Nouvelle-Angleterre, et surtout du Massachusetts. A Fall River, grand centre de la fabrication des cotonnades, sur 104.863 habitants, 47.7 p. 100 soit 50.042 sont des étrangers dont 20.172 des Canadiens français, 12.268 des Anglais et 7.317 des Irlandais. A Lowell, autre grand centre de cette même iudustrie, la situation est analogue : il y a 40.974 étrangers, sur 94.969 habitants. Dans des rues entières de ces villes, j'ai vu moi-même presque toutes les enseignes en français et je n'ai guère entendu que notre langue dans certaines usines. C'est du reste fâcheux, car elle finit par s'y perdre.

La population rurale et celle des petites villes demeurent, au contraire, en immense majorité américaines. Sur les 56.545.769 personnes qui vivent en dehors des villes de plus de 25.000 habitants, 5.312.369, soit 9.4 p. 100, sont des étrangers; les neuf dixièmes, au contraire, sont des Américains de naissance.

Ce sont en réalité les Américains eux-mêmes qui ont colonisé leur propre territoire. Le *Census* contient d'intéressants tableaux qui donnent, pour chaque État, le nombre d'habitants nés dans l'Etat même, de ceux qui sont nés en d'autres États de l'Union et de ceux qui

villes, les Irlandais (1.618.000 et 62 p. 100 également), les Italiens (484.000 et 62 p. 100 aussi), les Autrichiens-Hongrois (579.000 et 54 p. 100), les Allemands (2 millions 666.000 et 50,2 p. 100). A l'autre extrémité de l'échelle les Scandinaves (1.064.000 et 31 p. 100), les Canadiens français (395.000 et 37 p. 100), les Suisses (115.000 et 35 p. 100).

sont nés à l'étranger. Or, on constate que, dans presque tous les États, le nombre des personnes de la deuxième catégorie est supérieur à celles de la troisième. Il n'en est autrement que dans quatorze États. Mais parmi ces quatorze figurent huit des neuf États de l'Atlantique Nord, où il ne s'agit pas de colonisation, mais de concentration dans les villes industrielles. Puis dans l'Illinois, le Michigan, le Wisconsin, le Minnesota ce sont surtout les grandes cités de Chicago, Detroit, Milwaukee, Saint-Paul et Minneapolis qui ont attiré les étrangers, quoique les trois derniers de ces États exercent aussi, comme le Dakota du Nord qui, lui, n'a pas de grandes villes, une forte attraction sur les Scandinaves et les Finlandais, habitués aux froids intenses. Quant à l'Utah, dernier État où les colons venus d'outre-mer soient en majorité sur ceux venus des États-Unis mêmes, ce sont les excentriques de tous les pays qui s'y donnent rendez-vous pour grossir le nombre des Mormons.

Partout, ailleurs, les Américains de naissance ont été les principaux colons. Plus on s'avance vers le Pacifique et surtout vers le Sud, plus leur prépondérance est grande; dans l'Oregon et le Washington, il y a deux fois et demie à trois fois plus d'Américains nés en d'autres États que d'étrangers, dans le Nebraska deux fois et demie, dans le Kansas six fois, dans le Texas cinq fois, dans l'Oklahoma vingt fois plus. Il faut une certaine accoutumance des conditions d'un pays neuf, on dirait presque une certaine hérédité, il faut y être né pour se lancer dans les solitudes de l'Ouest. On observe même d'après les tables du *Census* que le mouvement de colonisation a lieu par des sortes de vagues successives : les gens des États riverains de l'Atlantique vont s'établir entre les Alleghanys et le Mississipi, où ils prennent la place que laissent libre ceux de cette région

qui émigrent au delà du grand fleuve. Enfin, les colons des États du Pacifique viennent, en très grande partie, d'États situés entre le Mississipi et les Montagnes-Rocheuses. Ce mouvement est curieux. Il est favorable à la colonisation, qui se fait ainsi par des gens mieux préparés, moins dépaysés. Il semble montrer que la plupart des hommes, même des Américains, s'accommodent mal des changements trop brusques de milieu; ils hésitent, au sortir des contrées à population dense, à se jeter au milieu de la nature tout à fait vierge, et, d'autre part, quand une fois ils ont pris contact avec elle, ils se prennent à l'aimer, et la suivent à mesure qu'elle recule devant la civilisation.

CHAPITRE IV

La population de couleur et la question des noirs.

Si les Américains s'inquiètent de voir arriver en grand nombre chez eux depuis quelques années des immigrants de l'Orient et du midi de l'Europe qu'ils considèrent comme arriérés, on conçoit quelles préoccupations, plus grandes encore, doit leur causer la présence sur leur sol d'un bloc de 9 millions de personnes appartenant à une race inférieure et inassimilable, d'ici longtemps au moins.

La pénible question des rapports entre blancs et noirs et des droits de ces derniers a recommencé, depuis quelques années, de se poser avec acuité aux États-Unis. Elle avait semblé s'assoupir dans une certaine mesure pendant une vingtaine d'années. Après la terrible crise de la guerre de Sécession, après les excès variés du Gouvernement des anciens esclaves qui s'étaient laissé mener par des aventuriers de toute espèce, surnommés *carpet baggers,* et qui avaient exploité les États du Sud aussi longtemps qu'avait duré leur occupation par les troupes fédérales, les populations blanches de ces États s'étaient ressaisies du pouvoir, non sans user parfois de violence pour écarter les noirs des urnes électorales ; mais ceux-ci s'étaient assez facilement résignés à se trouver privés en fait des

droits politiques qui leur appartenaient théoriquement.

Par une sorte de convention tacite, tout le monde dans l'Union fermait les yeux sur cette situation, qui pouvait n'être pas très légale, mais qui avait l'avantage pratique d'assurer au Sud la tranquillité et un gouvernement passable. Le but essentiel de la guerre était atteint avec l'émancipation des esclaves; les ruines accumulées par elle avaient été trop grandes, les difficultés de la période de « reconstruction » trop redoutables; enfin les noirs, à peine sortis de l'esclavage, étaient manifestement trop peu capables de gouverner, pour que les hommes du Nord fussent enclins à rouvrir l'ère des discordes civiles, afin d'assurer aux affranchis l'exercice de droits dont ils se souciaient peu et qu'ils ne comprenaient même pas. Comme il n'existait presque aucun homme de couleur instruit, la question de les nommer à des fonctions publiques ne se posait guère pour le Gouvernement fédéral. On paraissait d'accord, en tout cas, pour ne pas la soulever. Du reste, le préjugé de couleur n'était — et n'est encore — pas moins vif dans le Nord que dans le Sud. A New-York et jusqu'à Boston, les noirs sont exclus des principaux hôtels et des meilleures places au théâtre. Jusque dans une réunion de vétérans de la guerre civile on a pu voir les anciens soldats noirs parqués à part des blancs, avec lesquels ils avaient combattu de concert pour l'abolition de l'esclavage !

Il semblait donc qu'on s'en remît au temps pour améliorer les rapports entre les deux races; malheureusement il paraît au contraire les avoir envenimés. Depuis peu d'années, certains États du Sud, ceux d'entre eux notamment où les noirs sont en plus grand nombre, ne se bornent plus à empêcher en fait les gens de couleur de voter, mais ils consacrent cette exclu-

sion par des lois. La Constitution fédérale interdisant de priver qui que ce soit du droit de vote, « pour cause de race ou de couleur, ou pour avoir été esclave », ces États la tournent en réservant le droit de suffrage à ceux qui savent lire et écrire ou justifient de certaines conditions de cens, — c'est ce qu'ont fait la Louisiane et la Caroline du Sud [1], — ou encore à ceux qui savent lire ou « sont capables de comprendre la Constitution de l'État », — c'est ce dernier parti qu'a pris le Mississipi, et l'on devine que les examinateurs sur la Constitution, se montrent indulgents pour les blancs et sévères pour les nègres; la Virginie a un système mixte réunissant les garanties qu'ont prises les trois États précédents, et la Caroline du Nord vient d'insérer dans sa Constitution une disposition analogue. Le développement récent pris dans le Sud par la grande industrie n'a fait que rendre plus aiguë la question de couleur. Ouvriers blancs et ouvriers noirs se voient d'un mauvais œil, les premiers se plaignant de la concurrence des seconds et refusant le plus souvent de les admettre dans leurs syndicats ; les crimes et les lynchages se sont multipliés. Les couches profondes de la démocratie blanche, les *poor whites* « blancs pauvres » ou petits blancs du cru, aussi bien que les gens venus du Nord, nourrissent certainement plus d'animosité contre les nègres que l'ancienne aristocratie des planteurs; c'est à cette couche démocratique que l'on peut attribuer en grande partie l'adoption des lois restrictives du suffrage.

Etant donné l'état de l'opinion publique, on peut comprendre quel scandale a provoqué une première

1. Le cens est léger puisqu'il ne comporte que la possession d'une propriété imposable ayant une valeur de 1.500 fr. (Louisiane et Caroline), ou payant 5 fr. d'impôt direct (Virginie), mais il suffit à écarter un très grand nombre de prolétaires noirs.

fois le président Roosevelt en recevant à sa table, à la Maison Blanche, un noir, de haut mérite cependant, M. Booker T. Washington, et quel *tolle* il a soulevé ensuite en nommant receveur des douanes à Charleston, ville principale de la Caroline du Sud, un autre noir, le docteur Crum. Ce n'est pas seulement le Sud et le parti démocrate, auquel appartient l'immense majorité des blancs dans les États méridionaux, qui ont frémi d'horreur, la mesure a paru impolitique aussi à beaucoup de membres du parti républicain, qui est celui du président, celui qui a fait jadis la guerre pour le rétablissement de l'Union et l'abolition de l'esclavage. Aussi le Sénat où les républicains occupent pourtant près des deux tiers des sièges a-t-il refusé de ratifier la nomination de M. Crum ; il est vrai que le Président l'a maintenue. Le conflit, resté longtemps en suspens, a provoqué une émotion profonde dans le Sud et un réel malaise dans le monde politique américain.

En droit strict, il est certain que le Président a raison ; si un homme de couleur possède les aptitudes nécessaires à remplir un poste, pourquoi ne pas l'y nommer, en ce pays dont la Constitution interdit formellement, depuis 1865, toute distinction, civile ou politique, entre les races? Mais, disent beaucoup d'Américains de tous les partis, ce choix, pour légal qu'il soit, est-il opportun? Convient-il de toucher à ce délicat problème des races? En faisant entrer de nouveau ces irritantes querelles dans le domaine politique, on perd le bénéfice obtenu par l'espèce de conspiration du silence qui a duré vingt-cinq ans ; on trouble la paix sociale dans le Sud, on jette toute cette région dans les plus vives alarmes.

Les blancs du Sud craignent, fort naturellement, qu'un Gouvernement qui appelle des noirs aux fonc-

tions publiques, ne s'avise aussi de faire respecter les droits politiques de ces noirs, qu'il ne veuille contraindre les États méridionaux à laisser les nègres prendre part aux élections, soit directement en faisant déclarer inconstitutionnelles par la Cour Suprême les lois par lesquelles on a restreint le suffrage, soit indirectement si le premier moyen ne réussit pas, en appliquant l'article de la Constitution qui réduit la représentation, au Congrès, des Etats où le suffrage n'est pas universel[1]. Cette question a déjà été soulevée par quelques intransigeants, mais tout le monde s'est mis d'accord pour imposer silence à ces gêneurs. Si le Président lui-même la prenait en main on ne pourrait plus l'écarter sans débats et, de quelque manière qu'on la résolût immédiatement, elle resterait ouverte pour l'avenir. Ce serait le signal dans le Sud d'une ère de surexcitation, qui aboutirait peut-être aux troubles les plus graves. Voilà pourquoi beaucoup d'hommes, qui n'ont jamais rien eu de commun avec les esclavagistes, blâment cette fois l'initiative du président Roosevelt et sont suivis par l'incontestable majorité de l'opinion américaine, même dans le Nord.

Pour comprendre et juger équitablement cet état d'esprit, il importe de bien connaître les termes du problème des races, tel qu'il se pose dans l'Union.

1. En vertu du XIV[e] amendement à la Constitution des Etats-Unis (§ 2) : « Si le droit de vote à une élection quelconque pour le choix du Président ou du Vice-Président des Etat-Unis, ou des représentants au Congrès, ou des officiers de l'ordre exécutif ou judiciaire de l'Etat est refusé à des hommes âgés de plus de vingt et un ans et citoyens des Etats-Unis — sauf pour acte de rébellion ou autre crime, — le nombre des représentants de cet Etat au Congrès sera réduit dans la proportion des citoyens ainsi privés de vote au nombre total des citoyens de l'Etat âgés de plus de vingt et un ans. »

Les 76.303.387 habitants des États-Unis, au 30 juin 1900, se divisent en 66.990.788 blancs, 8.840.789 noirs, 119.050 Chinois, 86.000 Japonais et 266.760 Indiens. Il y a donc en tout 9.312.599 personnes de couleur, dont l'immense majorité est formée par les noirs ou, plus exactement, par les gens de descendance noire, car on classe impitoyablement parmi eux non seulement les mulâtres, mais les quarterons, les octavons, tous ceux pour qui l'on peut établir qu'ils ont, si peu que ce soit, de ce sang noir, dont l'œil exercé des Américains sait si bien découvrir la moindre trace. Les autres populations de couleur n'ont d'importance qu'en quelques États de l'Ouest et surtout dans les dépendances extérieures des États-Unis : sur les 119.050 Chinois, plus de 45.000 se trouvent en Californie, plus de 10.000 dans l'Oregon, plus de 3.000 dans le Washington, soit en tout près de 60.000 dans les trois États riverains du Pacifique; 3.000 autres sont dans l'Alaska, près de 26.000 aux îles Hawaï. Il n'en reste plus que 20.000 autres éparpillés dans les grandes villes du reste de l'Union. Si leur présence a paru un moment dangereuse pour l'Extrême-Ouest, on y a mis ordre en interdisant à peu près complètement leur immigration; et il n'existe plus de question chinoise aux États-Unis. Sur les 86.000 Japonais, 61.000 se trouvent à Hawaï, 10.000 en Californie, 5.600 dans le Washington, 2.500 dans l'Oregon, 2.400 dans le Montana, 1.300 dans l'Idaho; il n'y en a pas 2.000 dans tout l'ensemble des autres États. Ils ne sont pas exclus comme les Chinois, mais il est infiniment probable que, si leur immigration s'étendait beaucoup, un accord amiable entre les Gouvernements japonais et américain interviendrait pour la restreindre, au moins en ce qui concerne le territoire continental de l'Union : c'est ce qui a eu lieu entre le Japon et le Canada.

Les Indiens, les anciens possesseurs du sol, ne sauraient être non plus un sujet de préoccupation. Dans le glacial Alaska, ils forment près de la moitié de la population totale, 29.000 sur 63.000, mais nulle part ailleurs ils n'en atteignent le quart; dans l'Arizona ils sont 26.000 sur 122.000, soit un peu plus du cinquième; dans le Territoire Indien, ils ne sont que 52.000 sur 392.000, moins d'un septième; dans cinq autres États, le Montana, le Dakota du Sud, le Nevada, le Nouveau-Mexique, l'Oklahoma, ils constituent 5 à 10 p. 100 du nombre total des habitants; ce sont là des pays des Montagnes Rocheuses ou de colonisation récente. On en trouve encore quelques milliers dans la plupart des États à l'ouest du Mississipi; à l'est, ils sont en nombre tout à fait infime. Dans le territoire des États-Unis proprement dit, Alaska non compris, ils sont en décroissance marquée : 237.000 en 1900 contre 248.000 en 1890. Les plus avancés se fondront avec les blancs, les autres disparaîtront; ils ne sauraient être un facteur important, ni bon, ni mauvais, dans l'évolution des États-Unis.

Ayant éliminé ainsi toutes les autres populations de couleur, nous nous trouvons en face du bloc de race noire, qui forme 11,6 p. 100 de la population américaine, tandis que les blancs en forment 87,8 p. 100. La proportion des noirs n'a d'ailleurs cessé de diminuer à chaque recensement, depuis celui de 1810, où elle atteignait 19 p. 100. Ainsi présenté, à première vue, le problème noir n'aurait rien d'inquiétant. Cependant cette baisse de la proportion des noirs a été beaucoup plus faible de 1890 à 1900 que de 1880 à 1890 : dans la dernière décade du XIXe siècle, elle n'est tombée que de 11,9 à 11,6 p. 100; dans la précédente, elle avait fléchi de 13,1 à 11,9. C'est que l'immigration, qui,

depuis l'abolition de la traite, — immigration forcée — ne joue plus aucun rôle dans l'accroissement des noirs, en joue un considérable dans l'accroissement des blancs ; or il y a eu beaucoup moins d'immigrants de 1890 à 1900 que de 1880 à 1890. Pendant les dix dernières années, les noirs, passant de 7.488.000 à 8.840.000, ont augmenté de 18,1 p. 100, les blancs, passant de 55.166.000 à 66.990.000, ont augmenté de 21,4 p. 100 ; la différence n'est pas très considérable et, sans le facteur de l'immigration, l'accroissement de la population noire serait sans doute plus rapide que celui de la blanche. En effet, si l'on considère non plus l'ensemble des blancs, mais les blancs nés aux États-Unis de parents qui eux-mêmes y sont nés, on voit que leur nombre était de 41.053.000 en 1900 contre 34.514.000 en 1890 ; ils ont donc gagné 6.539.000 unités, soit 18,9 p. 100 ; or il convient de remarquer que cet accroissement de 6.539.000 unités ne provient pas seulement du croît naturel en dix ans des 34.514.000 blancs réellement indigènes qui existaient dans l'Union en 1890, mais encore des naissances auxquelles a donné lieu le nombreux groupe des « blancs nés aux États-Unis de parents étrangers », lesquels étaient 11.515.000 en 1890. Si l'on tient compte de ce fait, il est incontestable que la prolificité des noirs américains est supérieure à celle des blancs. C'est là un premier sujet d'inquiétude.

Mais pour saisir toute la gravité de la question noire, il faut examiner la répartition des nègres entre les diverses régions des États-Unis ; on constate ainsi que 3.729.000 d'entre eux se trouvent dans la région de l'Atlantique-Sud, où ils forment 35 p. 100 de la population et 4.193.000 dans celle du Centre-Sud où ils sont 29,8 p. 100 du total. Le Sud en contient ainsi près des neuf dixièmes et il n'y en a qu'un peu plus de 900.000

dans le reste du pays, où ils constituent moins de 2 p. 100 de l'ensemble des habitants. Ces chiffres globaux ne donnent toutefois encore qu'une idée imparfaite de la concentration des noirs en certaines régions. Pour la mieux faire saisir, nous indiquerons ici, d'après le *census* du 30 juin 1900, la proportion pour cent des noirs à la population totale dans les divers États.

Mississipi	58,5
Caroline du Sud	58,4
Louisiane	47,1
Georgie	46,7
Alabama	45,2
Floride	43,7
Virginie	35,6
Caroline du Nord	33,0
Arkansas	28,0
Tennessee	23,8
Texas	20,4
Maryland	19,8
Delaware	16,6
Kentucky	13,3
Territoire indien	9,4
Missouri	5,2
Oklahoma	4,7
Virginie de l'Ouest	4,5
New-Jersey	3,7
Kansas	3,5

Ainsi dans deux États les noirs sont en majorité, dans quatre autres ils forment plus de 40 p. 100 de la population; et ces six États constituent un bloc, s'étendant sur le bord de l'Atlantique et du golfe du Mexique, au sud du 35e degré de latitude. Au nord-est de ce bloc, en Virginie et en Caroline du Nord, au nord dans le Tennessee et l'Arkansas, à l'ouest dans le Texas, la proportion des noirs reste considérable, allant de 20 à 36 p. 100. Plus au Nord encore, si l'on prend la bande d'États et

de Territoires, contigus aux précédents, formée par le Delaware, le Maryland, la Virginie de l'Ouest, le Kentucky, le Missouri, le Territoire indien, l'Oklahoma, on trouve encore des proportions assez importantes de noirs ; enfin le New-Jersey, la Pennsylvanie, l'Ohio, l'Indiana, le Kansas en ont eux-mêmes dans leur population plus de 2 p. 100. Les noirs rayonnent donc de six États riverains de l'Atlantique-Sud et du golfe du Mexique où se trouve leur centre et où ils forment, largement la moitié de la population : 4.433.000 habitants sur 8.852.000.

Dans la région, bien définie géographiquement, que constituent les six États de Caroline du Sud, Georgie, Floride, Alabama, Mississipi et Louisiane, il existe ainsi une majorité noire, très légère sans doute, mais une majorité. On conçoit déjà quel malaise doit régner parmi les blancs de cette région quand on parle des droits des noirs, quel état social fâcheux résulte de la juxtaposition des deux races, et quel obstacle au progrès forme cette population nègre, encore si peu civilisée au sens véritable du mot. Toutefois il importe d'aller plus loin encore dans l'analyse de la répartition des deux races, qui est très inégale au sein de la région même que nous examinons.

Physiquement tout le sud-est des États-Unis comprend deux zones distinctes : les plaines humides, parfois marécageuses, qui s'étendent sur une grande largeur le long de l'océan Atlantique, du golfe du Mexique et sur les rives du Mississipi, puis les montagnes des Alleghanys et les terrasses qui en dépendent et que l'on désigne, en certaines parties du pays, sous le nom de région du Piedmont. Dans cette zone relativement élevée, qui occupe des étendues importantes en Virginie, en Caroline du Nord, dans le Tennessee, moindres dans l'Alabama et la Georgie, et qui effleure

à peine la Caroline du Sud et l'État de Mississipi, les noirs sont assez peu nombreux. Au contraire, ils s'agglomèrent dans le pays plat, dont ils occupent presque exclusivement certaines parties.

Les tables du dernier recensement permettent de constater ce phénomène en donnant la répartition de la population par comtés. Le nombre des noirs est plus que double de celui des blancs dans 13 comtés sur 40 de la Caroline du Sud, dans 26 sur 112 de la Georgie, dans 2 sur 45 de la Floride, dans 12 sur 66 de l'Alabama, dans 27 sur 75 du Mississipi, dans 8 sur 59 de la Louisiane. Les comtés à grande prédominance noire forment une bande continue, le *Black-Belt* ou « ceinture noire », qui s'étend du Mississipi à la Caroline du Sud ; elle se prolonge même, d'une part, au Nord-Est où, dans 1 comté de la Caroline du Nord et dans 2 de la Virginie, le nombre des noirs est également double de celui des blancs ; d'autre part, au Nord-Ouest et à l'Ouest, en remontant la vallée du Mississipi, et de l'autre côté du grand fleuve : 6 comtés de l'Arkansas, 2 du Tennessee, 1 du Texas ont deux fois plus de noirs que de blancs. En certains points la prédominance des noirs est énorme : ils sont six fois plus nombreux que les blancs dans un des comtés de l'Arkansas, sept fois dans un de ceux de l'Alabama, neuf fois dans le comté de Beaufort en Caroline du Sud, seize fois dans celui d'Issaquena en Mississipi.

Souvent. quand ils se trouvent ainsi en faible minorité dans une région, les blancs émigrent et vont s'établir ailleurs; au contraire les noirs s'y portent : les deux races tendent à se séparer comme des liquides de densités différentes qui ne se peuvent mêler. Tel comté de l'Alabama comptait 25.588 noirs contre 5.645 bancs en 1880; il y a aujourd'hui 30.889 noirs contre 4.762 blancs;

tel autre avait 12.784 noirs contre 4.587 blancs : il s'y trouve maintenant 18.870 noirs contre 4.252 blancs. Ailleurs, dans le Mississipi, on voit la population noire passer, en vingt ans, de 7.997 à 21.031, tandis que la blanche n'augmente que de 2.230 à 2.796. Il tend ainsi à se créer des zones de population presque exclusivement noire. Or, c'est là un très grand péril. Vivant ainsi à l'écart des blancs, les nègres ne font aucun progrès, ils tendent même à retourner à la barbarie, comme il arrive à Haïti, comme en témoignent certains traits de mœurs que M. Paul Bourget racontait dans *Outre-Mer*, et comme nous avons pu le constater nous-même.

Le mouvement de concentration des noirs dans l'Extrême-Sud des États-Unis est attesté par ce fait que, si l'on considère les « Etats supérieurs du Sud », les *Upper Southern States*[1], les plus septentrionaux d'entre eux, ce groupe perd des noirs par émigration : au recensement de 1900, sur 3.829.000 noirs qui en étaient originaires, 3.205.000 seulement y habitaient : 624.000 l'avaient donc quitté ; par contre 90.000 noirs nés en d'autres Etats étaient venus s'y établir ; l'émigration nette était de 534.000 personnes.

Au contraire, les Etats inférieurs du Sud, les *Lower Southern States*, les plus méridionaux, avaient reçu d'autres États 276.000 noirs, et n'avaient vu partir que 128.000 des leurs ; l'immigration nette était ainsi de 148.000 individus. D'autre part, 414.000 noirs originaires du Sud, principalement des États supérieurs, se trouvent établis dans le Nord tandis que 28.000 noirs, originaires du Nord, sont venus s'établir dans le Sud.

1. Ce sont le Delaware, le Maryland, les deux Virginies, les deux Carolines, le Kentucky, le Tennessee, le Missouri. Les Etats inférieurs sont la Georgie, la Floride, l'Alabama, le Mississipi, la Louisiane, l'Arkansas et le Texas.

A côté du mouvement de concentration dans l'Extrême-Sud, il y a donc un mouvement de dispersion dans le Nord : c'est de la Virginie, des Carolines, du Maryland, du Kentucky, du Tennessee, que les noirs partent ainsi pour essaimer soit au Sud soit au Nord. Aussi, dans les États que nous venons de citer, et jusque dans la Caroline du Sud, la proportion des noirs à la population totale a diminué, dans l'intervalle des deux derniers recensements, et même depuis 1880, sinon depuis plus longtemps encore. Au contraire, elle a augmenté dans les États inférieurs, sauf en Louisiane et au Texas, où s'est produite une sensible immigration de blancs du Nord et de l'étranger. En ces États de l'Extrême-Sud, les noirs immigrants vont s'établir en grande partie dans les campagnes, où la proportion des gens de couleur est plus forte que dans les villes. Dans le Nord, c'est le contraire : les noirs s'agglomèrent presque tous dans les villes, où ils gagnent leur vie comme manœuvres dans les métiers inférieurs, et comme domestiques.

Comment résoudre la question que pose la présence aux États-Unis de ces neuf millions de noirs et surtout l'importance de leur proportion dans le Sud ? L'éducation peut sans doute y aider, mais ce serait vanité de croire que l'on peut en quelques années, voire en quelques générations, faire franchir aux noirs des étapes que nos ancêtres ont mis bien des siècles à accomplir. S'il pouvait en être ainsi, cela prouverait l'infériorité, non pas de la race noire, mais de la nôtre, ce que nous n'admettrions pas volontiers et qui semblerait assurément paradoxal. En vérité, il n'y a pas de solution absolue du problème; il causera encore sans doute bien des difficultés; son existence écarte l'immigration d'une des plus riches parties des États-Unis et en entrave les progrès. C'est le châtiment de l'esclavage.

CHAPITRE V

L'accroissement naturel de la population américaine et sa natalité.

Nous voudrions pouvoir terminer ces études sur la population américaine par l'examen approfondi de ce facteur si important du développement et de la puissance d'un peuple qu'est sa natalité. Malheureusement, le rapport sur le *XII*[e] *Census* constate lui-même que « les documents relatifs aux naissances, sont les plus incomplets et les moins satisfaisants de tous ceux dont traite le présent rapport ». Nombre d'États de l'Union n'ont pas, en effet, de lois ordonnant l'inscription des naissances sur les registres de l'état civil, ou plutôt n'ont même pas de registres de l'état civil et, même où ces registres existent et où les naissances doivent être déclarées, il est douteux, s'il faut en croire toujours le rapport sur le *Census*, qu'elles le soient en fait avec une régularité suffisante pour qu'on en puisse tirer des indications sérieuses. Aussi est-on réduit à calculer la natalité par des voies indirectes, qui ne permettent d'atteindre que des résultats approximatifs. L'allure de ce phénomène dans le milieu qu'est l'Union américaine est pourtant si intéressante à connaître que nous devons l'étudier, malgré l'imperfection des moyens qui nous sont donnés.

Une idée qui vient naturellement à l'esprit, c'est

qu'on pourrait, sur les feuilles du recensement, demander à chaque citoyen si un ou plusieurs enfants lui étaient nés au cours des douze mois précédant ce recensement. C'est ce que l'on fait pour les décès ; mais en ce dernier cas on n'obtient pas toujours de réponses, et le rapport sur le *Census* estime qu'on en obtiendrait encore plus difficilement en ce qui concerne les naissances. Les auteurs de ce rapport connaissent mieux que nous leurs compatriotes et nous devons les en croire, bien que cela ne laisse pas de nous paraître un peu surprenant.

Quoi qu'il en soit, cette question des naissances n'a pas été posée au *Census* de 1900 ; les bulletins de recensement donnent le nombre d'enfants âgés de moins d'un an et vivant au jour où le recensement a été pris (1[er] juin 1900) ; relevant, d'autre part, le nombre des décès et l'âge des décédés, ils permettent, ou devraient permettre, d'en déduire le nombre d'enfants nés durant l'année qui a précédé le recensement et morts durant cette même année. En ajoutant ces deux facteurs : enfants vivants de moins d'un an, et enfants nés et morts dans l'année on devrait avoir le nombre exact des naissances aux États-Unis dans le cours de ladite année [1]. Malheureusement, dit le *Census* aucun des deux facteurs n'est connu avec exactitude : non seulement le second ne peut être déterminé qu'avec une approximation très grossière, vu les lacunes et les erreurs que présentent les bulletins du recensement ; mais il y a lieu de croire que le premier, le plus important, nécessiterait aussi d'assez notables corrections.

Prenant, cependant, faute de mieux, ces deux élé-

1. Dans ce total se trouvent bien compris sous la première rubrique : enfants vivants âgés de moins d'un an, quelques enfants nés à l'étranger, mais ils sont en très petit nombre.

ments tels qu'ils sont, on voit qu'au 1er juin 1900 il existait aux États-Unis 1.912.863 enfants de moins d'un an, et que 136.269 enfants étaient nés et morts au courant de l'année. Le nombre des naissances aurait donc été de 2.049.132, ce qui donne une natalité générale de 27,1 pour mille habitants, contre 26,9 p. 1000, chiffre déterminé par la même méthode en 1890. Les résultats par États se correspondent assez bien d'un recensement à l'autre, avec des variations qui ne semblent pas anormales, en sorte qu'il y a lieu de penser que la proportion dans laquelle les chiffres sont erronés est sensiblement la même aujourd'hui qu'il y a dix ans. Cette proportion des erreurs est-elle identique dans les divers États ? C'est ce qu'il est plus difficile de dire, et le rapport sur le *Census* n'émet pas d'hypothèse à ce sujet. Il semble qu'il devrait plutôt y avoir plus d'erreurs par omission (et il ne peut guère se commettre que de celles-là) dans le Sud, où la majorité de la nombreuse population noire et une partie de la population blanche sont illettrées et assez primitives ; peut être s'en commet-il, de même, en assez grand nombre, dans l'État de New-York et quelques États voisins où s'agglomèrent beaucoup d'immigrants, gens parfois peu éclairés aussi. Au contraire, dans le Centre, le Nord-Ouest et l'Ouest, où les populations sont plus instruites, les déclarations portées sur les bulletins doivent se rapprocher davantage de la vérité.

Il convient de noter, répétons-le, que, dans l'ensemble, le chiffre de 27,1 p. 1000, que nous donne cette méthode de calcul est certainement inférieur à la natalité réelle des États-Unis. Et, en effet, l'analyse de tous les renseignements relatifs à la mortalité conduit le rapporteur du *Census* à conclure que celle-ci a été, en moyenne, de 17,4 p. 1000 pendant les dix années

1890-1900. Ce chiffre est sérieusement établi et ne semble pas comporter d'erreur importante. Mais il en résulte qu'avec une natalité de 27,1 p. 1.000 l'augmentation naturelle de la population ne serait que de 9,7 p. 1.000 par an soit à peu près exactement 10 p. 100 en dix ans. Les 63.000.000 d'habitants qui vivaient sur le territoire de l'Union en 1890 seraient donc devenus, par l'effet de leur croît naturel, 69.300.000 ; d'autre part, au 1er juin 1900, il se trouvait 2.600.000 individus qui résidaient aux États-Unis depuis moins de dix ans ; en les ajoutant au total précédent on arrive à 71.900.000. Il faut y ajouter encore les enfants nés de ces 2.600.000 nouveaux arrivés ; la natalité de ceux-ci est certainement très forte ; nous verrons tout à l'heure qu'elle doit être supérieure à 40 p. 1.000, peut-être voisine de 50, ce qui n'a rien de surprenant car il s'agit d'un groupe de personnes appartenant par leurs origines, aux nations les plus prolifiques de l'Europe, comprenant très peu de vieillards et peu d'enfants ; l'absence de ces deux éléments compense, et peut-être au delà, la prépondérance des hommes parmi eux. Admettons donc, pour leur faire la part belle, que ces 2.600.000 nouveaux immigrés, qui ont résidé en moyenne cinq ans aux États-Unis, aient une natalité de 50 p. 1.000 ou 5 p. 100 par an, soit 25 p. 100 en cinq ans. Ils auraient donc produit 650.000 enfants ; sur ce nombre quelques-uns sont morts ; mais supposons même qu'il n'y en ait pas, et ajoutons le chiffre brut de 650.000 aux 71.900.000 que nous avons trouvés plus haut ; nous n'arriverions jamais ainsi qu'à 72.550.000 habitants pour l'ensemble des États-Unis en 1900 au lieu de 76.086.000 [1], soit un déficit de plus de 3 millions et demi. Il est donc manifeste

1. Non compris Hawaï et l'Alaska.

que le coefficient calculé de la natalité, 27,1 p. 1.000, est trop faible.

En réalité, pour expliquer le chiffre de la population américaine en 1900, il faut admettre que le croît naturel a été non pas de 6.300.000 âmes, mais de près de 10 millions au cours des dix dernières années. Ceci résulte avec évidence des données que voici :

Population au *Census* de 1900.	76.085.794
— — de 1890.	62.947.714
Augmentation globale	13.138.080
Individus arrivés aux États-Unis depuis 1890. .	2.609.173
Enfants de ces individus (au maximum). . . .	650.000
Croît naturel de la population résidente en 1890.	9.878.907
Total égal à l'augmentation globale.	13.138.080

Du chiffre que nous venons de calculer ainsi pour le croît naturel en dix ans, et qui est un minimum, il est facile de déduire que ce croît naturel atteint 15,7 p. 100 de la population existante en 1890, ce qui correspond à un accroissement annuel, par excédent des naissances, sur les décès, de 14,7 p. 1.000. Si la mortalité est bien de 17.4 p. 1.000, il en résulte que la natalité est de 32,1 p. 1.000. Si d'autre part, nous admettions pour les 2.600.000 nouveaux immigrés une natalité moitié moins forte, si nous leur supposions seulement 325.000 enfants vivants en 1890, nous tomberions certainement au-dessous de la vérité et nous devrions en conclure que le croît naturel durant la décade a été de 10.203.207, ce qui, cette fois, serait trop fort. Il en résulterait un taux d'accroissement de 16.2 p. 100 en dix ans ou 15.2 p. 1.000 par an et par suite, un taux de natalité de 32.6 p. 1.000. Nous pourrions donc affirmer, avec bien peu de chances

de nous tromper que la natalité américaine se trouve comprise entre 32,1 p. 1,000 et 32,6 p. 1.000.

Il n'est qu'un élément dont nous ne tenions pas compte dans ce calcul, c'est le nombre des personnes résidant aux États-Unis en 1890 et qui ont émigré depuis. Pour compenser la diminution qui en résulte, il faudrait admettre encore un chiffre un peu plus élevé pour le croît naturel. Mais ces émigrants sont certainement peu nombreux. Presque tous sont des étrangers débarqués depuis peu et qui, ne trouvant pas à se caser repartent, dans un intervalle généralement assez court après leur arrivée. Nous manquons évidemment de bases pour apprécier ce mouvement avec quelque précision. Tout ce que nous savons, c'est qu'en 1900 il y avait aux États-Unis 7.732.103 étrangers établis dans le pays depuis plus de dix ans et représentant par conséquent ce qui subsistait des 9.249.560 étrangers qui s'y trouvaient en 1890. Ceux-ci avaient donc subi un déchet de 1.479.930 unités, soit 16 p. 100 en dix ans. C'est à peu près ce qu'ils auraient perdu par la mortalité, si leur mortalité avait été égale à celle de l'ensemble des Américains, ce qui semble conforme aux faits observés. D'autre part, les Américains de naissance émigrent très peu. Un chiffre de 300 à 350.000 émigrants provenant de la population résidant aux États-Unis en 1899 conduirait à relever d'un demi pour mille le croît naturel, et par suite la natalité de cette population ; or, il n'est pas même vraisemblable qu'en réalité ce chiffre ait été atteint. Somme toute, et en élargissant un peu nos limites, pour rester plus certainement dans la vérité, la natalité de l'ensemble de la population américaine doit être comprise entre 32 et 33 p. 1.000.

C'est là un taux très respectable, inférieur à celui de la Russie, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de

l'Italie, mais égal à celui de la Hollande, supérieur à celui de la Grande-Bretagne, des Pays scandinaves, de la Belgique, de la Suisse et — cela va malheureusement sans dire — de la France, qui, de 1890 à 1900, a eu à peine 23 naissances par mille habitants. Mais ce taux global dit peu de chose et les éléments constitutifs de la population américaine sont trop différents pour qu'il ne soit pas, surtout, intéressant et instructif d'étudier la natalité de chacun d'eux.

Il en est un pour lequel cela est relativement facile, car il n'augmente guère que par l'excédent des naissances sur les décès : c'est l'élément noir. En 1890, il comprenait 7.488.788 individus ; en 1900, il en comptait 8.840.789, soit une augmentation de 1.352.001 ou de 135.200, par an, pour une population moyenne de 8.165.000, ce qui fait ressortir une augmentation annuelle de 16,5 p. 1.000 environ. Si la mortalité des noirs était, comme celle des blancs, de 17,4 p. 1.000 leur natalité devrait donc être de 33,9 p. 1.000, supérieure par conséquent de 1 à 2 p. 1.000 à celle de l'ensemble des Américains. Mais la mortalité des noirs, gens moins civilisés que les blancs, est certainement plus forte. Diverses considérations permettent de conclure que la mortalité de la race noire n'est pas inférieure à 20 p. 1.000 et qu'elle est même peut-être plus élevée encore[1]. La

1. Dans l'ensemble des localités où sont tenus des registres de l'état civil, la mortalité des blancs s'élevait à 17,3 p. 1.000, et celle des noirs à 30,2 p. 1.000, en 1900 ; mais ces localités ont une population de 27.555.000 blancs et de 1.180.000 noirs, moins du septième de l'ensemble de ces derniers ; elles ne comprennent que des villes, sauf dans neuf Etats du Nord, où elles englobent aussi les campagnes. Or, dans ces neuf Etats : New-York, New-Jersey, Massachusetts, Connecticut, Rhode-Island, New-Hampshire, Vermont, Maine et Michigan, les noirs sont en fort petit nombre et l'on sait, d'autre part, que leur mortalité dans les villes est très forte, beaucoup plus élevée que dans les cam-

natalité de la population noire s'élèverait donc au moins, à 36,5 p. 1.000.

Pour un autre élément de la population nous pouvons encore facilement calculer la natalité. Il s'agit, cette fois, de la population étrangère. Le nombre des enfants âgés de moins de dix ans nés aux États-Unis de parents étrangers était de 4.719.716 au 1er juin 1900. Mais, d'après les résultats d'ensemble du recensement, sur 100 personnes qualifiées de : « nées aux États-Unis de parents étrangers », 68 seulement ont leurs deux parents étrangers, tandis que 32 ont un parent étranger et l'autre indigène. En admettant que cette proportion se maintienne pour les enfants au-dessous de dix ans, ce qui n'a rien que de vraisemblable, on voit que

pagnes. Aussi, ne peut-on guère, des données de l'état civil, conclure à la mortalité de l'ensemble des noirs, si ce n'est pour dire qu'elle est sûrement supérieure à celle des blancs. — Il semble qu'on puisse arriver à une certaine approximation par une autre voie : le total des décès relevés d'après les déclarations portées sur les feuilles de recensement est de 1.039.094, ce qui donnerait une mortalité générale de 13,6 p. 1.000. Or, en combinant ces renseignements avec ceux fournis par l'état civil là où il existe, on a été conduit à admettre que la mortalité générale a été réellement, en 1900, de 16,3 p. 1.000 (17,4 p. 1.000 pour la décade 1890-1900). Il faut donc relever de 20 p. 100 la mortalité résultant des feuilles de recensement pour avoir la mortalité véritable. En ce qui concerne les noirs, le recensement donnait 140.934 décès, soit une proportion de 16 p. 1.000 ; en appliquant la même règle on aurait, pour la mortalité réelle en 1900, 19, p. 1.000. La mortalité des noirs a-t-elle aussi diminué depuis dix ans? On peut se le demander; mais, d'autre part, il est très probable que les relevés du recensement doivent encore plus pécher par omission pour les noirs que pour les blancs. Aussi, le taux moyen de mortalité de 20 p. 1.000 pendant la décade 1890-1900 paraît-il bien un minimum. Nous ne nous dissimulons pas le caractère approximatif de toutes ces déductions ; et peut-être la mortalité des noirs est-elle beaucoup plus élevée. Il n'y a, évidemment, de tout à fait certain que le chiffre de leur croît naturel : 16.5 p. 1.000.

3.200.000 d'entre eux environ avaient leurs deux parents étrangers et qu'un peu plus de 1.500 000 n'en avaient qu'un. Pour avoir la part véritable qui revient à la population étrangère dans la procréation des enfants entre 1890 et 1900, on doit lui attribuer la moitié de ces 1.500.000, ce qui porte sa part à 3.950.000. Encore ne s'agit-il que des enfants nés entre 1890 et 1900 et vivant à cette dernière date. Le nombre des naissances est naturellement supérieur; prenons, cependant, ce chiffre de 3 millions 950.000 ou 395.000 par an comme base de nos évaluations. La population étrangère était de 9.136.079 âmes en 1890; elle montait à 10.250.063 en 1900, ce qui fait une moyenne de 9.743.071. A 395.000 naissances par an, ceci donne une natalité de 40 p. 1.000 : encore n'est-ce là qu'un minimum inférieur à la réalité qui doit être très supérieure; en effet pour qu'au bout de 10 ans il survive 3.950.000 enfants, il a fallu qu'il en naisse chaque année bien plus de 395.000, étant donné le chiffre élevé de la mortalité infantile. Cette énorme natalité s'explique, la population étrangère ne contenant que peu d'enfants, par conséquent une proportion plus forte de gens en âge de reproduire, provenant en majorité de pays prolifiques : Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie, Canada, Italie.

Il nous reste maintenant à rechercher la natalité de l'élément blanc indigène et c'est le plus intéressant. Les blancs nés aux États-Unis (Alaska et Hawaï toujours laissés de côté) étaient, en 1890, au nombre de 45.979.391. En 1900, il s'en trouvait 56.595.379, augmentation de 10 615.988; mais cet excédent ne représente pas seulement le croît naturel des blancs indigènes, il comprend aussi les enfants nés depuis 1890 de parents étrangers. Or, nous venons de voir que le nombre des enfants âgés de moins de dix ans et qualifiés « nés de parents étran-

gers » était, en 1900, de 4.719.616 ; mais, nous l'avons déjà fait remarquer, 32 p. 100 de ceux-ci, soit 1.510 217, n'ont qu'un de leurs parents étranger, et 68 p. 100, soit 3.209.329, ont leurs deux parents étrangers. Il faut retrancher ce dernier nombre de l'excédent constaté plus haut, et il en faut retrancher aussi la moitié de 1.510.287, soit 755.143. Faisant cette opération, ce qui élimine la part des étrangers dans l'accroissement de la population née aux États-Unis, celui-ci se trouve réduit de 10.615.988 à 6.651.516. Le croît naturel s'élève donc en dix ans à 14,4 p. 100, ce qui représente un accroissement annuel de 13,5 p. 1.000. Tel est donc le taux de l'excédent des naissances sur les décès dans la population blanche indigène des États-Unis. En supposant que sa mortalité soit égale à la mortalité générale, soit 17,4 p. 1.000 on arrive à cette conclusion que sa natalité aurait été en moyenne de 30,9 p. 1.000. En réalité, la mortalité des blancs indigènes paraît devoir être un peu plus faible aussi que le chiffre ci-dessus, et la natalité doit ainsi se trouver aux environs de 30 à 30,5 p. 1.000.

C'est à peu près exactement la moyenne de la natalité en Grande-Bretagne pendant la même période ; mais c'est sensiblement moins que toutes les autres contrées dont l'Amérique tire un fort contingent d'immigrants, les Pays scandinaves exceptés[1]. On est donc fondé à conclure que, somme toute, les divers éléments de race blanche qui constituent la population indigène des États-Unis sont moins prolifiques dans leur nouvelle patrie que dans leur ancienne. Et cependant les

1. En Norvège et au Danemark, la natalité est peu éloignée de la natalité des blancs Américains indigènes (30 p. 1.000), en Suède, elle tombe à 27 p. 1.000, mais elle est de 36 p. 1.000 en Allemagne et en Italie, de 37 p. 1.000 en Autriche, de 39 p. 1.000 en Hongrie, etc.

États-Unis sont un pays neuf, où s'ouvrent devant l'homme, pour lui et sa famille, de plus larges horizons où il devrait semble-t-il, ne pas hésiter à procréer. On observe, en effet, généralement, que, toutes choses égales d'ailleurs, un groupe humain donné est plus fécond dans un pays neuf que dans un vieux pays. Si ce n'est pas le cas aux États-Unis, cela vient confirmer la théorie qu'une civilisation très avancée, et surtout la civilisation démocratique moderne tend à réduire la natalité.

L'examen des variations de la natalité à l'intérieur même des États-Unis suivant les diverses régions, pour autant qu'il peut être fait avec les incomplètes données dont on dispose, confirme tout à fait cette loi. C'est ainsi que dans la région de l'Atlantique-Sud le nombre des blancs nés aux États-Unis s'est accru, dans l'intervalle des deux derniers recensements, de 19,6 p. 100 (en éliminant toujours les enfants d'étrangers au-dessous de dix ans), ce qui est une proportion très supérieure à la moyenne générale de 14,4 p. 100.

Or, ceci ne tient pas à une forte immigration dans cette région d'Américains venant des autres parties de l'Union; il y a, au contraire, excédent d'émigration. D'autre part, la mortalité des blancs dans ce pays semi-tropical et à population en grande partie arriérée, est certainement au moins égale, sinon même supérieure, à celle des blancs du Nord; c'est bien, d'ailleurs, ce que tendent à montrer les statistiques des villes qui tiennent un état civil à peu près régulier. Il en résulte donc que la natalité des blancs du Sud est beaucoup plus forte que celle des blancs du Nord. En admettant, faute de mieux, le coefficient général de 17,4 pour leur mortalité on peut évaluer la natalité à 37 p. 1.000, taux très élevé en lui-même.

Or, les blancs du Sud, les rudes paysans des monts Appalaches, comme les planteurs et les petits blancs des plaines, conservent encore en grande partie des mœurs patriarcales. Ils mènent une vie moins agitée, sont beaucoup moins modernes que ceux du Nord, même que maintes populations européennes. Disons le mot, ils sont « arriérés » ; beaucoup ne savent même pas lire et écrire. Il y a, parmi eux, 11,4 p. 100 d'illettrés au lieu de 4,6 p. 100 dans l'ensemble des États-Unis, et de 1,6 p. 100 dans les États du Nord-Est qui, eux, sont certainement, au contraire, d'après les registres de leur état civil, et d'après divers autres indices, la partie de l'Union où la natalité est la plus basse.

La région de l'Atlantique-Sud, où les mouvements de la population blanche sont relativement faibles, est la seule où l'on puisse conclure approximativement de l'accroissement des blancs indigènes au croît naturel de ces blancs. Dans toutes les autres régions il y a de grands déplacements de la population indigène elle-même : immigration dans le Centre-Sud et l'Ouest, émigration dans le Nord-Est, courants divers dans le Centre-Nord. Mais l'exemple de l'Atlantique-Sud est suffisamment topique. Si l'on considère en outre certains États du Centre-Sud où les mouvements d'immigration et d'émigration sont peu considérables : l'Alabama, le Mississipi, le Tennessee, l'Arkansas, on voit de même que l'accroissement de la population blanche indigène est respectivement de 20,1, 17,7, 15,2 et 15,4 p. 100 en dix ans, tous chiffres supérieurs à la moyenne générale de 14,4 p. 100.

Si, au lieu d'examiner les variations de la natalité dans l'espace, nous les considérons dans le temps, nous voyons que la natalité des États-Unis est en diminution marquée, comparée à ce qu'elle était au commencement

et au milieu du siècle. De 1820 à 1830, alors qu'il n'y avait qu'une centaine de mille d'immigrants, la population blanche américaine s'élevait de 7.862.000 à 10.537.000 personnes, soit de 34 p. 100. En 1840, n'ayant reçu depuis 1830 que 599.000 immigrants, elle montait à 14.195.000, augmentant de 35 p. 100 ; en défalquant l'accroissement dû aux immigrants et à leurs enfants, il est impossible d'estimer le croît naturel à moins de 31 ou 32 p. 100 de 1820 à 1830, et de 27 p. 100 de 1830 à 1840.

Au contraire, de 1880 à 1890, la population blanche passe seulement de 43.575.000 à 55.166.000 habitants, augmentation brute de 27 p. 100, et il était venu, pendant ces dix ans, 5.246.000 immigrants ; en 1900, les blancs atteignent 66.990.000, progrès brut de 21,5 p. 100 seulement, avec moins d'immigrants, il est vrai, 3.687.000. Si l'on prélève la part des immigrants et de leurs enfants, l'accroissement tombe aux environs de 16 p. 100. Le contraste est frappant, en tout cas, avec les deux décades 1820-1830 et 1830-1840, et il paraît probable, même, qu'en comparant les deux dernières décades, 1880-1890 et 1890-1900, si on pouvait le faire avec quelque exactitude, on ferait ressortir une légère diminution du croît naturel et, par conséquent, de la natalité durant la dernière.

Ainsi le mouvement de la natalité aux États-Unis vient corroborer les enseignements qui se dégagent de l'étude de ce phénomène dans tous les autres pays ; la plus forte natalité de la race noire, des blancs du Sud et des immigrants nouvellement arrivés de pays européens, pour la plupart assez primitifs, de même que la chute certaine et très sensible de la proportion des naissances depuis quatre-vingts ans, mettent en évidence l'influence de la civilisation démocratique moderne, qui tend à diminuer le nombre des enfants.

DEUXIÈME PARTIE

L'AGRICULTURE

CHAPITRE PREMIER

Les conditions naturelles. La constitution de la propriété.

Nous avons rappelé, au début de cet ouvrage, les grands traits de la géographie physique des États-Unis et les caractères distinctifs de leur climat. Quant à leur sol, il est généralement fertile entre les Alleghanys et le 100e degré de longitude, limite de la zone aride où les pluies se font insuffisantes, le bassin du Mississipi étant couvert de vastes étendues d'alluvions ; il l'est aussi dans la partie sud du versant de l'Atlantique, où une plaine d'une assez grande largeur s'étend entre les marécages qui bordent immédiatement la mer et les Alleghanys. Par contre, l'extrémité nord-est des États-Unis, la Nouvelle-Angleterre et une partie de l'État de New-York sont formées de terres granitiques et cristallines moins productives, et il en est de même de certains terrains anciens avoisinant le Lac Supérieur. A l'Ouest, au delà de la zone aride, les plaines de la rivière Columbia, dans l'État de Washington, les vallées et les régions côtières de cet

État, comme de l'Orégon et de la Californie, sont d'une grande fertilité.

Des caractères du climat et du sol, il résulte que la grande région de culture des États-Unis est celle du Centre, des Alleghanys au 100[e] degré de longitude Ouest de Greenwich. Elle se divise naturellement en deux, d'après la quantité de chaleur reçue : dans le Centre-Nord, on cultive surtout les céréales, les plantes fourragères, on engraisse les animaux de ferme ; dans le Centre-Sud, très abondamment arrosé et semi-tropical, c'est la culture du coton qui règne, avec celle du maïs et l'élève du bétail ; le tabac s'y ajoute en certains points ; ailleurs, à l'Extrême-Midi, la canne à sucre et le riz. De côté et d'autre de cette grande masse centrale, se trouvent des régions agricoles de moindre importance : la région de l'Atlantique-Nord qui contient les grands centres industriels, s'adonne à la production du lait, du beurre, du fromage, des œufs, des volailles nécessaires à l'approvisionnement des nombreuses populations urbaines ; dans l'Atlantique-Sud nous retrouvons le coton, le tabac, un peu de riz, puis, en Floride, les oranges, les citrons, voire les bananes et les ananas. A l'Ouest, la zone semi-aride est parcourue par de grands troupeaux de bétail, qui seraient plus nombreux encore, si la rigueur du climat ne mettait des obstacles à leur développement. Au delà des Rocheuses, sur le versant du Pacifique, sous le meilleur climat des États-Unis, on retrouve une terre propre aux cultures les plus variées, aux céréales, aux fourrages et aussi aux fruits, pour nombre desquels les climats de l'Est, du Centre et du Sud-Est sont trop rigoureux en hiver ou trop humides en été, tandis que la Californie est leur zone de prédilection.

Ayant une idée générale des facteurs naturels de la

production agricole, du sol et du climat, nous pouvons aborder maintenant l'examen d'un autre élément qui a sur cette production une très grande influence, la constitution de la propriété rurale. Tout d'abord, quelle est la portion du sol américain qui se trouve aujourd'hui appropriée, et quelle est la portion qui se trouve cultivée? Les *census* décennaux successifs nous donnent à ce sujet d'amples renseignements en indiquant, pour chaque partie de l'Union, l'étendue des exploitations rurales ou *farms*, et divisant les terres qui les composent en deux catégories : terres améliorées, *improved land*, dont le travail de l'homme est venu modifier les produits, et terres non améliorées, *unimproved land*, qui sont restées (ou retournées) à l'état de nature. Les premières comprennent toutes les cultures proprement dites : terres labourées, prairies artificielles, prairies naturelles irriguées, cultures arbustives ou arborescentes; les autres se composent des bois, des terres en friche, des pâturages naturels où l'on peut faire paître du bétail, que l'on peut même faucher à l'occasion, mais desquels on ne prend aucun autre soin.

Au *census* de 1900, l'ensemble des exploitations agricoles couvrait, aux États-Unis, 336.500.000 hectares, dont 166 millions se composaient de terres améliorées. Ainsi, la surface globale des exploitations formait un peu plus de 40 p. 100 de la totalité du territoire, les étendues glacées du polaire Alaska non comprises, et la surface des terres améliorées 20 p. 100 environ. Ces chiffres ne sembleront pas faibles si l'on remarque que le premier est plus que sextuple et le second triple de l'étendue de la France entière, si l'on songe, d'ailleurs, à la date récente de la colonisation dans l'Ouest et aux vastes régions arides des Montagnes Rocheuses et de

leur voisinage. Il va sans dire que la proportion des terres cultivées à la surface du pays varie beaucoup selon les régions. On en pourra juger par le tableau suivant :

SURFACE DES EXPLOITATIONS RURALES EN 1900

(En millions d'hectares.)

	Étendue totale du territoire.	Surface des exploitations.	Terres amé-liorées.	Terres non améliorées.
Atlantique-Nord .	42 »	26.2	15.6	10.6
Atlantique-Sud. .	69.5	41.7	18.4	23.3
Centre-Nord. . .	195 »	126.9	88.9	38 »
Centre-Sud . . .	158 »	103.1	32.»	71.1
Ouest.	304 »	37.5	10.8	26.7
	768.5	335.4	165.8	169.7

A ces totaux, il conviendrait d'ajouter un peu plus d'un million d'hectares, dont cent et quelques mille améliorés pour les exploitations des territoires d'Alaska et d'Hawaï.

On voit par ce tableau que, dans chacune des quatre régions où le climat et la nature du sol se prêtent à l'agriculture, 60 p. 100 environ de la surface totale sont compris dans les exploitations. Dans l'Ouest, au contraire, beaucoup plus récemment colonisé et contenant surtout d'immenses étendues arides, c'est une fraction très faible du territoire qui est ainsi exploitée. C'est dans la région du Centre-Nord et du Centre-Sud, bien que la zone semi-aride, telle que nous l'avons définie plus haut, empiète assez sensiblement sur cette dernière, que les exploitations agricoles occupent, proportionnellement, la plus grande surface. Il n'y a pas à en être surpris : elles sont de colonisation plus récente que les régions de l'Est, mais possèdent des terres

beaucoup plus fertiles que les États de l'Atlantique-Nord; de plus elles étaient, à l'état vierge, bien moins couvertes de forêts que cette région de l'Atlantique-Nord et surtout que celle de l'Atlantique-Sud, où se trouvent, tant sur la côte que dans les montagnes, d'immenses bois de pins et de sapins. Il était, par conséquent, beaucoup plus facile de les défricher.

Au point de vue de la surface des terres améliorées, c'est le Centre-Nord qui tient le premier rang : près des trois quarts de l'étendue de ses exploitations agricoles sont dans ce cas. C'est que cette portion des États-Unis se consacre, avant tout, à la culture des céréales; aussi les terres labourées y sont-elles en grande majorité. Il s'y trouve bien aussi de très grandes quantités de bétail; mais une partie de ces troupeaux proviennent déjà d'un élevage semi-intensif, avec cultures fourragères, que la rigueur du climat nécessite, d'ailleurs, pour nourrir les animaux pendant l'hiver. Dans le Centre-Sud, au contraire, notamment au Texas, l'élevage extensif des animaux, pâturant toute l'année sur de vastes *ranches*, tient une beaucoup plus grande place; il en est de même dans l'Ouest. Aussi les terres améliorées n'occupent-elles, dans ces contrées, qu'une faible partie des exploitations.

Dans la région de l'Atlantique-Sud, il subsiste encore dans toutes les propriétés particulières beaucoup de bois et de terres en friche; dans l'Atlantique-Nord, où la principale ressource agricole, avec la culture maraîchère aux environs des grandes villes, est la production du lait, tandis que les céréales ont presque disparu, il existe beaucoup de prairies naturelles non améliorées ou considérées comme telles, et sur lesquelles on fait paître les vaches. C'est pourquoi ces terres non améliorées y couvrent une surface proportionnellement

plus vaste que dans le Centre-Nord. Nous allons voir d'ailleurs que certaines terres de l'Atlantique-Nord retournent en friche plutôt qu'elles ne viennent en culture.

Dans l'ensemble des États-Unis le progrès des surfaces cultivées est très considérable et continue à marcher à pas de géant. Voici le tableau de leur étendue aux divers *census* :

SURFACES CULTIVÉES A DIVERSES ÉPOQUES.
(En millions d'hectares.)

Années.	Surface totale des exploitations agricoles.	Terres améliorées.	Accroissement p. 100 des surfaces totales.	Accroissement p. 100 des terres améliorées.
1850. .	117.4	45.2	»	»
1860. .	162.9	65.2	38.7	44.3
1870. .	163.1	75.6	0.1	15.8
1880. .	214.4	113.9	31.5	50.7
1890. .	249.3	143 »	16.3	25.6
1900. .	336.5	166 »	35 »	16 »

La surface des exploitations rurales a donc presque triplé de 1850 à 1900 ; celle des terres améliorées a presque quadruplé : on voit l'immense effort de la colonisation. Dans toutes les décades d'années, sauf dans la dernière, le développement des terres améliorées a été proportionnellement plus rapide que celui de l'ensemble, ce qui montre l'énergie avec laquelle les cultivateurs ont travaillé leurs domaines. Si, de 1890 à 1900, les progrès de la culture proprement dite ont pu sembler se ralentir, c'est que la colonisation a abordé la zone aride ou semi-aride, dans laquelle elle s'est taillé de vastes domaines, propres seulement à l'élevage extensif. L'ardeur des colons n'a pas diminué; le climat des nouvelles régions occupées par eux les a seulement

obligés de s'appliquer à d'autres objets. Si la simple statistique de l'état des terres ne suffit plus à révéler les résultats de leurs efforts, nous les retrouverons plus tard, en étudiant le développement de l'élevage.

Il convient de remarquer aussi que les chiffres donnés ci-dessus et qui sont les chiffres officiels des recensements successifs, contiennent quelques anomalies apparentes, ne correspondant pas à la réalité. C'est ainsi que l'étendue des exploitations n'aurait presque pas augmenté de 1860 à 1870. Nous trouvons ici la trace des désastreux effets de la guerre civile ; mais, si terribles qu'aient été ces effets en certains États et bien qu'ils aient certainement amené l'abandon de nombreuses plantations, il n'en est pas moins vrai que le *census* les exagère. Ce *census* de 1870 a été manifestement défectueux dans le Sud, à tous les points de vue, en raison de l'état encore troublé de la région. Au contraire, celui de 1880 a un peu exagéré la surface des *farms,* par suite d'un vice de rédaction dans les questions posées. D'après les calculs rectificatifs, effectués depuis, on peut estimer cet excédent à un million d'hectares en ce qui concerne la seule région de l'Atlantique-Nord ; pour le reste du pays, l'erreur est plus difficile à évaluer, mais elle n'atteint pas, en tout cas, des proportions aussi élevées. Enfin, en 1900, on a compté — et à juste titre d'ailleurs — comme exploitations agricoles, de grands terrains ou *ranches* appartenant au domaine public, mais occupés par des éleveurs qui y font paître leurs troupeaux ; ces terrains sont assez nombreux dans l'Ouest et surtout le Centre-Sud ; ils n'étaient pas compris dans les évaluations antérieures. Par suite de ce changement, le développement de la surface des exploitations apparaît comme un peu plus rapide de 1890 à 1900 qu'il n'est en réalité.

C'est surtout, naturellement, dans le centre et l'ouest des États-Unis qu'ont eu lieu les grands progrès de colonisation rurale depuis cinquante ans. Le Centre-Nord tient la tête puisqu'il a quintuplé l'étendue de ses *farms :* de 25 millions d'hectares en 1850 à 127 millions en 1900 ; la surface améliorée s'est développée plus rapidement encore, de 10 millions et demi d'hectares au milieu du siècle dernier à 89 millions aujourd'hui, presque neuf fois plus. Le progrès a été le plus rapide de 1850 à 1860 et de 1870 à 1880 [1]. Il s'est un peu ralenti ces derniers temps, surtout en ce qui concerne les terres améliorées, dont l'étendue n'a augmenté que de 15 millions d'hectares de 1890 à 1900, tandis qu'elle s'était accrue de 23 millions les deux décades précédentes. Les meilleures terres sont déjà occupées et les nouveaux colons de cette région doivent surtout se porter sur celles, plus médiocres ou insuffisamment arrosées, de la portion ouest, qui confine à la zone semi-aride ou s'y trouve même tout à fait comprise. Le Centre-Sud, qui se développait très vite au milieu du XIXe siècle, passant de 31 à 48 millions d'hectares occupés entre 1850 et 1860, fut ensuite durement atteint par la guerre civile et ses suites ; en 1880, la surface de ses exploitations n'atteignait encore que 53 millions d'hectares; mais, depuis, elles se sont extrêmement vite développées, puisqu'elles s'étendent aujourd'hui sur plus de 100 millions d'hectares. Les terres améliorées n'ont pas progressé aussi vite parce que la colonisation, si elle a mis en valeur de très fertiles terres à coton et à maïs, s'est cependant plus encore portée dans

1. Dans cette décade 1870-1880, plus de 27 millions d'hectares de terre, largement la moitié de la surface de la France, ont été découpés en exploitations rurales dans les seuls États du Centre-Nord.

dans ces dernières années vers les pâturages situés plus à l'ouest. Quant à l'Ouest proprement dit, il ne contenait que 1.800.000 hectares d'exploitations agricoles en 1850, dont 140.000 hectares seulement de terres améliorées; sa colonisation a été surtout l'œuvre des vingt dernières années.

Il est intéressant de remarquer en particulier qu'au cours des dix dernières années (1890-1900), l'étendue des exploitations aurait augmenté de plus de 40 millions dans le Centre-Sud, contre 24 millions et demi dans le Centre-Nord et 18 millions et demi dans l'Ouest. C'est donc vers le Centre-Sud que se serait porté le principal effort de la colonisation ; toutefois, il ne faut pas oublier que c'est cette région qui est la plus affectée par le changement effectué en 1900 dans la manière d'établir les statistiques, lesquelles englobent maintenant les *ranches* installés sur le domaine public. D'autre part, les étendues améliorées se sont accrues de 15 millions d'hectares dans le Centre-Nord, contre 5 et demi dans le Centre-Sud et 1 et demi dans l'Ouest. Ainsi, le Centre-Nord, la région comprise entre les Grands-Lacs, l'Ohio et le Missouri, reste le terrain par excellence de la culture proprement dite, tandis que c'est surtout, semble-t-il, l'élevage qui se développe dans le Centre-Sud et dans l'Ouest.

Les régions voisines de l'Atlantique sont dans une situation toute autre que celles qui s'étendent au delà des Alleghanys. Dans l'Atlantique-Sud, la superficie totale des exploitations agricoles n'est pas plus considérable qu'en 1860, elle est même un peu plus faible : 41 millions et demi d'hectares contre 42 millions et demi. Mais, du moins, l'étendue des surfaces cultivées proprement dites, des terres améliorées augmente-t-elle : 14 millions d'hectares en 1860, 14 millions et demi en

1880, 16 millions et demi en 1890, 18 millions et demi en 1900. Dans l'Atlantique-Nord, au contraire, non seulement la surface globale n'a que très peu augmenté : 26 millions en 1900 contre 24 millions et demi en 1860, mais encore l'étendue des terres améliorées a très sensiblement diminué depuis 1880 : elle représentait alors 18 millions et demi d'hectares, chiffre qu'il convient de réduire à un peu plus de 17 millions et demi, en raison de la cause d'erreur que comporte le *Census* de 1880 et que nous avons signalée.

Or, en 1890, la surface améliorée tombe à 16 millions et demi, et en 1900 à 15 millions et demi, exactement le niveau où elle était en 1860. C'est surtout dans les États tout à fait industriels de la Nouvelle-Angleterre, Massachusetts, Connecticut, Rhode-Island, New-Hampshire que cette décroissance se fait sentir. Dans le New-York et la Pennsylvanie, où les villes, si grandes qu'elles soient tiennent proportionnellement moins de place, et où le sol est moins médiocre, il y a encore une très légère quoique bien lente, tendance au progrès.

Ces vieux États de l'Est subissent les mêmes difficultés agricoles que l'Europe occidentale : attraction exercée par les villes et, surtout, concurrence des États de l'Ouest. Après avoir dû abandonner presque entièrement la culture des céréales, ils s'étaient réfugiés dans la production du lait et du beurre; mais, depuis vingt ans, les progrès des procédés frigorifiques leur ont enlevé le monopole de ces fournitures pour les grandes villes de leur région. Plus que jamais, leur agriculture est dans le marasme. La seule branche qui prospère est la culture maraîchère des environs immédiats des villes. L'avenir agricole des États-Unis est exclusivement dans le Centre et l'Ouest; et cependant il ressort des statistiques que nous venons d'étudier, que les très

bonnes terres semblent commencer à se raréfier et que la culture proprement dite a fait moins de progrès dans les dix dernières années que dans les décades précédentes.

Les 336 millions et demi d'hectares, — dont 166 millions de terres « améliorées », *improved land* ou terres cultivées proprement dites,—immense étendue, sextuple de celle de la France sont répartis entre 5.739.657 exploitations[1] distinctes, qui ont ainsi, en moyenne, un peu plus de 58 hectares chacune. En France, d'après la statistique agricole de 1892, on compte 5.702.000 exploitations rurales, c'est-à-dire presque exactement autant qu'aux États-Unis ; mais leur étendue moyenne n'est que de 8 hectares et demi. En Grande-Bretagne, d'après une statistique de 1895, il existait 520.000 exploitations d'une surface moyenne de 25 hectares. Ainsi, les exploi-

1. Voici la définition que donne le *Census* d'une exploitation rurale et qui a servi de base à ses statistiques : « Une exploitation (*farm*) comprend toutes les terres employées, sous une même direction, à faire croître des récoltes ou paître du bétail, y compris les bois, marais et prairies, etc., qui s'y trouvent joints (*connected therewith*), que ces terres soient ou non d'un seul tenant. Elle comprend aussi la maison où réside l'exploitant, et tous autres bâtiments dont il se sert pour des opérations agricoles, ainsi que le terrain qu'occupent ces bâtiments... Si la terre qui est la propriété d'un individu ou d'une association, est exploitée en partie par le propriétaire, en partie par un ou plusieurs tenanciers (*tenants*) ou régisseurs (*managers*), ou si elle est entièrement exploitée par un ou plusieurs tenanciers ou régisseurs, la portion de la terre occupée par chacun de ceux-ci, est une exploitation (*farm*) et doit être portée au nom de l'individu qui l'exploite... Les jardins maraîchers et fruitiers, les vergers, les pépinières, les serres, les laiteries des villes sont considérées comme des exploitations agricoles (*farms*), pourvu qu'un individu, au moins, soit constamment occupé à leur donner des soins. Ceci ne s'applique pas, cependant, aux jardins de plaisance des villes. Les établissements publics, tels qu'asiles charitables, asiles d'aliénés, cultivant des jardins potagers ou fruitiers étendus, ou se livrant à d'autres travaux agricoles sont des exploitations (*farms*). »

tations sont beaucoup plus vastes dans l'Amérique du Nord que dans l'Europe occidentale, même que dans ce pays de grande propriété qu'est l'Angleterre. Cela n'a rien de surprenant, puisque les États-Unis sont un pays neuf et un pays de culture extensive. Soixante hectares, à nos yeux de Français, c'est déjà de la grande propriété et nous pouvons les considérer ainsi, lorsqu'il s'agit de nos terres, non pas seulement parce qu'une propriété de 60 hectares est très au-dessus de la moyenne chez nous, mais parce qu'elle représente une valeur déjà considérable; parce qu'elle procure généralement un revenu supérieur à celui qu'ont, en moyenne, nos compatriotes, et beaucoup plus que suffisant à subvenir aux besoins essentiels de l'exploitant et de sa famille; parce que son exploitation comporte aussi, le plus souvent, l'emploi d'un certain nombre de journaliers. Il n'en est pas de même aux Etats-Unis : 58 hectares y constituent non pas de la grande, mais bien plutôt de la petite propriété. Le bon sens l'indique et les chiffres du *Census* le confirment; la valeur moyenne de chaque exploitation n'est, en effet, que d'un peu plus de 18.000 francs (3.574 dollars) soit 300 et quelques francs l'hectare.

Les 58 hectares de l'exploitation agricole moyenne aux États-Unis valent donc beaucoup moins que les 25 hectares de l'exploitation britannique, sinon que les 8 hectares et demi de l'exploitation française. Dans le chiffre de 18.000 francs que nous venons de donner, se trouvent d'ailleurs comprises, remarquons-le bien, la valeur du cheptel et celle des outils et machines agricoles; si on les en retranche, la valeur moyenne du fonds, bâtiments compris, tombe à 15.000 francs (2.909 dollars), sur lesquels, d'après le *Census*, les bâtiments représentent 21 p. 100. Cela met

le prix moyen de l'hectare à 200 francs presque exactement (15 dollars 59 cents l'acre). Si, au lieu de considérer le capital, on s'en tient au produit, on voit que, sur près de 6 millions de *farms*, il ne s'en est pas trouvé un million, dont la valeur brute des produits en 1899 ait dépassé 1.000 dollars ou 5.180 francs, et qu'il n'y en a eu que 154.000 pour lesquelles ce produit brut ait été supérieur à 2.500 dollars ou 12.950 francs. Les États-Unis ne sont donc pas, en règle générale, un pays de grandes exploitations, mais un pays d'exploitations petites et moyennes.

Ces exploitations tendent-elles à se diviser davantage ou au contraire à s'agrandir ? Comment varient-elles suivant les diverses régions du pays? Le tableau que voici répond à ces questions :

ÉTENDUE MOYENNE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
(En hectares.)

Régions.	1850.	1880.	1890.	1900.
Atlantique-Nord .	45.4	39.1	38.1	38.6
Atlantique-Sud .	150.6	63.0	53.4	43.4
Centre-Nord. . .	57.3	48.8	53.3	57.8
Centre-Sud . . .	116.4	60.2	57.6	62.2
Ouest.	278.0	125.2	129.6	154.4
États-Unis. . . .	91.0	53.5	54.6	58.6

De 1850 jusqu'en 1880, la diminution de l'étendue moyenne des exploitations agricoles avait été constante et universelle aux États-Unis. Depuis, il s'est manifesté un mouvement appréciable en sens inverse. Faut-il conclure de là que la petite propriété, ou les petites exploitations du moins, sont en décadence? C'est ce que nous allons examiner. La décroissance de l'étendue des *farms* avait été surtout marquée dans le Sud où, depuis la

guerre civile et l'abolition de l'esclavage, la culture du coton a complètement changé de caractère. Produit presque exclusivement, jadis, sur de vastes plantations à l'aide de la main-d'œuvre servile, le grand textile américain est, en général, cultivé, aujourd'hui par de petits métayers nègres, entre lesquels les planteurs ont réparti leurs domaines : on a reconnu que tel était le meilleur moyen d'utiliser la main-d'œuvre noire libre. D'autres cultures ont suivi, d'une manière plus ou moins marquée, la même évolution; aussi la région de l'Atlantique-Sud qui était jadis, essentiellement, un pays de grandes exploitations est-elle, en 1900, de toutes les régions des États-Unis, l'Atlantique-Nord excepté, celle où les domaines sont les plus divisés.

Dans le Centre-Sud, un mouvement analogue s'est manifesté jusqu'en 1890; mais au cours des dix dernières années se fait sentir une tendance inverse : la surface moyenne des exploitations augmente. On se tromperait toutefois si l'on voyait là un phénomène de concentration de la propriété. En effet, dans tous les États du Centre-Sud où la population est déjà dense et la plus grande partie du sol cultivée, dans tous ceux notamment qui sont à l'est du Mississipi, et même dans l'Arkansas et la Louisiane à l'ouest du fleuve, on observe que l'étendue moyenne des exploitations a continué de décroître dans une importante mesure. Son augmentation dans l'ensemble de la région tient uniquement à ce qu'il s'est établi un très grand nombre de *farms* nouvelles dans le Texas, l'Oklahoma et le Territoire Indien, contrées situées aux confins de la colonisation et où, par suite, la culture est ultra-extensive. Ces exploitations nouvelles se trouvent, d'ailleurs, en partie dans le voisinage sinon dans l'intérieur de la zone semi-aride; bon nombre se livrent à l'élève du

bétail qui exige de très grands espaces. C'est ce qui explique que, dans l'immense Texas, chacune des 352.000 exploitations qui s'y trouvent en 1900 couvre en moyenne 143 hectares, alors que chacune des 228.000 qu'il comptait en 1890 ne s'étendait que sur 90.

Au nord des États-Unis, les domaines n'ont jamais été aussi vastes qu'au Sud; aussi n'ont-ils pas subi de pareille division; dans le Centre-Nord même, qui a été longtemps, qui est peut-être encore la plus grande région de colonisation, la surface moyenne des exploitations, qui s'est remise à augmenter depuis 1880, est aujourd'hui aussi considérable qu'en 1850.

L'observation que nous avons faite pour les États du Centre-Sud s'applique également ici, elle a même commencé de s'appliquer plus tôt : de tout temps la tendance à la division des domaines dans la partie déjà colonisée a été compensée, en une certaine mesure, par la fondation plus à l'Ouest d'exploitations nouvelles, qui, faisant l'objet, au moins au début, d'une culture plus extensive, souvent de l'élevage du bétail, ont naturellement été considérables. Lorsque la colonisation a abordé des zones moins fertiles, voire semi-arides ou arides, ou exigeant plus de capitaux parce que plus difficiles à défricher, les exploitations nouvelles sont devenues de plus en plus vastes; leur accroissement a complètement masqué, dans les statistiques d'ensemble, la division qui continuait à se faire en d'autres parties.

Si l'on compare en effet les résultats des trois *Census* de 1880, 1890 et 1900 pour les divers États du Centre-Nord, on voit qu'il y a diminution de l'étendue moyenne des fermes dans l'Ohio et l'Indiana, stationnement, avec oscillations très légères, dans l'Illinois et le Michigan; le seul État à l'est du Mississipi qui présente une aug-

mentation appréciable est le Wisconsin ; encore est-elle faible : 46 hectares, 8 en 1900 contre 45,8 en 1890 et 45,6 en 1880. Elle paraît tenir à ce que les meilleures terres étant prises, la colonisation a dû se porter sur les terres, plus médiocres et d'un défrichement difficile, du nord-ouest de l'État. A l'ouest du Mississipi, on observe encore une diminution de l'étendue moyenne dans le Missouri, mais une augmentation partout ailleurs : modique dans l'Iowa et le Minnesota elle devient considérable dans les deux Dakotas, le Kansas et le Nebraska, qui plongent déjà largement dans la zone semi-aride. Peut-être y a-t-il eu, dans ces deux États de Kansas et de Nebraska, dont la population est restée presque stationnaire de 1890 à 1900, non seulement augmentation de l'étendue des exploitations nouvellement créées, mais encore concentration véritable de la propriété par la disparition de petites exploitations : nous avons souvent ouï dire, durant un récent séjour aux États-Unis, que, dans ces parages, on avait trop poussé la culture des céréales vers l'Ouest, et il paraît certain que plusieurs *farms* consacrées à cette culture ont dû être abandonnées.

Ce sont toujours les mêmes raisons qui expliquent la grande augmentation de la surface moyenne des *farms* dans l'Ouest proprement dit. Tous les États de cette région, sauf les trois que baigne le Pacifique, sont entièrement compris dans la zone semi-aride ou complètement aride. Les trois États du Pacifique eux-mêmes, Washington, Oregon, Californie, ont dans cette zone une grande partie de leur territoire. En 1880, sauf pour la Californie, la colonisation de l'Ouest était à peine commencée et s'en tenait aux meilleures terres ; en 1900, elle entamait plus largement les terres semi-arides. Aussi, partout, sauf en Californie, l'étendue des exploi-

tations s'est-elle accrue : dans une mesure encore modeste pour le Washington et l'Oregon (où elle est, d'ailleurs, plus faible que dans les autres États de l'Ouest, parce que l'agriculture proprement dite y tient une plus large place), dans une proportion plus forte pour les autres.

En résumé, dans toute la partie des Etats-Unis située à l'ouest des Alleghanys, on constate un double phénomène : d'une part, une tendance persistante, quoique moins accentuée peut-être qu'autrefois, à la division des exploitations dans les régions déjà colonisées depuis quelque temps[1]; d'autre part, les exploitations nouvelles, dont la majorité s'établit aujourd'hui, par la force des choses, sur des terres assez médiocres ou insuffisamment arrosées, ne se prêtant guère qu'à la culture très extensive ou à l'élève du bétail, sont de dimensions fort considérables. A l'Est du Mississipi, l'étendue moyenne des *farms* est, d'ailleurs, dans tous les États, inférieure à 50 hectares; à l'ouest du fleuve elle est partout très supérieure, sauf dans le Missouri, l'Arkansas et la Louisiane.

La région de l'Atlantique-Nord, dont il nous reste à dire quelques mots, offre des caractères particuliers. Là aussi, la surface moyenne des *farms* avait diminué de 1850 à 1880; mais elle a augmenté, très nettement, depuis 1890, et même depuis 1880, si l'on tient compte des légères corrections qu'il faut faire aux chiffres d'il y a vingt ans. Ici, il y a une véritable concentration de la propriété. L'accroissement observé ne provient pas

1. Dans certains États du Nord, dans l'Ohio, l'Indiana par exemple, il convient de remarquer que cette division tient surtout au nombre croissant des jardins maraîchers et fruitiers, des vergers aux abords des villes; les surfaces des domaines consacrés à la culture des grains ou autres se modifient peu.

de ce qu'il s'établit de nouvelles et vastes exploitations dans des contrées non encore colonisées : loin de là, le nombre des exploitations a diminué, de 1890 à 1900, dans presque tous ces États, sauf dans le New-Jersey et la Pennsylvanie, cette dernière ayant encore une importance agricole sérieuse ; pour nombre d'États même la décroissance remonte plus haut. Si l'étendue moyenne des *farms* augmente, c'est que la culture proprement dite tient de moins en moins de place en Nouvelle-Angleterre et dans l'État de New-York, où elle est remplacée par la production du lait, qui se fait généralement sur des domaines plus vastes, couverts d'herbages et de prairies. Comme dans l'Angleterre européenne, le labourage disparaît devant le pâturage. L'accroissement des *farms* apparaîtrait même bien plus considérable, s'il n'était en partie masqué par le développement des cultures maraîchères aux abords des villes.

Il est intéressant d'examiner les variations que subit, non l'étendue, mais la valeur moyenne des exploitations aux États-Unis, suivant les régions et les époques. Le tableau suivant les met en évidence. Nous rappelons qu'il s'agit de la valeur totale, non seulement du fonds et des bâtiments, mais encore du cheptel et des machines agricoles :

VALEUR MOYENNE DES EXPLOITATIONS AUX ÉTATS-UNIS
(En dollars.)

Régions.	1850.	1880.	1890.	1900.
Atlantique-Nord .	3.440	4.592	4.510	4.355
Atlantique-Sud. .	2.846	1.634	1.779	1.511
Centre-Nord. . .	2.090	3.597	4.427	5.238
Centre-Sud . . .	2.418	1.455	1.740	1.698
Ouest.	2.444	6.358	9.396	7.059
États-Unis. . . .	2.738	3.038	3.523	3.574

Pour l'ensemble des États-Unis, c'est en 1860 que la valeur moyenne des exploitations avait atteint son maximum : 3.904 dollars, environ 20.000 francs. A ce moment les grands domaines du Sud ne s'étaient pas encore divisés et leur plus-value de 1850 à 1860 avait été énorme. Dans l'Atlantique-Nord, c'est en 1870 que fut atteint le maximum (4.899 dollars, environ 25.000 francs) ; dans le Centre-Nord, la valeur des exploitations n'a cessé de croître, leur surface variant peu et les terres prenant naturellement une grande plus-value à mesure que la population devenait plus dense, et que la colonisation de régions plus éloignées et moins fertiles faisait monter la rente du sol. Dans l'Ouest, le même phénomène s'était produit jusqu'en 1890, mais les terres ajoutées depuis au domaine de la colonisation sont de si médiocre qualité que la valeur moyenne des *farms* s'en est trouvée réduite au cours de la dernière décade, en dépit de l'augmentation de leur surface.

Voici, du reste, la valeur moyenne par hectare des exploitations dans les diverses régions des États-Unis, cette valeur comprenant toujours, outre le fonds (qui en représente en moyenne les deux tiers) la quote-part de chaque unité de surface dans les bâtiments, les machines et le cheptel.

VALEUR MOYENNE DES EXPLOITATIONS PAR HECTARE
(En francs.)

Régions.	1850.	1880.	1890.	1900.
Atlantique-Nord .	396	611	615	587
Atlantique-Sud. .	38	135	173	181
Centre-Nord . . .	190	384	432	470
Centre-Sud. . . .	108	126	157	142
Ouest	45	264	377	238
États-Unis	155	295	336	320

On voit quelle influence a eu sur la valeur de l'hectare la constitution de grands domaines pastoraux dans la zone semi-aride entre 1890 et 1900, influence qui s'est surtout fait sentir dans l'Ouest et le Centre-Sud. C'est dans le Centre-Nord que les terres de grande culture ont le plus de valeur; dans l'Atlantique-Nord, la moyenne se trouve plus élevée grâce aux jardins maraîchers; dans l'Ouest, les cultures fruitières de Californie, souvent irriguées, viennent aussi augmenter la moyenne qui serait, sans cela, sensiblement moindre.

L'étendue des exploitations n'est qu'un des facteurs de la constitution de la propriété. Il en est un autre, non moins capital, la tenure du sol. En France, on le sait, l'exploitation par le propriétaire lui-même est le mode le plus fréquent; en Angleterre, c'est le fermage; quelle est la situation aux États-Unis? Les renseignements que nous donne à ce sujet le douzième *Census* sont très détaillés et très précis : les exploitants y sont classés sous six rubriques différentes, que voici :

Propriétaires exploitant eux-mêmes (*Owners*);

Propriétaires partiels (*Part owners*) exploitant un domaine dont une partie leur appartient et dont le reste se compose de terres prises à bail par eux;

Propriétaires et tenanciers associés (*Owners and tenants*); un petit nombre de domaines sont ainsi exploités par le propriétaire et un ou plusieurs autres individus qui reçoivent une part des produits comme rémunération de leur travail;

Régisseurs (Managers) exploitant pour le compte de propriétaires non résidants ou de Sociétés;

Fermiers (*Cash tenants*);

Métayers ou *colons partiaires* (*Share tenants*).

Nous allons voir d'abord comment se répartissent

proportionnellement les exploitations des diverses sortes en chaque région des États-Unis :

PROPORTION P. 100 DES EXPLOITATIONS AGRICOLES SUIVANT LE MODE DE TENURE DU SOL

Régions	Propriétaires exploitants.	Propriétaires partiels.	Propriétaires et tenanciers associés.	Régisseurs.	Fermiers.	Métayers
Atlantique-Nord .	72.3	4 »	0.9	2 »	9.8	11 »
Atlantique-Sud .	49.3	4.9	0.6	0.9	18 »	26.3
Centre-Nord. . .	57.8	12.1	1.2	0.9	9.5	18.4
Centre-Sud.. . .	44.8	5.2	0.8	0.6	17.3	31.3
Ouest.	69.6	10.1	0.6	3.1	7.7	8.9
États-Unis. . . .	54.9	7.9	0.9	1 »	13.1	22.2

La majorité des exploitations est donc dirigée par les propriétaires eux-mêmes; il est utile d'ajouter que les « propriétaires partiels », nombreux surtout dans le Centre et l'Ouest, sont en général propriétaires de la plus grande portion des terres qu'ils exploitent, et que cette portion qui leur appartient est aussi étendue, en moyenne, que l'exploitation totale des propriétaires de la même région qui ne prennent pas de terres à bail et se contentent de cultiver leurs biens. Somme toute, pour avoir la part du faire-valoir direct dans l'exploitation du sol aux États-Unis, il est juste de réunir les trois premières catégories (propriétaires, propriétaires partiels, propriétaires et tenanciers associés); c'est ce que faisaient, du reste, les précédents *Census*. On obtient ainsi une proportion globale de 63.7 p. 100. La prépondérance de la propriété, de la petite et moyenne propriété appartenant aux cultivateurs du sol, s'affirme donc très nettement aux États-Unis. Elle est surtout très forte dans le Nord et dans l'Ouest.

En deux régions, l'Atlantique-Nord et l'Ouest, on trouve une proportion notable de propriétés que font valoir des régisseurs moyennant un traitement fixe. Le rapport sur le *Census* nous apprend que, dans les États de l'Atlantique-Nord, il s'agit surtout de propriétés où se trouvent les maisons de campagne de personnes riches qui habitent les villes la plus grande partie de l'année. Dans l'Ouest, ce sont des *ranches* d'élevage appartenant à des Sociétés.

Au Sud le faire-valoir direct joue un moindre rôle que dans le reste du pays : le fermage et surtout le métayage y tiennent une place très importante. Ceci s'explique aisément. L'abolition de l'esclavage, en donnant la liberté aux nègres, ne leur a point donné de terres. Médiocrement capables de se conduire eux-mêmes, peu d'entre eux ont colonisé dans l'Ouest. Comme, d'autre part, beaucoup ne sont pas très laborieux et travaillent surtout irrégulièrement, leur emploi comme journaliers salariés a souvent donné des mécomptes. On a donc réparti entre eux, comme fermiers ou métayers, le sol de maintes plantations, et le métayage l'a emporté sur le fermage, parce que la plupart des nègres n'ont ni assez de capitaux, ni assez d'esprit d'ordre et d'économie pour faire de bons fermiers.

Les terres exploitées par les fermiers ou métayers sont du reste, en général, de médiocre étendue : 8 p. 100 des fermiers et 3,7 p. 100 des métayers cultivaient des domaines de moins de 4 hectares, 10,8 p. 100 des fermiers et 11,5 p. 100 des métayers des terres de 4 à 8 hectares; 30,9 p. 100 des premiers et 32 p. 100 des seconds des domaines de 8 à 20 hectares. Ainsi 49,7 p. 100 des exploitations affermées et 47,2 p. 100 de celles conduites par des métayers, soit presque exactement la moitié, ont moins de 20 hectares (alors que la moyenne

aux États-Unis est de près de 60 hectares pour toutes les exploitations) ; 20,9 p. 100 des fermiers et la même proportion des métayers exploitaient des domaines de 20 à 40 hectares ; enfin 18,2 p. 100 des premiers et 19,9 p. 100 des seconds des domaines de 40 à 70 hectares. Il ne restait guère que 10 p. 100 des uns et des autres, pour les domaines supérieurs à 70 hectares. Il y a là une différence sensible avec ce qui se passe en France où les fermes, sinon les métairies, sont beaucoup plus étendues que la plupart des propriétés soumises au faire valoir.

Il semblerait que le fermage et le métayage aient une tendance à augmenter d'importance aux États-Unis, comme cela ressort du tableau que voici :

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS SUIVANT LE MODE DE TENURE DU SOL EN 1880, 1890 ET 1900.

				Proportion p. 100 du total.		
	Faire-valoir.	Fermage.	Métayage.	Faire-valoir.	Fermage.	Métayage.
1880.	2.984.306	322.357	702.244	74.5	8	17.5
1890.	3.269.728	454.659	840.254	71.6	10	18.4
1900.	3.713.371	752.920	1.272.366	64.7	13.1	22.2

La tendance à l'accroissement du fermage et du métayage est surtout accentuée dans le Sud, où elle correspond à la continuation de la division des plantations pour les causes indiquées. Elle se manifeste aussi, cependant, dans les autres régions, et n'a pas laissé d'inquiéter certains Américains comme étant un fâcheux symptôme pour une démocratie. Mais le rapport sur le *Census* conteste que ces craintes soient fondées. Les fermiers et les métayers, dit-il, ne se multiplient pas aux dépens des propriétaires. Ceux-ci sont de plus en plus nombreux et la proportion des *farms* soumises au faire-

valoir direct, par rapport au chiffre total des hommes vivant de l'agriculture reste constante, tend même plutôt à augmenter. Ceci paraît un argument décisif. Si le nombre de fermiers et de métayers augmente aussi, c'est parmi les ouvriers agricoles qu'ils se recrutent, et c'est là un changement dont on ne peut que se féliciter.

Somme toute, la propriété paraît heureusement assise aux États-Unis. C'est dans l'ensemble, une vaste démocratie rurale, cultivant le sol qu'elle possède avec un remarquable esprit de progrès.

Mieux encore que des moyennes précédentes le degré de division du sol ressort du classement des exploitations tel qu'il se trouve indiqué dans le tableau suivant que nous empruntons au rapport sur le *XII[e] Census* (celui de 1900) :

EXPLOITATIONS AGRICOLES D'APRÈS LEUR CONTENANCE

	Nombre.	Pour 100.	Surfaces (milliers d'hectares). Totale.	Surfaces (milliers d'hectares). Améliorée.	Valeur moyenne par exploitation. dollars.
De 0 à 1.2 hect.	41.882	0.7	32	28	2.135
De 1.2 à 4 —	225.564	4.0	561	506	1.105
De 4 à 8 —	407.012	7.1	2.283	2.045	1.055
De 8 à 20 —	1.257.785	21.9	16.602	13.202	1.280
De 20 à 40 —	1.366.167	23.8	39.440	26.939	2.499
De 40 à 70 —	1.422.328	24.8	77.075	57.357	4.023
De 70 à 104 —	490.104	8.5	41.305	25.281	6.311
De 104 à 200 —	377.992	6.6	51.874	28.932	8.298
De 200 à 400 —	102.547	1.8	27.151	11.791	11.718
Plus de 400 —	47.276	0.8	80.130	9.833	33.156
Total. . . .	5.739.657		336.480	165.917	3.574

Des chiffres qui précèdent, il résulte d'abord que le plus grand nombre des exploitations se trouvent comprises dans les contenances moyennes, de 8 à 70 hectares. Les grandes exploitations (on ne peut appeler

grande exploitation en ce pays de culture extensive que celles dont la contenance dépasse une centaine d'hectares) ne forment que 9,2 p. 100 de l'ensemble; elles occupent, il est vrai, près de la moitié de la surface totale : 159 millions d'hectares sur 336 millions; mais elles contiennent moins du tiers de la surface améliorée (*improved land*) : 50 millions sur 166 millions d'hectares. La proportion de cette surface améliorée à la surface totale des exploitations est caractéristique : des neuf dixièmes pour les exploitations au-dessous de 8 hectares, elle tombe aux quatre cinquièmes pour celles de 8 à 20 hectares, à un peu plus des deux tiers pour celles de 20 à 40, aux trois cinquièmes pour celles de 40 à 104 : elle est encore supérieure à la moitié pour celles de 104 à 200; pour celles de plus de 400 hectares, les terres améliorées ne forment plus, enfin, que le huitième à peine de la surface totale. Il ressort bien de là que les grandes et surtout les très grandes exploitations sont celles qui sont situées aux confins de la colonisation, en grande partie dans la zone aride, et sont consacrées au pâturage. Quant à la valeur des *farms*, on voit qu'elle est loin de croître proportionnellement à la surface. Chose curieuse, les exploitations d'une contenance inférieure à 120 ares ont une valeur moyenne supérieure à celles de 120 ares à 20 hectares : c'est que les premières sont, pour la plupart, des jardins maraîchers ou des vergers situés aux environs des villes. Il faut aller jusqu'aux exploitations de plus de 100 hectares pour trouver une valeur moyenne supérieure à 8.000 dollars ou 40.000 francs tout compris, fonds, cheptel, bâtiments et outillage. Ceci met nettement en évidence que la terre, aux États-Unis se trouve, généralement, entre les mains, non d'opulents capitalistes, mais d'une nombreuse démocratie rurale.

L'examen du classement des exploitations par contenance dans les diverses régions des États-Unis conduirait aux mêmes conclusions que nous a déjà permis de formuler l'examen des contenances moyennes dans chacune de ces régions : à savoir que l'étendue des exploitations est d'autant plus grande, en règle générale, que l'on marche de l'Est à l'Ouest. Si l'on compare les résultats des recensements successifs, on voit que les petites exploitations, au-dessous de 8 hectares, forment partout aujourd'hui une proportion plus grande du total qu'il y a vingt ans ; celles de 8 à 20 hectares sont dans le même cas, sauf dans la région de l'Atlantique-Nord, — d'où les petits cultivateurs, hormis les maraîchers ou jardiniers, émigrent, — et dans la région du Centre-Nord, où l'extension de la colonisation dans la zone semi-aride, insuffisamment arrosée, accroît le nombre des grands domaines. Les exploitations de 20 à 400 hectares sont au contraire proportionnellement moins nombreuses que jadis, dans le Sud surtout ; cependant celles de 200 à 400 hectares augmentent dans le Centre-Nord. Enfin les très grandes exploitations, de plus de 400 hectares, sont en augmentation marquée dans l'Ouest, le Centre-Nord et l'Atlantique-Nord pour les causes que nous venons d'indiquer, et en diminution dans les deux régions méridionales, par suite de la division croissante des plantations cotonnières.

Le rapport sur le *XIIe Census* résume ainsi la répartition de la propriété dans les diverses parties de l'Union : « Près de la moitié des comtés [1], dit-il, où la

1. Les comtés sont les divisions secondaires des États, ainsi appelés par analogie avec les comtés anglais. Ils sont au nombre d'environ 3.000 pour les Etats-Unis, soit une soixantaine en moyenne par Etat ou territoire : le Rhode-Island n'en compte que 4, le Texas 240.

contenance moyenne des exploitations est inférieure à 80 acres (32 hectares) se trouvent dans les riches plaines d'alluvion du bas Mississipi et de ses affluents, consacrées pour la plus grande partie à la culture du coton... Les comtés où les exploitations ont une contenance moyenne comprise entre 80 et 160 acres (32 à 64 hectares) couvrent la plus grande partie de la région à l'est du Mississipi... A l'ouest de la région occupée par ces exploitations se trouve une bande de territoire, aux limites plus ou moins bien définies où les exploitations ont une contenance moyenne de 64 à 128 hectares, puis une autre où cette moyenne varie de 128 à 256 hectares... Dans le *Far West*, les comtés où les *farms* sont de petite contenance sont ceux où l'irrigation est largement pratiquée. »

Lorsqu'on veut juger de la constitution de la propriété aux États-Unis et la comparer à ce qu'elle est en Europe, l'examen de l'étendue des domaines ne fournit pas un criterium exact, si l'on n'a constamment présent à l'esprit ce fait que la valeur de l'hectare, découlant de la valeur des produits que cette unité de surface fournit annuellement, est beaucoup moindre au delà qu'en deçà de l'Atlantique. C'est pourquoi nous avons donné, outre le nombre des exploitations de chaque étendue, la valeur moyenne de ces exploitations. Il en résulte, avec évidence, qu'une terre de 40 à 70 hectares qui est déjà, chez nous, une grande exploitation est, en Amérique, au point de vue social, une petite exploitation, puisque sa valeur n'atteint, en moyenne, qu'un peu plus de 4.000 dollars ou de 20.000 francs.

Mais ce qui met le mieux en évidence le caractère des exploitations agricoles aux États-Unis, c'est leur répartition suivant l'importance de leur produit brut.

CLASSEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES SUIVANT LA VALEUR DU PRODUIT BRUT [1] EN 1899.

	Nombre absolu.	P. 100.	Valeur totale du produit brut. (Millions de doll.).
Produit nul [2].	53.406	0.9	»
De 0 à 50 dollars. . .	167.569	2.9	4.9
De 50 à 100 dollars. .	305.590	5.3	22.2
De 100 à 250 dollars..	1.247.731	21.8	219.8
De 250 à 500 dollars..	1.602.854	27.9	584.0
De 500 à 1000 dollars.	1.378.944	24.0	965.0
De 1.000 à 2.500 doll..	829.443	14.5	1.203.3
Plus de 2.500 dollars..	154.120	2.7	765.0
Total	5.939.757	100.0	3.764.2

Moins d'un cinquième des exploitations américaines donnent ainsi un produit brut supérieur à 5.000 francs, ce qui n'est pas encore un chiffre considérable, et une proportion infime, moins de 3 p. 100, donnent un produit brut de plus de 12.500 francs. Or, ce dernier chiffre, lui-même est encore loin de correspondre à une grande opulence chez l'exploitant.

La proportion des *farms* des diverses catégories varie naturellement suivant la région, ainsi qu'on le verra par le tableau de la page 95.

Dans le Centre-Nord, qui est la principale région agricole des États-Unis, la catégorie d'exploitation la plus nombreuse est celle qui donne de 500 à 1.000 dol-

1. Non compris la valeur des produits donnés comme nourriture aux animaux.

2. Il s'agit ici d'exploitations qui ne sont pas encore en valeur, généralement parce qu'elles viennent seulement d'être créées, ou d'exploitations privées de revenus accidentellement, par des fléaux naturels.

lars de produits bruts. Comparant ce résultat avec ceux que l'on obtient en examinant les tableaux de répartition des fermes par contenance et par genre de culture principale, le rapport sur le *Census* en conclut que l'exploitation-type, dans le Centre-Nord, est une exploitation de 70 à 100 hectares, consacrée principalement à la production des céréales et des fourrages et donnant un produit brut de 2.500 à 5.000 francs. Dans l'Atlantique-Nord, le type est l'exploitation de 20 à 40 hectares, consacrée à l'élevage intensif du bétail et à la production du laitage, donnant de même un produit brut de 2.500 à 5.000 francs. Dans les deux régions méridionales, l'exploitation que l'on rencontre le plus fréquemment a aussi une étendue de 20 à 40 hectares, mais produit surtout du coton, pour une valeur brute de 1.250 à 2.500 francs seulement en moyenne ; la faiblesse de ce produit correspond au peu de besoins des petits fermiers et métayers noirs. Dans l'Ouest, les caractères généraux ne sont pas sans analogie avec ceux du Centre-Nord, mais avec une proportion beaucoup plus marquée de vastes domaines, exploités assez souvent pour le compte de Sociétés et consacrés à l'élevage extensif du bétail[1].

		Atlantique-Nord.	Atlantique-Sud.	Centre-Nord.	Centre-Sud.	Ouest.
Nombre absolu des exploitations. . .		677.506	962.225	2.196.567	1.658.166	242.908
Proport. p. 100 des exploitations donnant un produit brut :	Nul	0.3	0.7	0.6	1.3	3.8
	De 0 à 50 dol.	1.8	5.1	1.5	3.7	4.4
	De 50 à 100. .	4.1	8.7	3.3	6.4	5.6
	De 100 à 250.	18.3	30.5	14.5	28.4	16.5
	De 250 à 500.	25.9	32.0	23.1	34.1	19.9
	De 500 à 1000.	27.8	16.3	30.2	19.3	20.8
	De 1000 à 2500.	18.7	5.7	23.1	5.8	18.7
	Plus de 2500.	3.1	1.0	3.7	1.0	10.3

1. On observe dans le Sud et l'Ouest une proportion beaucoup plus forte que dans le Nord, et anormale, d'exploitations donnant

Nous venons d'examiner le produit brut des exploitations agricoles américaines. Quels en sont maintenant les frais? Les premiers et les plus importants sont les frais de main-d'œuvre, qui paraissent cependant très faibles si on les compare à ce qu'ils sont dans l'Europe occidentale. Ils ne s'élèvent, d'après les relevés du *Census*, qu'à 365 millions de dollars par an pour l'ensemble des États-Unis, soit à une moyenne de 64 dollars ou 330 francs par exploitation et 43 cents par acre ou 5 fr. 50 environ par hectare, ce qui représente seulement 9,7 p. 100 du produit brut. Dans la région de l'Atlantique-Nord, où la culture est plus intensive, les dépenses de main-d'œuvre atteignent 525 francs par exploitation, 14 francs par hectare et 14,4 p. 100 du produit brut. Dans l'Ouest, où se trouvent beaucoup de fermes de vaste étendue nécessitant l'emploi d'un assez grand nombre de travailleurs salariés, ces frais atteignent 1.160 francs par exploitation, mais moins de 8 francs l'hectare; ils s'élèvent à 19,5 p. 100 du produit brut. Dans le Centre-Nord, les chiffres sont presque exactement ceux de la moyenne des États-Unis, avec seulement une proportion un peu plus faible par rapport au produit brut, 8 p. 100. Dans le Sud enfin, où les exploitations, pour la région cotonnière du moins, sont le plus souvent limitées à la surface que peuvent cultiver l'exploitant et sa famille sans le secours de main-d'œuvre étrangère, les dépenses de main-d'œuvre tombent à 195 francs par *farm* et 4 fr. 60 par hectare pour les États de l'Atlantique, à 150 francs par *farm* et 2 fr. 40 par hectare pour les États du Centre, ce qui

moins de 100 dollars, ou 500 francs environ de produits bruts. Cela paraît tenir à une moindre exactitude des relevés des recenseurs dans ces régions, ou très peu peuplées, ou habitées en partie par des noirs ou des Indiens ignorants.

représente respectivement 9,2 et 6,5 p. 100 du produit brut.

Naturellement, les grandes exploitations ont, d'une manière générale, plus de frais de main-d'œuvre que les petites ; il faut, cependant, faire exception pour les très petites, au-dessous de 8 hectares, qui sont constituées en grande partie par des jardins maraîchers, fleuristes, fruitiers. La main-d'œuvre revient à 385 francs par exploitation et à 500 francs par hectare en moyenne pour les exploitations de moins de 120 ares; elle tombe ,à 38 francs l'hectare pour celles de 120 ares à 4 hectares à 16 francs pour celles de 4 à 8 hectares. Pour les domaines qui forment les types courants d'exploitations rurales aux États-Unis, de 8 jusqu'à 400 hectares, les frais de main-d'œuvre restent, en moyenne, compris entre 6 et 7 francs l'hectare. Pour les très grandes exploitations, au-dessus de 400 hectares, ils tombent à 3 fr. 15 l'hectare.

Suivant le genre de culture prédominant dans chaque exploitation, la dépense de main-d'œuvre varie de 3 fr. 80 l'hectare pour celles qui se livrent surtout à l'élève du bétail et 3 fr. 90 pour celles qui cultivent principalement le coton, à 6 francs pour celles qui font du fourrage et des grains, à 7 fr. 40 pour les plantations de tabac, à 11 francs pour les exploitations qui produisent surtout du lait, du beurre et du fromage. Le riz, le sucre, les cultures maraîchères et fruitières exigent, naturellement, beaucoup de main-d'œuvre, et celle-ci absorbe jusqu'à 1.250 francs par hectare pour les jardins fleuristes.

La faiblesse des frais de main-d'œuvre dans la plupart des exploitations rurales aux États-Unis vient encore souligner le fait de la prépondérance des petites exploitations, que l'occupant cultive sans autre aide que celle

des membres de sa famille. Cette situation ressort d'ailleurs nettement de la remarque suivante : le nombre des personnes du sexe masculin âgées de plus de dix ans et gagnant leur vie dans l'agriculture était, en 1900, de 9.349.322 ; or, le nombre des exploitations agricoles se trouvait, à la même date, de 5.739.657. Il devait donc y avoir ce même nombre de chefs d'exploitation et il ne restait que 3.609.665 domestiques ou journaliers ; comme un certain nombre de grandes exploitations occupent plusieurs salariés, il résulte nécessairement de ces chiffres que la majorité n'en employait aucun. Il faudrait, sans doute, tenir compte de ce que quelques exploitations sont dirigées par des femmes et de ce que, par conséquent, l'excédent des hommes vivant de l'agriculture sur les hommes chefs d'exploitation, c'est-à-dire le nombre des journaliers et domestiques est un peu plus fort que nous venons de le dire ; toutefois, l'écart ne saurait être grand, car ces exploitations dirigées par des femmes sont certainement assez rares.

D'ailleurs, une forte proportion des salariés agricoles eux-mêmes se compose de membres de la famille, d'enfants des exploitants. Si nous considérons, non plus seulement les hommes, mais les personnes des deux sexes dont l'occupation principale est l'agriculture, le *Census* nous apprend que le nombre en est de 10.438.188. Cela ne donnerait, soit dit en passant, qu'un peu plus d'un million de femmes se livrant aux travaux des champs ; mais aux États-Unis, de même que dans la plupart des pays, les femmes et, très souvent aussi les filles des exploitants sont officiellement classées comme sans profession, bien qu'elles leur apportent un aide très efficace. Ce sont seulement, en général, les femmes ne travaillant pas dans leur famille qui sont considérées comme occupées à l'agriculture. Quoi qu'il en soit, sur

ces 10.438.188 personnes, 5.681.234 sont classées comme « exploitants, planteurs et surveillants » (*farmers, planters and overseers*), chiffre correspondant à peu près exactement au nombre des exploitations (il n'y a pas à s'étonner d'une légère discordance sur des chiffres aussi considérables) ; 4.459.346 sont des salariés (*agricultural laborers*) et sur ce dernier nombre 2.366.313 (dont 1.925.247 hommes et 441.066 femmes) sont des membres des familles des exploitants. Il ne reste que 2.047.658 employés, journaliers ou domestiques proprement dits ; en outre on compte quelques 300.000 personnes se livrant à des travaux spéciaux : jardiniers, bergers et autres, qui peuvent rentrer aussi dans la classe des salariés ordinaires et en portent le nombre à 2.350.000 environ. On voit combien la proportion est faible, sur un total de 10 millions et demi de personnes vivant de l'agriculture.

Si les charges de main-d'œuvre aux États-Unis sont peu élevées, bien plus faible encore est une autre catégorie de dépenses qui atteint souvent en Europe des proportions assez lourdes : les dépenses d'amendement et d'engrais. Elles n'ont monté, pour l'année précédant le *Census* de 1900, qu'à 54.783.757 dollars, 275 millions de francs ; dix ans plus tôt elles n'étaient que de 38 millions et demi de dollars, vingt ans plus tôt de 28 millions et demi. Elles ont donc crû un peu plus vite que la surface cultivée. Leur importance n'en reste pas moins minime et montre combien les États-Unis sont encore un pays d'agriculture extensive. La moyenne générale des dépenses pour achats d'engrais ne s'élevait, en 1900, qu'à 50 francs par exploitation et à moins de 90 centimes par hectare, soit 1,2 p. 100 de la valeur du produit brut. Elle est naturellement plus forte dans les régions de l'Atlantique, à culture plus ancienne, plus

intensive et où le sol a davantage perdu de sa fertilité naturelle, déjà moindre en elle-même : là on atteint une moyenne de 115 à 120 francs par exploitation, 3 francs et 3 fr. 10 par hectare suivant qu'on considère le Nord ou le Sud ; mais dans le Centre-Nord on tombe à 15 francs par exploitation et 25 centimes par hectare, dans le Centre-Sud à 20 francs par exploitation et un peu moins de 40 centimes par hectare, dans l'Ouest à 20 francs par exploitation et 13 centimes par hectare.

Encore la moyenne générale des achats d'engrais se trouve-t-elle relevée par la présence des exploitations maraîchères et fruitières; pour les grandes cultures, elle est extrêmement faible : 50 centimes par hectare pour les grains et fourrages ; 25 centimes pour l'élève du bétail ; 1 fr. 15 pour la production du lait et de ses dérivés, beurre et fromage ; 1 fr. 80 pour le coton ; 4 fr. pour le tabac. Cela revient à dire que dans la plupart des exploitations, du moins au Nord et à l'Ouest, pour la production des céréales, des fourrages et l'élève du bétail, on n'emploie d'autres engrais que le fumier de ferme dont on peut disposer.

La faiblesse de tous les frais, si lourds en Europe est évidemment l'une des grandes causes de supériorité de l'agriculture américaine. Mais comment ces frais peuvent-ils être si bas ? Pour les achats d'engrais, c'est la fertilité naturelle du sol vierge qui en est cause : il ne dépend pas ici du vieux monde d'imiter le nouveau. Mais pour la main-d'œuvre, la légèreté des charges qu'elle entraîne provient de la bonne organisation du travail, du grand nombre d'animaux domestiques et de la perfection de l'outillage. On se plaint souvent, chez nous, que l'agriculture manque de bras, pour employer le cliché usuel ; elle en manque plus encore aux États-Unis, si l'on tient compte de l'énormité des surfaces cul-

tivées et de la masse colossale des produits ; mais elle les utilise mieux, elle sait les économiser en remplaçant, autant que possible, la force humaine par celle des animaux et des machines, que l'homme est surtout chargé, dans l'agriculture comme dans l'industrie, de diriger, au lieu de donner cette force lui-même. Ainsi scientifiquement utilisé, le travail humain devient extrêmement productif.

Le rapport sur le *XII*e *Census* se livre à un assez curieux calcul pour évaluer la part du travail dans le revenu brut agricole, ce qu'il appelle le revenu du travail (*labor income*). La valeur totale des produits bruts de l'agriculture (non compris la nourriture du bétail) s'élève, dit-il, à 3.742.129.000 dollars, en 1899, l'accroissement de la valeur des exploitations à 445.763.000 dollars (c'est le dixième de l'accroissement de leur valeur de 1890 à 1900) [1]. Ces deux sommes réunies font 4.187.892.000 dollars représentant le revenu brut agricole ; déduisons-en l'intérêt à 6 p. 100 de la valeur des exploitations, soit 1.226.394.000 dollars, il reste 2.961.498.000 dollars pour le revenu ou produit du travail (*labor income*), soit 288 dollars ou 1.440 fr. par tête pour chacune des 10 millions et demi de personnes occupées à l'agriculture. En réalité, il faudrait réduire ce total par tête, car beaucoup de femmes travaillent aux champs sans être comptées, nous l'avons dit.

La valeur des machines et outils employés sur les exploitations atteignait, en 1900, 133 dollars en moyenne, soit 689 francs par exploitation, ce qui est considérable. Dans l'Atlantique-Nord, elle s'élevait à 226 dollars ; dans l'Ouest, à 218 ; dans le Centre-Nord, à 166 ; le

1. Alaska et Hawaï non compris dans ces chiffres.

Centre-Sud, à 76 ; l'Atlantique-Sud, à 55 seulement ; elle atteignait, en moyenne générale, 12 francs par hectare. Toutefois, dit le rapport sur le *Census* : « on a beaucoup écrit sur l'importance des machines agricoles, mais on a souvent oublié qu'elles sont sans valeur si l'on n'y applique pas une autre force que celle des muscles humains.....

» La force de la vapeur ou des chutes d'eau, appliquée par l'intermédiaire des machines à vapeur ou des turbines, donne une grande efficacité au travail dans les manufactures. La force qui y correspond dans l'agriculture est principalement, à l'heure actuelle, celle du cheval et du mulet [1]. C'est, en grande partie, le large usage du cheval et du mulet qui permet au cultivateur de ce pays de rendre son travail plus productif que celui de la moyenne des cultivateurs d'Europe et d'Asie. » De fait, il y a aux États-Unis, sans compter les chevaux employés dans les villes, 18.280.000 chevaux, plus 3 millions de mulets, tandis qu'en Allemagne il n'y a, tout compris, que 4.184.000 chevaux ; en France, 2.903.000 ; dans les Iles Britanniques, 2 millions. C'est l'usage combiné des machines et d'un nombre énorme d'animaux domestiques, joint à la fertilité d'un sol vierge, qui fait la supériorité de l'agriculture américaine.

1. On ne se sert pas de bœufs pour les travaux de la terre aux États-Unis.

CHAPITRE II

L'importance et la répartition des diverses cultures.

D'une étendue égale aux trois quarts de l'Europe, le vaste territoire des États-Unis se prête naturellement à une grande variété de cultures. Il faut pourtant observer que les conditions de sol et de climat sont beaucoup moins diversifiées, à surface égale, en Amérique que dans notre partie du monde et que le caractère extrême que le climat revêt partout, sauf sur une étroite lisière de la côte Pacifique, ne convient pas à certaines productions délicates. Aussi, en ne tenant compte que des grandes branches de l'agriculture américaine, on voit qu'elles se réduisent à quatre, dont trois vivrières et une industrielle : la culture des céréales et des plantes fourragères, l'élève du bétail, la production du lait et de ses dérivés, fromage ou beurre, enfin la culture du coton. On peut y joindre, comme cultures secondaires, mais ayant encore de l'importance, celles des fruits, des légumes et du tabac.

Le classement des diverses exploitations agricoles, suivant leur principale source de revenu, c'est-à-dire le genre de culture qui y prédomine, tel qu'il est opéré dans le *Census* de 1900, fait bien ressortir la prépondérance des productions que nous venons d'indiquer.

NOMBRE ET SURFACE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES CLASSÉES SUIVANT LEUR PRINCIPALE SOURCE DE REVENU

		Surface (en millions d'hectares).		Valeur globale en millions de dollars.
	Nombre.	Totale.	Amélior.	
Grains et fourrages.	1.319.856	84.1	58.6	6.380
Légumes.	155.898	4.1	2.1	547
Fruits.	82.176	2.5	1.4	440
Bétail.	1.564.714	142.0	53.9	7.505
Lait et ses dérivés .	357.578	17.3	9.0	1.693
Tabac.	106.272	3.8	2.2	215
Coton.	1.071.545	35.8	18.2	1.107
Riz	5.717	0.43	0.18	18
Sucre	7.344	1.07	0.41	150
Fleurs.	6.159	0.017	0.014	52
Pépinières.	2.029	0.07	0.06	19
Cultures mêlées et diverses.	1.060.369	45.3	19.7	2.384
Total	5.739.657	336.5	165.9	20.514

Aussi bien par leur nombre que par leur étendue et leur valeur (fonds, bâtiments, cheptel et outillage compris), les exploitations consacrées spécialement aux grains et fourrages ainsi qu'à l'élève du bétail viennent de très loin en tête ; celles qui produisent le lait et le coton suivent, puis celles qui cultivent les légumes [1], les fruits, le tabac. Les exploitations sucrières, peu nom-

1. Il convient de remarquer que les pommes de terre sont classées dans les statistiques agricoles des *Census* américains sous la rubrique légumes, contrairement à ce qui a lieu dans la plupart des statistiques françaises ou européennes en général. Cette particularité tient sans doute à ce que, dans tout le Sud de l'Union, la chaleur tropicale de l'été empêche la conservation des pommes de terre et oblige à les consommer presque aussitôt recueillies, comme les autres légumes : c'est ce que fait remarquer le *Census*.

breuses et peu étendues, arrivent à une valeur ralativement élevée, mais c'est seulement parce qu'elles contiennent des établissements industriels ; en tant qu'exploitations agricoles proprement dites, elles n'ont que très peu d'importance.

La proportion relative des diverses catégories d'exploitation varie beaucoup suivant les régions et leur répartition peut nous donner une idée des cultures qui prévalent dans chaque partie des États-Unis. Plus de la moitié des *farms* dont les grains et les fourrages constituent les principaux produits, 797.000 sur 1.319.000, se trouvent dans le Centre-Nord, et, en cette région, elles forment 36 p. 100 du nombre des exploitations de oute nature, alors que dans l'ensemble, elles ne forment que 23 p. 100 ; dans l'Ouest leur proportion est également supérieure à la moyenne, soit 29 p. 100.

L'élève du bétail à laquelle se consacrent, dans l'ensemble, 27.3 p. 100 des exploitations, se fait aussi principalement dans le Centre-Nord où se trouvent également plus de la moitié des exploitations de ce genre, soit 917.000 sur 1.564.000 : cela fait 41,7 p. 100 des exploitations de tout ordre de cette région du Centre-Nord. Dans l'Ouest, l'élevage joue aussi un très grand rôle, formant la principale source de revenus de 28,3 p. 100 des exploitations.

Sur les 357.000 *farms* qui s'occupent principalement de la culture du lait, tout près de la moitié se trouvent dans les États de l'Atlantique-Nord (175.000) et, en cette région, elles forment 25,3 p. 100 du nombre total des exploitations, au lieu de 6,2 p. 100 dans l'ensemble des États-Unis ; leur nombre est encore considérable dans le Centre-Nord, quoique leur proportion n'y soit que de 4 p. 100. Cette proportion se relève à 11,4 p. 100 dans l'Ouest.

Les exploitations à coton se trouvent pour ainsi dire toutes dans la zone méridionale : 332.000 dans l'Atlantique-Sud et 736.000 dans le Centre-Sud et, dans ces deux régions, elles constituent respectivement 34,6 et 44,6 p. 100 des *farms* de toute nature. Il en est de même de la grande majorité des plantations de tabac : 47,824 pour l'Atlantique-Sud et 42.000 pour le Centre-Sud ; le Centre-Nord et l'Atlantique-Nord se partagent les 16.000 autres, l'Ouest n'en ayant pas. C'est au Sud que se trouvent la plupart des exploitations sucrières, qui cultivent surtout la canne; dans le Centre-Nord et l'Ouest on produit quelque peu de betteraves.

C'est naturellement à proximité des grands centres de consommation que sont surtout les exploitations produisant des légumes ; aussi 44.000 se trouvent-elles dans l'Atlantique-Nord (où elles forment 6,5 p. 100 des exploitations de tout genre, au lieu de 2,7 p. 100 dans l'ensemble), et 47.000 dans le Centre-Nord, où elles ne sont pourtant que 2,2 p. 100 de toutes les exploitations ; dans l'Ouest, il n'y en a que 12.000, mais leur proportion se relève à 4,9 p. 100. Les fruits, eux, sont principalement un produit de l'Ouest, où se trouvent plus de 22.000 des 82.000 exploitations qui se consacrent spécialement à cette production : 9,3 p. 100 des *farms* de l'Ouest pratiquent ainsi la culture des fruits alors que, dans l'ensemble de l'Union, cette catégorie ne forme que 1,4 p. 100 du total. Il y a encore un peu plus de 20.000 *farms* à fruits dans le Centre-Nord (0,9 p. 100 de toutes les *farms* de cette région) et un peu moins de 20.000 dans l'Atlantique-Nord, soit 2,9 p. 100 de toutes les exploitations de cette partie des États-Unis.

Au résumé, la région de l'Atlantique-Nord est une région de cultures variées, avec prédominance d'herbages pour l'élevage intensif et la production laitière ;

dans le Centre-Nord, qui est la plus grande région agricole, la production des grains et des fourrages et l'élève du bétail absorbent presque toute l'activité des populations rurales. Dans les deux régions du Sud, le coton prédomine, et même presque exclusivement au-dessous du 35e degré, la zone plus tempérée située au-dessus de cette latitude ayant des cultures variées : grains, élevage, tabac, à côté du coton. Dans l'Ouest, à ne regarder que les statistiques d'ensemble, il y aurait une assez grande variété de cultures, mais cette variété n'existe vraiment qu'en Californie et en quelques cantons irrigués; en dehors de ces points, les céréales dominent dans l'Extrême-Nord-Ouest, l'élevage très extensif dans la vaste zone aride ou semi-aride.

Le nombre et l'étendue des exploitations qui tirent leurs principales ressources d'un produit déterminé ne nous renseigne encore qu'imparfaitement sur le rôle que joue ce produit dans la richesse générale des États-Unis. Outre son produit principal, chaque *farm* a encore des cultures accessoires. Ainsi parmi les exploitations classées comme produisant principalement des grains et des fourrages, il en est beaucoup, la plupart même, qui réservent une portion, grande ou petite, de leurs terres, à d'autres cultures, fruits ou légumes, ou au pâturage de quelques animaux domestiques; d'autre part, les céréales et les fourrages sont cultivés sur un grand nombre de *farms* à titre de produits secondaires. Il en est de même des autres cultures. Avant d'aborder l'étude des principales branches de l'industrie agricole, il convient donc d'en montrer, avec toute l'exactitude possible, un aperçu d'ensemble en donnant, d'après le *Census* de 1900, et pour chacune des cultures de quelque importance, les surfaces occupées, la quantité et la valeur des produits obtenus.

C'est ce que nous faisons dans le tableau que voici :

PRINCIPALES CULTURES AUX ÉTATS-UNIS EN 1899

	Surfaces. En milliers d'hectares.	Quantités produites. En millions d'hectolitres[1].	Valeurs. En millions de dollars.
Blé.	21.035	239	369.9
Maïs.	37.967	968	828.3
Avoine.	11.816	343	217.1
Orge.	1.788	44	41.6
Seigle	822	9.1	12.3
Riz.	140	»	7.9
Autres céréales . .	430	5.9	7.1
Graine de lin. . .	844	7.2	19.6
Graines de trèfle, etc.	»	1.7	8.2
Foin et fourrages .	24.776	84 T.	484.3
Coton	9.710	9.5 B.	323.8
Graines de coton .	»	4.6 T.	46.9
Tabac	441	394 K.	57.0
Houblon	22	22 K.	4.1
Arachides.	207	4.3	7.3
Pois et haricots. .	579	5.5	15.7
Pommes de terre .	1.175	99	98.4
Patates.	225	15	19.9
Légumes.	867	»	120.6
Canne à sucre. . .	181	6.4 T[2]	39.3
A reporter . .	113.025		2.729.3

1. Les quantités sont exprimées en millions d'hectolitres, sauf pour le foin, les graines de coton, les betteraves et les cannes à sucre, où elles le sont en millions de tonnes, — pour le tabac, le houblon et les raisins, où elles le sont en millions de kilogrammes — et pour le coton, où elles le sont en millions de balles (chaque balle pesant environ 500 livres anglaises soit 225 kilogrammes).

2. Il a été produit au total 6.440.000 tonnes de cannes, dont 1.300.000. ont été vendues à l'état de canne et 1.450.000 conservées pour la semence ; avec le reste on a fait 301.000 tonnes de sucres, 500.000 hectolitres de mélasses et 600.000 de sirops ; c'est la valeur globale de ces divers produits qui atteint 39.300.000 dollars.

	Surfaces. En milliers d'hectares.	Quantités produites. En millions d'hectolitres.	Valeurs. En millions de dollars.
Report . . .	113.025		2.729.3
Sorgho.	117	»[1]	6.1
Betterave à sucre .	44	0.8 T.	3.3
Sucre d'Erable . .	»	»	2.6
Fruits[3].	2.616	»	119.3
Vignes[3].	103	650 K.	14.1
Fleurs.	3.7	»	18.8
Pépinières	24	»	10.1
Produits forestiers.	»	»	110.0
Divers.	92	»	6.5
Total. . .	116.024.7		3.020.1

La surface totale couverte par les diverses récoltes est ainsi de 116 millions d'hectares, soit deux fois et quart environ l'étendue totale de la France ; c'est 50 millions d'hectares de moins que la surface des terres dites « améliorées » (*improved land*), le reste étant occupé par les herbages aménagés, fourrages mangés sur pied, jachères, etc. Les céréales ont, pour leur part, 63,8 p. 100 de la surface et 49,1 p. 100 de la valeur produite; les foins et les fourrages 21,3 p. 100 de la surface et 16 p. 100 de la valeur; le coton 8,3 p. 100 de la surface et 10,7 p. 100 de la valeur. Ces trois genres de culture réunis font donc 93 p. 100 de la surface, et 75,8 p. 100 de la valeur des produits.

La valeur totale, plus de 3 milliards de dollars ou de

1. Le sorgho sert aux Etats-Unis à faire du sucre : on a produit 292.000 tonnes de cannes vendues en cet état et 760.000 hectolitres de sirops sucrés dont l'ensemble vaut 6 millions de dollars.

2. Il a été extrait du suc des érables dans les Etats septentrionaux, 5.000 tonnes de sucre et 100.000 hectolitres de sirops sucrés.

3. Pour les arbres fruitiers et les vignes, la surface occupée est déduite du nombre des plants. Les 650 millions de kilogrammes de raisins comprennent ceux employés à faire le vin.

15 milliards et demi de francs, est énorme. Sur ce chiffre, dit le rapport sur le *Census*, 975 millions de dollars, 5 milliards de francs, représentent les produits donnés au bétail pour l'alimenter sur les exploitations mêmes où ils ont été recueillis; et 2.045 millions de dollars les produits disponibles pour être vendus ou consommés par la famille de l'exploitant.

Nous n'avons parlé, jusqu'ici, que des produits végétaux. Il faut, pour avoir le tableau complet de la richesse agricole, y ajouter les produits animaux :

PRINCIPAUX PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DES ANIMAUX EN 1899

	Quantités[1]. (en millions de kilogrammes).	Valeurs. (en millions de dollars).
Laine	126	46.0
Lait	330 H	472.4
Beurre	586	
Fromage	7.4	
Œufs	1.294 D	144.3
Volailles	»	136.9
Miel et cire	27	6.7
Animaux vendus	»	722.9
— abattus	»	189.9
Total		1.719.0

Si l'on réunit la valeur des animaux, tant vendus qu'abattus sur les exploitations, on atteint un total de près de 913 millions de dollars; c'est plus qu'aucune autre culture prise isolément, mais sensiblement moins que toutes les céréales ensemble.

En additionnant la valeur des produits animaux et des produits végétaux, on obtient un produit brut global

1. Les quantités sont en millions de kilogrammes, sauf pour le lait, où elles sont données en millions d'hectolitres, et pour les œufs, où elles sont en millions de douzaines.

de 4 milliards 739 millions de dollars, soit 24 milliards et demi de francs; si l'on en retranche, pour éviter un double emploi, les produits employés à nourrir le bétail sur l'exploitation même où ils ont été récoltés, il reste encore 3 milliards 764 millions de dollars ou 19 milliards et demi de francs, qui représentent le véritable revenu brut de l'agriculture américaine.

A propos de ces statistiques, une importante question se pose : jusqu'à quel point peut-on compter sur leur exactitude ? On sait combien sont suspectes les statistiques agricoles en France. Les hommes les plus éminents parmi ceux qui ont eu à les manier, comme M. de Foville, l'ont souvent montré, en même temps qu'ils exposaient les projets faits pour les améliorer. Aux États-Unis, ces statistiques passent pour être composées avec plus de soin. Celles des *Census* en particulier, pour lesquelles les « énumérateurs » questionnent directement chaque cultivateur, paraissent de nature à inspirer une assez grande confiance ; d'ailleurs, les populations rurales américaines semblent moins défiantes devant une enquête de cette nature que les populations européennes, lesquelles y voient parfois des préliminaires d'impôts, et sont moins habituées à faire connaître au public les affaires particulières de chacun. Le rapport sur le *Census* estime que les erreurs doivent être très faibles en ce qui concerne les principales récoltes : céréales, fourrages, coton, mais qu'elles peuvent être plus considérables pour les productions secondaires, qui ne tiennent sur un grand nombre d'exploitations qu'une place tout à fait accessoire, en sorte que l'exploitant néglige assez souvent de les déclarer. Dans le cas où les bulletins des recenseurs étaient manifestement défectueux, on s'est, du reste, efforcé d'y remédier par correspondance. Mais

les évaluations les plus sujettes à caution sont certainement celles relatives aux produits des jardins et vergers, aux légumes, aux fruits, et aussi à tous les produits consommés en notable partie sur l'exploitation même, aux volailles, aux œufs, au lait, au beurre. On a eu aussi des difficultés sérieuses à obtenir des renseignements précis sur les animaux abattus dans les exploitations, et même sur les animaux vendus.

Les erreurs par omission portant sur ces diverses catégories : bétail, basse-cour, laitage, fruits, légumes seraient comprises entre 5 et 10 p. 100, dit le rapport du *XIIe Census*. Nous inclinerions même à croire que cette évaluation est plutôt trop faible. N'y a-t-il pas, d'autre part, quelques erreurs provenant de doubles emplois, par suite de questions mal comprises, voire d'exagérations volontaires d'agriculteurs enclins au *humbug* et à la gloriole?

Il est nécessaire, en tout cas, de faire observer qu'il y a de sérieuses différences entre les statistiques du *Census* et les statistiques ordinaires du Département de l'Agriculture. En voici des exemples : pour la récolte de blé de 1899, le *Census* donne 52.588.574 *acres* emblavés et 658.534.252 *bushels* [1] produits. Le *Statistical Abstract* des États-Unis donne, d'après le Département de l'Agriculture, 44.592.516 *acres* emblavés et 547.303.846 *bushels* produits ; la différence est énorme : 18 p. 100 pour les emblavements, 20 p. 100 pour le grain récolté. Pour le maïs, on trouve de même au *Census*, 94.916.911 *acres* et 2.666.440.279 *bushels*, et au

1. Nous laissons ici, pour faire ressortir la divergence par les chiffres mêmes des deux publications, les mesures américaines, en rappelant que l'*acre* vaut 40 ares et le *bushel* 36 litres. Les chiffres du *Statistical Abstract* sont extraits de la dernière édition (publiée en 1903 et relative à 1902), p. 383 et suiv.

Département de l'Agriculture, 82.108.587 *acres* et 2.078.143.933 *bushels* : les premières évaluations dépassent ainsi les secondes de 15 p. 100 en ce qui concerne les surfaces, de 28 p. 100 en ce qui concerne la récolte, ce qui est vraiment colossal. Pour le coton les divergences sont moindres : 24.275.101 acres et 9.534.707 *balles* au *Census*, 23.403.497 *acres* et 9.142.838 *balles* au Département de l'Agriculture soit moins de 4 p. 100 sur les surfaces et à peine plus sur les quantités. On s'accorde, d'ailleurs, en Amérique, à considérer les données des *Census* comme plus exactes ; mais il résulte de là que les statistiques ordinaires pèchent gravement par omission.

Quoi qu'il en soit, les causes d'erreurs étant à peu près partout et toujours les mêmes pour un genre de culture donné, bien qu'elles soient un peu plus fortes, dit le rapport du *Census*, dans le Sud et l'Ouest que dans le Nord et l'Est, ces statistiques peuvent utilement servir à examiner les variations des diverses récoltes dans le temps et dans l'espace, suivant les années et suivant les régions.

En comparant les valeurs de la production agricole des diverses régions, on obtient le tableau suivant :

VALEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE DANS LES DIVERSES RÉGIONS (en millions de dollars).

	Tous produits.	Tous produits déduction faite de la nourriture des animaux de ferme.	Surface totale en milliers de kilomètres carrés.
Atlantique-Nord .	666,3	494,4	421
Atlantique-Sud. .	465,5	403,5	698
Centre-Nord. . .	2.360,0	1.791,4	1.959
Centre-Sud. . . .	888,6	764	1.586
Ouest	336,6	288,7	3.055
Alaska et Hawaï .	22,0	22,0	1.552
Total	4.739,1	3.764,2	9.272

La région du Centre-Nord possède donc près de la moitié de la richesse agricole des États-Unis. Cependant, relativement à sa surface, la vieille région de l'Atlantique-Nord l'emporte encore, grâce à ses nombreuses cultures maraîchères et fruitières perfectionnées. On voit, par contre, quel faible rôle joue l'immense étendue de l'Ouest qui occupe 40 p. 100 de la surface de l'Union (Alaska et Hawaï non compris) et ne fournit que 7 p. 100 de sa production agricole ; comme, d'autre part, l'importance industrielle proprement dite de ce vaste espace est presque nulle, ce n'est guère que par la richesse de ses mines qu'il tient une place sérieuse dans la vie économique des États-Unis.

Il est intéressant de pénétrer un peu plus avant dans le domaine de la répartition des richesses agricoles et d'examiner les États qui en possèdent le plus. En tête et de très loin, viennent l'Iowa et l'Illinois, qui se font face de part et d'autre du Mississipi et ont, d'ailleurs, presque exactement, la même étendue de 145.000 kilomètres carrés : le premier donne 365 millions de dollars de produits en valeur globale ou un peu plus de 263 millions. après déduction de ce qu'absorbent les animaux de ferme ; le second, 345 millions et, même déduction faite, près de 264 millions ; viennent ensuite le Texas (240 et 209 millions de dollars), l'Ohio (257 et 201 millions), le New-York (245 et 182 millions), le Missouri (219 et 161 millions), le Kansas (210 et 161 millions), l'Indiana (204 et 156 millions), la Pennsylvanie (208 et 151 millions).

Ces neuf États, qui sont les seuls à avoir plus de 200 millions de dollars de produit global et plus de 150 millions de dollars de revenu brut agricole (le *Census* appelle de ce dernier nom le produit global, déduction faite de la nourriture du bétail) sont tous contigus,

à l'exception du Texas, et forment une bande allongée de l'Est à l'Ouest, en inclinant un peu vers le Midi, de part et d'autre du 41° degré de latitude. A eux neuf, ils donnent près de la moitié du produit global de l'agriculture ; si l'on y joint le Nebraska qui est le dixième par ordre d'importance et se trouve limitrophe du Kansas et de l'Iowa, on arrive à plus de la moitié. Quatre autres Etats ont encore plus de 120 millions de dollars de produit global et de 100 millions de revenu brut : ce sont le Minnesota, le Michigan et le Wisconsin contigus du côté du Nord à la bande formée par les dix plus grands États agricoles, et le Kentucky, qui flanque cette bande au Sud. La région agricole par excellence des États-Unis se trouve ainsi bien définie.

CHAPITRE III

La culture des céréales.

La valeur de la récolte des grains forme, à elle seule, la moitié, et même un peu plus, de la valeur de l'ensemble des récoltes américaines : 1.484 millions de dollars sur 2 milliards 910 millions [1]. Les surfaces cultivées en céréales, 74 millions d'hectares, constituent 44 p. 100 de la surface totale des terres améliorées, et près des deux tiers (63,8 p. 100) de l'ensemble des terres cultivées proprement dites, de celles qui fournissent une récolte annuelle. Ces chiffres font nettement ressortir quelle est la part des céréales dans l'économie agricole des États-Unis. Il n'est pas sans intérêt de comparer rapidement ces données avec celles que nous possédons sur notre pays même : d'après l'enquête agricole de 1882, faites à peu près au moment où l'agriculture française était dans la situation la plus prospère, les céréales couvraient, en France, 15 millions d'hectares, sur un peu moins de 34 millions d'hectares correspondant à ce que les Américains appellent *improved land* ou « terres améliorées », et sur 24 millions et

1. Non compris 110 millions de dollars de produits forestiers, qui portent le total des produits végétaux à 3 milliards 20 millions, dont les céréales ne formeraient plus que 49,1 p. 100. En ajoutant à cela les 1.710 millions de dollars de produits animaux, on constate que les céréales forment 31,6 p. 100 de l'ensemble.

demi d'hectares produisant des récoltes[1]; la proportion des céréales aux surfaces en culture était donc — et est encore — très voisine en France de ce qu'elle est aux États-Unis. En ce qui concerne la valeur du produit, le rôle des céréales en France est un peu moins considérable : 4 milliards pour les grains et 1.300 millions pour la paille sur 11 milliards 200 millions de produit végétal en tout. Même en joignant aux grains la valeur de la paille dont nous ne trouvons pas trace dans les statistiques américaines, on est loin d'arriver, chez nous, à cette proportion de la moitié qui est atteinte aux États-Unis. C'est que nous avons sensiblement plus de fourrages et, si la grande culture industrielle d'outre-Atlantique, le coton, nous fait absolument défaut, la vigne et la betterave viennent le remplacer.

On sait combien rapides ont été les progrès de la culture des céréales aux États-Unis. Ils ne se ralentissent pas et ont même été plus grands pendant la dernière décade d'années que pendant la précédente : le *Census* de 1880 relevait 47 millions et demi d'hectares ensemencés ; celui de 1890, 56 millions ; l'accroissement s'est élevé ainsi à 18 millions d'hectares, ou 31 p. 100 de 1890 à 1900, au lieu de 8 millions et demi d'hectares, ou 18 p. 100 de 1880 à 1890. Durant l'ensemble de ces vingt années, l'augmentation n'atteint pas moins de 26 millions et demi d'hectares, ou 56 p. 100.

1. On doit considérer comme « terres améliorées » ou *improved land*, les surfaces désignées dans nos enquêtes agricoles comme terres labourables, vignes, prés naturels et herbages, à l'exclusion des landes, terres incultes, bois et forêts. Pour ce qui est des terres portant des récoltes, *area under crops*, elles comprennent toutes les terres labourables à l'exception des jachères, plus les vignes, et y compris les jardins et vergers. Les prés et herbages, et tout ce qui est mangé sur pied par les animaux, n'en font pas partie.

Il va sans dire que ces progrès ne sont pas également répartis sur toutes les régions du pays. Des 26 millions d'hectares qui sont venus s'ajouter aux étendues cultivées en céréales entre les deux *census* de 1880 et de 1900, il s'en trouve quatre millions et demi dans les deux Dakotas, où la colonisation n'avait pour ainsi dire pas pénétré il y a vingt ans et qui n'avaient pas alors 200.000 hectares cultivés en grains ; trois autres États voisins des deux précédents : le Minnesota qui est immédiatement à l'est des Dakotas, le Nebraska qui les limite au Sud, et le Kansas, lui-même voisin méridional du Nebraska, ont gagné chacun de 3 millions à 3 millions et demi d'hectares, soit 9.200.000 à eux trois, triplant à peu près leurs ensemencements. Ainsi 13 millions 700.000 hectares, presque exactement la moitié de la surface dont s'est accrue la culture des céréales, vient de ces cinq États qui, en 1880, étaient encore ou tout à fait vierges ou très peu colonisés. On peut y joindre l'Iowa, qui complète le groupe géographique formé par les cinq précédents, mais dont la mise en valeur était beaucoup plus avancée il y a vingt ans, puisqu'il comptait dès lors 4.600.000 hectares de céréales ; il n'en a pas moins augmenté de 2.200.000 hectares ses cultures de grains, en sorte que, sur l'accroissement total de 26 millions et demi d'hectares, 15.900.000 forment la part de ces six États situés sur la rive droite du haut Mississipi et de part et d'autre du moyen Missouri.

Prolongeant vers le Sud ce groupe, où l'essor de la culture des céréales a été le plus grand depuis vingt ans, s'en trouve un autre constitué par l'Oklahoma, le Territoire Indien et le Texas, pays que l'on peut également qualifier de tout à fait neufs, les deux premiers surtout. L'Oklahoma, qui n'a été ouvert à la colonisation qu'en 1890, ne possédait pas alors 8.000 hectares

de céréales ; il en avait plus de 1.100.000 en 1900 ; le Territoire Indien lui-même, où l'on prenait, en 1900, pour la première fois, un recensement exact, mais dont on peut dire avec certitude qu'il n'avait presque aucune terre cultivée il y a vingt ans, possédait, au dernier *census*, 600.000 hectares de céréales. Le Texas, enfin, faisait plus que doubler ses cultures en les augmentant de 1.550.000 hectares depuis 1880. Pour ces trois États ou Territoires réunis l'augmentation était de 3.200.000 hectares environ.

Les progrès faits aux États-Unis par la culture des céréales au cours des vingt dernières années du XIXe siècle proviennent ainsi, pour un peu plus des deux tiers, d'une large bande de pays s'étendant de la frontière du Canada au golfe du Mexique, limitée (très approximativement) de part et d'autre, par le 95e et le 105e degré de longitude Ouest de Paris. Cette zone de grand développement est même, en réalité, un peu plus étroite, parce que toute la moitié Ouest des deux Dakotas et du Nebraska, une notable portion du Kansas et du Texas, sont à peu près impropres à l'agriculture par suite de la sécheresse et n'ont pas contribué à l'augmentation : la grande culture des céréales ne dépasse pas le 100e degré de longitude Ouest de Greenwich (102 degrés et demi Ouest de Paris).

Dans les huit États et Territoires qui se trouvent entre la zone que nous venons de définir et les États riverains du Pacifique, la culture des céréales était tout à fait insignifiante, comme la population elle-même, en 1880; depuis, la population a augmenté, mais les surfaces en culture se sont bien peu développées. Dans aucun de ces immenses États qui ont, chacun, de 20 à 37 millions d'hectares, cette surface n'a progressé même de 200.000 hectares. Non seulement la colonisation agri-

cole ne les atteint pas encore, mais elle ne peut y prendre une grande extension, nous l'avons dit, à cause de l'insuffisance des pluies. C'est au delà de cette zone aride, sur les bords mêmes du Pacifique, qu'il faut aller chercher de nouvelles terres susceptibles d'exploitation. Cependant, on n'observe pas, dans les trois États riverains du Grand Océan, un essor aussi rapide de la culture des céréales qu'on aurait pu le croire : de 1880 à 1900, la Californie n'a augmenté ses surfaces que de 600.000 hectares, soit de 65 p. 100, l'Oregon ne les a pas tout à fait doublées, gagnant 240.000 hectares ; à l'extrême Nord-Ouest, le Washington, qui n'avait que 55.000 hectares en céréales en 1880, en comptait 540.000 en 1900. L'augmentation, pour ce groupe d'États, ne ressort donc qu'à 1.400.000 hectares. Ce n'est rien de comparable aux progrès effectués dans la grande bande centrale, qui va des Dakotas au Texas.

Au contraire, à l'est de cette bande, les régions comprises entre l'Ohio et les Grands Lacs ainsi que sur le moyen Mississipi, qui sont, depuis longtemps, les grandes productrices de céréales, ont encore sensiblement développé leurs cultures : dans l'Illinois, le Missouri, l'Indiana, l'Ohio, le Michigan, on observe des gains allant de 400.000 à 900.000 hectares en vingt ans. En outre, la plupart des États du Sud, qui négligeaient fort la culture des céréales, se sont mis à y donner plus d'attention ; c'est le cas, notamment, de l'Arkansas, qui a 1.200.000 hectares de céréales, contre 700.000 il y a vingt ans, de la Louisiane, qui en a 640.000 au lieu de 325.000, et, à un moindre degré, de presque tous les autres. L'augmentation réalisée dans ces États, relativement vieux, est ainsi plus importante, en définitive, que dans la région de l'Extrême-Ouest.

Il existe, par contre, aux États-Unis, des régions où,

loin d'augmenter, la culture des céréales a perdu de son importance depuis vingt ans. Ce sont les vieux États riverains de l'Atlantique : le Maine, le New-Hampshire, le Vermont, le Massachusetts, le Rhode-Island, le Connecticut, le New-York, le New-Jersey, le Maryland, la Virginie. Ils forment, depuis la frontière canadienne jusqu'au 36e degré de latitude, une bande qui serait continue, si elle n'était interrompue par la Pennsylvanie; encore, dans cet État, l'augmentation a-t-elle été tout à fait infime[1] et vraiment négligeable. Dans son ensemble, toute cette région de vieille colonisation, de sol en grande partie médiocre et le plus souvent épuisé, nécessitant, par conséquent, plus de frais de culture, souffre, comme l'Europe elle-même, de la concurrence de l'Ouest. Le pâturage et la production du lait s'y substituent, dans une large mesure, au labourage et à la production des grains. Encore ces nouveaux modes d'utilisation du sol ont-ils, eux aussi, de la peine à se maintenir, depuis que le perfectionnement des procédés frigorifiques permet aux produits de l'Ouest de venir les concurrencer. La Pennsylvanie, qui, en 1880, figurait encore au septième rang des États producteurs de céréales, n'est plus, en 1900, qu'au quinzième. New-York est tombé, de même, du treizième au vingt et unième, et les surfaces en cultures y ont diminué de 220.000 hectares, soit de 15 p. 100.

De ces variations dans la surface cultivée en céréales, qui s'est considérablement étendue à l'Ouest tandis qu'elle se réduisait à l'Est, il est résulté un déplacement très marqué du centre de production des grains qui, en 1860, se trouvait dans l'Indiana, non loin de la frontière de l'Ohio, par 85°59′ de longitude ouest (de Greenwich),

1. 5.400 hectares seulement, sur un total de plus de 1.800.000.

puis, en 1880, passait dans l'Illinois par 89°19′, de longitude, atteignait presque, en 1890, la frontière occidentale de cet État, c'est-à-dire le Mississipi, par 91°13′ et franchissait enfin le grand fleuve en 1900 pour se placer dans l'Iowa, par 91°38′. Ce mouvement vers l'Ouest a été accompagné d'un déplacement assez sensible vers le Nord, de 39°29′ en 1860 à 40°37′ en 1900 : le Minnesota, les deux Dakotas, l'Iowa, même le Nebraska, devenus aujourd'hui de très grands centres de la production des grains, se trouvent, en effet, à une latitude plus septentrionale que la Pennsylvanie, l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, qui étaient les principaux États producteurs vers 1860. Il convient de remarquer, toutefois, que le mouvement vers l'Ouest s'est beaucoup ralenti durant la dernière décade; au lieu de s'avancer de près de 2 degrés, soit d'environ 195 kilomètres, comme il l'avait fait régulièrement pendant chacune des décades précédentes, le centre de production des céréales n'a plus progressé que de 40 kilomètres.

C'est là un symptôme important; le rapport sur le *Census* le relève : « La suspension du progrès vers l'Ouest pendant la dernière décade pose la question de savoir si ce mouvement vers l'Ouest n'approche pas de sa limite et si l'accroissement à venir de la production des céréales ne doit pas dépendre plutôt de l'amélioration des méthodes agricoles que de la mise en valeur de terres nouvelles à l'Ouest. » En effet, ces terres nouvelles paraissent commencer à manquer. Il n'y a plus maintenant, comme il y avait encore en 1880, de vastes étendues de contrées tout à fait vierges entre la limite occidentale de la colonisation et la limite orientale de la zone semi-aride. Ces deux limites se confondent presque aujourd'hui.

Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait, dans les États récem-

ment colonisés, et en dehors de cette zone aride, dans le Minnesota, même dans l'Iowa, dans la bonne partie des deux Dakotas, du Kansas, du Nebraska, des terres non encore exploitées et propres à la culture des céréales. Il s'en trouve, et beaucoup, mais ce ne sont plus les plus fertiles. Toutes les régions des États-Unis où le climat est suffisamment humide pour permettre la culture du sol ont été maintenant abordées par la colonisation, qui les a écrémées, qui a pris possession déjà des terres les meilleures et les mieux placées. En fait de pays complètement vierge, où tout est à prendre même les meilleures terres, c'est tout au plus s'il reste quelques portions du Territoire Indien, qui pourront être livrées aux immigrants aussitôt l'expiration des traités avec les tribus indiennes, c'est-à-dire bientôt ; il y a aussi certaines parties du Texas, puis, à l'extrême Nord-Ouest, du Washington et de l'Oregon. Cela est assez peu considérable en somme. Par contre, dans l'Ouest-Canadien, les étendues encore vierges sont très vastes ; c'est pourquoi beaucoup d'Américains s'y portent. Mais aux États-Unis mêmes, il faudra se résigner, pour accroître les cultures de céréales, à exploiter les terres vacantes qui restent dans les États déjà colonisés et qui, sans avoir une valeur négligeable, ne sont naturellement pas les meilleures ni les mieux placées, en général. C'est ce que l'on a commencé à faire déjà de 1890 à 1900, car c'est au cours de ces dix dernières années qu'ont été réalisées la plupart des augmentations que nous avons relevées pour la période 1880-1900 dans les États situés à l'est du Mississipi.

Il faudra aussi, comme dit le rapport sur le *Census*, et ce sera d'autant plus indispensable qu'on aura affaire à des terres de moindre fertilité, perfectionner les méthodes agricoles. Nous avons dit combien sont sommaires aux États-Unis les soins donnés au sol. Ils le

sont particulièrement dans la culture des grains. Si l'on considère les exploitations dont cette culture, jointe à la production du fourrage, forme la principale source de revenu (et, dans la très grande majorité des cas, les grains l'emportent de beaucoup sur le fourrage), on voit que les dépenses d'engrais sont presque nulles dans toute la région des États très grands producteurs. Elles atteignent, au maximum, la moyenne de 93 dollars par exploitation dans le Maryland ; ceci est assez important, quoique non encore énorme pour des exploitations d'une étendue moyenne de 70 hectares ; mais le Maryland est un petit producteur ; en Pennsylvanie et dans le New-York, seuls États de l'Est où la culture des céréales ait quelque importance, on tombe à 18 et 25 dollars de dépenses d'engrais par exploitation. Dès qu'on passe les Alleghanys, c'est bien autre chose. On trouve encore 9 dollars par *farm*, ce qui ressort à un peu plus d'un franc par hectare dans l'Ohio, 8 dollars, par *farm*, dans l'Indiana ; dans l'Illinois on tombe à 3 dollars pour des exploitations d'une étendue moyenne de 60 hectares, ce qui fait moins de 25 centimes par hectare. Dans aucun autre État grand producteur on ne dépasse une moyenne de 2 dollars par exploitation, et celles-ci sont plus vastes que dans l'Illinois, l'Ohio et l'Indiana. C'est dire qu'on n'achète d'engrais que dans des cas tout à fait exceptionnels ; et, quant au fumier de ferme dont on dispose, c'est bien peu de chose pour des exploitations qui ont, en moyenne, 64 hectares dans l'ensemble des États-Unis et davantage dans l'Ouest.

Ce qui montre encore combien la culture est extensive, c'est le peu de dépenses faites pour la main-d'œuvre. Dans le Missouri, qui figure au sixième rang des cinquante États ou Territoires pour la culture des céréales, cette catégorie de dépenses n'absorbe que

31 dollars par exploitation et par an. Dans l'Iowa, qui est au premier rang, elle n'est encore que de 60 dollars; dans le Kansas, le Nebraska, l'Indiana, l'Ohio qui sont tous parmi les dix premiers États producteurs, elle varie de 45 à 58 dollars. Tout ceci fait moins de 300 francs. C'est donc bien loin de représenter le salaire annuel d'un homme, surtout dans le Centre des États-Unis[1], et cela signifie que, dans les États que nous venons d'indiquer, les exploitations sont généralement cultivées par l'exploitant seul et ses enfants, bien que leur étendue moyenne varie de 40 hectares dans l'Ohio à 80 dans le Nebraska. On n'emploie pas de travailleurs salariés en permanence; on n'en a sans doute quelques-uns qu'au moment de la moisson. Dans l'Illinois, qui vient au second rang pour la culture des céréales, les frais annuels de main-d'œuvre ne sont encore que de 91 dollars, 470 francs, ce qui entraîne la même conclusion. Ils atteignent 112 et 128 dollars dans le Dakota du Sud et le Minnesota, 216 dans le Dakota du Nord ; mais les étendues moyennes des *farms* faisant des céréales et des fourrages y sont respectivement de 80, 130 et 140 hectares. Dans l'Extrême-Ouest, pour le Washington, l'Oregon et la Californie, les dépenses de main-d'œuvre s'élèvent à 310, 166 et 414 dollars ; mais les étendues moyennes atteignent 160, 130 et 200 hectares. L'exploitant, fut-il aidé en permanence par un salarié — et ces chiffres n'impliquent guère davantage — il est clair qu'il ne pourrait encore donner à de pareilles surfaces une culture un tant soit peu intensive, si nombreux que soient les animaux de ferme et si répandu que soit l'usage des machines agricoles. La valeur moyenne de

1. Il convient de remarquer que l'on comprend, dans les frais de main-d'œuvre, la valeur estimée des allocations en nature données aux salariés, nourriture et logement.

ces machines, par exploitation produisant des grains, est de 187 dollars, soit près de 1.000 francs pour la région du Centre-Nord et atteint 328 dollars dans le Dakota du Nord, 335 dans le Washington et 425 en Californie.

Les États où l'on cultive le plus de céréales sont actuellement les suivants : l'Iowa (6.800.000 hectares), l'Illinois (6.700.000), le Kansas (5.300.000), le Nebraska (4.800.000), le Minnesota (4.500.000), le Missouri (4.200.000). Ce sont les seuls États qui aient plus de 4 millions d'hectares en céréales. Viennent ensuite, dans l'ordre décroissant, l'Indiana, l'Ohio, le Texas, le Dakota du Sud, le Wisconsin, le Kentucky, le Tennessée qui ont plus de 2 millions d'hectares chacun ; puis avec 1 à 2 millions d'hectares, la Pennsylvanie, le Michigan, la Géorgie, la Californie, la Caroline du Nord, la Virginie, le New-York, l'Alabama, l'Arkansas et l'Oklahoma ; les 26 autres États ou Territoires ont moins d'un million d'hectares en grains.

Ayant examiné les caractères généraux de la culture des céréales, nous n'avons qu'à rappeler, pour chacune d'entre elles, la surface totale qu'elle occupe, les quantités produites, la valeur de la production et le rendement par hectare, puis à indiquer leur répartition sur le territoire.

ÉTENDUE DES CULTURES DE CÉRÉALES AUX ÉTATS-UNIS
(en milliers d'hectares).

	1880	1890	1900
Blé.	14.172	13.432	21.035
Maïs	24.948	28.815	37.967
Avoine . . .	6.458	11.328	11.816
Orge	800	1.288	1.788
Seigle: . . .	737	869	822
Sarrasin . .	340	336	323
Millet. . . .	»	»	107

PRODUCTION, RENDEMENT ET VALEUR DES DIVERSES CÉRÉALES EN 1900

	Millions d'hectolitres.	Rendement en hectolitres par hectare.	Valeur de la récolte. (millions de dollars).
Blé.	239	11.3	369.9
Maïs. . . .	968	25.3	828.3
Avoine. . .	343	28.7	217.1
Orge. . . .	44	24.1	41.6
Seigle . . .	9.1	11	12.3
Sarrasin . .	4	12.4	5.7
Millet. . . .	1.8	16.8	1.4

Le blé, qui est la plus intéressante des céréales pour nous, parce que c'est la grande culture d'exportation, est produit surtout dans le Minnesota, les deux Dakotas, puis l'Ohio, l'Indiana, le Kansas, la Californie ; c'est lui, également, qui constitue presque toutes les cultures de céréales du Washington et de l'Oregon. Dans ces dernières années (1893-1902), la proportion de la récolte exportée n'est jamais tombée au-dessous de 31 p. 100 et s'est élevée jusqu'à 40 p. 100 en 1894, 1898 et 1901.

Le maïs a son grand centre de culture dans l'Illinois, l'Iowa, le Kansas, le Missouri et le Nebraska ; il est répandu sur presque toute la surface de l'Union, notamment dans le Sud, sauf sur le Pacifique où il est rare. C'est la céréale américaine par excellence. On en exporte peu (de 2 à 11 p. 100 dans les dix dernières années) ; mais il nous arrive en masse, sous forme de viande de bœuf et de porc, tous les animaux de ferme étant nourris presque exclusivement de maïs aux États-Unis.

L'avoine se trouve surtout dans les États riverains des Grands Lacs, Wisconsin, Michigan, Illinois, Ohio, New-York et Pennsylvanie. On en exporte assez peu :

10 p. 100 de la récolte au maximum en 1898, 1 p. 100 seulement en 1902.

L'orge et le seigle — ce dernier ne sert qu'à la distillerie — sont des cultures de peu d'importance, localisées, la première dans la Californie, le Minnesota, l'Iowa et le Wisconsin, la seconde dans ce même État de Wisconsin, puis la Pennsylvanie, le New-York, le Nebraska, le Michigan. Le sarrasin est cultivé surtout dans le New-York et la Pennsylvanie ; le millet, presque exclusivement dans le Kansas.

CHAPITRE IV

L'élevage. — La production laitière.

L'élevage et les productions qui en dérivent occupent, dans l'agriculture américaine, une place presque aussi considérable que la production des céréales. Pendant l'année qui a précédé le recensement de 1900, la valeur globale des animaux vendus ou abattus, des produits de laiterie et de la laine s'est élevée aux États-Unis à 1.421 millions de dollars, 7 milliards 350 millions de francs[1], soit 4 p. 100 seulement de moins que la valeur de toutes les récoltes de grains. On sait, d'ailleurs, que les exploitations qui trouvent dans l'élevage ou l'engrais du bétail leur principale source de revenu, jointes à celles qui sont spécialement consacrées à la production du lait et de ses dérivés, sont presque moitié plus nombreuses que celles dont la culture des grains forme la plus importante ressource : 1.922.000 pour les premières contre 1.319.000 pour les secondes.

Cette grande importance de l'élevage distingue l'agriculture américaine de l'agriculture française et de celle de la plupart des pays du Continent européen, où la culture proprement dite, et celles des céréales en particulier, l'emporte dans une beaucoup plus large mesure qu'aux États-Unis sur la production animale.

1. Non compris 281 millions de dollars de produits de basse-cour, volailles et œufs.

Parmi les pays à civilisation avancée de l'Europe occidentale et centrale, il n'y a guère que les Iles Britanniques qui se trouvent, à ce point de vue, dans le même cas que les États-Unis. Les produits de l'élevage y ont même une valeur sensiblement plus considérable que les fruits de la culture du sol, mais cela tient moins au grand développement de la production animale qu'au peu d'importance des récoltes de céréales en Grande-Bretagne. Les États-Unis, au contraire, viennent au premier rang dans le monde entier pour l'une et l'autre des grandes branches de l'agriculture.

Nous donnons ci-dessous le nombre des animaux domestiques aux États-Unis, en distinguant, comme le fait le *Census* de 1900, entre les animaux se trouvant sur les exploitations rurales (*animals on farms and ranges*) et ceux qui se trouvent ailleurs (c'est-à-dire dans les agglomérations urbaines ou les établissements industriels). On n'a cherché à déterminer avec exactitude que la valeur des premiers, et l'on a supposé que celle des derniers était en moyenne la même, pour calculer la valeur de l'ensemble :

ANIMAUX DOMESTIQUES AUX ÉTATS-UNIS

	(Nombre en milliers.)		
Espèces.	sur les exploitations rurales.	en dehors des exploitations rurales.	Valeur totale en millions de dollars).
Chevaline. . . .	18.280	2.937	1.051,0
Mulassière. . . .	3.271	174	217,9
Asine.	95	16	6,8
Bovine	67.822	1.616	1.517.6
Ovine.	61.605	231	171,0
Caprine.	1.871	78	3,4
Porcine.	62.876	1.818	238,7
	215.822	6.871	3.196,4

Il ressort en premier lieu de ces chiffres[1] que les États-Unis sont à la tête de tous les pays du globe, pour le nombre des mulets, des bêtes à cornes et des porcs. En ce qui concerne particulièrement les premiers de ces animaux, il est probable que près de la moitié des mulets du monde vivent aux États-Unis. Pour le gros bétail, leur prépondérance n'est pas aussi considérable ; cependant le pays dont la population bovine est la plus nombreuse après la leur, l'Empire russe, n'avait, en 1900, que 43 millions de bêtes à cornes, et la République Argentine, qui se plaçait au troisième rang, en comptait 22 millions. On se rendra d'ailleurs compte de l'importance du nombre des mulets, des bêtes à cornes et des porcs aux États-Unis, si l'on se souvient que, d'après l'enquête agricole de 1892, la France ne comptait que 217.000 mulets, 12.708.000 bœufs, vaches et veaux et 7.422.000 porcs.

Pour la population chevaline, les États-Unis n'arrivent qu'au second rang, après l'Empire Russe, qui aurait 25 millions de chevaux, mais, bien loin en avant de tout autre pays : le plus favorisé, après eux, est encore l'Argentine qui en aurait 4 millions et demi, puis viennent l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avec près de 4 millions chacune, la France avec 2.795.000

1. Ces statistiques du *Census* diffèrent énormément des évaluations annuelles du Département de l'Agriculture de Washington ; les premières dépassant en général les secondes de près de 50 p. 100. C'est beaucoup plus que l'écart entre nos enquêtes décennales, qui correspondent à peu près aux *Census* américains, et les évaluations annuelles de notre ministère de l'Agriculture. Il est généralement admis en Amérique que les résultats des recensements, faits avec beaucoup de soin, chaque exploitation rurale ayant été l'objet en 1900 d'un bulletin individuel, doivent être préférées aux statistiques annuelles, beaucoup plus sommaires, et l'on croit que les erreurs des *Census* sont relativement faibles.

selon l'enquête de 1892 ; les Iles Britanniques n'en ont que 2 millions à peine. Si l'on ajoute aux 21 millions de chevaux des États-Unis les 3 millions et demi de mulets, animaux très peu nombreux en Russie, on voit que l'Union américaine arrive bien près du chiffre de l'Empire des Tsars, et si l'on réfléchit que le réseau de voies ferrées de la Russie est beaucoup moins serré que celui de l'Amérique du Nord, que par conséquent les chevaux doivent y être, en beaucoup plus grand nombre qu'aux États-Unis, employés aux transports à longue distance, on en conclut que l'agriculture américaine dispose de beaucoup plus de chevaux et de mulets que celle d'aucun pays européen. Cette circonstance, nous l'avons observé déjà, n'est pas étrangère à sa supériorité.

Les États-Unis sont beaucoup moins pourvus de moutons : ils sont dépassés par l'Australie, qui a possédé, il y a dix ans, jusqu'à 120 millions de bêtes à laine, chiffre réduit depuis d'un tiers par des sécheresses prolongées et répétées ; ils viennent également en arrière de la Russie et de l'Argentine, mais très en avant de la France, qui n'a que 22 millions de moutons. Ils ne nous cèdent le pas que pour les ânes et les chèvres : la France compte, en effet, 358.000 des premiers et 1.845.000 des secondes ; encore n'est-elle pas un des pays où ces animaux sont le plus abondants. C'est qu'ils se trouvent surtout dans les contrées montagneuses et pauvres. Aussi n'est-il pas surprenant que les États-Unis en soient médiocrement pourvus. Les ânes que l'on y rencontre sont, d'ailleurs, presque exclusivement élevés en vue de la production des mulets.

De tous les animaux domestiques, ce sont donc ceux de l'espèce bovine qui sont le plus nombreux aux États-Unis ; ce sont eux aussi qui représentent le capital le

plus considérable puisque leur valeur égale presque la moitié de la valeur totale du cheptel américain ; ce sont eux, enfin, qui ont la plus grande importance au point de vue de l'exportation et qui font la plus grande concurrence aux produits de l'agriculture européenne. C'est donc cette branche de l'élevage qui doit attirer d'abord et retenir notre attention.

Le gros bétail se divise généralement, dans les pays d'Europe, et dans le nôtre notamment, en quatre catégories : les bœufs de trait et de labour, les animaux de boucherie, les vaches laitières et les reproducteurs. Aux États-Unis, la première de ces catégories fait presque entièrement défaut : dans le Nord, on se sert à peu près exclusivement de chevaux ; dans le Sud, de chevaux et de mulets pour les travaux des champs ; on n'emploie guère les bœufs, et encore en petit nombre, que dans quelques États de la Nouvelle-Angleterre, d'ailleurs peu agricoles, et dans deux ou trois États du Sud. On peut donc considérer que l'immense majorité des bœufs, qui sont au nombre de 15.257.000, rentrent dans la classe des bêtes de boucherie ; les 15.333.000 veaux ou élèves âgés de moins d'un an sont destinés, les uns à subir tôt ou tard le même sort, les autres à recruter les vaches et les reproducteurs. Les vaches comprennent 7.184.000 génisses de un à deux ans d'âge, 17.140.000 vaches laitières et 11.559.000 autres vaches plus spécialement destinées à la reproduction ; il y a enfin 1.315.000 taureaux. Ceci pour les animaux qui se trouvent sur les exploitations rurales ; on n'a pas oublié qu'il existe en outre 1.616.000 têtes de gros bétail dans les villes : plus des trois cinquièmes, 973.000, sont des vaches laitières. La production de la viande de boucherie et celle du laitage sont donc, l'une et l'autre, largement représentées aux États-Unis.

Le bétail américain descend tout entier d'animaux introduits d'Europe depuis la découverte du Nouveau-Monde, qui ne connaissait auparavant aucun de nos animaux de ferme. Deux grands courants lui ont donné naissance : l'un est celui des bœufs importés par les Espagnols au Mexique d'abord, puis en Floride, dont sont issues les bêtes à cornes des États du Sud-Ouest et d'une partie de ceux du Sud-Est ; l'autre se compose des bœufs amenés par les colons anglais dans le Nord-Est et qui ont peuplé, depuis, les États du Nord, du Centre et du Nord-Ouest. Quelle que fût leur origine, tous ces animaux, dont on n'avait pas grand soin et qu'on laissa longtemps se reproduire au hasard, avaient passablement dégénéré au début du XIXe siècle, surtout ceux du Sud-Est dont la race souffrait de l'été humide et semi-tropical. A partir de 1840, sinon même de 1816, et plus encore de 1870, on s'est mis à introduire des reproducteurs appartenant aux meilleures races anglaises, et l'on a obtenu d'excellents résultats en les croisant avec le bétail indigène, qui s'est ainsi rapidement et largement amélioré, dans le Nord, le Centre et l'Ouest tout au moins. Dans presque tous les États du Sud, le Texas excepté, la plupart des animaux restent encore de qualité très médiocre.

La valeur moyenne d'un animal demeure très inférieure aux États-Unis, même à qualité égale, à ce qu'elle est en Europe. Pour un bœuf de boucherie de 2 à 3 ans elle est, en moyenne, de 29 dollars 12 cents, soit 150 francs environ ; pour une vache laitière, de 29 dollars 68 cents ; pour un veau d'un peu moins de 9 dollars. Il va sans dire que cette valeur varie beaucoup d'un point à l'autre du territoire. Pour les bœufs de l'âge indiqué, elle est maxima dans la région du Centre-Nord, où la moyenne est 34 dollars 47 et s'élève jus-

qu'à près de 40 dollars, soit 200 francs, dans l'Iowa : elle est minima dans les deux régions du Sud, avec un peu moins de 20 dollars dans l'Atlantique-Sud, et près de 21 dans le Centre-Sud ; elle descend jusqu'à 7 dollars et demi, moins de 40 francs en Georgie. Pour les vaches laitières, les prix les plus élevés se trouvent dans l'Ouest, où elles sont rares : 35 dollars et demi en moyenne, avec maximum de près de 42 dollars dans le Montana ; puis viennent l'Atlantique-Nord et le Centre-Nord avec 32 dollars et 31 dollars et demi, ensuite les deux régions du Sud avec 23 dollars pour l'une et moins de 22 dollars pour l'autre ; le minimum de 13 dollars est atteint en Floride.

Ces variations de prix correspondent dans une large mesure à des variations de poids. Valeur et poids moyen des animaux ont, d'ailleurs, sensiblement augmenté sous l'influence des croisements avec des reproducteurs sélectionnés. La meilleure preuve en est que, dans l'intervalle des deux derniers *Census*, de 1890 à 1900, la valeur totale du gros bétail a augmenté, d'après les évaluations de ces *Census*, de 426 millions de dollars, alors que le nombre des têtes a diminué de 5.159.000. C'est un accroissement de 46 p. 100 par tête. Or, si les prix rapportés au poids ont été plus élevés en 1890 qu'en 1900, ce qui s'explique par l'augmentation de la demande de viande due à la grande prospérité générale, ils sont loin d'avoir haussé dans une pareille proportion. Sur le marché de Chicago le prix des bœufs de premier choix a varié, au cours des années 1889-90, de 4 dollars et demi à 5 dollars 45 par *hundredweight* (50 kilogr.) ; en 1899-1900, il a varié de 5 dollars 80 à 7 dollars ; l'augmentation n'est que de 30 p. 100 environ ; une grande partie de l'accroissement de valeur provient donc du poids plus considérable des animaux.

Cet accroissement de poids est d'autant plus digne de remarque, qu'il s'est produit un abaissement assez sensible dans l'âge moyen des bêtes de boucherie. Nous venons de dire que l'ensemble de la population bovine a diminué de 1890 à 1900. Il ne faudrait pas conclure de là que l'élevage américain soit en décadence. Bien que la comparaison directe entre les chiffres des deux *Census* de 1890 et de 1900 ne soit pas possible, à cause des différences dans le mode de classification des animaux et dans les questions posées aux éleveurs, nourrisseurs et laitiers, le rapport sur le *Census* établit très nettement, en interprétant ces chiffres, que le nombre des vaches laitières a augmenté d'une manière appréciable sans doute de 10 p. 100 au moins, au cours des dix dernières années, et que celui des autres vaches s'est accru aussi, et peut-être davantage encore ; il en est de même du nombre des veaux. Par contre, le nombre des bœufs est en diminution très marquée, probablement de près de 20 p. 100. Cela tient à ce qu'on vend et qu'on abat aujourd'hui les animaux de boucherie plus jeunes qu'il y a une dizaine d'années ; l'âge moyen aurait décru de 6 mois environ dans cet intervalle ; il serait maintenant voisin de deux ans. L'abaissement de l'âge de vente paraît provenir lui-même de deux causes : l'amélioration des races et les soins donnés au bétail, grâce auxquels un bœuf de deux ans pèse souvent, aujourd'hui, autant qu'un animal sensiblement plus âgé naguère ; et, d'autre part, le très grand accroissement de la consommation auquel nous avons déjà fait allusion et qui, entraînant la hausse des prix, a déterminé les éleveurs à se défaire d'animaux qu'en d'autres circonstances ils auraient gardés plus longtemps.

Il est donc très vraisemblable que, dans l'intervalle des deux derniers *Census*, l'effectif du bétail américain

s'est trouvé à certains moments plus élevé qu'aujourd'hui, où une consommation exceptionnelle a contribué à le réduire.

L'élevage est, comme l'agriculture, pratiqué en Amérique d'une manière très extensive. La surface moyenne des *live stock farms,* des exploitations dont la principale ressource est l'élève du bétail, n'est pas moindre de 91 hectares, dont 34 seulement de terres améliorées, *improved land.* Encore faut-il remarquer que, dans l'Ouest et dans les parties du Centre-Nord et du Centre-Sud qui y confinent, on trouve un certain nombre d'exploitations de très petite étendue en apparence et ayant un très grand nombre de têtes de bétail : ce qui semble incompréhensible à première vue, mais s'explique facilement par le fait que, si la *farm* proprement dite, la portion de terrain appartenant à l'exploitant ou détenue par lui suivant un titre régulier, est très peu étendue, son bétail pâture sur les terres du domaine public, sur les vastes surfaces non appropriées qui se trouvent dans le voisinage. Il y a même des cas où aucune portion du sol d'un élevage n'est régulièrement appropriée, mais où l'exploitant a simplement fait quelques installations très sommaires sur les terres domaniales. Toutefois, ce mode d'exploitation, qualifié de *range,* a beaucoup diminué, vu la raréfaction des bonnes terres sans maître. Au *Census* de 1900, il n'existait plus, même dans les États de l'Ouest, que 422.000 bêtes à cornes (soit moins de 5 p. 100 de l'effectif de cette région) sur les *ranges* n'ayant aucune parcelle ou, du moins, aucune parcelle de plus de 120 ares régulièrement appropriée.

Parmi les 67.822.000 bêtes à cornes des États-Unis, il s'en trouvait 821.000 sur les exploitations de moins de 120 ares de superficie, lesquelles comptaient, chacune

en moyenne, 41 têtes de bétail, c'est-à-dire, représentaient, en fait, les *ranges* que nous venons de définir; 1.100.000 étaient sur des *farms* de 120 ares à 8 hectares, avec une moyenne de 3 par exploitation; 3.625.000 sur les *farms* de 8 à 20 hectares, à raison de 4 par *farm*; 8.025.000 sur celles de 20 à 40 hectares, moyenne de 6, 7. C'est là ce qu'on peut appeler de petites exploitations, mais il convient d'observer que, sur ces 12.700.000 bêtes (non compris celles des *ranges*), les vaches laitières figuraient pour 4 millions. Sur les exploitations de 40 à 70 hectares, on comptait 15.605.000 têtes de bétail, dont 5 millions et demi de vaches laitières, moyenne de 12 animaux par exploitation. Sur celles de 70 à 104 hectares, il y avait 8.350.000 têtes, dont encore plus de 2.650.000 vaches laitières, moyenne de 18 par *farm*. Ces deux catégories forment les moyennes exploitations. Passant maintenant aux grandes exploitations, nous avons 10.333.000 bêtes à cornes, dont un peu moins de 2.300.000 vaches laitières, sur celles de 104 à 200 hectares, soit 29 animaux pour chacune. De 200 à 400 hectares nous trouvons 5.358.000 têtes de bétail, dont 689.000 vaches laitières seulement et la moyenne s'élève à 55 par exploitation. Enfin les très grands élevages, de plus de 400 hectares, comptent 14.605.000 bêtes à cornes, sur lesquelles il n'y a plus que 375.000 vaches laitières, et la moyenne par exploitation atteint ici 329 animaux. En somme un tiers environ des 17 millions de vaches laitières des États-Unis se trouve sur des *farms* de moins de 40 hectares, un autre tiers sur celles de 40 à 70, et la grande majorité du reste sur celles de 70 à 200; la moyenne des exploitations se consacrant spécialement à la production du lait n'est du reste que de 48 hectares. Au contraire, si l'on retranche les vaches laitières, on voit que la

majorité des autres bêtes à cornes (reproducteurs et animaux de boucherie, au nombre total de 50.700.000) se trouve sur des exploitations de plus de 104 hectares. La prédominance des très grandes exploitations est surtout marquée pour l'élevage proprement dit : en effet, parmi les 11.592.000 vaches autres que les vaches laitières on en compte 5.141.000, près de la moitié, sur les exploitations de plus de 400 hectares, 1.193.000 sur celles de 200 à 400 et 1.573.000 sur celles de 104 à 200, soit ensemble les deux tiers sur les grandes exploitations.

L'élevage et la production du lait sont donc, aux États-Unis, comme du reste en la plupart des pays et peut-être plus encore qu'ailleurs, deux industries bien distinctes. Le premier est très extensif, la seconde est nécessairement intensive. Les mêmes exploitations, on vient de le voir, se consacrent rarement à l'un et à l'autre, bien que sur presque toutes les *farms*, quelle que soit d'ailleurs, leur principale source de revenu, sauf sur les terres à coton du Sud, il se trouve au moins une ou deux vaches ; mais celles-ci sont alors destinées surtout à subvenir au besoin du personnel même de l'exploitation. De même, l'élevage et la production laitière ont chacun leur aire géographique très distincte, et l'on doit même distinguer entre les régions d'élevage proprement dit, où l'on fait naître les animaux, et les contrées où on les engraisse.

Si l'on considère l'ensemble du gros bétail, 45 p. 100 de son effectif et plus de la moitié de sa valeur se trouvent dans les États du Centre-Nord qui ont 30.621.000 têtes, valant 753 millions de dollars ; vient ensuite le Centre-Sud avec 17.870.000 têtes et 313 millions de dollars, puis l'Ouest, 8.455.000 têtes et 191 millions de dollars. L'Atlantique-Nord n'a que 6.340.000 têtes valant 152 mil-

lions de dollars, et l'Atlantique-Sud arrive au dernier rang, avec 4.432.000 têtes estimées à 66 millions de dollars seulement, ce qui montre à la fois le peu de développement et le peu de perfectionnement de l'élevage et de la production laitière en cette région.

Parmi les États particuliers, le Texas, qui fait partie du Centre-Sud, vient de très loin en tête, avec près de 9 millions et demi de bêtes à corne valant 163 millions de dollars ; c'est un septième de l'effectif et un neuvième de la valeur globale du gros bétail américain. Il est suivi par l'Iowa, situé bien plus au Nord, qui a plus de 5 millions de têtes, d'une valeur de 142 millions et demi de dollars : c'est là, par excellence, et à presque tous les points de vue, le grand État agricole. Le Kansas est au troisième rang avec 4 millions et demi de têtes et 117 millions et demi de dollars, le Nebraska (3.176.000 têtes et 82 millions de dollars) au quatrième ; l'Illinois (3.104.000 têtes et 82 millions de dollars) au cinquième. Le tout géographique formé par l'Oklahoma et le Territoire Indien, destinés à être prochainement réunis en un seul État, serait classé avant le Nebraska et l'Illinois avec 3.200.000 têtes, mais ce nombreux bétail ne vaut que 57 millions de dollars ; puis viennent le Missouri (près de 3 millions de têtes et 75 millions de dollars), le New-York (2.596.000 têtes et 62 millions de dollars), l'Ohio (2 millions de têtes et 46 millions de dollars), le Wisconsin (2.300.000 têtes et 46 millions de dollars). Ce sont là les dix grands États producteurs. La Pennsylvanie, le Minnesota, l'Indiana, le Dakota du Sud ont encore de 1.500.000 à 2 millions de têtes de gros bétail chacun.

En somme, la région des grands centres de production du bétail se trouve surtout à l'ouest du Mississipi un peu plus au sud et à l'ouest que les principales ré-

gions productrices de céréales, mais coïncidant pourtant en grande partie avec l'aire de culture du maïs, qui sert si largement à l'alimentation des animaux de ferme. L'Ouest proprement dit tient une plus large place dans l'élevage que dans la culture des grains ; au contraire, les États à l'est du Mississipi en ont une moindre.

C'est surtout pour l'élevage à proprement parler, pour lequel le rôle de chaque État se trouve accusé, dans les statistiques, par le nombre des vaches « autres que les vaches laitières », comme dit le Census, que la prépondérance des régions du Sud-Ouest est considérable. Sur 11.559.000 vaches de cette catégorie, 3.370.000, près du tiers, se trouvent dans le Texas, 860.000 sont dans le Kansas, 775.000 dans le groupe Oklahoma-Territoire indien, 674.000 un peu plus loin au Nord, dans le Nebraska, 502.000 dans le Nouveau-Mexique, soit plus de la moitié du total pour ces six États ou Territoires, tous très à l'Ouest du Mississipi ; le Colorado en a 483.000, l'Iowa 461.000, l'Arizona 357.000, le Missouri 324.000, la Californie 304.000 .Il est vrai que, dans l'extrême Sud-Ouest, la valeur de ces animaux devient très faible : 18 dollars par tête dans le Texas, le Nouveau-Mexique et l'Arizona, au lieu de plus de 30 dans l'Iowa et le Nebraska.

Dans ces derniers États, et dans ceux qui les avoisinent, comme le Kansas, le Missouri, le bétail est le plus souvent engraissé sur place : leurs immenses champs de maïs lui fournissent une abondante et bonne nourriture. Les jeunes élèves nés dans le Sud-Ouest sont souvent, au contraire, expédiés vers ces mêmes États de la région moyenne, où on les engraisse avant de les livrer aux abattoirs de Chicago, d'Omaha ou de Kansas-City. C'est de là qu'ils nous parviennent en Europe, sous forme de conserves. On sait quelle est

l'importance de cette exportation : 200 millions de kilogrammes de viande de bœuf, gelée, conservée ou salée, valant 38 millions et demi de dollars (200 millions de francs) ont été exportés des États-Unis en 1902 ; en outre, 393.000 têtes de bétail vivant, valant 30 millions de dollars, ont été embarquées, principalement pour l'Europe ; c'est en tout 350 millions de francs pour lesquels la race bovine a contribué à l'exportation américaine.

Si l'élevage se fait surtout dans le Sud-Ouest et se combine avec l'engraissement dans le Centre, cette dernière région et l'Est tiennent la première place pour la production du lait. Sur les 17 millions de vaches laitières, 1.501.000 se trouvent dans l'État de New-York, 1.423.000 dans l'Iowa, 1.007.000 dans l'Illinois, 998.000 dans le Wisconsin, 943.000 en Pennsylvanie, 861.000 au Texas, 860.000 au Kansas, 818.000 dans l'Ohio, 765.000 dans le Missouri, 753.000 dans le Minnesota. La production du beurre atteint 700 millions de kilogrammes, celle du fromage 135 millions. Cette branche de l'agriculture se développe beaucoup et le perfectionnement des procédés de transport et de conservation lui permet de s'étendre au loin dans l'Ouest, à distance des grands centres qui en sont les principaux débouchés. Même pour le lait, dit le rapport sur le *Census*, « la plupart des grandes villes se fournissent aujourd'hui à des distances très considérables, le lait leur étant apporté par des trains spéciaux. Ce commerce est trop compliqué pour qu'on puisse le décrire ici. Mentionnons seulement la stérilisation du lait qui permet de le conserver longtemps en parfait état. » Il semble qu'en France nous aurions, sur ce point, beaucoup à apprendre des Américains.

Nous aurions aussi avantage à imiter, plus que nous

ne le faisons, leur organisation industrielle de la production du beurre et du fromage : près d'un tiers du beurre, 200 millions de kilogrammes, était produit dans des beurreries, non sur les fermes, en 1899 (au lieu de 80 millions de kilog. en 1889) ; pour le fromage 95 p. 100 provenaient de fromageries industrielles. L'exportation du beurre s'est élevée, en 1902, à 8 millions de kilogrammes valant près de 3 millions de dollars ; celle du fromage, à 13 millions de kilogrammes pour presque la même somme ; mais cette dernière est en diminution.

On voit que, sous tous les rapports, l'élevage du bétail et les productions qui s'y rattachent sont très prospères aux États-Unis. Tout en fournissant beaucoup à l'exportation, elles font cependant à l'Europe une concurrence moins redoutable que la culture des céréales. Nous ne pensons pas que cette concurrence doive beaucoup s'accroître. Les avantages qu'ont, aujourd'hui, les Américains dans l'élevage, devront plutôt diminuer à mesure qu'ils auront moins de terres libres ; d'ailleurs, leur propre consommation paraît augmenter plus vite que leur population bovine, en sorte que le surplus dont ils disposent pour l'exportation devrait, semble-t-il, tendre à fléchir.

CHAPITRE V

Le coton.

Le coton est, après les céréales, les fourrages et l'élève du bétail, la principale ressource de l'agriculture américaine. En 1899, année qui a précédé le *Census* de 1900 et à laquelle s'appliquent les statistiques agricoles de ce *Census,* il couvrait 9.710.000 hectares, soit 8,4 p. 100 des terres portant des récoltes, et un peu moins de 6 p. 100 de l'ensemble des terres améliorées, *improved land.* Mais la valeur des produits qu'il fournissait, plus de 370 millions de dollars, 1.920 millions de francs, n'atteignait pas moins de 12 p. 100 de la valeur totale des récoltes américaines. Pour aucun autre article, agricole, industriel ou minier, la suprématie des États-Unis sur tous les autres pays du globe n'est aussi bien établie : s'ils ont plus de bétail, s'ils produisent plus de blé, d'avoine, de pétrole, de houille, de fer, de plomb qu'aucune autre nation, s'ils fournissent plus de la moitié du maïs comme aussi du cuivre obtenus dans le monde, ils récoltent plus des trois quarts du coton. C'est sur leur agriculture qu'a reposé à peu près entièrement pendant tout le XIXe siècle, et que repose encore à l'heure actuelle, l'immense industrie cotonnière du monde. Aussi, le coton tient-il le premier rang parmi toutes les exportations américaines : 1.500 millions de francs sur 7 milliards en 1902, et la culture de ce textile moderne

par excellence a-t-elle aux États-Unis une importance capitale.

Le coton, cultivé de temps immémorial aux Indes, et dès avant l'ère chrétienne en Chine et en Egypte, était connu des anciens Mexicains et Péruviens, bien avant la conquête espagnole, et fut aussi trouvé par Colomb aux Antilles; mais il ne semble être indigène sur aucun point du territoire actuel des États-Unis. Il y fut introduit en 1721 et, à partir de ce moment, on commença de le cultiver en Virginie et aux Carolines, mais on l'employait presque exclusivement dans le voisinage des lieux où on le récoltait. En 1784, on exporta pour la première fois de Virginie huit sacs de coton pesant en tout 1.200 livres. Les perfectionnements apportés aux métiers à filer et à tisser à la fin du XVIIIe siècle par Hargreaves, Cartwright et Crompton, l'invention par Whitney, vers la même époque, de la machine à égrener le coton permirent de développer énormément les emplois industriels de ce textile, et les États-Unis, dont les exportations ne fournissaient encore, en 1790, que la six centième partie de la consommation britannique, se mirent bientôt à le produire en quantités colossales.

Le tableau suivant, que nous empruntons au *Census* de 1900, permettra de juger des progrès de cette production au cours du XIXe siècle. Nous donnons, suivant l'usage américain l'évaluation de la récolte sous deux formes : en balles, la balle étant l'unité des transactions commerciales, dont le poids a d'ailleurs varié et n'a cessé d'augmenter avec les perfectionnements des presses, et en livres anglaises (la valeur de la livre anglaise étant de 453 grammes) :

DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION COTONNIÈRE AUX ÉTATS-UNIS

Dates des récoltes.	Milliers de balles.	Poids moyen des balles en livres anglaises.	Millions de livres anglaises.
1790. . . .	8,9	225	2
1800. . . .	177,8	225	40
1810. . . .	320	250	80
1820. . . .	681,8	264	180
1833. . . .	1.312,7	339	445
1839. . . .	2.053,2	385	790
1849. . . .	2.469,1	400	988
1859. . . .	5.387,1	445	2.397
1869. . . .	3.012	440	1.325
1879. . . .	5.755,4	453	2.607
1889. . . .	7.472,5	477	3.564
1899. . . .	9.534,7	495	4.717

Le progrès a été continu, on le voit, sauf de 1859 à 1869, décade pendant laquelle a eu lieu la guerre de Sécession (1861-1865), dont les effroyables ravages avaient un moment presque anéanti la culture du coton. C'est précisément durant les dix années qui ont précédé ce désastre que le développement des cultures, correspondant à un très grand essor industriel en Europe, avait été le plus rapide, et l'on sait quelle crise intense amena l'arrêt presque complet des exportations américaines. Aujourd'hui la production cotonnière des États-Unis est à peu près double de ce qu'elle était à la veille de la guerre. La récolte de 1899, il convient de le remarquer, sans être très mauvaise, n'a guère été que passable, sinon même médiocre, et s'est trouvée très sensiblement inférieure aux deux précédentes : en 1898, année qui marque le *record* obtenu jusqu'ici on avait recueilli 11.200.000 balles de coton pesant plus de 5 millions et demi de livres.

Pour avoir pris une pareille importance, il faut évi-

demment que la culture cotonnière ait rencontré aux États-Unis des conditions très favorables. La totalité du pays est cependant loin de s'y prêter, et l'on sait qu'elle est strictement cantonnée dans le Sud. Presque nulle part elle ne dépasse le 37e degré de latitude, qui passe par l'entrée de la baie Chesapeake sur l'Atlantique et par le confluent de l'Ohio et du Missisipi; la grande culture se tient même, en général, au-dessous du 36e degré; d'autre part, elle reste en deçà du 100e degré de longitude ouest de Greenwich. C'est seulement au début du XIXe siècle, avant les chemins de fer, puis aussitôt après la guerre de Sécession, alors que les plantations du Sud étaient dévastées et le coton excessivement cher, qu'on l'a cultivé un peu en dehors de ses limites actuelles, au nord de la rivière d'Ohio, dans la partie méridionale de l'Illinois et de l'Indiana, de même qu'à l'Extrême-Ouest dans la Californie, l'Utah et le Nevada. Mais les cultures de ces régions ne furent jamais que bien restreintes et n'ont pas duré : la production du coton y est précaire et ne saurait, en temps normal, y être profitable.

C'est le climat qui maintient la culture cotonnière dans les limites que nous venons d'indiquer : en dehors d'elles l'hiver est trop long, l'été trop sec ou trop frais. Anciennement cultivé comme plante vivace, le coton l'est, aujourd'hui, aux État-Unis, — et dans la plupart des autres pays aussi, — comme plante annuelle. On n'a donc pas à s'inquiéter pour lui de la rigueur des froids de l'hiver; il faut seulement que la mauvaise saison ne soit ni trop précoce ni trop prolongée, afin de laisser à la plante assez de temps pour se développer et pour mûrir tous ses fruits. Il faut aussi que les chaleurs de l'été soient intenses, durables et accompagnées de pluies, non pas continues, mais fréquentes à partir

de la fin du deuxième mois qui suit les semailles. Toutes ces conditions se trouvent réunies dans le sud des États-Unis. En certains points de la région, dans une partie du Tennessée, de l'Arkansas, du Territoire Indien, la température moyenne de janvier est inférieure à celle du même mois à Paris ; presque tout le Sud (sauf les bords même du golfe du Mexique) est, d'ailleurs, exposé à subir des « vagues froides », qui y font descendre, pendant quelques jours, le mercure à 10 ou 15 degrés au-dessous de zéro, et des *blizzards* qui couvrent le sol de deux ou trois pieds de neige ; mais ceci importe peu. L'essentiel est que l'hiver se trouve assez vite terminé pour que les labours puissent être faits du 15 février au 1er avril, par un temps plutôt sec ; les semailles ont alors lieu en avril. Quelque humidité, sans excès, n'est pas nuisible à ce moment ; mais, pourtant, pendant les six ou huit premières semaines, la plante ne demande pas de pluie : « Un mois de mai sec, dit-on dans le Sud, promet une bonne récolte. » Une température très élevée, jointe à des pluies assez abondantes, devient ensuite nécessaire[1]. Dans toute la région cotonnière des États-Unis, la moyenne des mois de juillet et d'août dépasse 25 degrés, alors qu'elle n'atteint pas 19 degrés à Paris. Les gousses contenant la fibre de coton ne mûrissent pas toutes ensemble : on commence de récolter les premières dès le mois d'août ; la plus grande partie est recueillie avant la fin d'octobre ; mais sur les sols compacts et argileux, la récolte peut se prolonger jusqu'au début de décembre. Aussi, pour permettre à toutes les gousses de mûrir, est-il désirable que la température se maintienne élevée le plus longtemps possible.

1. On peut suppléer aux pluies par l'irrigation, lorsqu'on dispose de grandes quantités d'eau : c'est ce qu'on fait, notamment, en Egypte et au Turkestan.

Tout en restant à l'intérieur des limites que la nature lui impose, la culture du coton s'est cependant beaucoup étendue, on peut même dire déplacée aux États-Unis. Quinze États ou Territoires sont compris, en tout ou en partie, dans les limites du 37° degré de latitude et du 100° degré de longitude. Tous cultivent plus ou moins le coton, mais trois d'entre eux, la Virginie, le Kentucky et le Missouri, n'ont qu'une faible portion de leur surface au-dessous du 37° degré et ne possèdent que des cultures très restreintes. En Virginie, elles sont même en diminution; elles décroissent aussi dans le Tennessée; et dans la Caroline du Nord elles n'ont jamais recouvré toute l'importance qu'elles possédaient avant la guerre. Le progrès croissant des moyens de transport fait que la culture du coton, comme tous les genres de productions, tend à se concentrer dans les endroits qui y sont le mieux appropriés et à céder ailleurs la place à d'autres. Mais si elle a ainsi, depuis vingt ans, un peu reculé vers le Sud, elle s'est surtout avancée vers l'Ouest : en 1850, 12 p. 100 seulement de la récolte étaient produits à l'ouest du Mississipi où, seul, l'État de Louisiane avait des cultures étendues; en 1860, la mise en valeur de l'Arkansas et du Texas commençait, et la part des États situés au delà du Mississipi dans la production cotonnière atteignait près de 30 p. 100; en 1880, cette proportion était un peu dépassée; en 1890, elle s'élevait à 37 p. 100; en 1900, à 44 p. 100. Voici du reste, d'après le *Census* de 1900, un tableau qui permettra de juger de l'extension prise par les cultures, dans les divers États, depuis vingt ans. Nous le complétons, en y joignant, pour la présente année 1903, l'évaluation des surfaces ensemencées, faite par le *Financial and Commercial Chronicle* de New-York, dont les statistiques font autorité :

SURFACES ENSEMENCÉES EN COTON EN 1879, 1889, 1899 ET 1903

	1879	1889	1899	1903	Production en 1899
		Milliers d'hectares.			Milliers de balles
Virginie.	18	16	10	14	11
Caroline du Nord. .	357	459	403	447	460
— Sud . .	546	795	830	967	881
Georgie	1.047	1.338	1.405	1.668	1.288
Floride	98	91	89	127	62
Alabama.	932	1.104	1.281	1.564	1.107
Mississipi	842	1.153	1.159	1.339	1.314
Tennessée.	289	299	249	292	234
Louisiane	346	508	550	624	709
Texas.	872	1.574	2.784	3.252	2.506
Arkansas	417	680	656	785	710
Territoire indien. .	14	28	177	306	155
Oklahoma.	»	»	96	187	71
Missouri.	13	23	18	24	25
Total (y compris cinq autres Etats). . .	5.792	8.070	9.710	11.598	9.535

Le coton est encore produit dans cinq autres États[1] non détaillés dans ce tableau, mais en quantité insignifiante puisque, en 1899, l'ensemble de ces cinq Etats n'a pas récolté 1.500 balles, sur une étendue d'environ 1.000 hectares en culture. Les six derniers États du tableau, qui sont au delà du Mississipi, n'avaient, en 1879, que 1.316.000 hectares en coton; en 1899, ils en possédaient 3.731.000. Sur les 3.918.000 hectares qu'avaient gagnés les surfaces en culture au cours de

1. Ces Etats ; sont : le Kentucky qui, en 1899, avait 960 hectares ensemencés et a récolté 1. 369 balles, le Kansas (60 hectares et 70 balles), le Nevada (10 hectares et 18 balles), l'Arizona (8 hectares et 15 balles), l'Utah (4 hectares et 5 balles)

cet intervalle de vingt ans, 2.415.000 leur revenaient. Par contre, de 1899 à 1903, ces six États ou Territoires du Sud-Ouest n'ont gagné que 823.000 hectares, sur un gain total de 1.888.000 : les hauts prix du coton ont incité beaucoup de cultivateurs du Sud-Est à étendre leurs ensemencements d'une manière un peu exceptionnelle; les surfaces ensemencées en 1903 étaient, du reste, beaucoup plus considérables qu'à aucune époque antérieure.

Dans l'ensemble, il reste vrai, en tout cas, que c'est au delà du Mississipi que la culture du coton se développe et se développera à l'avenir. Dans le Sud-Est, les terres les plus propices sont déjà presque toutes occupées, certaines commenceraient même à s'épuiser si l'on n'avait recours, de plus en plus largement, à la fumure. Dans les exploitations classées par le *Census* de 1900, comme exploitations cotonnières, c'est-à-dire les exploitations qui tirent du coton plus de 40 p. 100 de leur revenu brut, la moyenne des dépenses pour achat d'engrais s'élève à 29 et 30 dollars, soit environ 150 francs par exploitation en Caroline et en Géorgie. Or, les exploitations cotonnières comprennent, en moyenne, dans l'ensemble des États-Unis, 35 hectares dont 18 de terres améliorées et, parmi ces dernières, 7 à 8 de terres plantées en coton; d'ailleurs la surface de ces exploitations dans les vieux États de la Géorgie et des Carolines doit être, en général, au-dessous de la moyenne des États-Unis; enfin, c'est en très grande majorité sur les terres en coton que sont répandus les engrais achetés; la dépense pour achat d'engrais doit donc être voisine d'une vingtaine de francs par hectare cultivé en coton, ce qui ne laisse pas d'être important, et forme un contraste marqué avec la manière dont on cultive les grains.

Dans l'Alabama et en Floride, chaque exploitation cotonnière achète encore, en moyenne, pour 12 dollars d'engrais ; puis, à mesure qu'on s'avance vers l'Ouest, cette moyenne tombe à 3 dollars dans le Mississipi, à 2 en Louisiane, à 1 dollar et moins dans les autres États situés au delà du grand fleuve, c'est-à-dire qu'elle devient tout à fait insignifiante[1]. En ces régions et en particulier dans le Texas, le Territoire Indien et l'Oklahoma, il reste beaucoup d'excellentes terres susceptibles de donner, sans soins particuliers, de très abondantes récoltes, et les terres déjà cultivées, ne l'étant pas depuis longtemps, ne sont pas près de s'épuiser.

A vrai dire, les statistiques des récoltes successives, depuis une trentaine d'années, ne paraissent pas déceler un fléchissement dans les rendements en coton. S'il y a, en quelque point, tendance à l'épuisement, il semble que l'emploi des fumures et une culture un peu plus intensive suffisent à la combattre avec succès. La production moyenne, on l'a vu par le tableau que nous donnons plus haut, ressort, pour 1899, à un peu moins d'une balle par hectare, la balle faisant 495 livres anglaises, ceci équivaut à 220 kilogrammes à l'hectare. Lors de la récolte exceptionnelle de 1897, on avait atteint 240 livres par acre, soit 270 kilogrammes à l'hectare : c'est le chiffre le plus élevé que l'on constate, au moins depuis vingt-cinq ans. Les plus mauvaises récoltes ne sont jamais descendues au-dessous d'une moyenne de 160 livres par acre, soit 180 kilogrammes à l'hectare, et, si l'on dresse le tableau complet des ren-

1. Le Tennessée, de même que les Etats à l'ouest du Mississipi, a une très faible dépense d'engrais (moins d'un dollar par exploitation). Ceci paraît tenir à ce que les terres cultivées en coton dans cet Etat, se trouvent toutes dans les basses alluvions du Mississipi, extraordinairement fertiles.

dements moyens successivement obtenus à chaque récolte depuis 1875, on ne discerne, à travers les fluctuations annuelles dues aux influences climatériques, aucune tendance bien nette à une diminution ou à un accroissement. Si toutefois on pouvait en trouver une, il semble que ce fût plutôt en ce dernier sens.

Si la production moyenne des terres à coton paraît avoir assez peu changé depuis un quart de siècle, elle semble varier davantage suivant les régions géographiques. En 1899, alors que la moyenne était d'un peu moins d'une balle, soit 220 kilogrammes à l'hectare, dans l'ensemble, elle s'élevait au-dessus de ce chiffre dans les deux Carolines, le Mississipi, l'Arkansas et la Louisiane; elle était inférieure dans les autres États ou Territoires; le maximum se trouvait atteint en Louisiane avec 285 kilogrammes à l'hectare ; le minimum en Floride avec 158 et dans l'Oklahoma avec 160 ; le Texas, le plus grand producteur, donnait une moyenne d'environ 205 kilogrammes à l'hectare. De la carte indiquant les rendements, que publie le rapport sur le *Census* de 1900, il résulte que les régions produisant plus d'une demi-balle de coton par acre, c'est-à-dire plus de 280 kilogrammes à l'hectare, sont assez peu étendues : elles ne se trouvent guère que dans les épaisses alluvions de la vallée du Mississipi, dans un district assez restreint de la Caroline du Nord, et dans quelques cantons du Texas ; quant aux terres donnant plus de trois quarts de balle à l'acre, c'est-à-dire de 420 kilogrammes par hectare, il n'en existe qu'en Louisiane dans la basse vallé du Mississipi.

La culture du coton alterne en général dans le Sud avec celle du maïs ; ce sont là les deux récoltes dont vit essentiellement l'agriculture des États méridionaux. Avant la guerre civile, le maïs occupait beaucoup plus d'es-

pace : 5.900.000 hectares pour les dix principaux États cotonniers en 1850, tandis que le coton n'en couvrait à cette époque que 2.700.000 dans les mêmes États. Depuis, les hauts prix du textile, la facilité des communications, qui permettait de faire venir les grains du Nord et l'esprit routinier des noirs, qui connaissaient la culture du coton mieux que toute autre et s'étaient mis à la pratiquer exclusivement, avaient fait négliger les cultures vivrières. Ainsi, dans les dix mêmes États, l'aire du maïs était, en 1889, de 7.550.000 hectares seulement, et celle du coton de 8 millions d'hectares. Mais, durant la dernière décade d'années, les inconvénients de cette monoculture ont apparu et, aujourd'hui, le maïs avec 10.200.000 hectares, dépasse à nouveau le coton qui n'en a que 9.400.000 pour ces dix États. Il est incontestable que c'est là un retour à de meilleurs errements.

Parmi les diverses cultures américaines, le coton présente cette particularité que sa production est, dans une très large mesure, entre les mains de fermiers et de métayers et que les exploitations dirigées par les propriétaires eux-mêmes sont en minorité. Nous avons eu déjà l'occasion d'expliquer les raisons qui ont amené la division des vastes domaines du Sud en un grand nombre de petites exploitations, louées à des fermiers et plus encore à des métayers. Dans les dix principaux États cotonniers, les exploitations soumises au régime de faire-valoir direct ne formaient, en 1900, que 48,3 p. 100 du total, tandis que 20,3 p. 100 étaient aux mains de fermiers et 31,4 p. 100 de métayers ; en 1880, ces proportions étaient, au contraire, de 60,6 p. 100, 12,4 p. 100 et 27 p. 100 respectivement. On observe ainsi que le nombre des fermiers s'accroît bien plus vite que celui des métayers et que beaucoup de métayers se transforment en fermiers. Ceci indique un progrès dans

l'état social des exploitants ; car le métayer, le plus souvent ancien esclave ou descendant d'ancien esclave noir, cultive encore, en grande partie, sous la direction plus ou moins effective du propriétaire ; le fermier est plus indépendant. Il convient de noter, d'autre part, que parmi les exploitants noirs ce sont les métayers, qui obtiennent les meilleurs rendements : une balle par hectare en moyenne, précisément, sans doute, parce qu'ils sont soumis à cette sorte de tutelle éclairée des planteurs ; tandis que les fermiers n'obtiennent que 95 centièmes et les propriétaires 91 centièmes de balle. Chez les blancs, les proportions sont renversées : une balle pour les propriétaires et fermiers, 95 centièmes de balle chez les métayers, qui sont plus arriérés.

Le coton reste, somme toute, une culture bien rémunératrice, donnant au prix moyen de 9 à 10 cents par livre, soit environ un franc le kilogramme, un produit brut à l'hectare, sensiblement supérieur à toute autre culture américaine. Aux très hauts prix cotés ces temps derniers — 13 et jusqu'à 14 cents sur le marché de New-York — l'agriculture des États du Sud serait extraordinairement prospère. Mais une pareille hausse, qui a provoqué un accroissement exceptionnel des ensemencements, peut-elle se maintenir ?

Il ne semble guère probable qu'elle puisse le faire longtemps en entier. Les conditions climatériques ont été défavorables à la récolte de 1903, qui n'a atteint qu'une petite moyenne, bien que les surfaces ensemencées fussent plus étendues que jamais ; d'autre part, la consommation se restreint provisoirement en présence des très hauts cours ; les fléaux naturels ne se répéteront sans doute pas avec la même intensité qu'en 1903, et il y a lieu de prévoir que l'augmentation des ensemencements aura sa conséquence naturelle sous forme

de belles récoltes. Une baisse paraît donc vraisemblable et peut-être assez prochaine.

Néanmoins, les débouchés des cotonnades peuvent tellement augmenter, tant pour l'habillement que pour l'ameublement, en Amérique et en Europe, comme parmi les populations primitives d'Afrique et d'Asie, que, d'une manière générale, des cours, non pas aussi élevés que depuis un an, mais assez fermes par rapport à la moyenne des dernières années, semblent entrer dans les prévisions plausibles. L'avenir de la culture cotonnière, en Amérique, paraît donc brillant et, d'autre part, les diverses puissances qui ont des possessions à climat semi-tropical agiront sagement en ne laissant pas aux États-Unis le monopole du plus important des textiles. Ils trouveront dans la production du coton une source de profits considérable, et l'ensemble des récoltes mondiales, étant ainsi plus affranchi d'influences climatériques locales, présentera plus de stabilité.

CHAPITRE VI

Les cultures industrielles diverses. — Graines oléagineuses. — Sucre. — Tabac.

La culture des grains, l'élève du bétail et la production du coton sont assurément les branches principales de l'agriculture américaine ; mais il est un certain nombre d'autres denrées agricoles qui jouent un grand rôle dans la vie économique du monde et pour la production desquelles les États-Unis ont pris déjà ou paraissent susceptibles de prendre un jour, bientôt peut-être, une place importante. Leur développement en ce sens peut avoir, comme il est arrivé si souvent, un contre-coup sur la situation des producteurs et des consommateurs européens. Il importe donc de passer en revue les principales de ces cultures, qui sont pour la plupart des cultures industrielles, qui font vivre un grand nombre de personnes et contribuent fort à la richesse de certains États de l'Union.

Si nous avions écrit au milieu du XIXe siècle et non au commencement du XXe, nous aurions dû donner ici une place importante aux textiles végétaux autres que le coton, au chanvre et au lin. Mais, aux États-Unis, comme en France, comme dans la plupart des pays d'Europe, tout au moins des vieux pays, la culture du chanvre est tombée dans une profonde décadence : la production en était de 149 millions de livres, soit envi-

ron 67.000 tonnes en 1859 ; en 1899, année qui a précédé le dernier *Census*, elle était tombée à moins de 12 millions de livres ou 5.500 tonnes, dont la valeur était inférieure à 3 millions de francs ; le chanvre n'était plus cultivé que sur 6.400 hectares, dont 5.600 se trouvaient dans l'État de Kentucky, qui avait toujours tenu la tête pour cette récolte. Le Missouri, le Tennessée, la Pennsylvanie, qui en produisaient aussi beaucoup jadis, y avaient complètement renoncé.

En tant que textile, le lin est encore plus délaissé. De 27 millions de livres ou un peu plus de 12.000 tonnes en 1869, le poids de la filasse produite était tombé à 241.000 livres, soit quelque 110 tonnes en 1889 et ce chiffre parut si négligeable qu'en 1899, les bulletins, pourtant si complets du *Census*, ne posèrent même plus de question à ce sujet. Il paraît, cependant, qu'il est encore produit quelque peu de fibre de lin dans le Michigan ; mais, en général, la culture et le traitement du lin sont considérés comme trop coûteux aux États-Unis et les fabriques de toiles de lin, dont on trouve un certain nombre dans les États de l'Est, importent du dehors leur matière première, malgré les droits qui la frappent.

La culture du lin a cependant conservé une grande importance et s'est même beaucoup développée dans ces dernières années aux États-Unis ; mais ce n'est plus pour sa fibre, c'est pour sa graine qu'on le fait croître. Les hauts prix que cette denrée avait atteints en 1899, année à laquelle se rapportent les statistiques du *Census*, ont déterminé des ensemencements particulièrement considérables et la surface cultivée en lin, qui s'accroissait déjà depuis nombre d'années, s'est élevée à 832.000 hectares, au lieu de 508.000 dix ans plus tôt. La Russie est, aujourd'hui, le seul pays qui ait des cul-

tures de lin plus étendues que les États-Unis ; les deux autres grands producteurs : l'Argentine et l'Inde britannique se trouvent largement distancés ; en France, le lin n'a guère couvert plus de 100.000 hectares au temps de sa plus grande prospérité, vers le milieu du XIXe siècle; et l'on est, aujourd'hui, bien au-dessous de la moitié de ce chiffre. En Russie, le lin est surtout cultivé pour sa fibre, de sorte que les États-Unis ont été, en 1899, les premiers producteurs de graine de lin du monde : ils en ont récolté 7.200.000 hectolitres sur un total de 25 millions, la Russie venant après eux, avec 6 millions et demi d'hectolitres. C'est une production presque exactement double de celle de 1889. Le lin, qui était surtout cultivé, il y a cinquante ans, dans les États riverains de l'Ohio, a, peu à peu, comme bien d'autres cultures, émigré vers l'Ouest; aucun État à l'Est du Mississipi n'en récolte plus en quantité notable, et le grand centre de sa production se trouve dans le Minnesota et les deux Dakotas, les États les plus froids de l'Union, qui ont ensemble 660.000 hectares en lin, soit près des quatre cinquièmes de toutes les cultures. Ce n'est pas là, du reste, une culture riche puisqu'on ne recueille, en moyenne, aux États-Unis, que 8 hectolitres et demi de graines à l'hectare ce qui, à raison de 14 francs l'hectolitre, ne donne que 120 francs par hectare de produit brut; mais elle n'exige pas beaucoup de frais; 88.000 exploitations la pratiquent, à raison d'un peu moins de 10 hectares par exploitation. La graine de lin sert à faire de l'huile et la valeur totale des exportations de graines, d'huile de lin et de tourteaux s'est élevée, en 1899, à 8 millions de dollars, tandis que l'importation tombait à un chiffre insignifiant.

La principale plante oléagineuse des États-Unis, ce n'est toutefois pas le lin, c'est le coton. L'emploi de ses

graines à la fabrication de l'huile est relativement récent. Bien que la première huilerie de graines de coton ait été établie à Natchez, dans le Mississipi, dès 1834, l'industrie ne prit pas d'expansion jusqu'à la guerre civile. Loin d'être utiles, les graines de coton constituaient un sérieux embarras pour les planteurs ou les industriels qui égrenaient le coton et ne savaient que faire des énormes accumulations de graines : on les jetait à la rivière quand on le pouvait ; sinon on les laissait pourrir sur place. Aujourd'hui tout est bien changé : les 4.566.000 tonnes de graines de coton recueillies en 1899 représentent une valeur de 46 millions de dollars (sur la base du prix payé au récoltant) ; c'est plus de 12 p. 100 de la valeur de l'ensemble de la production cotonnière ; il est vrai que 15 p. 100 environ de ce total, près de 700.000 tonnes, sont conservées pour les ensemencements et que 1.450.000 tonnes sont gardés aussi sur les plantations comme fumier ou comme aliment pour le bétail ; mais cette proportion tend à diminuer chaque jour, parce que l'on a reconnu que les tourteaux, résidus de la fabrication de l'huile, constituent un aliment et un engrais bien supérieurs aux graines elles-mêmes. Aussi la jeune industrie de l'huile de coton, qui absorbe dès aujourd'hui plus de la moitié des graines, soit 2.400.000 tonnes, doit-elle continuer à se développer rapidement et viendra-t-elle, sans doute, concurrencer, de plus en plus, les produits des autres graines oléagineuses. Autrefois on exportait en assez grande quantité des graines de coton qui étaient traitées en Angleterre ; aujourd'hui, on trouve plus avantageux de ne pas transporter au loin cette matière encombrante ; à peu près toute l'huile se fait aux États-Unis mêmes qui, en 1900, en ont produit 4.240.000 hectolitres, dont la moitié a été exportée pour servir à divers

usages : fabrication du savon, de la margarine ou même, bien raffinée, consommation comme huile comestible. Plus de 30 p. 100 de la production totale sont employés aux États-Unis par les grandes maisons de préparation des viandes de Chicago et d'ailleurs. « Mêlée à la graisse de bœuf, dit le rapport sur le *Census* de 1900, l'huile de coton donne un produit vendu sous le nom de lard ; ou encore, convenablement préparée, elle est directement vendue sous le nom de *cottoline* pour remplacer le lard. » Précieuse plante que ce cotonnier dont les produits se substituent à la toison des moutons et à la graisse des porcs ! Les exportations d'huile de coton ont atteint, en 1900, une valeur de 14 millions de dollars et celles de tourteaux plus de 11 millions de dollars.

On se sert aussi quelque peu comme graine oléagineuse du maïs, et l'industrie paraît prendre de l'extension ; il a été exporté des États-Unis, en 1902, pour 1.300.000 dollars d'huile de maïs. Enfin on cultive également l'une des principales plantes oléagineuses du monde, l'arachide, qui couvrait 206.000 hectares en 1899 contre 80.000 seulement en 1889 et qui se trouve surtout en Virginie, en Caroline du Nord et en Georgie (124.000 hectares pour l'ensemble de ces trois États), puis dans la plupart des autres États du Sud. Mais une grande partie des fruits d'arachides, qui sont des sortes d'amandes ou de noisettes d'un goût agréable, sont consommés comme comestibles, directement ou en pâtisserie, et l'on ne fabrique encore que de petites quantités d'huile.

Malgré l'extension prise par les cultures oléagineuses, la plus importante des cultures industrielles des États-Unis, après le coton, est assurément celle du tabac, pour laquelle ils viennent, maintenant, à la tête de

tous les pays du monde, avec leurs 440.000 hectares plantés : l'Inde anglaise qui les suit n'en a que 360.000 hectares et tous les autres pays sont bien loin en arrière. Le tabac est indigène aux États-Unis, et il y a, de tout temps, joué un grand rôle économique. Il y a même servi de monnaie : « En 1621, raconte le rapport sur le *Census*, onze femmes vinrent d'Angleterre pour épouser des colons et leur voyage fut payé à raison de 120 livres de tabac... Dès 1688, les exportations de tabac s'élevaient à 18 millions de livres (en poids) et, trois ans plus tard, la récolte du Maryland et de la Virginie seules, atteignait 36 millions de livres. En Maryland, le tabac fut déclaré étalon monétaire (*legal tender*) en 1732 sur la base de 1 penny (10 centimes) par livre, et fut admis comme tel pour le paiement de toutes les dettes, y compris les droits de douane, et des traitements de tous les employés de l'État et des ministres de l'Évangile. » Sous la présidence de Washington, à la fin du XVIIIe siècle, les exportations de tabac formaient, en valeur, 21 p. 100 de toutes les exportations et n'étaient dépassées que par celles de farine.

D'après le *Census* de 1850, la récolte du tabac aux États-Unis s'élevait à 199.752.000 livres, soit 90.000 tonnes; d'après celui de 1860, à la veille de la guerre civile, elle atteignait déjà 434 millions de livres ou près de 200.000 tonnes. En 1870, les ravages de cette effroyable lutte la faisaient retomber à 260 millions de livres; c'est à peine si le *Census* de 1880 relevait des chiffres supérieurs à ceux de 1860, avec 472 millions de livres; celui de 1890 ne notait encore que 488 millions; mais celui de 1900, portait le total à 868 millions de livres ou près de 400.000 tonnes. Ces chiffres, dit le rapport sur le *Census* lui-même, paraissent un peu sujets à caution,

ceux de 1890 surtout. L'Administration du Trésor, qui perçoit les droits d'accise sur le tabac, ne porte la récolte de 1899 (à laquelle ont trait les statistiques du *Census* de 1900) qu'à 662.818.000 livres, ou 300.000 tonnes ; la différence de ce chiffre avec celui du *Census* s'explique, pour la plus grande partie, parce que l'Administration de l'accise perçoit les droits sur le tabac entre les mains des manufacturiers qui le préparent ou des exportateurs, et après qu'il a déjà subi un premier traitement consistant surtout en dessiccation, traitement qui lui fait perdre 15 à 20 p. 100 de son poids brut en feuilles, tel que le calculent les récoltants. Cela étant, il est clair que les chiffres du Trésor doivent toujours être sensiblement inférieurs à ce poids brut de la récolte ; d'ailleurs, un peu de tabac, estimé à 1/2 p. 100, peut-être, de la production, échappe à l'impôt parce qu'il est consommé par les récoltants ou cédé par eux à leurs voisins. Or, pour la récolte 1889, l'Administration du Trésor donne 555 millions de livres, soit 250.000 tonnes, et, pour 1879, 433 millions de livres ou un peu moins de 200.000 tonnes. La production de tabac n'aurait donc augmenté que de 50 p. 100 depuis vingt ans et de 20 p. 100 depuis dix ans, ce qui est, déjà, un progrès fort remarquable.

Nous donnons, ci-dessous, d'après le *Census* de 1900, dont les chiffres, recueillis avec soin, paraissent beaucoup plus exacts que ceux des précédents, l'étendue des surfaces cultivées en tabac, ainsi que la production (en livres anglaises de 453 grammes) et la valeur de la récolte dans les principaux États producteurs :

	Surfaces en milliers d'hectares.	Production en milliers de livres.	Valeur en millions de dollars.
Kentucky.	158	314	18,51
Caroline du Nord . . .	81	127	8,04
Virginie.	74	123	7,21
Tennessee.	29	49,2	2,75
Ohio	28,6	66	4,86
Maryland.	17,2	24,6	0,44
Wisconsin.	13,5	45,5	»
Pennsylvanie.	11,1	41,5	2,96
Caroline du Sud. . . .	10,4	19,9	1,30
New-York.	4,5	14	1,17
Connecticut.	4	16,9	3,07
Indiana.	3,3	6,9	0,45
Ensemble des États-Unis.	440	868	56,99

Le groupe des trois Etats contigus de Kentucky, Caroline du Nord et Virginie contient donc près des trois quarts des surfaces cultivées en tabac et fournit plus des trois cinquièmes de la récolte en poids et près des trois cinquièmes en valeur. Rendement et valeur sont très variables suivant les régions. Une livre de tabac, dit le rapport sur le *Census*, peut valoir de 2 *cents* à 2 dollars, c'est-à-dire de 10 centimes à 10 francs; sans aller jusqu'à ces extrêmes exceptionnels, en s'en tenant aux moyennes par États et ne considérant que les États grands producteurs, on voit le rendement, dont la moyenne générale est de 1.420 kilogrammes à l'hectare, varier de 1.130 en Caroline du Nord à 3.010 dans le Connecticut. Comme ce dernier État, la Pennsylvanie, le Wisconsin, le New-York et, à un moindre degré, l'Ohio ont aussi des rendements très supérieurs à la moyenne; le Kentucky donne 1.470 kilogrammes; les autres États du Sud, à culture moins perfectionnée que le Nord, restent au-dessous de la moyenne générale.

De même, une livre de feuilles de tabac vaut 18 *cents* (1 franc) au Connecticut; en aucun autre des principaux États producteurs cette valeur ne dépasse 8 *cents;* dans la plupart, elle n'est que de 6 et la moyenne générale est seulement de 7.

Sur les 5.739.000 exploitations rurales des États-Unis, il s'en trouve 308.317 qui cultivent le tabac et chacune de ces dernières en possède en moyenne un hectare et demi; le revenu brut moyen d'un hectare en tabac est élevé puisqu'il atteint environ 650 francs, en moyenne; au Connecticut, il monte même à 3.800 francs; au Kentucky, il est de 600; en Virginie et en Caroline du Nord, de 500 francs; mais c'est une culture dispendieuse, exigeant beaucoup de soins, de frais de main-d'œuvre, de fumure et qui fatigue grandement le sol. Les différences de rendement en poids et en valeur proviennent tant du degré de raffinement de la culture que des variétés produites. Celles-ci sont très nombreuses : il en est de légères et de peu colorées comme le *lemon-yellow,* jaune de citron; il en est de fortes et de foncées. Il en est qui sont réservées à la fabrication du tabac à fumer, d'autres au tabac à priser et au tabac à chiquer dont les Américains sont très friands, dans l'Ouest surtout. Nous ne saurions entrer dans le détail de ces variétés. Disons seulement que le chiffre des cigares fabriqués aux État-Unis a passé de 4 milliards 228 millions en 1890 à 6 milliards 176 millions en 1900, celui des cigarettes de 2 milliards 505 millions à 3 milliards 258 millions et le poids du tabac à priser de 9.434.000 à 13.805.000 livres, dans le même laps de temps, augmentation singulière.

Les États-Unis exportent de très grandes quantités de tabac; 305 millions de livres, soit près de la moitié de la production, sur la récolte 1899; la même année,

ils ont, d'autre part, importé 21 millions de livres. Leurs importations proviennent surtout de Cuba; quant aux exportations, 29 p. 100 vont en Grande-Bretagne, 19 p. 100 en Allemagne, 11 p. 100 en France, 9 p. 100 en Italie. L'Angleterre n'est pas seulement le meilleur client de l'Union au point de vue de la quantité; mais c'est elle aussi qui demande les meilleures qualités; l'Autriche vient ensuite à ce point de vue, puis l'Italie, puis la France. Au sujet de notre pays, nous relevons une intéressante remarque du *Census :* autrefois, le Gouvernement français prenait les meilleurs tabacs de Virginie, ceux qui avaient le plus de corps; mais, maintenant, la Régie s'est mise à abaisser graduellement la qualité des feuilles qu'elle achète... Ce qui ne l'a pas empêché d'augmenter tout dernièrement le prix du Maryland (qui vient en grande partie de Virginie). Voilà de quoi nous édifier sur l'État commerçant[1].

Il nous reste à parler d'une des grandes cultures industrielles et alimentaires du monde, qui n'a pris aux États-Unis qu'un développement restreint, celle du sucre. Il peut sembler surprenant qu'une production aussi importante soit encore si négligée dans ce pays si riche et si progressif; mais, d'une part, une très petite portion seulement du territoire des États-Unis se prête à la culture de la canne à sucre; d'autre part, la betterave fait partie en Europe d'un système perfectionné d'assolements et de culture intensive, qui ne trouve pas la même raison d'être en Amérique, pays neuf de culture

1. Voici le texte du rapport sur le *Census* que nous nous reprocherions de ne pas reproduire exactement : « *Formerly, the French government took the best heavy-bodied tobaccos of Virginia, but, since the Regie contract system has been introducted, the quality of the leaf used has been gradually lowered.* » (*Census Reports : Twelfth Census of the United States;* t. VI, p. 502.)

extensive. La question des sucres est, d'ailleurs, à peine moins controversée dans le Nouveau-Monde que dans l'Ancien ; les primes ne sont pas moins en faveur auprès des planteurs de cannes de la Louisiane qu'auprès de nos betteraviers du Nord, et le régime douanier, à l'abri duquel a pu s'édifier le grand trust américain de la raffinerie, a fait l'objet de bien des critiques ; il a été battu en brèche par l'entrée en franchise accordée, non seulement aux sucres d'Hawaï, pour lesquels c'était un privilège déjà ancien, mais, depuis la guerre avec l'Espagne, aux sucres de Porto-Rico et par la réduction des droits sur ceux de Cuba.

Quoi qu'il en soit, la surface totale cultivée en plantes sucrières diverses, aux États-Unis, n'était, en 1899, que de 342.000 hectares, trois millièmes à peine de l'ensemble des surfaces portant des récoltes : 181.000 hectares, soit plus de la moitié de ce chiffre revenaient à la canne, 117.000 au sorgho et 44.000 seulement à la betterave, alors que la France comptait 330.000 hectares de betteraves à sucre en 1900. Sur le territoire continental des États-Unis, la Louisiane avait, seule, une grande étendue de plantations de cannes : 110.000 hectares, mais sa production, à l'hectare, était de 28 tonnes de canne seulement ; encore fallait-il en réserver un quart pour la semence ; au contraire, les îles Hawaï, qui n'avaient que 26.000 hectares de cannes, répartis en beaucoup plus grandes plantations, produisaient 85 tonnes de canne à l'hectare et n'en réservaient qu'une proportion très faible pour les semences. Les autres États riverains du golfe du Mexique, ainsi que la Georgie, les Carolines et l'Arkansas produisent quelque peu de canne à sucre, mais le rendement est toujours faible ; le climat des États-Unis continentaux convient, évidemment, assez peu à cette culture. Au contraire, aux

îles Hawaï, elle semble susceptible d'une grande extension.

Le sorgho est cultivé surtout dans le Texas, le Kansas, le Missouri, le Kentucky, le Tennessee, et divers autres États du Centre et du Sud. On tire aussi une certaine quantité de sucre grossier de la sève des érables dans le New-York, le Vermont, la Pennsylvanie et quelques autres États.

Quant à la betterave, nous l'avons dit, sa culture est encore très négligée ; elle n'a quelque importance qu'en Californie et dans le Michigan, qui en ont chacun 10.000 hectares, et produisent, respectivement, 320.000 et 200.000 tonnes de betteraves, puis dans le Nebraska et le Washington, avec environ 3.000 hectares chacun.

Somme toute, il a été produit en 1899, aux États-Unis, un peu moins de 400.000 tonnes de sucre de canne (dont 250.000 à Hawaï) et 75.000 tonnes de sucre de betterave ; la plupart des cannes de sorgho sont simplement transformées en sirops sur les exploitations et consommées, sous cette forme, dans le voisinage ; le sucre d'érable est laissé aussi, en grande partie, à l'état de sirop et ne se prête pas à des statistiques comparables à celles des sucres usuels de canne ou de betterave. Les États-Unis ont été obligés d'importer 1.400.000 tonnes de sucre en 1902.

Cette situation changera-t-elle ? Sans doute, une grande partie des États-Unis se prêterait à la culture de la betterave, qui leur rendra, en outre, service dans les assolements, le jour, assez prochain peut-être, où leur agriculture devra devenir un peu plus intensive. Mais, ayant à leurs portes et sous leur dépendance, plus ou moins directe, des îles comme Cuba et Porto-Rico, sans parler d'Hawaï et des Philippines où la canne vient merveilleusement, c'est là pro-

bablement, plutôt que sur leur territoire continental, qu'ils produisent leur sucre. Il nous souvient d'avoir lu, il y a quelques années, dans une revue américaine, un article sur « la revanche du sucre de canne » qui devait avoir lieu, selon l'auteur, par les soins des États-Unis. Ils la préparent aux Antilles ; déjà Porto-Rico se couvre de plantations ; les producteurs européens feront bien d'être sur leurs gardes. En cette branche agricole où leur suprématie est encore incontestée, ils auront bientôt à subir la rude concurrence de l'esprit d'organisation et d'initiative américain, sinon du sol américain lui-même.

Il est une autre catégorie de cultures dont le développement aux États-Unis est considérable, ce sont les cultures maraîchères et fruitières. Nous ne saurions entrer dans le détail infini de cette branche de l'agriculture. Elle est surtout florissante aux environs des villes, ces grands centres de consommation ; mais, sous l'influence des progrès modernes, elle tend à se décentraliser et joue un grand rôle aujourd'hui dans la Californie et certains États du Sud qui expédient leurs produits au loin, non seulement à l'état de conserves, mais frais. L'ingéniosité pratique des Américains a trouvé matière à s'exercer dans la recherche des procédés de transport et de conservation de ces denrées essentiellement « périssables » que sont les légumes et les fruits frais. Dès le milieu du siècle, on avait commencé à envoyer par mer des primeurs de Virginie à New-York; mais on n'en pouvait expédier qu'assez peu : il fallait placer caisses et paniers sur le pont des bateaux pour leur assurer une aération suffisante pendant les trente-six heures du voyage. En 1874, on avait expédié pour la première fois par chemin de fer des pêches de l'État du Mississipi à cette même ville de New-York. On se ser-

vit d'abord pour les transports sur voie ferrée de wagons ventilés portant de nombreuses ouvertures garnies de fil de fer; on emploie encore ces véhicules pour les courtes distances ou les légumes peu délicats. Pour porter au loin des denrées « très périssables », on se sert de wagons réfrigérés. Le rapport sur le *Census* mentionne que, sur l'ensemble des voies ferrées nord-américaines, aux États-Unis, au Mexique et au Canada, il circule 60.000 wagons frigorifiques, soit 5 p. 100 de l'effectif total du matériel roulant. Ce chiffre est vraiment formidable et montre qu'en suivant l'exemple des Américains, nous pourrions réaliser bien des progrès dans le transports d'une foule d'articles d'alimentation et rendre du même coup un grand service à notre agriculture. Ce n'est d'ailleurs que la moindre partie de cette énorme quantité de wagons à réfrigération qui sert aux fruits et aux légumes : le reste porte de la viande fraîche, de la bière, des œufs, du beurre, du fromage, du lait et diverses autres denrées susceptibles de se gâter vite; on parvient ainsi à conserver dix jours au moins les fruits les plus délicats, qu'on décharge d'ailleurs à destination dans des entrepôts à chambres frigorifiques. C'est grâce à ces perfectionnements que des primeurs peuvent être facilement expédiés dans le Nord, non plus seulement de Virginie, du Maryland, du Delaware, mais de Californie, de Floride, de Louisiane et du Texas.

Quant aux conserves de légumes et de fruits, la valeur de ces denrées préparées aux États-Unis, qui était de 17 millions de dollars seulement en 1880 et de 30 millions en 1890, s'est élevé à 56 millions en 1900. Il faut y joindre la valeur des *pickles* et de ces sauces toutes faites et peu variées, que l'on voit sur toutes les tables anglaises et américaines — l'Amérique, a-t-on

dit, est un pays qui n'a qu'une sauce et plus de cent religions. — Cette valeur était de 2 millions et demi de dollars, en 1880, de près de 10 millions en 1890 et de 21 millions et demi en 1900.

Parmi ces cultures fruitières, il s'en trouve une dont l'importance est telle, en France, que nous nous illusionnons parfois sur la grandeur du rôle qu'elle joue dans le monde entier : nous voulons parler de la viticulture. En réalité, il faut bien le dire, en dehors de la France, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, la culture de la vigne n'est qu'une branche secondaire de l'agriculture ; si elle a encore quelque importance en Autriche-Hongrie, en Roumanie, en Grèce, en Suisse, en Allemagne, elle est presque négligeable partout ailleurs. Parmi les pays neufs, l'Argentine, le Chili, le Cap, sont les seuls où elle joue quelque rôle ; et, malheureusement pour nous, dans les pays où l'on produit peu de vin, on n'en boit guère non plus.

Aux États-Unis, en particulier, il n'y a que peu de chose à dire de la viticulture. Le *Census* ne donne même pas, dans la division relative à l'agriculture, les quantités totales de vin produites. Il ne présente que celles faites sur les exploitations et renvoie, pour le reste, aux statistiques de l'industrie : la plus grande partie du vin est faite, aux États-Unis, par des industriels qui achètent les raisins aux cultivateurs. On ne nous renseigne pas non plus sur le nombre des hectares complantés en vigne, mais seulement sur celui des plants. Sur les 1600 pages consacrées par le *Census* à l'agriculture, il n'y en a qu'une seule qui le soit spécialement à la vigne et aux raisins. Disons donc que les États-Unis comptent 182 millions de ceps de vigne dont 90 millions et demi en Californie, 29 millions et demi à New-York, près de 14 millions dans l'Ohio ; le Kansas

le Michigan, la Pennsylvanie, l'Oklahoma, le Missouri et l'Illinois ont encore chacun de 3 à 6 millions de plants. Quant au poids total des raisins produits il est de 600.000 tonnes, dont 325.000 en Californie, 112.000 dans le New-York, 36.000 dans l'Ohio. Ceci comprend les raisins de table. La récolte des vins, d'après les statistiques du Département de l'Agriculture, oscille généralement entre 1 million et 1.500.000 hectolitres ; elle a atteint, exceptionnellement, 2 millions en 1901. Peut-être le grand nombre d'immigrants des pays méridionaux de l'Europe qui arrivent depuis peu aux États-Unis y développera-t-il la viticulture, à laquelle une grande partie de leur territoire serait appropriée. Il nous paraît cependant peu vraisemblable que ce pays devienne un concurrent sérieux pour nos exportations de vins, encore que nous en ayons bu d'agréable en Californie ; malheureusement, il ne semble guère non plus — sauf pour le champagne — devoir être un très bon client.

CHAPITRE VII

La mise en valeur agricole de l'Ouest et l'irrigation.

Un des problèmes les plus importants qu'aient à résoudre les peuples occidentaux lorsqu'ils sortent de leurs pays humides, à pluies abondantes et surtout fréquentes, pour coloniser des terres nouvelles, c'est la mise en valeur des contrées où la précipitation atmosphérique, insuffisante ou répartie seulement sur une portion restreinte de l'année, ne permet pas aux plantes cultivées de se développer normalement. Ces contrées couvrent d'immenses étendues : dans l'Ancien-Monde, c'est à peu près tout le nord et une grande partie du sud de l'Afrique, l'Asie antérieure, l'Asie centrale, une portion même de l'Inde ; dans le Nouveau, c'est l'Ouest des États-Unis, du 100e degré de longitude Ouest de Greenwich jusqu'aux Monts des Cascades et à la Sierra Nevada, c'est la moitié nord du Mexique, ce sont les hauts plateaux Andins et une portion même de la Côte Pacifique au Pérou et au Chili, c'est une très grande partie de l'Argentine ; en Océanie, enfin, c'est presque toute l'Australie. On voit combien le problème est important; mais les peuples, qui se trouvent aujourd'hui à la tête de la civilisation, sont mal préparés à la résoudre.

Les Anciens l'étaient mieux : vivant eux-mêmes

en des pays soumis à de longues sécheresses d'été, comme la Grèce et l'Italie, où beaucoup de cultures n'étaient possibles qu'à l'aide d'irrigations, ils avaient appris chez eux l'art d'aménager les eaux, et ils l'appliquaient tout naturellement dans les autres régions méditerranéennes où les portait leur activité. Aujourd'hui, les principales nations colonisatrices occupent le nord-ouest et le centre de l'Europe, pays particulièrement favorisés, où il pleut, non pas toujours beaucoup, mais en toute saison, où les nuages qui couvrent souvent le ciel préviennent une évaporation trop active; la France même n'a que sept ou huit départements appartenant à la zone méditerranéenne, et encore à la portion de cette zone où le climat est le moins sec. Il résulte de là que l'art de suppléer par l'irrigation à l'insuffisance des pluies s'est trouvé inutile à ces nations et qu'elles y sont fort inférieures aux peuples de l'antiquité. Il faut bien pourtant qu'elles l'apprennent maintenant, sous peine de laisser inculte une grande partie de leur domaine colonial. Il faut, en particulier, que nous l'apprenions, nous autres Français et, à ce titre, il est intéressant, pour nous, de voir ce que les Américains ont fait dans ces vastes territoires de l'Ouest qu'ils appellent eux-mêmes « arides » ou « semi-arides ».

Il convient d'observer, d'abord, que plusieurs cas se présentent quand il s'agit de remédier, par l'emploi des eaux superficielles ou souterraines, à la mauvaise répartition des pluies. En premier lieu, il peut arriver que la nature amène, en quelque sorte, dans un pays aride les pluies qui tombent dans une contrée à précipitations abondantes, sous la forme d'un grand fleuve, dont le bassin supérieur se trouve dans cette dernière contrée: c'est le cas du Nil, qui amène, en Égypte, l'eau des

pluies du Soudan oriental; c'est aussi le cas du Niger, qui figure sur de vieilles cartes sous le nom significatif de « Nil des Noirs », et dont le cours supérieur et les hauts affluents reçoivent des pluies abondantes, tandis que le cours moyen, de Djenné à Say, traverse l'extrémité sud-ouest du Sahara, en fertilisant une vallée qui devrait, un jour, ne le céder en rien à l'Égypte. Venant de pays à pluies régulières, les fleuves de ce genre débordent annuellement et rendent facile la tâche de l'homme, qui n'a plus qu'à régulariser leurs bienfaisantes inondations.

D'autres fois, le pays qu'il faut mettre en valeur, sans être traversé par des fleuves puissants venant de contrées pluvieuses éloignées, l'est par des cours d'eau descendant de régions montagneuses dont l'altitude arrête les vents pluvieux et qui emmagasinent l'humidité sous forme de glaciers ou tout au moins de neiges abondantes ; tel est le cas du Turkestan russe. Lorsque vient le printemps, c'est-à-dire précisément lorsque la sécheresse commence, ces neiges fondent et les rivières grossissent ; si les montagnes sont assez hautes pour porter des neiges perpétuelles, les rivières continuent à couler abondamment et à permettre des irrigations tout l'été ; si elles sont moins élevées, l'afflux du printemps tarit vite, et les cours d'eau baissent de nouveau ; le grand point est alors que la période de crue dure assez longtemps pour que les irrigations étendues qu'elle peut alimenter permettent de mener les récoltes à maturité.

Quand il n'en est pas ainsi, quand les cours d'eau qui traversent un pays sujet à sécheresses descendent de montagnes médiocres, d'où la neige disparaît dès la fin de l'hiver ou séjourne même à peine, les irrigations ne peuvent plus être qu'assez restreintes parce que les

rivières baissent beaucoup plus, tarissent presque quelquefois, au moment même où l'on en aurait besoin. On ne peut suppléer, et encore bien imparfaitement, à leur décroissance que par la construction d'énormes réservoirs, dont les frais de premier établissement rendent coûteux l'emploi de l'irrigation et qui ne sont pas sans présenter des dangers. Nos colonies du nord de l'Afrique se trouvent malheureusement un peu dans ce cas et leur situation est aggravée par le déboisement d'une grande partie de leurs montagnes, qui sont ainsi moins propres à retenir les eaux de pluie ou de fonte des neiges.

Enfin, l'eau susceptible de fertiliser un pays peut ne pas se trouver à la surface, mais dans le sous-sol, où elle s'est infiltrée et où elle forme parfois de vastes systèmes de rivières souterraines, drainant d'énormes étendues et atteignant ainsi un volume considérable, malgré la maigreur des pluies que reçoit la surface. Des puits, ordinaires ou artésiens, permettent alors de la recueillir. On sait les services que rendent ces eaux souterraines dans le Sahara algérien.

L'ouest des États-Unis rentre dans la seconde des classes de pays secs que nous venons de distinguer. Il est traversé par des rivières venant non pas de pays à grandes pluies, mais de hautes montagnes qui, grâce à leur altitude, reçoivent un peu plus de précipitations atmosphériques que les plaines et les plateaux environnants. Ces montagnes, les Montagnes Rocheuses — ont une altitude qui n'est guère inférieure à celle des Alpes, avec plusieurs sommets de plus de 4.000 mètres ; mais, comme la plus grande partie du territoire américain est située à une latitude plus méridionale que celle des Alpes, ce n'est qu'à l'extrémité nord, dans le voisinage de la frontière canadienne, qu'on y trouve des glaciers

et des neiges perpétuelles; encore celles-ci ne couvrent-elles pas une grande étendue. Aussi la crue des rivières qui descendent de ces montagnes ne se maintient-elle pas, en général, durant tout l'été ; elle faiblit même assez vite dans la partie méridionale, dans l'Arizona, dans le Nouveau-Mexique, jusque dans le Colorado, et en quelques années, particulièrement peu favorisées, certains canaux d'irrigation doivent rester à sec.

Nous avons eu déjà l'occasion de définir ce qu'on appelle la « zone aride » aux États-Unis : c'est toute la partie du pays où il tombe moins de 500 millimètres d'eau de pluie par an. Notons qu'à Paris il en tombe à peine davantage, et qu'une portion de la Champagne n'en reçoit même pas autant ; mais la précipitation y est plus régulièrement répartie au cours de l'année que dans l'Ouest-Américain. Depuis le 100e degré ouest de Greenwich jusqu'aux Monts des Cascades et à la Sierra Nevada, qui en marquent à peu près exactement les limites, cette zone couvre près de 3 millions de kilomètres carrés, soit assez sensiblement plus du tiers, presque 40 p. 100 des États-Unis (non compris l'Alaska et les annexions qui ont suivi la guerre hispano-américaine). Huit États : le Montana, l'Idaho, le Wyoming, le Colorado, l'Utah, le Nevada, l'Arizona, et le Nouveau-Mexique s'y trouvent entièrement contenus. Les trois États riverains du Pacifique, Washington, Oregon et Californie, ont dans cette zone au moins la moitié de leur surface, dont le reste est, au contraire, bien arrosé; on les comprend avec les huit précédents sous la dénomination d'États arides. En outre, sur sa limite est, la zone aride englobe près de la moitié des deux Dakotas et du Nebraska, une importante partie du Kansas, de l'Oklahoma et du Texas. Ces six États sont dési-

gnés, par les auteurs américains, sous le nom d'États « semi-arides » ou « sous-arides ».

La colonisation n'a guère abordé le pays aride qu'après 1870. A cette époque, il ne se trouvait, sur les 3 millions de kilomètres carrés des onze États arides, que 990.000 habitants, dont 560.000 en Californie, où les mines d'or avaient attiré dès le milieu du siècle une importante immigration et 430.000 seulement dans les autres États; en 1880, la population de la même région n'atteignait encore que 1.767.000 âmes, dont 903.000 hors de Californie; en 1890, elle passait à 3.102.000, dont 1.894.000 hors dudit État; en 1900 enfin à 4.091.000 dont 2.606.000 dans les dix États ou Territoires autres que la Californie. C'était encore bien peu, par rapport à la surface, d'autant que la population habitant en dehors des villes ne comprenait que 2.430.000 âmes, dans l'ensemble, et seulement 1.723.000, si l'on ne compte pas la Californie. Et il convient de remarquer que cette population n'habitant pas les villes est loin d'être tout entière une population rurale, car elle vit en partie dans les petits camps miniers, dispersés un peu partout sur les plateaux des Rocheuses.

Cet effectif humain si faible a obtenu déjà des résultats étonnants. Non contents de faire vivre, sur leurs maigres pâturages, 8 millions et demi de bêtes à cornes et 33 millions de moutons, animaux peu exigeants, les colons des États arides ont déjà soumis à l'irrigation 2.900.000 hectares de terres, soit une surface égale à celle de cinq départements français ; et les récoltes produites par ces terres en 1899 ont atteint une valeur de 437 millions de francs.

C'est cette étendue des irrigations qui est peut-être le fait le plus remarquable du développement de l'Ouest. C'est un de ceux, en tout cas, auxquels les Américains

attachent la plus grande importance. Sans doute l'élève du bétail est une industrie importante, mais, extensive au point où elle doit l'être dans la zone aride, son développement, bien que loin d'être terminé, reste assez limité ; elle n'occupe qu'un nombre très restreint de personnes, condamnées souvent, par l'obligation de changer fréquemment les pâturages, à une existence semi-nomade. Le développement de l'agriculture, seul, peut amener une population dense. Or l'agriculture ne saurait guère être pratiquée, dans la zone aride proprement dite, que sur les terres irriguées. En comparant, d'après le *Census* de 1900, l'étendue de ces terres irriguées et celles des terres dites « améliorées » *improved land*, on voit, en effet, que dans le Nevada, l'État dont le climat est le plus défectueux, 88 p. 100 des terres améliorées sont irriguées, dans le Wyoming 80 p. 100 ; dans l'Arizona la proportion est de 72 p. 100, dans le Colorado 71 p. 100, dans le Nouveau-Mexique 62 p. 100, l'Utah 61 p. 100. Dans le Montana, qui a déjà quelques cantons un peu plus humides, cette proportion est encore de 54 p. 100 ; dans l'Idaho, dont la partie Nord-Ouest comprend de hautes vallées où les nuages du grand Océan viennent se condenser, elle tombe à 43 p. 100. Les trois États riverains du Pacifique, dont la moitié environ du territoire reçoit une abondante précipitation atmosphérique, ont au contraire une beaucoup plus faible proportion de terres irriguées, 12 p. 100 dans la Californie et l'Oregon, moins de 4 p. 100 dans le Washington. L'étendue absolue de ces irrigations est cependant considérable, en Californie surtout.

Si l'on compare non plus l'étendue des terres irriguées à l'étendue de l'ensemble des terres améliorées, mais la valeur des récoltes obtenues sur les premières à celle de toutes les récoltes obtenues dans l'Ouest, on voit

ressortir encore mieux l'importance de l'irrigation : sur 2.863.000 dollars que valaient, en 1899, les récoltes du Nevada, 2.853.000 provenaient de terres irriguées. Dans le Colorado, qui a la production agricole la plus importante de la zone aride (les États du Pacifique exceptés), 15.100.000 dollars de produits sur 16.860.000 avaient été récoltés sur les terres irriguées, proportion de 90 p. 100; dans l'Arizona, l'Utah, le Wyoming la proportion de la valeur des récoltes fournies par ces mêmes terres étaient également supérieures à 90 p. 100; dans le Montana, elle atteignait 70; dans l'Idaho, 60 p. 100; en Californie, quoique les terres irriguées ne forment qu'un huitième de l'ensemble des terres améliorées, la valeur des produits obtenus sur les premières atteignait plus du tiers de la valeur totale : 33 millions de dollars sur 93 millions et demi.

Les récoltes fournies par les terres irriguées ont donc une valeur beaucoup plus considérable que celles qui sont obtenues dans les mêmes régions sur des terres non irriguées. Ceci s'explique, en partie, parce que l'on cultive sur les premières des produits plus précieux, mais surtout parce que le rendement est plus considérable. Voici, d'ailleurs, la répartition des terres irriguées suivant les différentes cultures auxquelles on les affecte :

CULTURES IRRIGUÉES AUX ÉTATS-UNIS

	Surfaces (milliers d'hectares).	Valeurs (millions de dollars).
Foin et fourrages . . .	1.466,2	34,8
Céréales	559,9	14,3
Légumes	67,4	9,6
Fruits.	100,5	10,0
Divers.	90,7	15,6
	2.284,8	84,4

L'étendue de 2.284.800 hectares, que donne ce tableau, est inférieure à l'étendue totale des terres irriguées (2.905.000 hectares); les 620.000 autres hectares comprennent pour partie des terres dont les récoltes ont été mangées sur pied par le bétail, pour partie des terres qui, n'ayant pu être assez complètement irriguées par suite de l'exceptionnelle sécheresse de l'été 1899, n'ont point fourni de récoltes.

Les États où se trouvent les irrigations les plus étendues sont le Colorado (644.000 hectares) et la Californie (578.000 hectares), puis le Montana (360.000 hectares); ces trois États ont ensemble plus de la moitié du total; viennent ensuite l'Utah, le Wyoming, l'Idaho, le Nevada qui ont de 200.000 à 260.000 hectares.

Le nombre des agriculteurs se livrant à l'irrigation dans la zone aride était de 102.819 en 1899 contre 52.584 dix ans plus tôt, ayant presque doublé; les surfaces irriguées, elles, ont un tant soit peu plus que doublé, passant de 1.436.000 à 2.905.000 hectares. En Californie et dans le Colorado, pays plus anciennement colonisés, l'augmentation des surfaces irriguées n'a été respectivement que de 44 et 81 p. 100, et l'on remarque qu'elles ont une tendance à se diviser entre un plus grand nombre de cultivateurs, en Californie surtout où l'irrigation est principalement appliquée à la culture des fruits. Il est possible que, dans les États plus nouveaux, le même mouvement se produise à l'avenir, quoiqu'ils soient moins bien adaptés à la production fruitière que la Californie, dont les magnifiques vergers sont une des principales richesses.

Dans l'ensemble, ce sont les fourrages qui tiennent, on vient de le voir, de beaucoup la plus large place parmi les cultures irriguées; ils sont très utiles pour l'entretien des bestiaux pendant l'hiver. La production

de fourrage, par hectare irrigué, est de 4 tonnes et demie au lieu de 3 et demie à peine pour tout le territoire des États-Unis; la luzerne tient parmi ces fourrages une place importante. Quant aux céréales, l'irrigation ne joue qu'un rôle infime dans leur production totale; en maints endroits, cette culture n'est avantageuse que parce que la difficulté des transports rend coûteux les blés apportés d'ailleurs. Il faut noter, cependant, qu'au Colorado, qui produit le plus de céréales dans ces conditions, un hectare irrigué donne 19 hectolitres de blé, plus que la moyenne en France, tandis qu'en moyenne, aux États-Unis, on n'obtient que 11 à 12 hectolitres et que, dans ce même État de Colorado, les rares hectares cultivés en blé, sans être irrigués, ne donnent que 5 hectolitres et demi.

Les exploitations où on se livre à l'irrigation sont généralement d'une certaine importance, chacune d'elles comptant, en moyenne, d'après le rapport sur le dernier *Census*, 30 hectares irrigués et la valeur d'un tel hectare atteignant 550 francs — ce qui est bien supérieur à la valeur moyenne des terres aux États-Unis. En Californie, la valeur de l'hectare irrigué monte même à une moyenne de 1.160 francs. Quant à la valeur du produit brut, elle est de 192 francs par hectare, pour l'ensemble de la zone aride, et de 370 francs en Californie. Les frais de main-d'œuvre que nécessite l'arrosage, reviennent à 101 francs par hectare; le coût de l'eau, fourni par les entreprises de canaux d'irrigation (*average first cost of water*), n'est, bien entendu, pas compris dans cette somme.

Chose curieuse, les frais de premier établissement des systèmes d'irrigation existants, barrages, canaux, etc., sont, d'après le *Census*, assez peu considérables. Ils ne s'élèvent qu'à 64.289.000 dollars. Ce qu'il y a de remar-

quable dans ce chiffre, observe le rapport sur le *Census*, c'est qu'il est de 30 p. 100 inférieur à celui des récoltes faites sur les terrains irrigués ; dans trois États seulement, le Nouveau-Mexique, l'Arizona et le Wyoming, les frais de construction des canaux et barrages l'emportent sur la valeur des récoltes obtenues ; partout ailleurs, l'écart en sens inverse est notable, et il devient très grand en Californie, grâce à la valeur des fruits de vergers irrigués. Ceci montre que les travaux d'irrigation ne sont pas aux États-Unis des travaux très gros, ni très coûteux. Le rapport sur le *Census* le fait, du reste, ressortir avec insistance et il se prononce nettement en faveur des entreprises faites à peu de frais par des associations de propriétaires ou autres à l'encontre des œuvres dispendieuses effectuées par de grandes Compagnies. Les quelques lignes où il résume l'histoire de l'irrigation sont instructives. Après avoir rappelé que les Mormons furent à peu près les premiers à la pratiquer sur les bords du Grand Lac Salé, dans la vallée du « Jourdain » dès le milieu du XIXe siècle ; « en 1870, dit-il, il n'y avait guère plus de 8.000 hectares irrigués. De 1870 à 1880, ce fut une période de développement rapide de petits canaux construits par des particuliers ou des associations de propriétaires ; en 1880, il y avait probablement 400.000 hectares irrigués. De 1880 à 1890 eut lieu le *boom* des entreprises spéculatives d'irrigation. On se procura de grands capitaux par le placement d'actions et d'obligations, de vastes entreprises, des canaux de plus de 100 milles (160 kilomètres) de long, furent projetés et quelquefois construits. Presque toutes ces affaires aboutirent à un insuccès financier et, quoiqu'elles aient aidé à étendre l'irrigation, elles n'ont pas enrichi leurs actionnaires... En 1889, on comptait 1.435.000 hectares irrigués. Depuis,

cette étendue a doublé, plutôt par l'extension et l'agrandissement des nombreux canaux existant en 1889 que par la construction de nouveaux et vastes systèmes d'irrigation ».

Il y a dans ce passage une double leçon : d'une part, au point de vue spécial de l'irrigation, il est de nature à mettre en garde contre les travaux trop vastes et trop coûteux, qui, par les frais d'établissement très lourds dont ils grèvent l'emploi de l'eau, en réduisent fort les bénéfices ; d'autre part, il montre qu'on aurait tort de croire, comme on y semble trop porté en Europe, que rien ne se fait aux États-Unis que par les grandes agglomérations de capitaux, par les trusts et les milliardaires, qui sont d'ailleurs beaucoup moins nombreux qu'on ne pense.

L'esprit d'association et de progrès, l'énergie, l'activité individuelles que possède à un si haut degré, dans toutes les couches sociales, le peuple américain, voilà, avec les richesses immenses d'un sol et d'un sous-sol vierges hier encore, les causes fondamentales du développement formidable des États-Unis. Ce sont ces viriles qualités qui font, pour une large part, le succès de la masse si nombreuse des cultivateurs américains et nous en verrons encore les puissants effets en examinant le prodigieux développement industriel que prend aujourd'hui l'Union.

TROISIÈME PARTIE

L'INDUSTRIE

CHAPITRE PREMIER

Importance et développement de l'industrie américaine. — Ses caractères généraux. Les causes de sa supériorité.

Les États-Unis sont aujourd'hui un pays industriel autant qu'un pays agricole. Certes l'agriculture y conserve un rôle très important : c'est, de toutes les branches de l'activité humaine, celle qui y occupe le plus grand nombre de personnes ; c'est elle qui tient la place tout à fait prépondérante dans le commerce extérieur de l'Union, puisqu'elle lui fournit près des deux tiers de ses exportations. Mais l'industrie emploie, dès maintenant, des capitaux supérieurs et donne une somme de produits plus considérable que l'agriculture, et, si la concurrence américaine a paru, jusqu'à ces derniers temps, moins redoutable aux industriels qu'aux cultivateurs du Vieux-Monde, il n'en est plus de même aujourd'hui, il n'en sera surtout plus de même à l'avenir. On est en droit de penser, semble-t-il, que, pour la généralité des denrées agricoles, la concurrence des États-Unis a produit déjà son plein effet, qu'elle a

atteint son maximum d'intensité. Les terres à la fois vierges et vraiment fertiles s'y faisant plus rares, la population continuant à s'accroître rapidement et devenant de plus en plus urbaine, il ne semble pas que les prix des denrées agricoles puissent beaucoup baisser aux États-Unis, ni que leur production soit destinée à s'y accroître beaucoup plus vite que leur consommation. L'excédent disponible pour être exporté sur les marchés du dehors ne paraît donc pas devoir s'augmenter beaucoup [1]. De fait, si l'on compare le commerce extérieur de l'Union aujourd'hui et il y a vingt ans et si, pour écarter l'influence des oscillations accidentelles, on met la moyenne des trois années 1880-1881-1882 en regard de celle de 1900-1901-1902, on voit que, si l'ensemble des exportations a passé de 814 à 1.396 millions de dollars, augmentation de 72 p. 100, les exportations de produits agricoles se sont élevées seulement de 656 à 877 millions de dollars, gagnant 221 millions, ou 34 p. 100, tandis que les exportations d'articles manufacturés ont monté de 117 à 416 millions de dollars, soit un progrès de 299 millions ou de 250 p. 100 [2]. Ainsi la puissance d'expansion de l'industrie des États-Unis paraît aujourd'hui supérieure à celle de l'agriculture.

1. Nous parlons ici, bien entendu, en thèse générale et pour les principaux articles d'exportation, blé, coton, viande même, dont les envois au dehors nous semblent devoir, non pas décroître, mais augmenter plus lentement que par le passé. Certaines denrées, qu'on s'est mis à produire depuis peu, peuvent faire exception : telles les huiles, notamment les huiles de coton dont les exportations se sont beaucoup accrues dernièrement, peut-être un jour le sucre dans les possessions exotiques des Etats-Unis, voire plus tard le riz, dont on commence à s'occuper fort dans le Sud, et diverses autres marchandises relativement secondaires.

2. Le reste des exportations est formé des produits des mines, forêts et pêcheries. Ces chiffres sont extraits du *Statistical Abstract of the United States* pour 1902.

Le développement de la grande industrie est plus récent aux États-Unis que dans les pays avancés de l'Europe, l'Angleterre, la France et même l'Allemagne. Tant que les colonies américaines restèrent soumises à la métropole, la rigueur du système mercantile empêcha d'y fonder aucune manufacture. Après la conquête de leur indépendance, l'agriculture y conserva, longtemps encore, une prépondérance absolue et rejeta au second plan l'industrie, comme il arrive en général dans les pays tout à fait neufs, où les capitaux sont rares, rares aussi les capacités techniques et les ouvriers habiles, où un marché étroit n'offre que des débouchés précaires et où les profits considérables que l'on peut retirer de la mise en valeur d'un sol vierge, de l'exploitation des forêts, voire de la récolte des produits naturels spontanés, détournent les hommes de la tâche compliquée, nécessitant de fortes avances, qu'est l'industrie proprement dite. « Il semble probable, dit le rapport sur le *Census* de 1900, que, jusque vers 1850, la masse des objets fabriqués aux États-Unis sortait de l'échoppe ou de l'atelier domestique, où ils étaient produits par le travail de la famille ou par des artisans individuels, aidés d'apprentis, en opposition avec le système actuel du travail d'usine, rémunéré par des salaires et assisté de sources d'énergie diverses [1] ».

Ce n'est pas que, dès avant 1850, certaines industries n'eussent déjà commencé à se concentrer dans de vastes établissements. Le mouvement avait débuté, dit le rapport sur le *Census*, dès la guerre de 1812, qui inter-

1. *Assisted by power*, dit simplement le texte anglais, pour exprimer que diverses forces, celles de la vapeur, de l'eau, de l'air comprimé, de l'électricité, viennent au secours de l'homme dans l'usine moderne, alors que l'ancien atelier familial ne connaissait que la force humaine.

rompit les relations entre les États-Unis et l'Angleterre. Il fut rapide dans les industries textiles ; en 1823, fut fondée Lowell, la première des nombreuses villes purement manufacturières qui font aujourd'hui de l'Etat de Massachusetts un second Lancashire ; mais il n'y avait pas encore, à cette date, de population vraiment ouvrière. Dans ses *Lettres sur l'Amérique du Nord,* Michel Chevalier, visitant Lowell une dizaine d'années après sa fondation, fait la description, presque idyllique, de cette Salente industrielle où, à côté des vastes usines, se trouvaient des *boarding houses,* des maisons de famille bien tenues, dans lesquelles, sous la surveillance de respectables matrones, logeaient les ouvrières, filles des *farmers,* des petits propriétaires des environs ; elles se constituaient un pécule en travaillant quelques années aux manufactures, puis s'en retournaient aux champs. Cette organisation est la première étape sur la route de la grande industrie ; on peut voir aujourd'hui, et j'ai vu moi-même au Japon, comme en Russie, et comme on le pouvait voir en Angleterre dans le dernier quart du XVIII[e] siècle, des dortoirs annexés aux salles d'ateliers afin de recevoir les ouvriers recrutés à la campagne pour quelques années, voire pour quelques mois [1]. Mais, passant à Lowell plus de soixante ans après mon grand-père, je n'en ai plus trouvé trace : en Amérique la première étape est depuis longtemps franchie. De 1830 à 1850, le développement de la grande industrie devient très rapide. En 1850, les filatures de coton du Massa-

1. Ces dortoirs russes ou japonais, dont la tenue paraît souvent médiocre, sont d'ailleurs fort inférieurs aux maisons pour ouvrières que Michel Chevalier décrit à Lowell. Les auteurs contemporains font, d'autre part, les plus tristes descriptions des casernements où l'on entassait en Angleterre, à la fin du XVIII[e] siècle, les enfants recrutés pour le travail des manufactures et du régime auquel ces malheureux étaient soumis.

chusetts comptent 1.288.000 broches contre 340.000 en 1830 ; en 1860, elles en ont 1.688.000. De 1850 à 1860, sinon même dans la décade précédente, se fondent de grandes Sociétés pour exploiter l'industrie du fer et de l'acier, celle des cuirs, d'autres encore. D'après le distingué statisticien anglais Mulhall, les produits manufacturés des États-Unis, dont la valeur s'élevait à 1.340 millions de francs en 1820 et à 2 milliards 335 millions en 1840, atteignaient le chiffre de 9 milliards 530 millions en 1860, approchant beaucoup de la France et de l'Allemagne, et distancés de loin par la seule Angleterre [1].

Depuis 1860, l'essor industriel des États-Unis a été inouï. Nous ne saurions mieux en rendre compte qu'en extrayant du rapport officiel un assez court tableau qui résume la situation de l'industrie américaine aux divers *Census*, et qui en fait admirablement ressortir les extraordinaires progrès.

STATISTIQUE GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE AMÉRICAINE EN 1860, 1880, 1890 ET 1900

(Toutes les valeurs sont en millions de dollars.)

	1860	1880	1890	1900
Nombre des établissements	140.433	253.852	355.415	512.339
Capital	1.010	2.790	6.525	9.835

1. Voici quels étaient aux mêmes époques, d'après Mulhall, (*Dictionary of statistics*) les chiffres relatifs aux produits manufacturés des principaux pays d'Europe en millions de francs :

	1820	1840	1860
Grande-Bretagne	7.055	9.415	14.040
France	5.840	8.030	10.460
Allemagne	4.500	7.420	9.975
Autriche	2.555	4.260	5.645
Autres pays	8.270	12.580	17.275
Total de l'Europe	28.220	41.705	57.395

	1860	1880	1890	1900
Employés payés à l'année[1]	»	»	461.009	397.174
Traitements desdits employés	»	»	392	404
Nombre moyen des ouvriers	1.311.246	2.732.595	4 251.613	5.316.802
Total des salaires	379	948	1.891	2.329
Nombre des ouvriers adultes	1.040.349	2.019.035	3.327.042	4.116.610
Salaires des susdits	»	»	1.659	2.021
Nombre des ouvrières adultes	270.897	531.639	803.686	1.031.609
Salaires des susdites	»	»	215	282
Nombre des enfants (moins de seize ans)	»	»	120.885	168.583
Salaires des susdits	»	»	17	26
Dépenses diverses	»	»	631	1.028
Valeur des matériaux employés	1.032	3.397	5.162	7.348
Valeur des produits, y compris les réparations et travaux à façon	1.886	5.370	9.372	13.014

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce tableau, sans qu'il soit besoin de longs commentaires, pour juger de l'extrême rapidité avec laquelle s'est développée depuis le milieu du siècle, depuis vingt ans, depuis dix ans l'industrie américaine. En comparant son accroissement à celui qu'a pris l'industrie dans les autres na-

1. Les employés payés au mois ou à l'année, distingués des ouvriers payés à la journée, n'ont été recensés séparément qu'à partir de 1890. Antérieurement, une partie d'entre eux était confondue avec les ouvriers, une partie n'était pas recensée du tout. En 1890, encore, une partie de ces employés restait confondue par les statistiques avec les ouvriers, ce qui relevait, en apparence, le salaire moyen de ceux-ci ; mais sous le titre d'employés se trouvaient, d'autre part, recensés un certain nombre de chefs d'industrie et leurs associés. Au recensement de 1900, ces chefs d'industries et associés ont été recensés à part ; on en a trouvé 572.611 ; mais on a renoncé à évaluer leurs profits.

tions civilisées on voit mieux encore combien il est énorme. Aucun pays ne procède tous les dix ans à un inventaire aussi complet que les États-Unis dans leurs *Census* et l'on ne peut obtenir pour aucun des renseignements aussi circonstanciés et paraissant approcher autant de la vérité. Mais il est certain que l'essor industriel a été infiniment moins rapide en Europe. Mulhall, que nous avons déjà cité, et qui a tenté de chiffrer la valeur des produits fabriqués estime que, de 1860 à 1894, elle a passé seulement de 14 milliards 40 millions à 21 milliards 315 millions de francs en Grande-Bretagne, de 10 milliards 460 millions à 14 milliards 500 millions en France, et de 9 milliards 975 millions à 16 milliards 785 millions en Allemagne, tandis que, dans le même temps, elle s'élevait, selon lui, de 9 milliards 530 millions à 47 milliards 490 millions aux États-Unis. En ce qui concerne ceux-ci ses estimations coïncident à peu près avec celle des *Census*, car il faut remarquer que la valeur des objets manufacturés en Amérique en 1894 n'a pas dû être de beaucoup supérieure à ce qu'elle était en 1890, la grande crise qui a éclaté au début de 1893 ayant amené un recul sensible dans la production et une forte baisse dans les prix.

Il ne faut sans doute accepter qu'avec quelques réserves, que nous allons faire et que fait le rapport sur le *Census* lui-même, les chiffres absolus donnés, aussi bien par les recensements successifs que par Mulhall; il n'en est pas moins certain que les États-Unis sont aujourd'hui, de beaucoup, la première nation industrielle du monde, comme ils sont la première nation agricole; et il paraît à peu près exact de dire que leur puissance industrielle, exprimée par la valeur des produits fabriqués, a quintuplé entre 1860 et 1894 environ, tandis que celle de l'Allemagne n'a pas doublé, que celle

de la Grande-Bretagne a augmenté de moitié seulement et celle de la France de moins encore.

En ce qui concerne les chiffres absolus de la production industrielle il y a, disons-nous, quelques réserves à faire. Il convient de bien se rendre compte que les 13 milliards de dollars auxquels on estime la valeur des objets fabriqués aux États-Unis en 1900 comportent nombre de doubles emplois. Le *Census* n'a garde de l'oublier. « Comme les produits finis d'une branche de l'industrie sont fréquemment employés comme matières premières en d'autres branches, dans l'échelle ascendante de l'industrie moderne, il s'ensuit qu'ils sont comptés à plusieurs reprises, gonflant par conséquent la valeur brute totale des produits. Ainsi, dans l'industrie du coton, le produit de la filature fabriquant des filés pour les vendre est la matière première du tissage, et le produit du tissage est la matière première du fabricant de confections; en sorte que lorsqu'on fait le total de ces divers produits, on compte trois fois la valeur des filés et deux fois celle des tissus. » Voici l'exemple cité par le *Census* : Supposons que la valeur des filés entrant dans certains tissus dont on se sert pour des confections soit de 10.000 dollars, que celle desdits tissus (dans laquelle figure pour 10.000 dollars la valeur des filés) soit de 15.000 dollars, et que celle des confections faites avec ces tissus (dans laquelle entre pour 15.000 dollars la valeur des tissus) soit de 20.000 dollars, la valeur totale brute de ces trois groupes de produits, sera de 45.000 dollars. « Et cependant il est évident, continue le rapport, que la véritable valeur de ces produits n'est pas 45.000 mais 20.000 dollars, chiffre auquel ils seraient évalués, si les trois opérations de la filature, du tissage et de la confection avaient lieu dans le même établissement. »

Comment, dès lors, estimer la valeur vraie, la valeur nette si l'on préfère, des objets fabriqués? Aux *Census* de 1870, 1880 et 1890, on avait essayé d'obtenir quelque chose d'approchant, en déduisant de la valeur des produits manufacturés la valeur totale des matériaux et matières premières employés par les diverses industries, ce qui, pour 1890, avait donné 4 milliards 210 millions de dollars. Le *Census* de 1890 appelait ce dernier nombre valeur nette des produits manufacturés; mais cette valeur apparaissait comme inférieure à celle des matières premières qui avaient servi à les faire, ce qui était, comme dit le rapport sur le *Census* de 1900, « une absurdité statistique ».

En réalité, ce qu'on obtient en déduisant ainsi, de la valeur des objets manufacturés, la valeur de tous les matériaux employés, ce n'est pas la valeur nette des produits, c'est simplement la valeur qui a été ajoutée à ces matériaux par les manipulations industrielles auxquelles on les a soumises. Pour obtenir la véritable valeur nette, il faut y joindre la valeur que possèdent les matières premières lorsqu'elles sont tout à fait brutes, lorsqu'elles entrent pour la première fois dans un établissement industriel. Afin de pouvoir se livrer à cette évaluation, les bulletins du *Census* de 1900 ont divisé en deux classes les matériaux dont se sert un établissement industriel : 1° matières premières achetées à l'état brut (telles que le coton brut, la laine brute, la soie grège, les grains, les animaux, les minerais, etc.) ; 2° matériaux achetés à l'état partiellement manufacturé (tels que le fer, l'acier, même la fonte brute, le bois équarri, la farine, les filés, les tissus, etc.). Les prix des matériaux de la deuxième catégorie se trouvent, d'autre part, portés sur les bulletins relatifs à d'autres établissements (qui leur ont fait subir leurs précédents degrés de

transformation) comme valeurs des produits de ces établissements. La somme totale de ces prix représente donc la somme des doubles emplois qui existent dans l'estimation de la valeur brute des objets fabriqués. Or, la valeur des matériaux partiellement manufacturés employés par l'industrie américaine en 1900 était de 4 milliards 634 millions de dollars; il en résulte que la valeur nette des produits s'obtient en retranchant ce chiffre de celui de 13 milliards 14 millions de dollars qui représente la valeur brute. Cette valeur nette des produits manufacturés américains serait ainsi de 8 milliards 370 millions de dollars[1].

Elle peut se subdiviser, dit le *Census*, en 2 milliards 389 millions de dollars de matières premières proprement dites (non compris les matériaux partiellement manufacturés), 322 millions et demi dépensés pour le combustible et les transports, enfin 5 milliards 659 millions de dollars représentant la valeur ajoutée aux matières premières par les diverses transformations que leur a fait subir l'industrie.

Nous avons tenu à suivre le *Census* dans ce calcul, peut-être un peu aride, de la valeur nette des objets

1. Il est bien évident qu'il ne peut s'agir ici que de calculs approchés. Si l'on cherchait des précisions absolues on pourrait faire bien des objections à la méthode employée pour arriver à déterminer cette valeur nette : d'abord, il est impossible d'établir une distinction absolue entre les matières premières tout à fait brutes et celles qui ont subi un commencement de transformation industrielle, puis lorsqu'on déduit de la valeur brute totale des produits, celle des matériaux partiellement manufacturés, comptés au prix où les ont payés ceux qui les transforment, on estime ceux-ci plus chers que ne les comptent ceux qui les ont fabriqués ; il conviendrait de tenir compte des transports, des profits des intermédiaires, etc. Mais il ne faut pas demander à ces statistiques générales plus qu'elles ne peuvent donner, c'est-à-dire des approximations.

manufacturés obtenus par l'industrie américaine, parce qu'il montre avec quelle précaution on doit manier les statistiques de ce genre, et aussi parce que cette valeur nette paraît plus exactement comparable que la valeur brute aux évaluations que nous avons citées plus haut, d'après Mulhall, relativement aux principaux États européens. En réduisant à 8 milliards 370 millions de dollars, soit aux environs de 42 milliards de francs, la valeur des produits de l'industrie américaine, en admettant même, avec Mulhall, que le tarif protecteur des États-Unis augmente artificiellement de 33 p. 100 le prix de leurs objets fabriqués (ce qui nous semble exagéré, mais ce qui laisserait toujours la valeur réelle de ces objets au-dessus de 30 milliards de francs), on voit que l'Union serait encore, et de beaucoup, la première nation industrielle du monde, car l'Angleterre n'a dû progresser que faiblement de 1894 à 1900 ; l'Allemagne, si elle a davantage développé sa production au cours de cette même période, est certainement bien loin de l'avoir doublée, et l'on serait sans doute optimiste en admettant qu'elle dépasse 20 milliards de francs ; quant à la France, son industrie progresse lentement, on le sait. D'ailleurs, en ces deux derniers pays, il conviendrait aussi de tenir compte de la hausse des prix qui est la conséquence des tarifs protectionnistes.

La primauté industrielle des États-Unis est donc incontestable, et ils doivent déjà l'avoir conquise depuis assez longtemps, probablement depuis une époque intermédiaire entre 1880 et 1890. Et cependant, chose remarquable, la proportion de leur population qui consacre son activité à l'industrie est sensiblement moindre que celle qu'on observe en Angleterre, en Allemagne, en France. S'il y a, aux États-Unis, beaucoup plus de capitaux engagés dans l'industrie que dans

l'agriculture, et si les produits manufacturés l'emportent de beaucoup sur les produits agricoles, dont la valeur brute n'est que de 23 milliards 700 millions de francs et la valeur nette[1] de moins de 18 milliards 900 millions de francs, il s'y trouve pourtant beaucoup plus de gens qui gagnent leur vie dans l'agriculture que dans l'industrie. Nous croyons intéressant de donner ici la répartition de la population américaine par profession aux trois derniers recensements :

PROFESSIONS DE LA POPULATION DES ÉTATS-UNIS

	Milliers d'individus.		
	1880.	1890.	1900.
Agriculture	7.714	8.566	10.382
Professions libérales	603	944	1.259
Services personnels	3.424	4.221	5.581
Commerce et transports	1.866	3.326	4.767
Industrie	3.785	5.678	7.086
Total	17.392	22.736	29.074

	Proportion p. 100.		
	1880.	1890.	1900.
Agriculture	44.3	37.7	35.7
Professions libérales	3.5	4.1	4.3
Services personnels	19.7	18.6	19.2
Commerce et transports	10.7	14.6	16.4
Industrie	21.8	25.0	24.4
Total	100.0	100.0	100.0

En Grande-Bretagne et Irlande, au contraire, sur 16.700.000 personnes formant la population active,

1. En déduisant la valeur des produits mangés par le bétail sur les exploitations où ils ont été obtenus.

9 millions sont, d'après le recensement de 1901, occupées à l'industrie, 1.680.000 au commerce, 2.460.000 à l'agriculture. Ainsi, la population industrielle britannique serait, en chiffres absolus, sensiblement plus nombreuse que la population industrielle américaine, bien que la valeur des objets fabriqués par la première ne soit pas beaucoup plus de la moitié des objets fabriqués par la seconde. Sans doute il convient, ici encore, de regarder de près les statistiques, et d'observer que les transports, qui emploient un si grand nombre de gens, sont classés, en Amérique, avec le commerce, tandis qu'ils paraissent, en Angleterre, être compris dans l'industrie. Toutefois, l'effectif du personnel des transports est, assurément, bien moindre dans les Iles Britanniques qu'aux États-Unis (qui ont un réseau ferré sept ou huit fois plus considérable) et, même si l'on défalque ce personnel du chiffre de la population industrielle, celle-ci resterait encore plus nombreuse en Angleterre que dans la grande République du Nouveau-Monde.

Lors même qu'ainsi rectifiés ces chiffres ne seraient pas encore rigoureusement comparables, par suite de divergences secondaires dans la rédaction des bulletins de recensement, il n'en est pas moins vrai qu'ils sont assez près de l'être pour permettre de conclure que le travail d'un ouvrier américain est, en moyenne, plus productif que celui d'un ouvrier anglais et, *a fortiori*, que celui d'aucun autre ouvrier au monde. Il faut noter, d'après les statistiques du dernier et des précédents *Census* que nous avons reproduites, que le nombre des femmes et surtout des enfants employés dans l'industrie paraît proportionnellement moindre aux États-Unis qu'ailleurs, situation très heureuse et qui contribue à relever déjà la puissance de production moyenne de

l'ouvrier; mais la différence semble trop grande entre cette puissance de production aux États-Unis et dans les autres pays pour que cette prépondérance des hommes suffise seule à l'expliquer. Il faut aussi, soit que l'ouvrier américain donne un travail plus intense, soit qu'il reçoive des machines un concours plus efficace, soit que l'une et l'autre de ces conditions se trouvent réalisées. Nous reviendrons dans la suite de cet ouvrage sur cette plus grande productivité de la main d'œuvre américaine, de même que sur la grande productivité du capital (laquelle paraît cependant en voie de décroissance aux derniers *Census*, comme il arrive en général lorsqu'on s'éloigne des origines de l'industrie): mais il était utile de noter, dès le début, ces facteurs favorables de l'industrie américaine.

Quelles sont, en définitive, les causes de son immense et si rapide essor? C'est ce que se demande le rapport sur le *Census* et il est intéressant de voir à quoi les Américains attribuent leurs succès industriels. Ils en trouvent cinq causes principales : 1° leurs ressources agricoles ; 2° leurs ressources minérales ; 3° le développement et la perfection des moyens de transport ; 4° la liberté du commerce entre tous les États et Territoires ; 5° le fait que leur population est affranchie d'idées héritées du passé et ultra-conservatrices (*freedom from inherited and over-conservative ideas*).

L'influence des deux premiers facteurs, qui sont par excellence les deux facteurs naturels dérivant du sol et du climat, est très considérable. Les États-Unis possèdent des sols variés et aussi presque toutes les variétés de climat, sauf le climat purement tropical (encore que celui de l'Extrême-Sud soit au moins semi-tropical) ; d'où une grande abondance de produits alimentaires et de matières premières animales ou végétales

très variées et à très bon marché. Ainsi pour la plus importante des matières premières appartenant au règne végétal, le coton, les États-Unis fournissent les quatre cinquièmes de la production du globe. Ils ne sont pas moins favorisés à l'égard des matières premières d'origine minérale, grâce à la richesse de leur sous-sol : ils se trouvent à la tête de tous les pays du monde pour le charbon de terre, qui est la grande source de force de l'industrie moderne et dont ils produisaient (1899) 230 millions de tonnes sur 720 millions qu'on extrait dans le monde entier, pour le minerai de fer dont ils produisent 25 millions de tonnes sur 79 millions, pour le cuivre, dont ils produisent 257.000 tonnes sur 470.000[1]. Ils sont encore assez favorisés à l'égard des métaux plus secondaires, n'étant dépassés que par l'Allemagne pour le zinc et venant au premier rang pour le plomb ; parmi les métaux usuels, l'étain seul leur manque comme à presque tous les grands pays civilisés[2] ; ils ont le nickel, sinon chez eux, du moins à leurs portes, au Canada. Ils partagent avec la Russie le monopole du pétrole, qui prend de jour en jour une plus grande importance ; ils possèdent, avec la France, les plus vastes gisements de bauxite, d'où l'on extrait l'aluminium, auquel on prédit un si grand avenir et pour la production duquel ils ont déjà pris la tête de toutes les nations.

Voilà leurs avantages naturels ; on ne saurait trop y insister, surtout en ce qui a trait aux mines. C'est l'infériorité de ses ressources minérales qui a nui à la France plus que toute autre chose pendant le

1. En 1902, les États-Unis ont produit 272 millions de tonnes de houille et d'anthracite sur un total de 800 millions, 35 millions de tonnes de minerai de fer et 277.000 tonnes de cuivre sur 533.000.

2. L'Angleterre seule, parmi ces pays civilisés, en possède, mais l'importance de ses mines est secondaire aujourd'hui.

XIXe siècle ; c'est la richesse des leurs qui a le plus servi l'Angleterre et l'Allemagne ; mais elles ont trouvé plus riche qu'elles dans les États-Unis. Peut-être le XXe siècle prépare-t-il à la France, dans une certaine mesure, une revanche, avec la houille blanche, la force des chutes d'eau, dont nous avons plus que l'Allemagne et dont l'Angleterre n'a presque pas ; mais ici encore, les États-Unis paraissent être au premier rang. Combien de chutes des Alpes ne faut-il pas pour égaler le seul Niagara? Et les Montagnes Rocheuses, les Alleghanys même récèlent bien d'autres forces prêtes à être utilisées. Ce n'est certes pas la nature qui mettra obstacle dans l'avenir au développement industriel des États-Unis.

Elle ne leur a pas seulement donné les produits les plus précieux, agricoles et minéraux, mais de non moins précieux moyens de les transporter. Leurs 18.000 milles de rivières navigables servent directement à beaucoup de transports et forcent, en outre, les chemins de fer à abaisser leurs tarifs pour soutenir la concurrence. Puis, surtout, ils ont la magnifique voie des Grands Lacs, qui n'a pas malheureusement de bonne issue vers l'Océan, mais qui forme une ligne de transports intérieurs sans pareille, ayant à l'une de ses extrémités les plus riches mines de fer et de cuivre, les plus belles futaies, et à l'autre les plus vastes gisements de houille : le prix moyen du fret sur ces Grands Lacs est aujourd'hui d'un cinquième de centime par tonne kilométrique, et, par les canaux du Sault-Sainte-Marie, entre le Lac Supérieur et le Lac Huron, il passe cinq fois plus de navires que par le canal de Suez. Quant aux chemins de fer, ils ont été faciles à construire, et les Américains ont montré la plus grande ingéniosité et le plus remarquable esprit d'organisation

dans la manière de les agencer. Ils sont parvenus à réduire le tarif moyen à 2 centimes la tonne kilométrique, ce qu'on ne trouve en aucun pays d'Europe. C'est le tiers de ce qu'il était aux États-Unis mêmes il y a trente ans.

Il est assez curieux de voir les Américains, si protectionnistes, insister sur les avantages que leur a procuré le libre-échange entre les États de l'Union. Mais de fait, ceux-ci forment sur le globe le plus vaste territoire où règne l'absolue liberté commerciale. Comme l'écrit, dans ses *Vingt ans de Congrès*, l'ancien secrétaire d'État Blaine, ils jouissent à la fois du libre-échange et de la protection et c'est ce qui a déterminé leur développement sans pareil et leur merveilleuse prospérité. Grâce à leur marché si vaste et à leur population rapidement croissante, ils peuvent éviter, en effet, les écueils ordinaires de la protection, et notamment l'arrêt du progrès, qu'entraînent l'absence de concurrence et l'étroitesse des débouchés.

Enfin, on ne saurait nier que ç'a été un avantage pour les États-Unis d'édifier leur grande industrie sur une table presque rase. En Europe les anciennes organisations de métier, les artisans qui se transmettaient héréditairement leurs vieilles méthodes de travail, résistaient, instinctivement et fort naturellement, à l'introduction des machines, comme y résistent encore aujourd'hui parfois certaines catégories d'ouvriers. Pareils faits sont infiniment plus rares en Amérique, où chacun vit, pour ainsi dire, dans une atmosphère de modifications perpétuelles, et est habitué à l'idée de quitter un métier pour un autre, où les hommes qui ont eu l'énergie nécessaire pour émigrer loin de leur foyer, pour affronter une nouvelle existence dans un monde nouveau, ni les fils de ces hommes ne craignent plus

aucun changement. Et c'est ici qu'intervient le facteur humain, qui est, après tout, le facteur le plus essentiel de la grandeur d'une nation pourvu que la nature lui fournisse de quoi s'exercer. Partie parce qu'il est le produit d'une sélection parmi les plus hardis des fils de l'Ancien-Monde, partie par suite des influences de milieu, l'Américain est particulièrement énergique, entreprenant, progressif, ingénieux à combiner des machines et à s'en servir. C'est dans ces remarquables qualités, aussi bien que dans l'admirable richesse de son pays que réside la cause de ses succès.

CHAPITRE II

L'organisation de l'industrie américaine. — La grande et la petite industrie. La concentration industrielle.

L'industrie américaine dont les causes que nous venons d'énumérer ont fait la plus puissante, en même temps que la plus jeune du monde, peut passer pour le type de l'industrie moderne, se développant dans les conditions les plus favorables. Aussi, est-il particulièrement instructif d'en examiner l'organisation et les tendances, de voir quelles formes elle a revêtues pour tirer le meilleur parti des ressources qui s'offraient à elle et qui n'auraient pas suffi à assurer sa prospérité, si l'ingéniosité des hommes ne les avait admirablement mises en œuvre.

De même qu'en étudiant l'agriculture, nous avons d'abord recherché quelle était, aux États-Unis, la situation de la propriété et dans quelles proportions se mêlaient les grandes, les moyennes, les petites exploitations, de même nous devons étudier quelle est, dans l'activité manufacturière de l'Union, la part de la grande et celle de la petite industrie. Rien ne saurait être plus important, au point de vue social et au point de vue économique même, que l'état de concentration plus ou moins grand de la production et les tendances qui se manifestent à ce point de vue.

Nous avons vu qu'en 1900, il existait aux États-Unis 512.339 établissements industriels[1] employant 5.316.802 ouvriers, qui recevaient 2 milliards 329 millions de dollars ou environ 12 milliards de francs de salaires; ces établissements possédaient un capital d'ensemble de 9 milliards 835 millions de dollars, soit presque exactement 50 milliards de francs et fournissaient une somme totale de 13 milliards de dollars ou 67 milliards de francs de produits.

Le chiffre des établissements est trois fois et demie plus considérable qu'en 1860, celui des ouvriers quatre fois plus, celui du capital près de dix fois plus, celui des salaires et des produits six fois plus. Ceci n'indique pas de tendance bien marquée à une concentration croissante.

1. Il importe de bien s'entendre sur la signification de ce mot *établissement* : « Le terme *établissement*, dit le rapport sur le *Census*, est défini comme désignant une ou plusieurs usines appartenant à, ou se trouvant sous la direction de (*controlled by*) un même individu, une même firme, ou une même Société, situées dans une même ville ou un même comté, et affectées à une même industrie. » Le comté est, on le sait, une subdivision de l'Etat, qu'on pourrait, en général, comparer, *grosso modo*, à notre canton pour ce qui est de la population (mais le plus souvent bien supérieur en étendue). Il résulte de là que, si une Société prospère construit pour s'agrandir de nouvelles usines, soit à côté de celles qu'elle possède déjà, soit à quelque distance, mais dans le même comté, elle ne crée pas ainsi de nouveaux établissements, au sens du *Census*. Mais si, un tissage, par exemple, s'adjoint une filature, c'est un nouvel établissement. Cependant dans beaucoup de cas, lorsque plusieurs industries sont exploitées par un même individu ou une même Société dans un même groupe de bâtiments, « sous le même toit », dit le *Census*, l'ensemble ne compte que pour un seul établissement. C'est ce que l'on fait, notamment pour les usines, assez nombreuses dans le Sud, où « suivant la saison, on scie du bois, on égrène du coton ou on carde de la laine ». On voit que le mot a une certaine élasticité. Cela est nécessaire et, en 1870, où l'on avait voulu lui donner trop de précision, on était arrivé à multiplier d'une façon arbitraire et excessive le nombre des « établissements ».

en ce qui concerne le nombre moyen des ouvriers par établissement. Nous reviendrons dans un instant sur les réserves qu'il convient de faire à ce sujet. Mais on voit que, si chacun de ces établissements ne paraît pas avoir beaucoup plus d'ouvriers, il a un capital près de trois fois plus considérable qu'il y a quarante ans et fabrique des produits pour une valeur presque double. Il paye aussi près de deux fois plus de salaires. Il résulte également de ces données que, pour obtenir une valeur déterminée de produits, il faut plus de capital en 1900 qu'en 1860 : il en est généralement ainsi, quand un pays et une industrie cessent d'être tout à fait neufs, quand la concurrence s'y développe et fait baisser les prix, en même temps que les perfectionnements successifs des machines entraînent des augmentations de capital importantes. Par contre, pour fabriquer une valeur donnée de produits, il faut moins de main-d'œuvre en 1900 qu'en 1860 (puisque la valeur des produits a plus que sextuplé durant ces quarante ans, tandis que le nombre des ouvriers a seulement quadruplé).

Quant à la somme des salaires distribués, elle s'est accrue, non pas seulement en proportion du nombre des ouvriers, mais sensiblement plus vite, presque dans la même proportion que la valeur des produits. Ainsi, depuis 1860, la rémunération de la main-d'œuvre a augmenté aux États-Unis. Celle du capital a fléchi, au contraire, pour une double raison : d'une part la valeur brute des produits qu'on peut obtenir avec un capital donné est moindre aujourd'hui, d'autre part — nous le verrons ultérieurement — le profit réalisé sur un chiffre d'affaires déterminé, se trouve plus faible également.

Ce contraste est intéressant à noter ; il ne fait que confirmer ce qu'on observe en Europe ; mais il est bon de remarquer qu'aux États-Unis aussi, en ce pays

moderne par excellence, les faits démentent complètement les diverses théories socialistes sur la loi d'airain des salaires, sur la paupérisation croissante du prolétariat, sur les bénéfices exorbitants du capital.

Il est probable qu'en réalité, le nombre des établissements industriels s'est accru moins rapidement depuis quarante ans que ne semblent l'indiquer les statistiques des *Census* successifs. Ceux-ci sont faits chaque fois avec plus de soin, en sorte que le nombre des choses à recenser qui se trouvent omises devient chaque fois moindre[1]. Or les établissements qui ont échappé aux recensements lors des anciens *Census* sont, évidemment, à peu près tous, de petits établissements, occupant un nombre d'ouvriers très faible, inférieur à la moyenne; il en résulte que leur omission a réduit le chiffre constaté des établissements dans une proportion plus forte que celui des ouvriers et a pu avoir ainsi pour effet de masquer la tendance à la concentration de l'industrie, qu'on s'étonne de ne pas voir plus marquée. Quelque importance qu'on accorde toutefois à ces

1. Il est notoire, par exemple, que jusqu'au dernier *Census* (où l'attention des recenseurs a été spécialement attirée sur ce sujet) la plupart des égrenages de coton annexés aux plantations importantes du Sud échappaient à la statistique industrielle, étant considérés comme des accessoires de l'exploitation agricole. D'autre part, en 1900, un nombre de villes plus grand que précédemment a été confié, pour la statistique industrielle, à des agents spéciaux qui opèrent avec plus de soin et de compétence que les recenseurs ordinaires, ce qui a écarté bien des omissions. Enfin, on pourrait croire que l'abolition de l'esclavage, ayant modifié profondément les conditions économiques du Sud, a eu pour conséquence d'y faire naître un grand nombre de petits métiers, pour suppléer aux travaux que la main-d'œuvre servile exécutait naguère sur les plantations, et que cela a pu masquer le développement de la grande industrie dans le Nord. L'hypothèse ne paraît pas vérifiée, car de 1880 à 1900 le nombre des établissements a crû plus vite encore que de 1860 à 1880.

erreurs, et à moins d'admettre que le *Census* de 1860 soit tout à fait faux, ce qui n'est certainement pas, on n'en est pas moins porté à conclure que la concentration industrielle est moins accusée et moins générale qu'on ne serait tenté de le croire d'abord.

Quoi qu'il en soit, ce que nous venons de dire des omissions de nombreux petits établissements, qui ont dû être commises lors des précédents *Census*, n'affecte que peu la statistique du nombre des ouvriers, celle des salaires, celle des capitaux et celle des produits, précisément parce que ces établissements n'ont échappé à la statistique qu'à raison de leur peu d'importance. Les observations que nous avons faites au sujet de la situation respective du capital et de la main-d'œuvre, de la rémunération croissante de cette dernière et de la productivité moindre du premier subsistent donc; il semble même qu'elles prennent plus de force en ce qui concerne la hausse des salaires, car dans les petits établissements omis, la main-d'œuvre peu rémunérée d'apprentis ou de membres de la famille du patron devait jouer un grand rôle; en sorte que la moyenne des salaires était en réalité plus basse en 1860 ou 1880 qu'il n'appert des chiffres des *Census*.

Les 512.339 établissements recensés en 1900 et dont nous nous sommes occupés jusqu'ici, occupaient 5.316.802 ouvriers, soit une moyenne d'un peu plus de 10 ouvriers par établissement. Mais il ne s'agit là que des établissements obtenant plus de 500 dollars ou 2.590 francs de produits annuels. Certes, un atelier où l'on n'arrive pas à fabriquer une telle valeur de produits (il ne s'agit pas de bénéfices), n'a qu'une importance bien faible; il s'en rencontre pourtant beaucoup dans ce cas. On en a dressé la statistique pour la première fois au dernier *Census* et l'on en a trouvé près de

130.000. Ils figurent dans le tableau suivant qui donne l'état de l'industrie américaine, en distinguant entre les arts et métiers et les ateliers industriels proprement dits :

SITUATION DE L'INDUSTRIE AMÉRICAINE EN 1900

	Arts et métiers.	Établissements fabriquant moins de 500 dollars de produits.	Tous autres établissements.	Total[1].
Nombre d'établissements.	215.814	127.419	296.440	640.194
Capital (millions de doll.).	392	44.4	9.425	9.862
Propriétaires ou associés.	242.164	136.127	330.457	708.738
Ouvriers.	559.130	64.702	4.749.276	5.373.108
Salaires (millions de doll.).	288	2.1	2.034	2.324
Dépenses div. — .	125	2.5	903	1.030
Coût total des matériaux (en millions de doll.) .	483	8.9	6.863	7.365
Dont :				
Matières brutes	9	1.4	2.380	2.392
Matériaux partiellement manufacturés.	463	7.4	4.171	4.650
Combustible et transports.	11	»	311	323
Valeur des produits . . .	1.184	29.8	11.821	13.063

Il manque à ce tableau, tel qu'il figure dans le rapport sur le *Census*, un élément intéressant : c'est le

1. Dans ces totaux sont compris, outre les établissements dont les statistiques se trouvent dans les trois premières colonnes du tableau, 138 établisssements de l'Etat et 383 établissements appartenant à des institutions scolaires, charitables ou pénitentiaires (la plupart des établissements de ces deux dernières catégories n'ayant pas été recensés aux précédents *Census* ne figurent pas non plus dans les 512.339 établissements dont on s'est occupé plus haut). Pour ces établissements gouvernementaux, scolaires, charitables et pénitentiaires, on ne nous donne, du reste, dans ce tableau, que les renseignements relatifs aux matières premières et aux produits; ce qui concerne le capital, les ouvriers, les dépenses diverses, étant omis. C'est peut-être là l'explication d'un léger manque de concordance que l'on observe pour les ouvriers et les salaires, entre les chiffres de ce tableau et ceux donnés plus haut, pages 189 et 190.

nombre des employés payés au mois ou à l'année, et le total de leurs traitements. En nous reportant au tableau que nous avons donné dans le précédent chapitre nous voyons que ce nombre est de 397.174 (dont 22.342 seulement pour les arts et métiers). Leurs traitements s'élèvent ensemble à 404 millions de dollars (dont un peu moins de 16 millions pour ceux employés dans les arts et métiers).

Des données qui se trouvent résumées dans les chiffres ci-dessus, il résulte que, si l'industrie proprement dite, (opposée aux arts et métiers et aux établissements minuscules), occupe moins de la moitié des établissements, elle emploie les dix-neuf vingtièmes des capitaux, près des neuf dixièmes des ouvriers et fabrique plus des neuf dixièmes des produits. On peut considérer que tous les établissements classés parmi les arts et métiers appartiennent à la petite industrie, sauf de bien rares exceptions ; de même, sans exception cette fois, les petits établissements qui n'obtiennent pas chacun 500 dollars de produits. Quant au reste, quant à l'industrie proprement dite, où chaque établissement a, en moyenne, 31.400 dollars de capital, occupe 16 ouvriers et fabrique 39.400 dollars de produits, il convient d'examiner les choses de plus près, afin de faire le départ entre la grande, la petite et la moyenne industrie, pour autant qu'on puisse tracer de ligne de démarcation nette entre ces divers groupes.

Le *Census* de 1900 nous en fournit le moyen. Dans l'un de ses plus intéressants tableaux, il classe les établissements industriels suivant le nombre des personnes qu'ils emploient en comprenant dans ce nombre les ouvriers aussi bien que les employés au mois ou à l'année, mais non les propriétaires des établissements ou leurs associés.

D'après ce tableau, sur les 512.254 établissements industriels privés fabriquant plus de 500 dollars de produits, qui existaient aux États-Unis en 1900[1], il s'en trouve 110.510, plus de 20 p. 100 qui n'ont aucun employé, où tout l'ouvrage est fait par le ou les propriétaires ; 232.726 ou 45 p. 100 ont moins de 5 employés ; 112.138, soit 22 p. 100 occupent de 5 à 20 personnes ; on peut encore comprendre ces derniers dans les cadres de la petite industrie, qui engloberait ainsi la proportion énorme de 89 p. 100 des établissements industriels de l'Union, même en ne considérant que ceux dont le chiffre d'affaires dépasse 500 dollars. Ce qu'il y aurait de plus intéressant serait de savoir quel est le nombre total des personnes occupées dans ces établissements de petite industrie. On ne nous donne aucun renseignement à ce sujet, de sorte que nous en sommes, malheureusement réduit aux conjectures. Faisons-en donc, puisqu'il le faut, et supposons que le nombre moyen d'employés occupés dans les établissements ayant moins de 5 employés soit de 2, supposons de même que le nombre moyen des employés occupés dans les établissements qui en ont de 5 à 20 soit de 10, ce qui paraît être dans l'ordre des vraisemblances. Il suivrait de là que le nombre des employés et ouvriers de la petite industrie serait tout près de 1.587.000, sur un total de 5.700.000. Mais il faut tenir compte encore des propriétaires ou associés ; ceux-ci sont, dans l'ensemble, un peu plus nombreux que les établissements. On peut donc évaluer leur nombre à 500.000 environ pour la petite industrie, qui occuperait ainsi 2 millions à 2.100.000 personnes,

1. Sont compris dans ces chiffres tous les établissements privés, les arts et métiers inclus ; par contre sont exclus les établissements gouvernementaux, scolaires, charitables et pénitentiaires.

soit presque exactement le tiers des 6.300.000 environ qu'occupe l'ensemble de l'industrie. En admettant même que nos coefficients soient un peu exagérés, il paraît, en tout cas, impossible d'évaluer à moins de 1.800.000 les personnes occupées dans la petite industrie. C'est encore une proportion considérable.

Ce que l'on peut appeler la moyenne industrie, c'est-à-dire l'ensemble des établissements occupant de 20 à 100 ouvriers, comprend 43.000 établissements, soit 8 p. 100 du total dont 32.408 emploient 21 à 50 personnes et 11.663 emploient 51 à 100 personnes. En estimant à 25 et 60 respectivement le nombre moyen des employés dans ces deux groupes, on obtient un chiffre de 800.000 pour le premier, de 700.000 pour le second, soit 1.500.000 personnes qu'il faudrait encore grossir du nombre des propriétaires et associés ; mais nous nous en tiendrons là, de crainte d'exagérer. La moyenne industrie occuperait donc un quart environ de la population industrielle.

L'ensemble des établissements employant moins de 100 personnes forme ainsi plus de 97 p. 100 du nombre total et paraît occuper 3.500.000 personnes, soit très sensiblement plus de la moitié de l'ensemble.

La grande industrie fait vivre les autres. Elle comprend 8.494 établissements occupant de 101 à 250 personnes, 2.809 ayant de 251 à 500 employés et ouvriers, 1.063 de 501 à 1.000, et enfin 443 établissements ayant plus de 1.000 employés ou salariés. Ces énormes usines des deux dernières catégories, dont l'existence est le trait caractéristique de l'industrie moderne, sont peu nombreuses, on le voit, mais elles occupent une très forte proportion de la population industrielle, quelque 20 p. 100 sans doute, aux États-Unis. Le plus grand de tous les établissements industriels est une usine productrice de fer et d'acier, qui se trouve dans l'État d'Ohio et emploie

7.477 personnes ; vient ensuite une manufacture de coton du New-Hampshire avec 7.268 personnes, puis une fabrique de machines agricoles de l'Illinois, avec 6.728, et une fabrique d'appareils électriques en Pennsylvanie avec 6.318. Quatre autres aciéries, en Pennsylvanie, dans l'Illinois et le Massachusetts occupent de 4.000 à 6.000 personnes; une autre fabrique de machines agricoles de l'Illinois et une d'appareils électriques, de l'Illinois également, ont aussi plus de 4.000 ouvriers et employés.

Ces établissements monstres appartiennent à des industries où la tendance à la concentration s'est montrée beaucoup plus forte que dans la généralité des autres. C'est ainsi que la production du fer et de l'acier avait lieu en 1860 dans 542 établissements ayant chacun, en moyenne, 82.000 dollars de capital, employant 65 ouvriers et fabriquant pour 97.000 dollars de produits ; en 1900, elle a 668 établissements, moins qu'en 1890, 1880 et 1870, et le capital moyen de chacun est 858.000 dollars, dix fois plus qu'il y a quarante ans, trois fois plus qu'il y a vingt ans, avec 333 ouvriers et 1.203.000 dollars de produits. De même, en 1860, la filature et le tissage du coton occupaient 1.091 établissements ; en 1900, il s'en trouve 1.055, plus il est vrai que dans tous les *Census* intermédiaires, mais le capital moyen de chacun a passé de 90.000 à 442.000 dollars, le nombre des ouvriers de 112 à 287, la valeur des produits de 106.000 à 321.000 dollars.

Les machines agricoles forment un exemple plus remarquable encore au point de vue de la rapidité avec laquelle la concentration s'opère ; il y a quarante ans, leur fabrication appartenait surtout à la petite industrie, bien que la célèbre maison Mac Cormick remonte plus haut ; aujourd'hui, c'est devenu une branche de la grande industrie. En 1860, il n'existait pas moins de

2.116 fabriques de machines agricoles, mais chacune n'avait en moyenne, que 6.500 dollars de capital, n'occupait que 8 ouvriers et ne réalisait que 9.800 dollars de produits; aujourd'hui, il n'y a plus que 715 établissements, mais leur capital moyen est de 220.000 dollars, ils occupent 65 ouvriers et donnent pour 141.000 dollars de produits chacun. Les industries du verre, du papier, du cuir, de la cordonnerie, de la bonneterie, des filés et tissus de laine, de la soie, des tapis, de la préparation des viandes, de la brasserie et des spiritueux, des constructions navales, à un moindre degré des tabacs, sont également remarquables par l'intensité de leur tendance à la concentration.

Cette tendance se manifeste donc de la façon la plus évidente aux États-Unis et les effets s'en produisent très rapidement dans beaucoup d'industries. Un grand nombre d'autres n'y échappent qu'en apparence, par l'exactitude croissante des relevés des *Census* qui notent aujourd'hui bien des petits établissements qu'on négligeait naguère : tel est le cas de la minoterie, de la fabrication industrielle du beurre et du fromage. Mais, on voit cependant, par les chiffres que nous avons donnés, qu'il existe encore, à côté de la grande industrie, une large place pour la petite. Il convient même de noter que toute grande industrie en naissant, crée généralement à côté d'elle, de petites industries accessoires ne fût-ce que pour les réparations de ses produits. Ainsi, même en ce pays d'Amérique où l'on répare peu, on relève parmi les arts et métiers, 85 ateliers de réparation de machines à écrire, 396 de machines à coudre et 6.331 ateliers de réparation de bicycles et tricycles! Ainsi, malgré les progrès de la grande industrie, malgré le rôle croissant qu'elle joue dans la production, on ne saurait dire que la petite soit près de disparaître.

CHAPITRE III

Les capitaux industriels et leur rémunération. L'association des capitaux. — Les trusts.

Avant d'aborder l'examen des diverses branches de l'industrie américaine, il est bon d'en étudier d'une manière générale les trois grands facteurs : le capital, le travail humain et la force motrice (quand celle-ci est distincte de la main-d'œuvre fournie par l'homme, ce qui est toujours le cas dans les grands et moyens établissements et constitue la caractéristique essentielle de l'industrie moderne). Nous venons de voir que le capital employé dans l'industrie américaine, s'élevait à plus de 9 milliards 800 millions de dollars, soit plus de 50 milliards de francs. Dans cette somme ne se trouvent compris, ni le capital des entreprises minières, ni celui des entreprises de transports, chemins de fer et autres, il importe de s'en souvenir. Cela explique que les capitaux industriels ne forment guère que 10 p. 100 de la richesse totale des États-Unis, laquelle était évaluée, en 1900, à 94 milliards de dollars, soit environ 487 milliards de francs, un tant soit peu plus du double de la richesse estimée de la France ; la population des États-Unis étant, du reste, presque exactement double de celle de notre pays.

Que représentent ces 9 milliards 800 millions de dollars de capitaux industriels, et, tout d'abord, quelle est

la définition exacte du terme capital, tel que l'entend ici le *Census* américain, car il y a plus d'une manière d'établir le compte d'un capital de ce genre ? Les questions inscrites sur les bulletins de recensement de 1900, distinguaient, pour un établissement industriel, quatre catégories de capitaux, dont elles demandaient séparément la valeur : 1° le terrain, 2° les bâtiments, 3° les machines, outils et instruments, 4° enfin, le *live capital*, le « capital vif » comprenant les espèces en caisse, les créances, les comptes non réglés, les matières premières, les matières en voie de transformation, les stocks de produits finis, et autres articles divers. « La réponse, disait l'instruction accompagnant le questionnaire, doit indiquer le montant total du capital, propre et emprunté. Les divers postes du capital, tant fixe que de roulement, peuvent être portés pour le montant indiqué dans les livres. Lorsque des terrains ou des bâtiments sont loués, le fait doit être indiqué, mais aucune valeur ne doit leur être attribuée. »

Les questions relatives aux capitaux employés dans l'industrie ont été formulées de même aux deux derniers *Census*, celui de 1890 et celui de 1900. Aussi les chiffres recueillis en ces deux années, 6.525 millions de dollars pour 1890 et 9.818 millions[1] de dollars pour 1900, sont-ils comparables, et l'on peut admettre que le capital de l'industrie américaine a augmenté d'environ moitié au cours de cette décade. Par contre, en 1880 et aux *Census* antérieurs, on s'était borné à poser la question sous sa forme la plus générale et à demander quel était le capital employé dans l'affaire,

1. Dans toutes ces considérations générales sur l'industrie américaine, nous négligeons, avec le *Census*, les infimes établissements qui fabriquent pour moins de 500 dollars de produits annuellement.

capital (real and personal) invested in the business.

Le général Walker, le distingué statisticien qui dirigeait le chapitre de l'industrie dans les *Census* de 1870 et de 1880 n'hésitait pas à dire que, réduite à cette forme grossière, l'enquête concernant les capitaux ne pouvait donner de résultat utile, car la question posée était trop peu définie et donnait lieu à des interprétations trop diverses. Dans beaucoup de cas, les fonds de roulement semblent avoir été omis, au moins en partie ; même des éléments du capital fixe, tels que la valeur des chutes d'eau fournissant de la force motrice étaient également passés sous silence ; les fonds provenant de l'escompte du papier de commerce n'étaient généralement pas comptés et ne pouvaient guère l'être, vu la manière dont la question était posée. Il en résulte qu'il serait assez aventuré d'affirmer que le capital de l'industrie des États-Unis a réellement plus que doublé entre 1880 et 1890 ; le chiffre de 2,790 millions auquel l'estimait le *Census* de 1880 semble devoir être relevé pour être rendu comparable à ceux de 1890 et de 1900 et la progression véritable paraît moins forte que ne l'indiquent à première vue les statistiques.

Un certain nombre de statisticiens et d'économistes américains, parmi lesquels le général Walker lui-même, semblaient croire qu'il était préférable de renoncer à toutes recherches concernant les capitaux industriels, en présence de la difficulté d'obtenir des données sérieuses, même approximativement exactes, et des objections que soulevaient ces recherches de la part des intéressés. Grossiers et incertains comme ils l'étaient, les résultats obtenus risquaient d'ailleurs, ainsi que l'observait le professeur Mayo-Smith, de donner naissance à des déductions tout à fait erronées concernant l'importance relative et la part de rémunération respective

du capital et du travail. On a cependant continué de poser la question relative au capital, en s'occupant seulement de la mieux définir, de façon à éviter les malentendus, et en cherchant à y englober tout ce qui est réellement du capital industriel. Nous croyons qu'on a sagement agi, car les statistiques ainsi dressées sont intéressantes, bien qu'on ne puisse les considérer que comme approximatives, vu le nombre et l'importance des causes d'erreur qui, par la force des choses, subsistent encore.

Ces imperfections, le rapport sur le *Census* de 1900 ne cherche pas à les dissimuler. Il les signale au contraire. Les statistiques américaines sont présentées avec beaucoup de franchise, et ne prétendent pas à l'exactitude absolue lorsqu'il est impossible d'y atteindre. Elles indiquent elles-mêmes, s'il y a lieu, qu'il ne faut pas leur accorder un degré de confiance exagérée. Il n'est presque pas un chapitre du *Census* qui ne soit accompagné d'observations concernant les « limites à l'usage des statistiques », *limitations upon the use of Census Statistics;* on y met le lecteur en garde contre la tentation de trop raffiner dans l'analyse des chiffres et d'y chercher des indications économiques qu'ils ne peuvent pas toujours donner. Grâce au soin avec lequel on note ainsi, à côté des données numériques, les causes qui ont pu les entacher d'erreur, il est toujours possible de voir jusqu'à quel point on peut légitimement raisonner sur elles, et où il convient de s'arrêter dans les conclusions qu'on en tire. Nous souhaiterions, soit dit en passant, qu'on agît de même dans nos statistiques françaises, qui sont souvent beaucoup plus légèrement faites que les américaines, et où l'on ne cherche nullement à discerner le bon grain de l'ivraie.

Sur le point spécial qui nous occupe, il est clair,

comme le dit le rapport sur le *Census*, que, « malgré que le terrain, les bâtiments, l'outillage d'une usine soient en eux-mêmes des choses suffisamment tangibles et définies, leur valeur est, dans une large mesure, intangible et mal définie... La valeur du terrain où se trouve une manufacture peut dépendre entièrement du fait de l'existence de cette manufacture... » Il en peut être de même de la valeur des bâtiments, voire de celle des machines, à un moindre degré pourtant. En règle générale, dit le rapport, les chiffres donnés par le *Census* représentent la valeur marchande du matériel ; or, dans la plupart des établissements anciens et prospères, le capital réel absorbé par l'outillage est beaucoup plus considérable que sa valeur marchande actuelle[1]. D'autre part, en ce qui concerne le *live capital*, si les éléments qui le composent peuvent être évalués avec plus de certitude (réserve faite pour les créances douteuses), on se heurte à l'inconvénient des doubles emplois. Voici par exemple les capitaux d'emprunt. « Un établissement ne se sert généralement pas de son crédit dans la même mesure pendant toute la durée de l'année. Au moment où le *Census* a été pris, certains établissements avaient largement recours au crédit pour se procurer des matières premières ou mettre en stock leurs produits finis. D'autres voyaient, au contraire, leurs besoins de fonds d'emprunts réduits au minimum ou à rien, ou faisaient même beaucoup plus de crédit à autrui qu'ils n'en demandaient... Les prêts faits à une maison peuvent d'ailleurs avoir été reprêtés par elle à une seconde,

1. Il convient de bien remarquer que dans les statistiques du *Census* relatives au capital industriel, on ne s'occupe nullement du capital-actions ou obligations des établissements appartenant à des Sociétés ; on recherche la valeur véritable, en capital, de l'établissement, ce qui est souvent très différent.

et par celle-ci à une troisième. » D'où divers doubles ou triples emplois. En outre, remarque encore le *Census*, un établissement donné a constamment des comptes ouverts avec nombre d'autres établissements pour l'achat de matériaux et la vente de produits. L'ensemble de ces comptes monte à un chiffre énorme, et il en résulte encore des doubles emplois. « Ainsi une filature portera comme faisant partie de son capital les sommes qui lui sont dues pour la vente de filés à un autre établissement (tel qu'un tissage) qui portera ces mêmes filés comme matières premières ou matières en cours de fabrication. » Il est donc très difficile d'arriver à un décompte exact du capital de l'industrie américaine, si tant est même qu'il soit possible de donner de ce capital une définition suffisamment nette et satisfaisante pour l'usage d'un recensement [1].

Le fait qu'aucune valeur n'est attribuée aux immeubles loués vient encore rendre les statistiques plus imparfaites. Deux établissements exactement semblables, dont l'un occupe des locaux lui appartenant, l'autre des locaux loués, paraîtront dans les statistiques avoir un capital absolument différent. Il est pourtant évident qu'un immeuble où s'exerce une industrie, qu'il appartienne ou non à l'industriel, constitue un capital affecté à l'industrie. Enfin, beaucoup d'établissements ont une

1. Dans son rapport sur le *Census* de 1870, le général Walker se déclarait incapable de donner une telle définition. Il allait jusqu'à dire que, même en ayant à sa disposition tous les livres d'un établissement industriel appartenant à deux ou plusieurs associés, en se trouvant en mesure de vérifier tous les éléments de l'actif aussi bien de l'établissement que des associés individuels, il se sentirait fort embarrassé pour faire avec quelque assurance l'évaluation du capital. Qu'est-ce donc, concluait-il, lorsqu'on se heurte aux réticences des industriels en présence d'une enquête de ce genre ?

partie de leurs capitaux employés à d'autres usages qu'à l'industrie proprement dite, mais cependant dans un but utile à cette industrie. Telles les usines métallurgiques, qui possèdent souvent, en Amérique, des mines de fer, voire de charbon, des chemins de fer, des bateaux à vapeur pour le transport des minerais et du combustible. On s'est efforcé, non sans peine dans certains cas, d'évaluer la part du capital ainsi distraite de l'industrie proprement dite et on ne l'a pas considérée comme capital industriel. Mais, outre l'incertitude que comporte pareille évaluation, on peut se demander jusqu'à quel point il est toujours légitime de défalquer le capital employé dans des entreprises auxiliaires qui sont souvent plus ou moins directement nécessaires à l'exercice de l'industrie principale.

Ces réserves faites, et elles étaient nécessaires, voici comment se décomposait le capital de l'industrie américaine en 1890 et en 1900 :

RÉPARTITION DU CAPITAL DE L'INDUSTRIE AMÉRICAINE

	1890. Millions de dollars.	1900. Millions de dollars.	1890. Proportion p. 100.	1900. Proportion p. 100.
Terrains	775,6	1.027,5	11.9	10.5
Bâtiments	878,6	1.450,5	13.4	14.8
Outillage	1.584,3	2.543,1	24.3	25.9
Fonds de roulement et divers	3.286.7	4.796,4	50.4	48.8
Total	6.525,2	9.817,4		

Il y a peu de différence dans la proportion des divers éléments du capital aux deux *Census* successifs et, en présence des nombreuses causes d'erreur qui affectent ces statistiques, il serait hasardé de chercher à tirer des conséquences de variations aussi faibles. Tout ce qu'on

peut dire, c'est que la moitié environ du capital de l'industrie américaine est du *live capital :* espèces en caisse, papier de commerce, comptes courants, matières premières ou en cours de fabrication, stocks de produits finis, etc. ; l'autre moitié est du capital fixe, dont l'outillage mécanique forme lui-même 50 p. 100. Les bâtiments et les terrains se partagent le reste, avec une prédominance assez marquée pour les premiers.

Il conviendrait d'ajouter la valeur des immeubles loués qu'occupent beaucoup d'industries. La somme totale payée pour ces locations s'est élevée, pendant l'année du *Census* (1900), à 95.708.226 dollars, 496 millions de francs, ce qui représente un capital énorme. Le *Census* de 1890 avait essayé de calculer ce capital, ce qu'on pouvait faire avec quelque exactitude pour les villes ; pour les campagnes, on se bornait à évaluer. On avait trouvé ainsi 1.156 millions de dollars. Le rapport sur le *Census* de 1900 considère que pareil calcul est illusoire et, pour arriver à donner, tout au moins, une idée de l'ordre de grandeur de ce capital représenté par les immeubles loués, il l'évalue, d'après le prix de location, sur le pied d'un intérêt de 8 p. 100. Il trouve ainsi 1.196 millions de dollars, ce qui est à peu près égal à la moitié de la valeur des immeubles (terrains et bâtiments) appartenant en propre aux industriels. Un très grand nombre de petites et moyennes industries occupent ainsi des locaux loués dans les grandes villes ; à New-York et Chicago, notamment, il s'en trouve souvent dans les étages supérieurs de maisons dont les étages inférieurs sont occupés par des locaux commerciaux. Si l'on tient compte de ce complément, le capital de l'industrie américaine se trouverait porté à un peu plus de 11 milliards de dollars, 57 milliards de francs.

Connaissant le capital, il serait très intéressant de pouvoir calculer les profits de l'industrie des États-Unis, et de comparer la part de rémunération du capital et celle de la main-d'œuvre. Malheureusement, on ne peut arriver qu'à des approximations assez grossières. Nous croyons néanmoins devoir les donner parce qu'en dépit des réserves qu'elles appellent, et que le rapport sur le *Census* ne manque pas de signaler, il s'en dégage certains enseignements :

PROFITS DE L'INDUSTRIE DES ÉTATS-UNIS EN 1890 ET 1900
(Tous chiffres en millions de dollars.)

	1890.	1900.
Valeur brute des produits	9.372,4	13.004,4
Prix de revient :		
Matières premières	5.162,0	7.345,4
Salaires et traitements.	2.283,2	2.726,0
Dépenses diverses.	631,2	1.027,8
	8.076,5	11.099,2
Excédent.	1.295,9	1.905.2

La part de rémunération du capital serait donc, en 1900, plus des deux tiers de celle de la main-d'œuvre, proportion plus élevée qu'en 1890. Ceci peut s'expliquer parce qu'en 1900 on se trouvait dans une période très prospère, d'une prospérité ascendante, et encore assez près du début de cette période. Or, en pareil cas, les salaires sont plus lents à s'élever que les bénéfices, de même qu'en cas de dépression ils sont plus lents à baisser. Il faut noter, d'ailleurs, que le capital avait augmenté, dans ces dix années, plus rapidement que l'excédent du produit brut sur les dépenses, tel qu'il résulte du tableau ci-dessus. En considérant cet excé-

dent comme un produit net, celui-ci atteindrait 19.4 p. 100 du capital de l'industrie en 1900, au lieu de 19.9 p. 100 en 1890[1].

En réalité, il ne saurait être question ici de produit net. Les dépenses portées dans les tableaux du *Census* ne comprennent, en effet, aucune provision pour l'amortissement du matériel, non plus que pour les risques commerciaux, mauvaises créances et autres. Et l'on sait si l'amortissement doit être rapide, surtout dans un pays tel que les États-Unis. « Dans l'industrie cotonnière, dit le rapport sur le *Census*, les progrès faits pour la construction des machines ont été si rapides, que l'on calcule qu'une usine doit pratiquement renouveler son outillage tous les dix ans si elle veut se maintenir en état de travailler avec profit... »

A l'appui de son dire, il cite ce fait que, dans le seul État de Massachusetts, vingt et une filatures avec 154.000 broches et un tissage avec 180 métiers avaient dû fermer leurs portes entre 1890 et 1900 : sept de ces filatures comptant ensemble 48.000 broches ont été démolies et leur matériel vendu, treize comptant 101.000 broches ne travaillaient pas en 1900 ou voyaient même leurs bâtiments employés à d'autres industries, une usine avait été brûlée et non reconstruite, une dernière avait fusionné avec une fabrique voisine. Le nombre des établissements industriels n'ayant travaillé à aucun moment de l'année 1900 s'élève, d'ailleurs, d'après le *Census*, à 3.864, représentant un capital

1. Dans les dépenses diverses du tableau ci-dessus sont compris les prix de location des immeubles pris à bail, (95 millions de dollars), les impôts (47 millions de dollars), et le paiement de certains travaux confiés à des entrepreneurs et sous-traitants, *contract works* (170 millions de dollars), enfin l'intérêt des capitaux empruntés, les assurances, les réparations courantes, la publicité.

total de 99 millions et demi de dollars[1]. Par contre, 44.705 établissements, soit près de 9 p. 100 de l'ensemble des 512.254 établissements privés ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 dollars, avaient été fondés en 1900[2]. Ces chiffres donnent une idée de l'activité de la vie industrielle dans l'Amérique du Nord ; mais ils montrent en même temps combien la concurrence y est rude, et quels prélèvements il est nécessaire de faire sur les bénéfices pour se maintenir sans cesse au niveau des nouveaux compétiteurs qui surgissent tous les jours, armés des machines du dernier modèle et des procédés les plus propres à économiser la main-d'œuvre. Qu'on tienne compte de ces prélèvements et de ceux qu'il convient d'effectuer aussi pour se couvrir des risques divers et l'on verra fondre singulièrement les profits des capitaux engagés dans l'industrie. Les hommes énergiques et entreprenants peuvent faire, en Amérique, des bénéfices plus élevés qu'ailleurs ; les autres végètent comme partout, et sont peut-être plus rapidement perdus. Les pays neufs sont de grands instruments de sélection.

Parmi les causes du succès de l'industrie américaine, le rapport sur le *Census* cite les facilités que donnent à l'association des capitaux les lois de la plupart des États. Concentrée pour une large part dans de grands établissements, — bien qu'il en subsiste, nous l'avons vu,

1. Il ne s'agit que des établissements encore munis de leur outillage complet et susceptibles de rentrer en production ; ceux dont on avait retiré l'outillage ou qu'on avait commencé de démolir ne figurent pas dans ce chiffre.

2. Cette proportion paraît quelque peu exagérée, d'après le rapport sur le *Census* lui-même : un certain nombre de ces entreprises, qu'on présente comme fondées en 1900, ont simplement été réorganisées ou ont subi des transformations importantes diverses ; la proportion n'en reste pas moins significative.

bon nombre de petits — l'industrie en Amérique, plus que partout ailleurs, recours à l'association pour se procurer les vastes capitaux qui lui sont nécessaires. Le rôle prépondérant de l'association des capitaux ressort d'une manière saisissante du chapitre que le rapport sur le *Census* de 1900 intitule « Caractère de l'organisation des établissements industriels ». Ces établissements s'y trouvent divisés en trois catégories : ceux qui sont la propriété d'un seul individu ; ceux qui appartiennent à des Sociétés en nom collectif, en commandite, ou toutes autres Sociétés à responsabilité illimitée ; enfin ceux qui appartiennent à des Sociétés anonymes à responsabilité limitée. Cette dernière forme est la forme la plus moderne de l'association des capitaux; grâce à la grande division et à la facilité de transfert des titres, elle permet à tous les capitalistes, même aux plus petits, de prendre part aux plus vastes entreprises, en ne consacrant, à chacune, s'ils le désirent, qu'une portion restreinte de leur avoir, en étant assurés de pouvoir se retirer assez facilement, et en connaissant d'avance l'étendue exacte du risque qu'ils assument. Rien ne se prête donc mieux à la concentration pour un même but d'une masse considérable de capitaux, que la Société anonyme à responsabilité limitée. Aussi tient-elle la première place dans l'organisation de l'industrie américaine.

Sur les 512.254 établissements industriels privés, fournissant un produit total d'une valeur de 13 milliards 4 millions de dollars, qui existaient aux États-Unis en 1900, il y en avait, sans doute, près des trois quarts, exactement 372.703 qui appartenaient en propre à une seule personne; mais ceux-ci ne fabriquaient que 2 milliards 675 millions de dollars de produits bruts, soit un peu plus de 20 p. 100 de l'ensemble; 96.715 éta-

blissements appartenaient à des associations sans limitation de responsabilité, et obtenaient des produits bruts d'une valeur presque exactement égale aux précédents : 2 milliards 565 millions de dollars ; 40.743 établissements seulement, moins d'un neuvième du total, étaient la propriété de Sociétés par actions à responsabilité limitée et donnaient 7 milliards 734 millions de produits bruts, à peu près exactement les trois cinquièmes de l'ensemble. Il existait, en outre, 2.093 établissements de Sociétés coopératives ou diverses, avec un peu moins de 31 millions de dollars de produits bruts.

Ainsi, les trois cinquièmes de la production industrielle américaine sortaient des ateliers de Sociétés anonymes. Il n'existe aucune statistique de ce genre en France, mais on ne peut douter que le rôle de la Société anonyme soit beaucoup moins considérable chez nous. En dehors de la métallurgie, de l'éclairage et d'un petit nombre d'autres branches moins importantes, l'association simple, sans limitation de responsabilité, est la forme sous laquelle sont constituées la plupart des entreprises industrielles, quand elles ne sont pas propriété individuelle. Il faut, d'ailleurs, se garder d'oublier que les entreprises de transport, chemins de fer, tramways, Compagnies de navigation, qui revêtent presque toutes la forme de Sociétés anonymes, ne sont pas comprises dans les statistiques industrielles américaines dont nous nous occupons en ce moment.

Elles comprennent, par contre, les *hand trades*, les arts et métiers, qui sont, naturellement, presque toujours entre les mains de petits artisans travaillant individuellement, ou quelquefois associés à deux ou trois. Sur les 215.814 établissements de cette catégorie, 183.523 sont exploités par un seul individu :

c'est à peu près exactement la moitié de tous les établissements appartenant à un propriétaire unique; 29.590 se trouvent constitués en association ordinaire à responsabilité illimitée, 2.691 seulement forment des Sociétés anonymes. Si l'on écarte les arts et métiers et que l'on considère l'ensemble des autres industries, on peut dresser le tableau suivant, qui est très significatif :

MODES D'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE AMÉRICAINE
(Non compris les arts et métiers).

	Nombre des établissements.	P. 100.	Valeur brute des produits. (en mill. de dol.)	P. 100.
Industriels individuels. . .	189,180	63.2	1,897	16.0
Sociétés diverses à responsabilité limitée.	67,125	23.4	2,260	19.1
Sociétés anonymes à responsabilité illimitée	38,052	12.7	7,633	64.6
Sociétés coopératives, etc. .	2,083	0.7	31	0.3
Total	296,440		11.821	

En dehors des arts et métiers auxquels s'occupent les petits artisans individuels, près des deux tiers des produits proviennent donc des industries exercées par les Sociétés anonymes; les autres formes de Sociétés en fournissent un peu moins du cinquième, les industriels individuels en fabriquent moins d'un sixième. Quant à la coopération, elle ne joue qu'un rôle infinitésimal dans l'ensemble de la production [1].

1. Mentionnons cependant, d'après le rapport sur le *Census*, qu'il est une industrie où la coopération a su se faire une place considérable : celle de la fabrication des produits de laiterie, beurre, fromage, lait condensé. Sur les 2.093 établissements appartenant à des Sociétés « coopératives ou diverses », 1.765, c'est-à-dire près des quatre cinquièmes, étaient des laiteries coopératives, dont les produits avaient une valeur brute de plus de

Les industries où les Sociétés anonymes prédominent de la manière la plus marquée sont naturellement celles qui, étant le plus concentrées, ont le plus besoin d'une grande accumulation de capitaux : telles les industries du fer et de l'acier, de la « fabrication des véhicules pour transports par terre »[1], des produits chimiques, des métaux divers. Pour le fer et l'acier, la part des Sociétés anonymes est de 1.508 millions de dollars de produits bruts, sur 1.793 millions, soit 84 p. 100 ; pour les produits chimiques de 450 millions sur 553 millions, 81 p. 100 ; pour les véhicules, 430 millions sur 508 millions, près de 85 p. 100 ; pour les métaux autres que le fer et l'acier, 578 millions sur 749 millions ou 77 p. 100. Pour les constructions navales, cette part est de 55 millions de dollars sur 74 millions, ou 74 p. 100, pour les liqueurs et boissons de 305 millions sur 425 millions, 72 p. 100. Quelle différence entre l'organisation de cette dernière industrie dans un pays tel que les États-Unis, avec leurs grandes brasseries et distilleries industrielles[2],

24 millions de dollars. On sait, d'ailleurs, que c'est là une industrie qui se prête admirablement à la coopération. Les Danois ont fait merveille, entre tous, en ce genre. Les Suédois, Allemands, Hollandais y ont obtenu aussi des succès et il est malheureux que nos producteurs ne les imitent pas davantage. En dehors des laiteries coopératives, la plupart des autres établissements constitués sous forme de sociétés diverses étaient la propriété de « communautés », *communities*, associations, églises, universités ou collèges qui possédaient une imprimerie servant à leurs publications; c'est cette imprimerie qui constituait l'établissement. Au sujet des coopératives, on remarquera que les coopératives de consommation, les plus importantes, ne figurent pas dans ces statistiques industrielles.

1. Cette catégorie de l'industrie américaine comprend surtout la fabrication des wagons de chemins de fer et des voitures de tramways, accessoirement seulement la carrosserie et le charronnage.

2. Sur les 7.861 établissements où sont produits les boissons et spiritueux *Beverages and liquors*, 1.333 seulement appartiennent

et dans notre pays de France où nous avons une foule innombrable de petits producteurs individuels, où la fabrication des boissons et même des spiritueux est pour une si large part entre les mains des agriculteurs! Et, soit dit en passant, n'est-il pas évident que cette différence radicale dans l'organisation de la production engendre nécessairement une différence non moins grande dans la manière dont se pose le problème de la taxation de l'alcool? Nous ne saurions nous étendre ici sur ce point; mais il nous paraît utile de le signaler, pour montrer qu'en cette question, si discutée au point de vue fiscal, il ne faudrait pas se hâter de croire que tel système, qui fonctionne à la satisfaction de tous en certains pays, pourra donner d'aussi bons résultats en d'autres où les conditions sont totalement différentes.

Dans l'industrie des produits alimentaires, dans celle du papier et de l'imprimerie, les établissements constitués en Sociétés anonymes fournissent environ les deux tiers des produits bruts : 1.414 millions de dollars sur 2.278 millions pour la première; 369 millions sur 606 millions pour la seconde. Dans l'industrie du verre, leur part est encore sensiblement supérieure à la moitié (157 millions de dollars sur 293 millions). Elle dépasse très légèrement la moitié dans la très importante industrie textile : 827 millions de dollars sur 1.637 millions. Parmi les treize groupes généraux entre lesquels le *Census* divise l'industrie américaine, il n'en est guère

à des Sociétés anonymes; mais ce sont de beaucoup les plus importants. En outre, un certain nombre de viticulteurs font le vin sur leurs exploitations qui ne sont pas comprises dans les 7.861 établissements ci-dessus indiqués; mais la majorité vend ses raisins à des industriels qui en tirent le vin et cela n'altère pas le caractère de concentration de l'industrie des boissons et spiritueux aux Etats-Unis, caractère plus marqué encore en Angleterre et dans tous les pays du Nord.

que trois qui échappent à cette prépondérance de la Société anonyme : l'industrie du cuir (258 millions de dollars de produits pour les Sociétés anonymes, 209 pour les autres Sociétés et 117 pour les industriels individuels sur 584 millions en tout) ; celle du bois (508 millions, 256 millions et 266 millions respectivement sur 1.030 millions en tout) et celle du tabac (128, 74 et 80 millions respectivement, sur un total de 284 millions de dollars). Pour les industries diverses, on retrouve de nouveau les Sociétés anonymes avec une part prépondérante : 642 millions de dollars sur 1.004 millions.

Toutefois, même dans les branches de la production où les Sociétés à responsabilité limitée prédominent le plus exclusivement, elles sont loin de détenir la majorité des établissements : pour le fer et l'acier, elles n'en ont que le tiers : 4.843 sur 13.896 ; pour les véhicules, voitures et wagons, moins du quart ; pour les produits chimiques, où leur proportion numérique est la plus forte, presque exactement les deux cinquièmes : 2.206 sur 5.444. Par contre, dans chacun des quatorze groupes d'industries (y compris les industries diverses), sauf ceux de l'industrie chimique, du fer et de l'acier, on voit que plus de la moitié des établissements appartiennent à des fabricants individuels. C'est une preuve nouvelle que la grande industrie laisse croître à côté d'elle — et suscite même souvent — une moyenne et une petite industrie dont l'effectif demeure très nombreux.

Si l'on ne se tenait pas aux groupements généraux et que l'on voulût entrer dans le détail des industries particulières, on en trouverait qui sont, en Amérique, presque entièrement entre les mains de grandes Sociétés alors qu'en Europe elles restent au contraire à l'état d'industries petites ou moyennes. Parmi celles qui ont

ainsi atteint le plus haut degré de concentration capitaliste se trouve celle de la préparation des viandes et conserves. « Ce fait, dit le rapport sur le *Census*, a été dû, d'une part, à la nécessité commerciale de centraliser l'abatage des animaux en un petit nombre de points offrant à la fois de grandes facilités d'approvisionnement et de grandes facilités de livraison rapide sur les principaux marchés des États-Unis et de l'étranger, d'autre part aux avantages que présente l'établissement d'agences sur ces marchés intérieurs ou extérieurs. » Il y a dans ces quelques lignes toute une philosophie de l'évolution qui a donné naissance à la grande industrie. Parmi les autres industries où l'on observe une grande prépondérance des Sociétés anonymes, nous nous bornerons à citer la filature et le tissage de coton, où ces Sociétés fabriquent 90 p. 100 de la valeur brute des produits et possèdent 73 p. 100 des établissements. Pour les lainages, la proportion des Sociétés anonymes est sensiblement moindre, de même que pour les soieries où la part de ces Sociétés tombe à 62 p. 100 de la valeur des produits et à 40 p. 100 du nombre des établissements; pour la bonneterie, cette même part est de 55 p. 100 des produits et de 34 p. 100 des établissements, moins encore pour les branches secondaires de l'industrie textile. Dans un même groupe, l'organisation varie donc beaucoup et, en règle générale, les Sociétés anonymes tiennent d'autant moins de place qu'il s'agit de produits plus diversifiés, plus fins et nécessitant une intervention personnelle plus constante du chef d'établissement, c'est-à-dire, en somme, se prêtant moins à la production en grand. Il paraît certain qu'il y aura toujours bon nombre d'industries qui auront ainsi avantage à rester plus individuelles ; mais il est incontestable aussi que la concentration du capital, comme du travail,

est loin d'avoir dit son dernier mot, qu'elle tend à envahir bien des industries qui l'ignoraient jusqu'à présent et que cette évolution, comme le prouve l'exemple des industries de l'alimentation, du cuir et de bien d'autres, est beaucoup plus avancée en Amérique qu'en Europe.

La Société anonyme ordinaire représente-t-elle le plus haut degré de concentration des capitaux dans l'industrie moderne ? N'est-elle pas dépassée par une forme nouvelle, qui s'est développée particulièrement aux États-Unis et qui est ce que le public appelle généralement le *trust*, ce qu'on nomme aussi en Amérique, d'un terme plus compréhensif et peut-être plus juste, la « combinaison industrielle », *Industrial combination?* Ces énormes accumulations de capitaux qui attirent tant l'attention, représentent, aux yeux des uns, la forme industrielle de l'avenir, tandis que les autres n'y voient que des sortes d'accidents maladifs ou même monstrueux. Avant de les étudier, il faudrait les définir, et d'abord qu'est-ce donc qu'un *trust ?*

La réponse n'est point aisée, et l'on en a donné beaucoup. Le rapport sur le *Census*, dans le chapitre qu'il consacre aux combinaisons industrielles s'exprime ainsi : « Pour les besoins du *Census*, on a adopté la règle de ne considérer un groupement d'établissements comme une combinaison industrielle que si ce groupement se compose de plusieurs établissements, antérieurement indépendants, qui ont été fondus en une seule Compagnie, en vertu d'une charte obtenue dans ce but. » Beaucoup de très vastes Compagnies ne provenant pas de la fusion de plusieurs établissements anciens, mais comprenant un grand nombre d'usines neuves, se trouvent exclues de cette définition. Le *Census* ne se le dissimule pas ; mais il croit que, si l'on adopte une autre

définition que la sienne, il devient très difficile de trouver un critérium un peu précis.

On a proposé, d'autre part, de donner le nom de *trust* à tout groupement d'établissements qui parvient à s'assurer le monopole d'une industrie donnée, ou, sinon le monopole absolu, ce qui est à peu près impossible et n'est réalisé nulle part, (même pour la raffinerie de pétrole, où s'est fondé cependant le plus ancien et le plus puissant des *trusts*), du moins une part suffisamment prépondérante dans la production pour se rendre maître des prix, et soustraire ceux-ci à l'action de la concurrence. Cette définition laisse encore une bien large part à l'appréciation et, d'ailleurs, si l'on analyse les choses d'un peu près, on verra qu'il est bien peu de Compagnies qui puissent y rentrer.

Peut-être est-il exagéré de croire que toutes les grandes « combinaisons industrielles » américaines, ou pour employer le terme le plus populaire, le plus bref et le plus commode, quoique impropre, tout ce qu'on appelle les *trusts* visent l'accaparement du marché d'un produit et le contrôle absolu des prix. Il serait, en tout cas, beaucoup plus exagéré encore de croire qu'ils y réussissent. Le *trust*, qui fusionne ensemble un grand nombre d'usines travaillant un même produit, a, en réalité, deux faces : l'une industrielle, l'autre financière. Au point de vue industriel, il a bien souvent pour but d'exercer une action efficace sur les prix en tant qu'il groupe une grande partie des ateliers se livrant exactement à la même fabrication. Mais on doit observer que, fréquemment, il ne s'en tient pas là : il groupe aussi les diverses usines faisant subir à un même produit les transformations successives qui l'amènent de l'état brut à l'état où il est propre à être consommé : par exemple des filatures, des tissages et des ateliers de confection,

toutes les branches de l'industrie textile ; ou encore des hauts fourneaux, des laminoirs, des ateliers de moulage et de construction de machines, toutes les branches de l'industrie du fer et de l'acier. Il constitue ainsi une réaction contre ce que pouvait avoir d'excessif la division du travail et la spécialisation des ateliers dans la grande industrie moderne. Cette division du travail et cette spécialisation ont de considérables avantages en ce sens qu'elles permettent de produire sur une très vaste échelle et avec une grande perfection les divers articles. Mais on peut arguer que, tout en laissant chaque usine complètement spécialisée, il y a aussi des avantages à ce que les diverses transformations successives d'un produit soient soumises à une direction commune, de façon, par exemple, que l'usine qui doit utiliser l'acier ou la fonte pour les transformer en organes de machines soit toujours sûre d'obtenir, au moment voulu et en quantité voulue, les diverses qualités de fonte ou d'acier qu'elle désire, ce qu'il sera difficile de réaliser toujours si l'usine qui produit l'acier et celle qui le transforme en produit ouvré sont complètement indépendantes l'une de l'autre.

Quant au côté financier du *trust*, il consiste surtout à procurer des bénéfices aux metteurs en œuvre de la combinaison. Presque toujours, lorsque plusieurs Compagnies se fondent ainsi ensemble, le capital total de la Société résultant de la fusion est sensiblement plus important que la somme des capitaux des Sociétés composantes. Cet excédent de capital ne représente, le plus souvent, aucun actif réel, aucune somme effectivement versée : c'est « de l'eau », *water*, comme disent les Américains. On crée ainsi du papier que les fondateurs du *trust* se distribuent, puis qu'ils cherchent à écouler au public le plus cher possible. Beaucoup de

trusts n'ont d'autre but que cette infusion d'eau dans le capital des Sociétés composantes.

Le *boom*, la phase d'extraordinaire prospérité économique, qui a commencé aux États-Unis en 1897 ou 1898, a été caractérisé non seulement par le développement de l'industrie et sa concentration dans des ateliers de plus en plus vastes, mais encore par la concentration des capitaux poussée à un degré extraordinaire. Les grandes entreprises, soit similaires, soit se complétant les unes les autres, fusionnaient de tous côtés, ou bien étaient acquises par des Compagnies gigantesques formées dans ce but et prétendant monopoliser des industries entières ou, tout au moins, être maîtresses d'une proportion suffisante de la production, pour pouvoir, à leur gré, régler les prix. C'était la trustomanie, comme on l'a fort justement appelée ; il nous semble qu'on s'en est trop effrayé en Europe.

Il est, en effet, un certain point, variable suivant les industries, au delà duquel la concentration cesse d'être avantageuse pour devenir nuisible. La direction effective de l'immense machine qu'est un grand *trust* américain est trop lourde pour les forces intellectuelles d'un homme, si bien doué, si énergique, si laborieux soit-il ; les sous-ordres ne sont plus surveillés, il se produit des coulages, des gaspillages, des erreurs diverses, qui viennent compenser, et au delà, les avantages résultant de la suppression de certains intermédiaires et d'une plus parfaite division du travail, si tant est que la formation du *trust* ait souvent beaucoup augmenté celle-ci. D'ailleurs, l'action du *trust* sur les prix est, en général, moindre qu'on ne se l'était figuré, au moins d'une façon durable, car s'il les maintient trop haut, il réduit la consommation et il s'en ressent d'autant plus que son capital est, presque toujours,

très « arrosé », *watered*, autrement dit très majoré.

D'après le *Census* de 1900, il existait, en ladite année, aux États-Unis, 185 « combinaisons industrielles » résultant de la fusion de 2.160 établissements antérieurement distincts, dont 2.040 travaillant. La somme des capitaux de ces 2.160 établissements, calculée comme le *Census* calcule tous les capitaux industriels, en additionnant la valeur du fonds, des bâtiments, de l'outillage, les espèces en caisse, effets à encaisser, matières premières et en cours de fabrication, etc., s'élevait à 1.461 millions de dollars, un peu plus du septième de l'ensemble des capitaux industriels des États-Unis, proportion assurément très forte; mais la valeur totale au pair du capital autorisé par les statuts, n'atteignait pas moins de 3 milliards 619 millions de dollars, dont 3 milliards 93 millions avaient été émis. Y aurait-il donc moitié « d'eau » dans le capital des *trusts?* Ce serait trop dire, car une notable partie de la différence entre ces 3 milliards et les 1.461 millions de capital industriel réel représente un capital affecté à des entreprises de caractère commercial auxquels les *trusts* se livrent concurremment avec leurs entreprises industrielles. Toutefois même, en tenant compte de ceci, l'eau reste très abondante.

Le nombre des ouvriers des *trusts* est, d'après le *Census*, de 400.046, gagnant 195 millions de dollars de salaires : c'est un treizième des ouvriers et un douzième des salaires de l'industrie américaine; la valeur brute des produits qu'ils obtiennent est de 1.667 millions de dollars, soit environ un huitième de la valeur totale des produits[1]. Somme toute, s'ils jouent un rôle important

1. Il n'est pas surprenant que la part des trusts dans la valeur totale des produits industriels soit plus forte que dans le nombre des ouvriers. En effet, les trusts se trouvent surtout dans les indus-

dans la production, ils sont bien loin d'y tenir la place prépondérante qu'on leur attribue quelquefois.

Il est vrai que, depuis le *Census* de 1900, bien des *trusts* se sont fondés, entre autres, le *trust* de l'acier et celui de l'Océan, les deux plus fameux en Europe. Mais on sait que leurs résultats ne sont pas brillants. Il en est ainsi de la grande majorité des *trusts*. La preuve en ressort nettement des statistiques relatives à leurs dividendes. Leur capital, énormément arrosé, de 3 milliards 93 millions de dollars se compose de 216 millions d'obligations, 1.066 millions d'actions privilégiées, 1.810 millions d'actions ordinaires. Or, sur 185 *trusts* comptés par le *Census*, 117 n'ont donné aucun dividende à leurs actions ordinaires, 5 n'ont pas fourni de renseignements, 63 seulement ont distribué quelque chose ; encore 31 de ces 63 n'avaient pas d'actions privilégiées ; ainsi sur 154 *trusts* ayant à la fois des actions privilégiées et des actions ordinaires, 32 seulement ont payé quelque chose à ces dernières.

D'après une statistique plus récente et s'appliquant à 1902, que nous trouvons dans l'almanach du *World* de New-York, sur 213 combinaisons industrielles, ayant un capital de 1.116 millions de dollars d'obligations, 2.092 millions d'actions privilégiées et 3.639 millions d'actions ordinaires — on voit quelle est l'augmentation depuis 1900 — 51 seulement paient des dividendes aux actions ordinaires et 13 de ces 51 n'ont pas d'actions privilégiées. Comment s'étonner, après un pareil résultat, que le public ne prenne pas très volontiers le papier des *trusts* ?

Et pourtant les dernières années ont été une période

tries ou le machinisme est très développé, et où il faut par conséquent moins de main-d'œuvre pour obtenir une quantité donnée de produits.

de prospérité extraordinaire : les *trusts*, celui de l'acier, notamment, ont pu se faire faire de larges commandes par les Compagnies de chemins de fer et autres, dont l'augmentation des dépenses d'exploitation s'explique peut-être en partie par ce fait, — quittes à souscrire à leur tour les émissions de ces Compagnies. Que sera-ce alors quand viendront les vaches maigres ?

Ce sera, il n'y a guère lieu d'en douter, l'écroulement retentissant de la plupart des *trusts*, excroissances d'un corps trop plein de santé et dont on se préoccupe peut-être en Europe d'une manière excessive. Ils ne jouent pas en réalité dans le développement de l'industrie américaine le rôle qu'on leur attribue, ils ne l'ont jamais joué et nous ne croyons pas qu'ils doivent le jouer dans un avenir prochain. Sauf quelques-uns, comme le *Standard Oil* qui disposent d'un monopole quasi naturel, ce sont des organismes éphémères, reposant sur un énorme abus de papier, dont la force de résistance à l'adversité est faible et dont l'action est bien plus apparente que réelle.

Dès maintenant, les affaires ayant commencé depuis le milieu de 1903 à devenir moins actives, les *trusts* chancellent et tombent de toutes parts. L'opération qui consistait à repasser au public des masses de papier excessivement majoré ne pouvait avoir qu'un temps et, même pour les *trusts* les plus solides en apparence, elle ne paraît pas s'être effectuée aussi facilement que leurs fondateurs l'avaient rêvé. Aussi voit-on le *trust* de l'Océan dans un état pitoyable ; le *trust* de l'acier, lui-même, est fort rudement secoué. Rappelons comment cette fantastique combinaison avait été constituée. Elle comprenait dix Compagnies constituantes, dont voici les noms et le capital émis :

COMPAGNIES CONSTITUANT LE TRUST DE L'ACIER

Noms des compagnies.	Capital (en millions de dollars). Actions ordinaires.	Actions privilégiées
American Bridge C°	30.5	30.5
American Steel Sheet C°. . . .	24.5	24.5
American Steel Hoop C°. . . .	19	14
American Steel and Wire C° of New-Jersey	50	40
American Tin Plate C°.	28	18
Carnegie C°	156.8	160(oblig.)
Federal Steel C°.	46.5	53.3
Iron Mines	28.7	»
National Steel C°.	32	27
National Tube C°.	40	40

Chacune de ces Compagnies, il convient de le remarquer, était déjà un *trust* de la branche particulière d'industrie qu'elle représentait. L'*American Bridge Company* résultait de la fusion de 26 Sociétés distinctes et faisait 90 p. 100 des constructions de ponts aux États-Unis; l'*American Steel Sheet Company* avait absorbé en elle 26 sociétés; l'*American Steel Hoop Company*, 11; l'*American Steel and Wire Company*, 27; l'*American Tin Plate Company* produisait 95 p. 100 du ferblanc des États-Unis; la *Carnegie Company* et la *Federal Steel Company* avaient absorbé chacune un grand nombre de Compagnies de chemin de fer, de mines et d'aciéries; la *National Steel Company* représentait l'union de 6 ou 8 Compagnies produisant de l'acier doux; la *National Tube Company* réunissait en elle 17 Sociétés et fabriquait 90 p. 100 des corps creux des États-Unis. Tous ces *trusts* avaient déjà des capitaux très exagérés. Et cependant, celui de l'*United States Steel Corporation*, du *trust* de l'acier, qui les avait toutes

acquises, était bien plus considérable que l'ensemble des leurs avec ses 508.495.000 dollars d'actions ordinaires, ses 510.314.000 dollars d'actions privilégiées et ses 303.450.000 dollars d'obligations. Qu'on juge de la quantité d' « eau », pour employer l'expression américaine, qu'on avait versée dans ces sommes formidables!

La preuve que le capital du *trust* de l'acier était outrageusement majoré ne devait pas tarder à être faite. Dès la première année de son fonctionnement, année d'une prospérité phénoménale pour l'industrie métallurgique, où les usiniers ne parvenaient pas à suffire aux demandes et pouvaient imposer leurs prix, il ne servit que 4 p. 100 de dividende à ses actions ordinaires, les privilégiées recevant strictement les 7 p. 100 auxquels elles ont droit en vertu des statuts. Encore ce dividende de 4 p. 100, bien modique pour des temps d'une si exceptionnelle activité, ne paraît-il avoir été distribué qu'aux dépens des amortissements et des réserves qui furent très maigrement dotés. D'ailleurs, à peine le *trust* était-il constitué que les difficultés inhérentes à toute combinaison de ce genre se faisaient sentir. Il voulait maintenir les prix : c'était son but essentiel, sa raison d'être avouée ; mais il avait beau être maître des trois quarts de la production américaine d'acier, il lui fallait compter avec ses concurrents, dont certains le gênaient fort, dont d'autres gâchaient les prix dans le simple espoir de se faire acheter au plus cher. Ces embarras s'accentuant et venant à la connaissance du public, il n'est pas surprenant que les actions aient baissé de plus en plus, surtout du jour où l'on a commencé à avoir moins de confiance dans la durée illimitée des temps prospères.

Les quelques chiffres qui suivent permettront d'apprécier la perte subie par les enthousiastes qui se sont

laissé aller à acheter des titres de ce *trust* si vanté et si redouté :

FLUCTUATIONS DES ACTIONS DU TRUST DE L'ACIER DEPUIS SA FONDATION

	Actions ordinaires.		Actions privilégiées.	
	Plus haut.	Plus bas.	Plus haut.	Plus bas.
1901. . .	54	36	102 3/4	87
1902. . .	48 1/4	31	100	82
1903. . .	40 7/8	10	92 1/2	49 3/4

Au 10 mai 1904, le cours des actions ordinaires était tombé à 10 et celui des actions privilégiées à 55 ; les obligations 5 p. 100, au pair de 100, ne sont cotées que 72.

La chute a été d'autant plus rapide depuis le milieu de 1903 que les premiers signes avant-coureurs d'une dépression économique se font sentir en Amérique. Les bénéfices du *trust* de l'acier avaient déjà été assez sensiblement inférieurs, pendant le premier trimestre de 1903, à ceux de la période correspondante de 1902 ; mais pendant le deuxième trimestre ils étaient remontés à peu près au même niveau ; le troisième trimestre les a vu fléchir de nouveau, d'une manière très marquée et le quatrième a encore accentué la chute. Aussi n'a-t-on guère été étonné de voir le troisième et le quatrième dividende trimestriel de 1903, se trouver réduits chacun à un demi p. 100, ce qui fait 2 p. 100 l'an. Aux cours actuels, le rendement des actions ordinaires serait de 20 p. 100 ; celui des actions privilégiées s'élèverait à 12 1/2 p. 100 et, si l'on songe qu'il s'agit là de titres 7 p. 100 cumulatifs, ce taux de capitalisation, de même que celui des obligations, qui représente 7 p. 100 met bien en évidence la défiance du public.

Elle n'est que trop motivée, semble-t-il. L'idée de soutenir contre vents et marées les cours des produits métallurgiques apparaît de plus en plus aux yeux de tous ce qu'elle a toujours été aux yeux des hommes réfléchis, c'est-à-dire chimérique. Depuis juillet 1903 le prix de la fonte de fer (*pig iron*) a baissé de 40 p. 100 et nombre de hauts fourneaux ont été éteints; le *trust* lui-même a décidé de fermer temporairement plusieurs des usines de la Compagnie Carnegie, les commandes faisant défaut — alors qu'elles étaient encore surabondantes au printemps de 1903. La production mensuelle de fonte dans l'ensemble des États-Unis est tombée de plus de 1.600.000 tonnes en août 1903 à moins d'un million en décembre; elle s'est un peu relevée depuis, et l'on fait de grands efforts pour la maintenir en recommençant d'exporter des articles de fer et d'acier, pour lesquels on a obtenu des compagnies de chemins de fer, en décembre 1903, une réduction de 33 p. 100 sur les tarifs de transports de Pittsburg à New-York; mais ces ventes au dehors sont moins lucratives que celles à l'intérieur. De toutes parts, les affaires paraissent se ralentir : de nombreuses et grandes grèves, qui se sont succédé depuis celle des mineurs d'anthracite, avaient déjà provoqué du malaise. L'arrêt d'une notable proportion des filatures de coton — un douzième des broches, dit-on, à la suite de l'exagération des prix de la matière première, vient l'augmenter. Les Compagnies minières réduisent l'extraction de l'anthracite. Les chemins de fer commandent moins de wagons et de matériaux pour la construction des ponts. Bref, il semble certain que la consommation, qui, jusqu'ici, avait marché aux États-Unis du même pas, voire d'un pas plus rapide que la production, malgré l'énorme progrès de celle-ci, reste en arrière aujourd'hui.

Une fois un pareil mouvement commencé, il est difficile de l'enrayer, il y a lieu de craindre, au contraire, qu'il n'aille s'accélérant; cette accélération serait même fatale s'il survenait de mauvaises récoltes, ce qui arrivera bien un jour. Majorés comme le sont leurs capitaux, les *trusts* ne peuvent guère résister à un ralentissement sensible des affaires, et quoi d'étonnant à ce que celui-ci se produise, après un *boom* qui a porté la production de la fonte de fer, par exemple, de 9.800.000 tonnes en 1897 à 17.800.000 en 1902 ? N'est-il pas évident que la consommation d'un pays, ce pays fût-il les États-Unis, ne peut augmenter, d'une façon suivie, dans une telle proportion? Sans doute, quelques faiseurs d'affaires rêvaient qu'elle allait s'accroître encore, indéfiniment et sans interruption. Tel ce financier, d'origine française ou franco-canadienne, M. F. H. Clergue, fondateur de la *Consolidated Lake Superior Company*, qui s'est écroulée bruyamment en 1903, et qui était vraiment le type du *trust*. Constituée avec l'aide de capitaux et de capitalistes américains considérables, elle se proposait d'acquérir ou de créer une douzaine au moins d'usines ou d'entreprises industrielles de divers genres, sur les deux rives de la rivière Sainte-Marie, qui déverse les eaux du Lac Supérieur dans le Lac Huron. La Société, disait le correspondant à New-York de l'*Economist* de Londres, prit en mains plusieurs lignes de tramways électriques, des installations d'éclairage et de force motrice, une fabrique de papier et de pulpe de bois, 200 milles de chemins de fer desservant des mines, deux hauts fourneaux, une aciérie ; elle creusa une dérivation susceptible de lui procurer une force de 60.000 chevaux, obtint des concessions forestières du Gouvernement canadien.

On voyait déjà naître, dans l'Extrême-Nord, un empire

industriel rival de celui du Pittsburg en Pennsylvanie. Mais, un jour, ce *trust* eut besoin d'emprunter 5 millions de dollars; il avait déjà une dette flottante de 1.500.000 dollars; et ses filiales devaient à des tiers 5 ou 6 autres millions de dollars. Un syndicat de banquiers de New-York lui prêta et prit en gage les actions et obligations de ses filiales. Mais, l'échéance arrivée, malgré la garantie de tous ces titres de filiales, où il a été dépensé 30 millions de dollars, et qui représentent l'actif du *trust* (dont le capital est de 100 millions de dollars), les banquiers ont refusé de renouveler le prêt de 5 millions de dollars! La *Consolidated Lake Superior Company* est donc entrée en liquidation. Voilà qui met bien en relief la majoration des capitaux des *trusts* et leur mégalomanie. *Ab uno disce omnes*, pourrions-nous ajouter. S'ils ne sont tous pareils, c'est du moins le plus grand nombre. Aussi peut-on s'attendre à les voir, pour la plupart, tomber les uns sur les autres, comme capucins de cartes.

Les fondements solides des industries américaines n'en seront pas atteints, sans doute. L'industrie du fer et de l'acier, en particulier, restera, quoiqu'il arrive, la première, la plus puissante et la plus progressive entre toutes les industries similaires du monde; mais les exagérations des *trustomanes* auront causé de rudes secousses. Nous en ressentirons le contre-coup en Europe de diverses manières, et, notamment, selon toutes les vraisemblances, sous la forme d'une invasion des produits américains. La consommation indigène ne suffisant pas à alimenter leur outillage démesurément accru, les États-Unis s'efforceront de déverser au dehors une quantité considérable de fer, d'acier et, probablement, de bien d'autres articles. L'Europe aura grand'-peine à se défendre chez elle et, *a fortiori*, sur les mar-

chés où elle exporte, et dont plusieurs risquent de lui être définitivement enlevés. Il faut prévoir l'ouverture d'une période où la concurrence industrielle des États-Unis sera aussi redoutable que l'a été jusqu'ici leur concurrence agricole.

CHAPITRE IV

Les forces motrices dans l'industrie. La vapeur. — Les chutes d'eau et l'électricité.

L'une des meilleures mesures de l'importance d'une industrie moderne est la quantité de force motrice qu'elle emploie. Jusque vers la fin du XVIII[e] siècle on n'utilisait, en dehors de la force musculaire de l'homme même, ou quelquefois des animaux, que la force de l'eau et, plus rarement, celle du vent. Encore l'une et l'autre n'étaient-elles guère employées que dans un petit nombre d'industries, et surtout dans la meunerie. La mise en œuvre de la force de la vapeur créa vraiment la grande industrie en augmentant dans une proportion énorme l'énergie dont l'homme disposait. Le perfectionnement des moyens de transmission de la force, qui se produisit au même moment rendit possible l'adaptation des forces hydrauliques elles-mêmes à un beaucoup plus grand nombre d'industries. A la suite de ces découvertes, l'ouvrier cessa d'être, dans les usines, ou ne fut plus que dans une mesure restreinte, un producteur de force, pour devenir surtout un surveillant et un distributeur de cette force. Aussi la puissance de production d'une industrie, qui dépend principalement de la force dont elle dispose, se mesure beaucoup moins au nombre des ouvriers qu'elle occupe qu'à celui des chevaux-vapeur ou des chevaux hydrau-

liques qu'elle utilise. Telle usine, dont l'outillage est peu perfectionné et où beaucoup de besognes sont encore exécutées manuellement, au lieu de l'être par des machines, emploiera plus d'ouvriers et moins de chevaux-vapeur, et produira moins que telle autre où le machinisme est poussé au plus haut degré. A la fin du XIX[e] siècle, l'emploi de l'électricité est encore venu accentuer ce remplacement des forces humaines par les forces naturelles. En pressant un bouton, en tournant un commutateur, ce qu'il peut faire du bout d'un doigt, un homme accomplit aujourd'hui, ou plutôt fait accomplir au courant électrique, des tâches auxquelles des dizaines, parfois des centaines d'hommes auraient à peine suffi il y a un siècle. Plus que jamais, il importe donc de connaître la force que met en jeu une industrie, pour apprécier celle-ci à sa juste valeur[1].

D'après le *Census* de 1900, l'industrie américaine disposait, en cette année, de 11.300.081 chevaux contre 5.954.655 en 1890, 3.410.837 en 1880 et 2.543.818 en 1870. L'augmentation a donc été plus rapide que jamais au cours de la dernière décade : 90 p. 100 contre 75 p. 100 de 1880 à 1890 et 45 p. 100 de 1870 à 1880. Encore ces chiffres ne donnent-ils pas une idée tout

1. La diminution de la fatigue musculaire imposée à l'ouvrier, effet incontestable de l'emploi des machines, est, à elle seule, une grande amélioration de son sort. Nous ne pensons pas avoir besoin de réfuter ici l'erreur, encore trop répandue en Europe, mais presque entièrement disparue d'Amérique, qui voit dans chaque progrès du machinisme, une diminution de la demande de main-d'œuvre et l'accuse par suite de priver l'ouvrier de son travail. Cela peut être vrai dans une industrie ou plutôt dans un établissement industriel donné ; mais, dans l'ensemble, le machinisme crée une foule d'industries nouvelles, augmente énormément les débouchés de celles qui existent déjà, grâce au bon marché des produits et surexcite, au contraire, la demande de main-d'œuvre.

à fait exacte de l'utilisation croissante des énergies naturelles aux États-Unis. Ils ne s'appliquent, en effet, qu'à la seule force employée dans l'industrie proprement dite, en dehors de celle qui est captée pour d'autres usages. Or, ces usages sont de plus en plus nombreux : ils comprennent d'abord les chemins de fer, puis une foule d'autres applications, nées surtout de l'électricité : c'est ainsi qu'en 1900, plus de 1.200 lignes de chemins de fer ou tramways électriques se trouvaient en exploitation aux États-Unis; la force totale des installations qui produisaient le courant destiné à les mettre en mouvement s'élevait à environ 1 million de chevaux. Il existe dans l'Union, dit le rapport sur le *Census*, plus de 3.300 stations centrales distribuant l'énergie électrique sous forme de lumière ou de force motrice ; l'ensemble de l'énergie dont elles disposent est de 1.500.000 chevaux environ. En outre, beaucoup d'installations électriques spéciales se trouvent dans des hôtels, des établissement publics ou des *office-buildings* de ces immenses bâtiments, à douze, quinze, vingt étages, contenant plusieurs centaines de bureaux, qui se dressent dans la basse ville de New-York, dans le centre de Chicago, dans les quartiers d'affaires de toutes les grandes villes américaines. A titre d'exemple, le rapport sur le *Census* cite un *building* de seize étages, contenant 560 bureaux dans lequel se trouvent 4 machines à vapeur dont 3 de 150 chevaux et une de 75, employées à mettre en mouvement des dynamos ; en outre, 4 petites machines, qui actionnent des ventilateurs, représentent 50 chevaux ; les 5 pompes qui fournissent l'eau pour le service des ascenseurs hydrauliques ont ensemble une puissance de 435 chevaux : c'est, en tout, plus de mille chevaux, dont une partie n'est pas toujours employée et n'est même destinée à l'être qu'en

cas d'accident, mais dont 700 marchent sans cesse pour ce bâtiment, considérable sans doute, mais qui n'a rien d'exceptionnel en son genre. Il n'y a aucune donnée permettant d'estimer, d'une manière même approchée, l'importance des forces employées aux États-Unis dans les installations de cette sorte.

La force de la vapeur est également employée soit directement, soit après transformation en électricité dans les mines et carrières (qui ne sont pas comprises dans le *Census* de l'industrie), ainsi que pour l'établissement des fondations, pour la construction des maisons, pour nombre d'entreprises de travaux publics, etc. Ces emplois divers se sont particulièrement étendus au cours des dix dernières années, grâce à l'énorme développement pris par les applications électriques, qui ont donné beaucoup plus de souplesse à l'usage des forces naturelles. Aussi, s'il est permis d'admettre que la force employée dans l'industrie proprement dite représentait, en 1890, de beaucoup la plus grande partie de toute la force motrice utilisée aux États-Unis, on ne peut plus croire qu'il en ait été de même en 1900. L'énergie absorbée par des usages divers devait constituer, en cette dernière année, non sans doute la majorité, mais une importante fraction du total, de sorte, qu'en réalité, ce dernier a dû plus que doubler, de 1890 à 1900.

Ces réserves faites, on verra, par le tableau ci-dessous, quelles ont été aux divers recensements qui se sont succédé depuis 1870, les principales sources d'énergie auxquelles a eu recours l'industrie américaine, et dans quelle mesure elle a utilisé chacune d'elles. Les résultats des divers *Census* sont comparables dans leurs grandes lignes; il convient de remarquer, cependant, que la force (provenant de la vapeur ou des chutes d'eau) employée à produire l'électricité, n'entre

pas en ligne de compte dans les statistiques de 1900, pour ne pas faire double emploi avec la force électrique qui en résulte; en 1890, ce double emploi avait été fait sur quelques points :

FORCES MOTRICES EMPLOYÉES AUX ÉTATS-UNIS EN 1870, 1880, 1890 ET 1900

	1870	1880	1890	1900
Nombre des établissements industriels	252.148	253.852	355.415	512.254
Établissements se servant de force motrice	?	85.923	100.735	169.409
Proportion de ces derniers établissements	»	33.8	28.3	33.1
Milliers de chevaux	2.346	3.411	5.955	11.300
Moyennes en chevaux par établissement	9.3	39.7	59.1	66.7
Machines à vapeur :				
Nombre	?	56.483	91.410	156.100
Milliers de chevaux	1.216	2.185	4.582	8.742
Proportion pour cent	51.8	64.1	76.9	77.4
Moteurs à gaz et pétrole :				
Nombre	»	»	?	14.884
Milliers de chevaux	»	»	9	144
Proportion pour cent	»	»	0.1	1 3
Moteurs hydrauliques :				
Nombre	?	55.404	39.008	39.182
Milliers de chevaux	1.130	1.225	1.255	1.727
Proportion pour cent	48.2	35.9	21.1	15.3
Moteurs électriques :				
Nombre	»	»	?	16.923
Milliers de chevaux	»	»	16	311
Proportion pour cent	»	»	0.3	2.7
Moteurs divers :				
Nombre	»	»	?	2.144
Milliers de chevaux	»	»	5	54
Proportion pour cent	»	»	0.1	0.5
Force totale louée (milliers de chevaux)	»	»	89	321
Proportion pour cent	»	»	1.5	2.8
Force électrique louée (milliers de chevaux)	»	»	?	184
Autres forces louées (milliers de chevaux)	»	»	?	137

Un fait surprend d'abord dans ce tableau : c'est la faible proportion des établissements qui se servent de force motrice : à peine le tiers de l'ensemble, et cette proportion n'est pas plus forte en 1900 qu'en 1880. Voilà qui déroute un peu les idées qu'on se fait d'habitude sur le développement de la grande industrie. A y regarder de près, toutefois, on s'aperçoit, en premier lieu, que les *Census* de 1890, et plus encore de 1900, ont recensé avec plus d'exactitude que les précédents les petits ateliers, dont bien peu leur ont échappé, alors que, précédemment, beaucoup se trouvaient omis ; en second lieu, le fait que nous signalons montre, comme nous l'avons déjà fait remarquer, que la grande industrie ne tue pas la petite, qu'elle laisse subsister à côté de ses vastes usines beaucoup de petits établissements, qu'elle en fait même naître de nouveaux pour les réparations, certains travaux auxiliaires, etc. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que, s'il y a toujours une abondance de petits ateliers, occupant ensemble un nombreux personnel, ils ne jouent cependant qu'un rôle secondaire dans la production, où la part de la grande industrie est de plus en plus prépondérante. Rien de plus significatif à ce sujet que la statistique des arts et métiers (*hand trades*) qui comprennent 42 p. 100 de l'ensemble des établissements industriels et ne fournissent que 9 p. 100 de la valeur brute des produits. La puissance moyenne des usines, qui va sans cesse en grandissant, indique la tendance à la concentration de l'industrie : de 9 chevaux en 1870, elle est passée à près de 67 en 1900, faisant plus que septupler en trente ans. Elle est portée au maximum dans l'industrie du fer et de l'acier, où elle est de 2.508 chevaux par établissement, contre 509 en 1880, dans celle du papier et de la pulpe de bois où

elle est montée, dans le même laps de temps, de 179 à 1.002 chevaux, dans celle du coton où elle est passée, de même, de 288 à 840 chevaux.

Des diverses sources d'énergie utilisées, la vapeur qui était encore serrée de près par l'eau en 1870, tient de très loin la tête puisqu'elle fournit plus des trois quarts de la force motrice. On peut remarquer, cependant, que ses progrès ont été proportionnellement moindres de 1890 à 1900 que de 1880 à 1890, sous l'influence de l'usage croissant de nouvelles formes d'énergie dans les moteurs à gaz et surtout à électricité. La tendance à l'emploi de machines de plus en plus puissantes n'est qu'insuffisamment mise en évidence par l'augmentation incessante de la puissance moyenne par machine (et non plus par établissement) : 39 chevaux en 1880, 51 en 1890, 66 en 1900. En effet, à côté des grands générateurs de force qui fournissent véritablement la force motrice d'une puissante usine, on est souvent obligé d'en employer beaucoup de petits pour alimenter des machines servant à des opérations auxiliaires diverses : c'est le grand nombre de celles-ci qui explique que la moyenne des moteurs employés dans l'industrie du fer et de l'acier ne soit que de 235 chevaux, tandis que dans l'industrie, moins complexe, du coton, elle atteint 300 chevaux, maximum des industries américaines. Pour ces opérations auxiliaires on se sert de plus en plus, depuis un petit nombre d'années, de moteurs électriques, dont la souplesse s'y prête admirablement.

Il y a peu de chose à dire des moteurs à gaz et à pétrole qui sont confondus sous la même rubrique. De création récente, ils sont surtout employés dans la petite industrie, pour laquelle ils constituent un perfectionnement très intéressant, par leur bon marché,

leur production économique de force, la facilité de leur entretien, leur adaptabilité à nombre d'usages variés. Bien qu'on en construise aujourd'hui de très puissants, il semble que le petit atelier, sinon l'atelier familial, doive rester leur champ principal ; leur force moyenne n'est du reste que de 9 chevaux.

La vieille énergie hydraulique qui était, jusqu'au milieu du XIXe siècle, la plus employée de toutes les forces naturelles avait semblé un moment devoir être reléguée, elle aussi, dans la petite ou du moins la moyenne industrie; les grandes usines l'abandonnaient de plus en plus pour la vapeur, plus maniable et plus régulière : de 1870 à 1890, l'augmentation de la puissance hydraulique employée par l'industrie américaine avait été presque insignifiante. De 1890 à 1900, elle a été bien plus considérable, atteignant près de 40 p. 100. C'est que les appareils propres à utiliser la force des chutes d'eau se sont beaucoup perfectionnés dans ces derniers temps, que la colonisation s'est développée dans la région des Montagnes Rocheuses, où ces chutes abondent, et aussi qu'une industrie particulière, pour laquelle la force hydraulique est particulièrement employée parce qu'elle abonde à proximité des lieux où cette industrie s'exerce, a pris une très grande extension. Nous voulons parler de l'industrie du papier et de la pulpe de bois qui envahit, et n'est pas sans exploiter d'une manière peut-être trop hâtive, les forêts du New-York, de la Nouvelle-Angleterre, du Wisconsin et du Minnesota. De 65.000 chevaux hydrauliques qu'elle employait dans l'État de New-York en 1890, elle est passée à 191.000 en 1900; dans le New-Hampshire, le Maine, le Wisconsin les progrès sont à l'avenant. Enfin, le nombre de chevaux fournis par les moteurs hydrauliques ne rend plus aujourd'hui un compte exact de la

puissance des chutes d'eau captées. Il y faut joindre une très grande partie de la force des moteurs électriques dont un grand nombre transforment en électricité l'énergie hydraulique. Or, pour les seules applications industrielles, la puissance électrique utilisée s'élève à près de 500.000 chevaux dont 311.000 employés par les propriétaires et 184.000 loués à des stations centrales. Il faudrait multiplier plusieurs fois ce chiffre pour avoir la force électrique employée aux transports, à l'éclairage et à une foule d'applications diverses. Aussi l'énergie hydraulique joue-t-elle un rôle beaucoup plus vaste qu'il n'apparaît à première vue et toute une nouvelle série d'emplois s'ouvre devant elle. Eclipsée un moment par la vapeur, c'est en elle qu'aujourd'hui on salue, de toutes parts, la reine de l'avenir.

L'utilisation croissante de l'électricité, qui a opéré ce changement, est le trait le plus caractéristique de la période qui sépare les deux derniers *Census* américains. Elle n'était que tout à fait à ses débuts en 1890 ; elle règne déjà en maîtresse dans l'éclairage et les transports urbains en 1900 ; et elle commence aussi d'avoir un assez grand nombre d'applications dans l'industrie proprement dite. Le transport de la force par l'électricité, découvert à la fin du XIXe siècle, ne peut se comparer comme importance qu'à l'application de la vapeur à la production de la force, rendue pratique pour la première fois à la fin du XVIIIe siècle. Grâce à lui des énergies immenses, impossibles à utiliser sur place, peuvent être captées dans les montagnes les plus reculées et transmises à des centaines de kilomètres aux points où elles trouveront le mieux leur emploi ; des villes peuvent être éclairées, leurs habitants transportés grâce à ces forces éloignées. A côté des dynamos d'une puissance énorme qui permettent de réaliser ces grands

travaux, de petits moteurs de quelques chevaux, de fractions de cheval même peuvent être branchés sur les circuits électriques des villes, faciliter le travail de l'artisan dans sa famille, produire peut-être une résurrection partielle de certaines petites industries.

Toutes ces applications électriques variées sont florissantes aux États-Unis. Dans la ville de New-York un très grand nombre de moteurs, dont la puissance totale est de 50.000 chevaux tirent leur force du courant distribué par la *New-York Edison Company*. Aux chutes du Niagara se trouvent deux grandes entreprises, qui ont licence d'utiliser 200.000 chevaux prélevés sur cette immense force hydraulique, qui l'emporte à elle seule sur l'ensemble de toutes les forces motrices utilisées en France avec ses 6 à 7 millions de chevaux. Transmis à Buffalo à 40 kilomètres de là, le courant électrique éclaire la ville, meut ses tramways et distribue la force à un grand nombre d'industries du voisinage. Sur la côte du Pacifique, la force hydraulique de la rivière Yuba est transportée de la Sierra Nevada à San-Francisco par deux lignes de conducteurs, l'une en cuivre, l'autre en aluminium, dont la plus longue n'a pas moins de 350 kilomètres et qui sont parcourues par un courant triphasé à la tension énorme de 60.000 volts; la force transmise s'élève à 16.000 chevaux.

Plus au Nord, 8.000 chevaux sont pris aux chutes de la Snoqualmie et transportés, à travers les monts des Cascades, jusqu'aux jeunes villes de Tacoma et de Seattle, soit à une distance de 72 et 48 kilomètres : la transmission se fait à la tension de 25.000 volts, également sur des fils d'aluminium.

Les chutes ainsi captées sur les montagnes voisines du Pacifique compensent un faible volume par une très grande hauteur ; les Américains n'ont pas été moins

habiles à utiliser la faible dénivellation du Sault-Sainte-Marie, entre les lacs Supérieurs et Huron, qui n'ont que 6 mètres de différence de niveau. Malgré l'activité de la navigation sur le canal qui contourne les rapides et où passe un tonnage très supérieur à celui du canal de Suez, ils ont pu, en prenant des mesures pour réduire, grâce à des vannes compensatrices, la quantité d'eau qui sort du Lac Supérieur par son déversoir naturel, tirer de là une force de 20.000 chevaux, que l'on propose d'augmenter encore.

Dans les applications de l'électricité, les États-Unis ne se sont ainsi laissé devancer par aucune autre nation. Les immenses forces hydrauliques qu'ils possèdent leur garantissent du reste un aussi brillant avenir avec la nouvelle force motrice qu'avec la vapeur et, si l'utilisation de la houille blanche produit au cours de ce siècle une révolution industrielle, l'Union américaine est assurée de n'en pas souffrir.

CHAPITRE V

L'importance et la répartition des diverses industries. Les grandes régions industrielles de l'Union.

Admirablement préparés par la nature à devenir le siège d'un puissant développement industriel, habité par les hommes les plus aptes à mettre leurs ressources en valeur, les Etats-Unis ont vu leur territoire se couvrir des manufactures les plus variées. Il n'est guère aucun genre d'industrie qui ne s'y trouve représenté et et qui n'y prospère. Le *Census* de 1900 dresse la statistique de 354 industries différentes. Il va sans dire que nous ne saurions entrer dans tous ces détails ; mais pour emprunter aux auteurs du rapport officiel sur le *Census* une comparaison assez juste, de même qu'en histoire naturelle on groupe plusieurs espèces voisines pour former un genre, on peut classer ces 354 industries distinctes en un nombre beaucoup plus restreint de catégories, dont chacune comprend des industries voisines l'une de l'autre ou se complétant mutuellement. Le *Census* distingue 13 de ces catégories ou groupes d'industries, plus les industries diverses et les arts et métiers, soit 15 classes en tout. Avant d'examiner plus à fond les principales branches de l'activité manufacturière dans l'Amérique du Nord, il est bon, pour avoir une vue d'ensemble du développement industriel amé-

ricain et de ses progrès, de reproduire ici, d'après le rapport sur le *Census* de 1900, le tableau où sont résumées les principales données relatives à ces 15 groupes, telles qu'elles ont été relevées lors des trois derniers recensements.

Il convient de remarquer que ni l'industrie des mines, ni celle des transports ne figurent dans le tableau ci-contre.

Ce tableau parle de lui-même et montre assez quelles sont les industries les plus considérables et celles qui ont le plus progressé. Nous n'y joindrons donc pas de longs commentaires ; remarquons, toutefois, que, pour juger de l'importance d'une industrie, il ne faut pas s'en rapporter absolument à la seule valeur des produits. Certaines industries, en effet, transforment relativement très peu les matières qu'elles manipulent, en sorte qu'elles emploient peu de main-d'œuvre et peu de capitaux. C'est le cas de l'industrie des produits alimentaires par exemple, qui est la première comme valeur de produits, mais qui vient très en arrière de l'industrie textile, de l'industrie du fer et de l'acier, de l'industrie du bois pour le chiffre de son capital, le nombre de ses ouvriers et le montant de leurs salaires. Si la valeur de ses produits est très grande, c'est la valeur même des matériaux dont elle se sert qui en forme de beaucoup la plus grande part (près des quatre cinquièmes en fait), ce qui montre bien qu'elle ne les transforme pas profondément. Au contraire, dans l'industrie textile, dans celle du fer et de l'acier, dans celle du bois, la valeur des produits est presque double de celle des matériaux employés, ce qui montre que la transformation apportée par l'industrie est beaucoup plus considérable. On pourrait presque dire que la différence entre la valeur des produits d'une industrie

		Nombre d'établissements.	Capital (en millions de dollars).	Ouvriers (en milliers).	Salaires (en millions de dollars).	Coût des matériaux (en millions de dollars).	Valeur des produits (en millions de dollars).
Produits alimentaires.	1900	61.266	938	312	129	1.838	2 274
	1890	41.296	508	249	90	1.319	1.636
	1880	38.427	319	174	52	1.002	1.171
Textiles.	1900	30.048	1.367	1.030	342	896	1.637
	1890	16.847	1.008	824	278	705	1.262
	1880	14.137	595	710	198	570	971
Fer et acier.	1900	13.896	1.529	734	382	987	1.793
	1890	11.169	998	531	285	618	1.144
	1880	8.823	488	379	161	369	659
Bois.	1900	47.054	946	547	212	561	1.031
	1890	35.576	844	548	202	463	878
	1880	42.336	314	320	96	283	489
Cuirs.	1900	16.989	344	238	100	396	584
	1890	12.918	247	213	98	294	488
	1880	16.208	140	182	71	294	426
Papiers et imprimerie.	1900	26.747	558	297	140	214	606
	1890	20.160	344	226	118	150	446
	1880	6.044	135	119	53	92	198
Boissons et spiritueux.	1900	7.861	534	63	37	122	426
	1890	4.219	310	48	29	110	341
	1880	3.880	135	39	17	102	167
Produits chimiques.	1900	5.443	498	101	44	356	553
	1890	5.642	323	77	34	240	380
	1880	2.914	114	45	17	113	170
Verrerie, poterie et céramique.	1900	14.809	351	245	109	59	294
	1890	11.711	217	221	91	69	230
	1880	10.418	83	133	40	40	108
Métaux autres que le fer et l'acier.	1900	16.305	411	191	97	497	749
	1890	10.019	204	123	64	179	317
	1880	9.801	88	85	39	100	173
Tabac.	1900	15.252	124	142	50	107	283
	1890	11.643	96	123	45	92	212
	1880	7.674	40	88	25	65	119
Véhicules pour les transports par terre.	1900	10.112	397	316	165	268	509
	1890	10.175	248	221	118	175	344
	1880	4.472	55	69	28	56	105
Constructions navales.	1900	1.116	77	47	25	33	75
	1890	1.010	53	25	15	17	40
	1880	2.188	21	21	13	20	37
Industries diverses.	1900	29.479	1.349	483	203	490	1.004
	1890	19.304	769	303	137	300	646
	1880	11.149	180	189	66	171	311
Arts et métiers.	1900	215.814	392	559	288	483	1.184
	1890	143.716	356	519	288	432	1.009
	1880	75.381	84	179	72	120	264
Total.	1900	512.191	9.814	5.306	2.321	7.344	13.000
	1890	355.405	6.525	4.252	1.891	5.162	9.372
	1880	253.852	2.790	2.733	948	3.397	5.370

donnée et la valeur des matériaux dont elle se sert, différence qui mesure ce que l'industrie ajoute à la valeur de la matière brute, est le véritable critérium de l'importance de cette industrie.

L'activité manufacturière n'est naturellement pas la même dans toutes les régions des Etats-Unis. Inégalement favorisées au point de vue de la production des matières premières animales, végétales ou minérales, et notamment de la houille, principale source de la force motrice, peuplées les unes depuis des siècles, les autres depuis quelques années à peine, elles ne sauraient avoir le même développement industriel. On en jugera par les chiffres suivants, où sont résumés les principaux éléments fournis par les statistiques industrielles du *XII[e] Census*. On y a joint, comme terme de comparaison, la population de chacune des grandes régions naturelles.

IMPORTANCE DE L'INDUSTRIE DANS LES DIVERSES RÉGIONS

	Nombre des établissements.	Capital (en millions de dollars).	Coût des matériaux (en millions de dollars).	Valeur des produits (en millions de dollars).
Atlantique-Nord.	204.265	5.300	3.547	6.498
Atlantique-Sud .	47.264	673	469	840
Centre-Nord . .	182.467	2.902	2.546	4.338
Centre-Sud. . .	51.042	528	393	680
Ouest.	27.238	430	392	654
Total[1] . . .	512.276	9.831	7.346	13.010

1. Ces totaux s'appliquent à tout le territoire continental des Etats-Unis, non compris l'Alaska et Hawaï, où l'industrie est absolument insignifiante ; mais ils comprennent quelques établissements officiels qui étaient exclus des statistiques précédemment données ; c'est ce qui explique quelques discordances de chiffres, d'ailleurs légères au point d'être négligeables.

	Nombre des ouvriers.	Salaires (en millions de dollars).	Population.
Atlantique-Nord.	2.772.117	1.272	21.046.695
Atlantique-Sud .	497.972	152	10.443.480
Centre-Nord. . .	1.537.301	688	26.333.004
Centre-Sud . . .	313.418	108	14.080.047
Ouest.	193.731	108	4.091.349
Total. . . .	5.321.389	2.331	75.994.575

De ces chiffres ressort immédiatement la grande prépondérance industrielle des vieux Etats de l'Atlantique-Nord où se trouvent plus de la moitié des capitaux industriels et des ouvriers, et où sont fabriqués presque exactement la moitié des produits des manufactures américaines. Le Sud, au contraire, malgré des progrès récents, ne joue qu'un bien faible rôle encore. L'Ouest en tient un plus considérable qu'il ne paraît ici, si l'on joint aux industries proprement dites, les seules dont s'occupe le *Census*, l'industrie minière.

La grande région industrielle de l'Atlantique-Nord se partage en trois groupes : celui de la Nouvelle-Angleterre (Massachusetts, New-Hampshire, Rhode-Island, Connecticut) où domine surtout l'industrie cotonnière ; celui de New-York et de New-Jersey, où s'accumulent, à cause du voisinage des très grands centres de consommation, une foule d'industries variées, fabriquant notamment des produits finis, et où l'industrie de la soie a pris un très grand développement ; enfin celui de la Pennsylvanie, où se trouve avant tout le grand centre de la métallurgie, puis celui de l'industrie lainière, de la verrerie et de la céramique. Dans le Centre-Ouest, les industries métallurgiques, la construction des véhicules de chemins de fer et des machines agricoles sont très importantes dans l'Ohio et l'Illinois, mais ce qui caractérise

plus particulièrement cette région, c'est le grand nombre d'industries directement dérivées de l'agriculture et surtout de la préparation des viandes, conserves et tous produits alimentaires. Dans le Sud, la métallurgie a pris depuis assez longtemps déjà une grande importance en Alabama, et l'industrie cotonnière se développe énormément depuis dix ans dans les Carolines et en Georgie. L'Ouest, enfin, est le domaine des mines métalliques; l'industrie des conserves en Californie, celle du bois dans le Washington et l'Oregon y ont aussi quelque importance.

De tous les Etats, c'est celui de New-York qui tient la tête, au point de vue industriel, avec 2 milliards 175 millions de produits, 1651 millions de capitaux industriels et 849.000 ouvriers; ensuite la Pennsylvanie avec 1.835 millions de produits, 1.552 millions de capitaux et 734.000 ouvriers. L'Illinois a 1.260 millions de dollars de produits, 777 millions de capitaux industriels, 395.000 ouvriers et dispute le troisième rang au petit Massachusetts qui a 1 milliard 35 millions de produits seulement, mais 823 millions de capitaux industriels et 497.000 ouvriers. Ces quatre Etats sont les seuls qui donnent plus d'un milliard de dollars de produits industriels. Après eux, viennent l'Ohio et le New-Jersey qui en ont, le premier, 830 millions, le second 612 millions de dollars. Six autres États, le Missouri, l'Indiana, le Wisconsin, le Michigan, le Connecticut, la Californie fournissent, chacun, de 300 à 400 millions de dollars de produits industriels. Tous les autres viennent sensiblement au-dessous.

CHAPITRE VI

L'industrie minière.

Les États-Unis tiennent, sans aucun conteste, le premier rang, et de beaucoup, parmi tous les pays du monde, au point de vue de l'industrie minière et leur prépondérance, sous ce rapport, va croissant[1]. La production minière s'est élevée, en 1902, déduction faite de tous doubles emplois et de la valeur des métaux obtenus par le traitement de minerais étrangers importés, à 1.238 millions de dollars, soit près de 6 milliards et demi de francs. Elle porte sur une très grande variété de substances, car, parmi les métaux, il n'y a que l'étain, le nickel et le platine qui ne soient pas extraits en quantités importantes aux États-Unis, et, parmi les

1. Cependant, les dix gros volumes *in-quarto* du *Census* de 1900, si complets en ce qui concerne la population, l'agriculture et l'industrie en général, ne contiennent aucun renseignement au sujet des mines. Cette question a été réservée, paraît-il, pour une enquête spéciale dont les résultats ne sont pas encore connus. En leur absence, nous nous servirons, pour cette étude, de divers autres documents et, notamment, de l'utile publication *The Mineral Industry*, qu'édite annuellement l'*Engineering and Mining Journal* de New-York, et à laquelle notre Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale a témoigné sa haute estime en lui décernant sa médaille d'or. Aussi, croyons-nous pouvoir dire que les statistiques que nous donnerons en cette manière ne sont pas moins dignes de foi que celles qui nous ont été fournies par le *Census* pour les autres branches de l'industrie américaine.

substances non métalliques de quelque valeur, il n'est guère que les nitrates qui leur fassent défaut. Nous donnons ci-dessous, d'après *The Mineral Industry* de 1903, les quantités et la valeur, sur les lieux de production, de tous les produits minéraux des États-Unis pour lesquels cette valeur dépasse 2 millions de dollars, soit environ 10 millions de francs. (Le dollar = 5 fr. 18.)

PRODUCTION MINÉRALE DES ÉTATS-UNIS EN 1902

Minerais et substances non métalliques.

	Tonnes métriques.	Millions de dollars.	Valeur par tonne. (en doll.)
Charbon bitumineux. .	234.393.529	285.6	1.21
Anthracite.	37.604.343	83.0	2.20
Briques et poteries. . .	»	110.2	»
Pétrole brut.	12.174.961	70.6	5.80
Minerai de fer.	35.190.299	64.8	1.84
Pierre à bâtir (en 1901).	»	55.6	»
Gaz naturel	»	30.0	»
Ciment de Portland . .	3.000.000	16.6	5.54
Autres ciments.	1,236.110	4.1	3.31
Sel.	3.029.022	5.7	1.87
Calcaire (fondant) . . .	9.644.931	5.5	0.59
Phosphates de chaux. .	1.488.103	4.6	3.12
Ardoises (1901)	394.072	4.1	3.15
Blanc de zinc	46.929	4.0	85.73
Borax.	15.605	2.4	156.03
Sulfate de cuivre. . . .	22.119	2.0	91.71
	Métaux :		
Fer en gueuses.	17.890.059	289.3	16.19
Ferromanganèse. . . .	216.389	13.9	64.01
Cuivre	277.064	71.1	256.55
Plomb	254.489	22.8	89.70
Zinc.	143.552	15.3	106.80
Aluminium	3.322	2.3	690.00
Or (en kilogrammes). .	120.269	80.0	664.60
Argent — . .	1.726.229	28.9	16.77

PRODUCTION MINÉRALE DES ÉTATS-UNIS EN 1902 (*Suite.*)
Produits minéraux et chimiques secondaires.

	Tonnes métriques.	Millions de dollars.	Valeur par tonne (en doll.)
Coke	20.947.421	51.9	2.48
Blanc de plomb	104.011	12.0	115.16
Soude.	562.000	10.3	18.31
Sulfate d'ammoniaque .	65.000	4.3	65.61

D'après ces chiffres, les États-Unis sont de beaucoup au premier rang des pays producteurs pour les trois matières les plus essentielles de l'industrie moderne : le charbon, pour lequel ils fournissent exactement un tiers de la production mondiale, le fer, pour lequel leur part est de 40 p. 100, le cuivre où elle dépasse la moitié ; ils occupent encore la première place pour le pétrole, le phosphate de chaux, le plomb, l'argent et l'aluminium [1], que l'on regarde quelquefois comme le métal de l'avenir et dont la consommation est certainement destinée à se développer beaucoup ; pour l'or, ils sont dépassés seulement, et de bien peu, par l'Australie [2] ; pour le zinc, par l'Allemagne. On voit qu'aucun pays n'est aussi complètement doué par la nature de richesses minérales de toutes sortes : combustibles, métaux précieux, métaux usuels. Si haut qu'on estime les qualités de leur population, il n'est pas injuste de dire que les merveilleuses ressources de leur sous-sol

1. Cependant, c'est en France qu'on extrait le plus de bauxite, principal minerai de l'aluminium ; mais on en expédie une partie aux États-Unis pour y être traitée.

2. En 1899, le Transvaal avait dépassé les États-Unis et l'Australie ; il paraît certain qu'aussitôt les effets de la guerre effacés, c'est-à-dire en 1905, sinon en 1904, il se retrouvera de nouveau au premier rang.

contribuent, plus peut-être que toute autre cause, à leur puissance économique.

Il faut, d'autre part, rendre hommage à l'extraordinaire activité avec laquelle ces ressources ont été mises en valeur. Si l'on songe qu'en 1880, les États-Unis ne produisaient encore que 83 millions de tonnes de charbon et 3.800.000 tonnes de fer, moitié moins que l'Angleterre, à peine plus que l'Allemagne, et 27.000 tonnes de cuivre, moins que l'Espagne ou le Chili, on mesurera le chemin parcouru depuis lors et le changement profond apporté par l'avènement de l'Amérique dans la situation industrielle du monde.

Les gisements minéraux américains sont loin d'être également répartis sur toute la surface du pays. Pour ne prendre que les deux catégories les plus importantes : les combustibles minéraux et les métaux, on voit que la plus grande partie des premiers, et notamment la houille, se trouve concentrée le long de la chaîne des Alleghanys et dans les États qui sont situés immédiatement au sud des Grands Lacs, Ohio, Indiana, Illinois. Richement pourvue à ce point de vue, cette région est pauvre en métaux; elle ne contient guère que quelques gîtes de minerais de fer en Pennsylvanie — ceux-ci aux trois quarts épuisés — et dans l'Alabama, où ils sont plus abondants. Les richesses métalliques se trouvent presque uniquement dans l'Ouest : sur les bords du Lac Supérieur, où l'on exploite d'immenses gisements de minerais de fer et de très belles mines de cuivre, puis surtout dans les Montagnes Rocheuses, où s'accumulent l'or, l'argent, le plomb, la plus grande partie du cuivre ; par contre, ces grands territoires métallifères des Rocheuses et du Lac Supérieur possèdent fort peu de charbon ; la découverte, encore récente, des pétroles californiens est

venue compenser en partie cette pauvreté. Entre les deux régions minières, les États des Prairies, des grandes plaines situées entre le Mississipi et le pied des Rocheuses paraissent contenir peu de minéraux, à l'exception de quelques bassins houillers secondaires, des importants dépôts de zinc du Kansas et du Missouri, et des vastes gisements de pétrole découverts au Texas il y a deux ans à peine, tout près de la côte du golfe du Mexique.

La distribution des produits minéraux fait ressortir la supériorité naturelle de la partie des États-Unis située à l'est du Mississipi sur celle qui est à l'Ouest. La première est infiniment mieux pourvue de combustible, et comme celui-ci, matière encombrante, coûte très cher à transporter relativement à sa valeur intrinsèque, c'est dans les régions où on le trouve abondamment sur place que l'industrie tend à se développer surtout. D'ailleurs, la proximité des côtes, les rivières navigables, les canaux qu'il a été assez facile de construire, et, plus que toute autre chose, les Grands Lacs permettent d'effectuer les transports des matières lourdes beaucoup plus aisément à l'est du Mississipi qu'à l'ouest, où les bonnes voies de communication naturelles font défaut ; la navigation sur les Grands Lacs, notamment, en permettant de transporter pour un prix infime les minerais de fer du Lac Supérieur à proximité des houillères de l'Ohio et de la Pennsylvanie, est en quelque sorte la cheville ouvrière de l'industrie américaine. Il faut observer, toutefois, que l'infériorité industrielle de l'Ouest tend à s'atténuer par suite de deux causes : la découverte de vastes gisements de pétroles en Californie et au Texas, et d'autres, moins importants, en divers États situés au pied des Rocheuses, puis l'utilisation des nombreuses chutes

d'eau qui donneront à l'industrie la force dont elle a besoin ; néanmoins, comme l'Est ne manque pas non plus de forces hydrauliques, il semble que la suprématie devra lui rester.

Les bassins houillers des États-Unis s'étendent sur une surface totale de plus de 700.000 kilomètres carrés : 183.000 kilomètres carrés pour le bassin *Appalachien,* le plus oriental, qui s'allonge sur les flancs des Alleghanys, depuis la Pennsylvanie jusqu'à l'Alabama, à travers l'Ohio, le Maryland, les deux Virginies, le Kentucky, le Tennessee ; 150.000 kilomètres carrés pour le bassin *Intérieur de l'Est* dans l'Indiana, l'Illinois et la partie ouest du Kentucky ; 28.000 kilomètres carrés pour le bassin *Intérieur du Nord,* dans le Michigan ; puis viennent : le bassin *Intérieur de l'Ouest et du Sud* qui s'étend sur 244.000 kilomètres carrés, de l'Iowa au Texas, par le Nebraska, le Missouri, le Kansas, l'Arkansas, le Territoire Indien ; le bassin des *Montagnes Rocheuses* (113.000 kilomètres carrés), allongé de la frontière canadienne presque jusqu'à la frontière mexicaine ; enfin le petit bassin du Pacifique, qui n'a que 2.500 kilomètres carrés et se compose de plusieurs dépôts dispersés, dont les principaux sont dans le Washington. On n'a pas évalué la contenance totale de ces bassins ; mais les plus riches, de beaucoup, tant par la quantité que par la qualité du charbon qu'ils contiennent, paraissent être l'Intérieur de l'Est et surtout l'Appalachien, où l'on trouve d'excellentes houilles à coke, notamment dans le district de Connelsville, et des charbons à vapeur presque égaux au cardiff. Dans l'ensemble, on estime que 55 p. 100 des surfaces houillères que nous venons de passer en revue sont exploitables. Il faut y joindre le petit, mais extrêmement puissant, bassin d'anthracite qui s'étend

sur 1.250 kilomètres carrés de la Pennsylvanie occidentale, plus près encore de la mer que les houillères du bassin Appalachien, et qui fournit une production annuelle moyenne de plus de 50 millions de tonnes. Enfin, il existe aux États-Unis de vastes dépôts de lignite qui ne sont pas exploités pour le moment, mais constituent une réserve supplémentaire pour l'avenir[1].

On a extrait, en 1902, du bassin Appalachien, les deux tiers de la houille proprement dite, ou charbon bitumineux, produite aux États-Unis : plus de 156 millions de tonnes sur 234 millions. Comme le bassin de l'anthracite se trouve contigu audit bassin Appalachien, on voit que cette région a fourni, en tout, près de 194 millions de tonnes de charbon, c'est-à-dire plus de 70 p. 100 de la production américaine. Les parties les plus productrices sont les deux extrémités du bassin, et surtout la portion nord, où la Pennsylvanie extrait 89 millions de tonnes, l'Ohio 21 millions et demi, la Virginie de l'Ouest 24 millions et demi, le Maryland 5 millions ; la production de ces quatre États réunis n'était, en 1880, que de 28 millions et, en 1890, que de 58 millions ; elle est aujourd'hui de 140 millions de tonnes. A l'extrémité sud, l'Alabama en extrait 9 millions et demi ; dans la partie centrale, la Virginie, le Kentucky et le Tennessee fournissent respectivement 3, 6 et 4 millions de tonnes. Abondant comme il l'est, le combustible est naturellement bon marché dans tous ces États. Les prix moyens, sur le carreau de la mine, varient (pour 1902)

1. Pour l'étude de l'industrie houillère américaine, nous nous sommes servi, à côté de *The Mineral Industry*, des intéressantes et substantielles études de M. Ed. Lozé, d'Arras, dont la compétence en tout ce qui touche à la production du charbon est universellement connue, et notamment de ses intéressants articles dans l'*Economiste français* des 31 mai, 14 et 28 juin 1902.

de 1 doll. 05 la tonne métrique dans le Kentucky à 1.38 dans le Tennessee; en Pennsylvanie et dans l'Ohio, ils sont de 1.19, soit 6 fr. 20 environ; dans les deux Virginies, de 1.15 ou 6 francs. Ce sont ces houilles de Pennsylvanie et surtout des Virginies que l'on a commencé d'exporter en Europe ces dernières années, et qui pourront y arriver, dans l'avenir, en quantités considérables.

Le bassin intérieur de l'Est contribue à la production pour 34 millions et demi de tonnes, dont 27 dans l'Illinois et le reste dans l'Indiana ; si l'on voulait être tout à fait juste, il faudrait lui attribuer encore la moitié de la production du Kentucky. C'est dans ce bassin que les prix sont les plus bas : 1 doll. 04 à 1 doll. 05, soit 5 fr. 40 environ la tonne métrique. Le bassin intérieur du Nord ne possède à son actif que les 800.000 tonnes du Michigan. Du bassin intérieur de l'Ouest, si étendu pourtant, on n'extrait que 19 millions de tonnes environ, répartis entre les divers États qui le composent, à raison de 2 à 5 millions de tonnes pour chacun d'eux ; les prix sont ici plus élevés et varient de 1 doll. 21 dans l'Arkansas à 1 doll. 76 dans le Territoire Indien, c'est-à-dire de 6 fr. 25 à 9 fr. 10 la tonne. Cette région des prairies, dépourvue de bois, à hivers très froids et très longs dans le Nord, est obligée de faire venir du charbon des régions voisines, plus favorisées. Le bassin des Montagnes Rocheuses comprend un producteur important, le Colorado, avec 6.700.000 tonnes; l'État voisin de Wyoming extrait 4.200.000 tonnes ; l'Utah, le Nouveau-Mexique et, plus au Nord, le Montana, en produisent de 1 million à 1 million et demi chacun, ce qui porte la production totale du bassin à 15 millions; les prix ne sont que de 1 doll. 23 au Colorado et s'élèvent à 1 doll. 55 au Nouveau-Mexique. Enfin, sur la côte du Pacifique, la Californie et l'Ore-

gon, presque entièrement dénués de houille, n'en extraient que 80.000 et 260.000 tonnes respectivement ; le Washington, seul, en produit une quantité importante, près de 2 millions et demi de tonnes, évaluées à 2 doll. 16, c'est-à-dire plus de 11 francs la tonne métrique. Cette cherté du charbon, qui n'est que relative, puisque ce dernier prix est encore un peu inférieur à ceux pratiqués en général dans notre bassin du Nord, a été, jusqu'à présent, nous l'avons dit déjà, une grande cause d'infériorité industrielle pour la région du Pacifique.

On est tenté, au premier abord, d'être surpris par le faible prix des charbons américains dans les États grands producteurs. Les salaires y sont si élevés, qu'il semble presque incompréhensible qu'on puisse produire, avec avantage, de la houille à 5 ou 6 francs la tonne et même, en certaines années, à 4 francs, voire au-dessous. Mais ici, comme partout en Amérique, l'abaissement du prix de revient, malgré la cherté de la main-d'œuvre, s'explique par l'emploi des machines poussé aussi loin qu'il est possible. Les haveuses mécaniques, encore bien peu usitées en Europe, sont d'un emploi tout à fait courant en Amérique, et les ouvriers, après les avoir vues tout d'abord d'un mauvais œil, les ont assez vite acceptées, car ils se sont rendu compte qu'elles augmentaient non seulement leur sécurité, mais aussi, comme le fait ressortir M. Ed. Lozé, la demande de main d'œuvre, grâce à l'énorme accroissement de la production qui exige l'emploi de plus nombreux ouvriers auxiliaires, chargeurs et autres. C'est certainement l'usage des machines qui a permis à l'extraction des charbons de se développer, aux États-Unis, avec une si prodigieuse rapidité.

De 1896 à 1902, c'est-à-dire en six ans, cette produc-

tion, sous l'impulsion d'un très grand essor industriel, a augmenté de près de 100 millions de tonnes, passant de 174 à 272 millions de tonnes, houille et anthracite compris ; encore convient-il de remarquer que l'extraction de l'anthracite a été réduite par la grande grève de 1902 très au-dessous de son chiffre normal. Sans cette interruption de travail, elle eût certainement atteint un chiffre voisin de celui de 1901, c'est-à-dire 61 millions de tonnes au lieu de 37 millions et demi, et l'ensemble de la production des États-Unis se serait ainsi élevé à 295 millions de tonnes environ. Celle de la Grande-Bretagne n'a été que de 230 millions, alors qu'en 1898 elle dépassait légèrement les États-Unis ; celle de l'Allemagne de 150 millions (dont 43 de lignite). La grande fédération américaine occupe bien décidément et définitivement la première place dans le monde. Sa production se serait même développée plus vite encore si elle n'avait été limitée par une cause tout à fait extrinsèque : l'insuffisance des moyens de transport du combustible. Les Compagnies avaient beau presser autant que possible la construction des wagons, elles étaient toujours, pendant ces années d'exceptionnelle et croissante prospérité que l'Union vient de traverser, en arrière de la demande, à tel point que les mines ont été obligées parfois de ralentir l'extraction, non faute de commandes, mais parce que le charbon à livrer s'accumulait chez elles sans qu'elles pussent l'expédier.

L'activité industrielle paraissant diminuer, il est probable que cet inconvénient ne se produira plus, mais ce sera maintenant la moindre importance des commandes qui pourra ralentir, sinon arrêter, les progrès de la production houillère. Les producteurs seront alors incités à se tourner de plus en plus vers le marché extérieur, qu'ils ont déjà commencé d'exploiter, mais auquel l'in-

tensité de la consommation indigène les a empêchés, jusqu'à présent, d'attacher une grande importance. Cependant, depuis 1890, les États-Unis ont exporté chaque année plus de charbon qu'ils n'en importaient, et le total de ces exportations a constamment dépassé 1 million de tonnes. A partir de 1898, elles sont devenues réellement importantes. On en jugera par le tableau ci-dessous :

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CHARBON AUX ÉTATS-UNIS
(EN LONGUES TONNES DE 1.016 KILOGRAMMES)

	Exportations.		Importations.	
	Charbon.	Coke.	Charbon.	Coke.
1898. . .	4.503.405	199.562	1.273.706	41.185
1899. . .	5.752.150	280.196	1.400.522	27.855
1900. . .	7.917.519	376.999	1.909.376	103.175
1901. . .	7.383.391	384.330	1.920.248	72.729
1902. . .	6.126.946	392.491	2.551.381	107.437

On voit qu'en 1900 les exportations ont dépassé 8 millions et demi de tonnes métriques, en tenant compte de ce qu'il faut environ une tonne et demie de houille pour faire un tonne de coke. Des 7.917.000 tonnes de houille exportées en cette année, où le mouvement atteignit son maximum d'intensité, 5.422.000 se dirigeaient vers le Canada, 223.000 vers l'Amérique centrale et méridionale, 664.000 vers le Japon, 760.000 vers le Mexique et 635.000 seulement vers l'Europe, le reste allant en des pays divers. Les importations venaient pour 1.484.000 tonnes du Canada (Colombie britannique) : si l'est des États-Unis alimente l'est du Canada, la côte Pacifique du Canada fournit, par contre, la côte Pacifique des États-Unis, qui faisait venir, en outre, 252.000 tonnes d'Australie ; 119.000 tonnes seulement

venaient d'Europe. En 1902, les exportations vers l'Europe étaient retombées à 187.000 tonnes, et les arrivages d'Europe montaient, au contraire, à 457.000 tonnes ; le mouvement se trouvait renversé.

Il semble assez peu probable que ce renversement dure. La consommation intérieure diminuant, les producteurs américains prendront des mesures pour exporter. Au début de 1902, il en coûtait, d'après M. Lozé, 7 à 8 francs pour transporter les charbons américains de Pennsylvanie ou de Virginie des mines à la côte, et une dizaine de francs pour leur faire traverser l'Atlantique, ce qui les faisait ressortir, en Europe, à 23 ou 24 francs ; mais le premier de ces prix est peut-être susceptible de réduction par une entente entre les mines et les Compagnies de chemins de fer, qui obéissent souvent aux influences des mêmes capitalistes ; le second ne semble guère devoir augmenter et pourrait diminuer aussi, si les Américains donnent suite à leurs projets d'extension et de primes à la marine marchande ou, simplement, si les transports s'organisent mieux, les envois de charbon cessant d'être occasionnels pour devenir réguliers. Enfin, les affaires allant, en général, moins bien à l'intérieur, on doit envisager une baisse des prix à la mine, qui pourrait parfaitement atteindre 1 franc à 1 fr. 50 la tonne sans les ramener au-dessous des cours cotés de 1895 à 1898, alors que les houilles de Pennsylvanie et de Virginie valaient moins de 4 francs.

Il résulte de toutes ces considérations que les ventes des charbons américains dans la Méditerranée aux environs, sinon au-dessous, de 20 francs la tonne ne paraissent rien avoir d'impossible dans un prochain avenir. Elles pourront alors prendre de grandes proportions et, dans le Vieux-Monde, de même aussi, sans doute, que dans l'Amérique du Sud, la lutte s'établira entre les

États-Unis et l'Angleterre. Comme les prix des charbons anglais ont une tendance générale à s'élever par suite de l'approfondissement et de l'épuisement relatif des mines, tandis que l'Amérique du Nord — sauf peut-être en ce qui concerne l'anthracite — n'a guère fait qu'effleurer ses ressources, on peut prévoir le jour où les États-Unis, en attendant la mise en valeur des houillères de la Chine, seront les grands fournisseurs de charbon du monde entier, l'Europe du Nord et du Nord-Ouest restant seule le domaine des exportations britanniques.

Les États-Unis sont, également, au premier rang de tous les pays du monde pour la production des combustibles minéraux autres que le charbon. Ces combustibles sont de deux sortes : le pétrole et le gaz naturel. Le pétrole est l'une des denrées qui sont le plus utiles à la civilisation moderne, et dont l'emploi se développe le plus rapidement aujourd'hui. Il a trois catégories d'usages : comme éclairant, il constitue, souvent, la moins dispendieuse des sources de lumière artificielle; comme combustible, il peut, avantageusement, remplacer la houille dans les contrées où elle est chère; comme agent de force motrice, il est de plus en plus employé, grâce aux perfectionnements des moteurs à explosion, si légers et si commodes. L'existence des huiles minérales a été découverte depuis bien des siècles : les anciens Mages connaissaient déjà les sources de napthe des bords de la Caspienne; mais les États-Unis sont le premier pays où le pétrole ait été extrait industriellement : il l'est depuis plus de quarante ans en Pennsylvanie. Longtemps l'Union américaine est restée, de beaucoup, le principal producteur du pétrole : il y a vingt ans, elle fournissait encore les deux tiers de l'extraction du monde entier. Mais, si rapidement

que se soient développés, depuis lors, les champs d'huile des Alleghanys et de l'Ohio, ils ont été dépassés par les énormes gisements de Bakou : en 1898, la Russie a pris le pas sur les États-Unis et a conservé le premier rang jusqu'en 1902, où l'Amérique l'a reconquis, grâce aux nouveaux bassins pétrolifères du Texas. États-Unis et Russie sont restés presque les seuls fournisseurs de pétrole du monde. En 1901, les premiers en produisaient 8.839.000 tonnes métriques, la seconde 10.880.000; tous les autres pays réunis n'en extrayaient guère plus de 1.500.000 tonnes, dont environ 400.000 pour l'Autriche-Hongrie, 300.000 pour la Roumanie, 400.000 pour Java et Sumatra, 180.000 pour l'Inde, 100.000 pour le Japon, 80.000 pour le Canada, 44.000 pour l'Allemagne, 30.000 pour le Pérou. L'ensemble de la production mondiale approchait ainsi de 21 millions et demi de tonnes, tandis qu'elle n'était que de 17 millions et demi, dont 7.831.000 tonnes pour la Russie et 8.513.000 pour les États-Unis, en 1897. L'accroissement est sensible, mais il a peine à se maintenir au niveau de la consommation.

L'année 1902 a vu l'extraction américaine faire un énorme bond en avant qui l'a portée à 12.175.000 tonnes. C'est l'appoint des pétroles du Texas qui a déterminé cette forte augmentation. A l'heure actuelle, il y a quatre principaux bassins pétrolifères aux États-Unis, et un cinquième de moindre importance. Voici leur production pour 1898, 1900 et 1902, en milliers de barils (le baril valant 42 gallons américains ou 159 litres) :

Bassins.	1898.	1900.	1902.
Appalachien.	31.625	35.541	30.500
De Lima : Ohio	16.578	16.407	16.000
— Indiana. . . .	3.751	4.330	7.535
A reporter.	51.954	56.278	54.035

Bassins.	1898.	1900.	1902.
Report	51.954	56.278	54.035
De Californie	2.249	4.250	12.500
Du Texas.	544	800	16.833
Des Montagnes Rocheuses :			
Colorado et Kansas . . .	738	590	822
Wyoming.	3	7	10
Autres Etats.	10	30	50
Totaux	55.500	62.539	84.251

Le bassin Appalachien est le plus ancien; on voit que la production ne s'y développe plus, mais tendrait, au contraire, à se réduire, par suite de l'épuisement des nappes exploitées depuis longtemps, et malgré le forage de quelques nouveaux puits dans la Virginie de l'Ouest; il en est de même de la partie du bassin de Lima située dans l'Etat d'Ohio, à relativement peu de distance de l'Appalachien; dans la portion ouest de ce bassin, dans l'Indiana, le développement continue encore; mais ce sont surtout les nouveaux champs d'huile de Californie et du Texas qui soutiennent la production américaine. Seulement il convient de remarquer qu'ils en modifient le caractère. Les pétroles du bassin Appalachien étaient éminemment propres à fournir des huiles légères et, notamment, des huiles d'éclairage. Ceux de Californie sont surtout bons à brûler et il y a peu d'avantages à les raffiner pour en tirer des huiles lampantes. Quant à ceux du Texas, dont la découverte est toute récente, puisque le grand champ d'huile de Beaumont n'a commencé de produire qu'en 1901, ils semblent intermédiaires entre les précédents. Au début on les avait employés presque exclusivement comme combustibles; puis on s'est mis à construire un certain nombre de raf-

fineries, et il semble qu'on pourra tirer de ces pétroles une forte proportion d'huiles d'éclairage. Néanmoins, ils sont inférieurs, à ce point de vue, à ceux du bassin Appalachien.

L'emploi du pétrole comme combustible a rendu de très grands services à toute la région sud-ouest des États-Unis, où la houille est fort chère et où la découverte de l'huile minérale venait ainsi à point nommé; le pétrole se vendit d'abord en Californie à des prix infimes : 35, 20 et même 10 *cents* le baril de 159 litres, pris au puits, aux environs de Los Angeles et de la rivière Kern. A San Francisco même, le cours était de 50 à 60 cents le baril, moins de 2 centimes le litre. Mais, alors, on n'avait pas encore aménagé en assez grand nombre les foyers de machine pour brûler de l'huile au lieu de houille, en sorte que la demande de combustible liquide était très inférieure à l'offre. Aujourd'hui, les prix se sont relevés parce que les modifications nécessaires ont été faites : au commencement de 1903, dit *The Mineral Industry*, il y avait environ 1.000 locomotives qui brûlaient du pétrole de Californie, et l'huile minérale avait à peu près partout supplanté la houille dans cet État. L'usage tend à s'en répandre de plus en plus; les essais faits par la marine américaine ont donné des résultats favorables et plusieurs grands navires ont déjà installé des foyers à pétrole.

Si utiles qu'ils puissent être au développement industriel des États où ils se trouvent, les nouveaux champs d'huile, ne viennent pas, on le voit, combler les vides que fait dans la production de l'huile d'éclairage, le ralentissement de l'extraction dans le bassin Appalachien et dans l'Ohio. Comme, d'autre part, la consommation intérieure s'accroît, les exportations de pétroles américains n'ont pu se maintenir dans ces dernières années

qu'en réduisant les stocks au point le plus bas où ils aient été depuis longtemps. Les exportations totales des États-Unis ont été, en 1902, de 1.064.230.000 gallons (1 gallon américain $= 3^{lit},8$) valant 68 millions et demi de dollars, dont 779 millions de gallons d'huile d'éclairage (*illuminating oil*), 19 millions et demi de gallons de naphte, 82 millions de gallons d'huile lubréfiante, 38 millions de gallons de résidus et 145 millions de gallons de pétrole brut. En 1901, l'exportation avait été de 1.079 millions de gallons, dont 827 millions d'huile d'éclairage et 127 millions de pétrole brut; en 1898, le total était de 998 millions de gallons, dont 765 millions d'huile d'éclairage et 120 millions de pétrole brut.

Ces chiffres sont significatifs. Devant l'accroissement de la consommation, les États-Unis peuvent à grand'-peine continuer à alimenter les marchés qu'ils fournissaient jusqu'ici de pétrole lampant; cet état de choses s'est encore accentué au moment où nous écrivons, et c'est ce qui provoque la hausse des pétroles russes. Pour amener un mouvement en sens inverse, il faudrait que l'on découvrît de nouvelles sources d'huiles légères en Amérique. On en a bien trouvé quelques-unes en Californie. On a construit, d'autre part, nous l'avons dit, un certain nombre de raffineries au Texas; et le nouveau champ d'huile de Sour Lake, situé à une trentaine de kilomètres au nord de celui de Beaumont — le plus anciennement découvert, presque sur le bord du golfe du Mexique — paraît donner de l'huile de qualité supérieure. Enfin beaucoup de forages se font dans le Wyoming, où l'on peut espérer, sans être encore bien fixé que la production se développera. Somme toute, si les États-Unis ont sensiblement développé leur production de pétrole depuis l'entrée en ligne de la Californie et du Texas, on peut craindre — sauf nouvelles décou-

vertes toujours possibles — qu'il ne leur soit difficile de continuer à vendre au dehors autant d'huiles d'éclairage qu'ils l'ont fait jusqu'ici.

Voisin du pétrole comme origine et composition chimique est le gaz naturel. Ce produit, qui doit sourdre ailleurs, comme dans l'Amérique du Nord, de certaines couches de sables des régions pétrolifères, n'est guère sérieusement utilisé qu'aux États-Unis, où il sert à maints usages industriels et domestiques. Des villes entières sont éclairées et chauffées au gaz naturel extrait des profondeurs du sol, soit que sa pression suffise à l'en faire jaillir de lui-même, soit qu'on se trouve obligé de le pomper. De même que le pétrole, qui est amené par des tuyaux gigantesques des lieux de production à l'Atlantique, des conduites énormes emportent au loin le gaz naturel, parfois à une distance de plus de 300 kilomètres, du fond de la Virginie de l'Ouest à Cleveland et à Toledo sur le Lac Erié. En 1902, il en a été consommé plus que jamais : environ 200 milliards de pieds cubes ou 5 milliards et demi de mètres cubes. On le vend à très bon compte et on le gaspille même beaucoup, on l'a surtout gaspillé dans le passé; mais, calculée d'après les prix du charbon, cette consommation représenterait une valeur de 200 millions de francs; à 20 centimes, prix du gaz de houille à Paris, ce serait plus d'un milliard. Les « champs de gaz » de l'Ohio et de l'Indiana sont presque épuisés; mais en Pennsylvanie, et surtout en Virginie de l'Ouest, on découvre encore de nouvelles sources, et l'on en a reconnu d'autres au Kansas et dans le Territoire Indien. Ce curieux produit du sous-sol paraît devoir contribuer pendant assez longtemps encore à fournir aux Américains de la chaleur et de la lumière à un bon marché exceptionnel.

Nous avons à traiter maintenant de la production des

métaux aux États-Unis. Le premier, tant par la quantité que par la valeur totale, est le fer, dont il a été produit, en 1902, à l'état de fonte brute, ou fer en gueuses, 17.890.000 tonnes métriques valant 289 millions de dollars; nous en parlerons longuement en étudiant l'industrie métallurgique; mais nous devons dire ici ce qui concerne l'extraction du minerai de fer lui-même. Les 34.636.000 tonnes qu'en produisent les États-Unis les classent au premier rang, de tous les pays, bien loin en avant de l'Angleterre (13 millions et demi de tonnes), de l'Allemagne (8 millions et demi), de l'Espagne (8 millions), de la France (4 millions). Bien qu'extrayant ainsi plus de 40 p. 100 de la production du monde, ils ne suffisent pas à leurs besoins et doivent importer 1.165.000 tonnes, dont près de 300.000 tonnes du Canada et la plus grande partie du reste d'Espagne; quelques minerais leur arrivent aussi de Grèce et d'Algérie.

En 1899, la production des minerais de fer, aux États-Unis, n'était encore que de 25 millions de tonnes; en 1890, de 16 millions et demi de tonnes; en 1880, de 7 millions. La grande région minière de fer, la seule dont la production augmente, est celle du Lac Supérieur : au sud de ce lac, dans la partie septentrionale des États de Michigan et de Minnesota, se trouvent cinq *ranges*, ou lignes de collines qui recouvrent d'immenses gisements de minerais : deux d'entre elles, la *Vermilion Range* et la *Marquette Range,* ainsi nommée à cause du célèbre jésuite français, premier explorateur de ces contrées, voient leur production rester à peu près stationnaire depuis quatre ans, aux environs de 2 millions de tonnes pour l'une, de 3 millions et demi pour l'autre; deux autres, la *Menominee* et la *Gogebic,* ont passé respectivement de 3.300.000 à 4.600.000 et de 2.800.000 à

3.700.000 tonnes dans l'intervalle 1899-1902 ; la cinquième, la *Mesabi Range*, a vu l'extraction s'élever de 6.600.000 à 13.300.000 tonnes. Ensemble, les cinq *ranges* ont donné 27.571.000 tonnes de minerai en 1902, contre 18.251.000 tonnes en 1899; les États du Sud (Alabama surtout) en fournissent 4.850.000, tous les autres, la Pennsylvanie et les États voisins en tête, n'en donnent ensemble que 2.215.000, et la production reste à peu près rigoureusement stationnaire. On peut se demander si l'exploitation ultra-intensive, à laquelle ils sont soumis, n'épuisera pas assez vite les magnifiques gisements du Lac Supérieur[1], qui doivent tant d'avantages à la situation des mines tout près des bords du lac, où on les embarque directement pour les hauts fourneaux de Pennsylvanie; mais les Américains, confiants dans l'inlassable bienveillance de la nature à leur égard, comptent bien qu'on découvrira de nouvelles *ranges* productives ou de nouveaux bassins.

Après le fer, le cuivre est le plus important des métaux communs ; c'est celui dont la production s'est le plus rapidement développée, sous l'influence des applications électriques, pour lesquelles sa haute conductibilité le rend presque indispensable ; c'est aussi celui que les États-Unis produisent en plus grande quantité. Depuis vingt ans déjà, ils ont conquis la première place parmi les pays où l'on en extrait ; en 1883, sur une production totale de 200.000 tonnes à peine, ils en fournissaient 50.000, l'Espagne 45.000, le Chili 40.000, l'Allemagne 15.000. En 1902 sur 533.000 tonnes, ils

1. Sur les 27 millions de tonnes produites, en 1902, par le bassin du Lac, 16 millions l'étaient dans les mines du *trust* de l'acier ; d'ailleurs, sur l'ensemble de l'extraction de ce bassin, 35 p. 100 seulement étaient mis en vente, le reste était traité dans les hauts fourneaux appartenant aux exploitants eux-mêmes.

contribuent pour 277.000, l'Espagne pour 50.000, le Mexique pour 45.000, le Japon pour 30.000, l'Australie pour 29.000, le Chili pour 29.000 aussi, l'Allemagne pour 22.000. Ils n'exploitent plus seulement les célèbres gisements du Lac Supérieur, dont la production n'a, du reste, cessé d'augmenter et atteint 77.000 tonnes pour 1902, mais aussi beaucoup d'autres mines dans les Montagnes Rocheuses, surtout dans le Montana au Nord (109.000 tonnes) et dans l'Arizona au Sud, (54.000). L'Utah et la Californie extraient, en outre, 11.000 tonnes chacun ; le reste est réparti entre divers États.

La plus grande partie de la production du cuivre a toujours été concentrée en un assez petit nombre de mains : cinq Compagnies minières seulement fournissent environ la moitié de toute l'extraction américaine : la *Calumet and Hecla* (Lac Supérieur) avec 37.000 tonnes ; l'*Anaconda* (Montana) avec 34.000, en 1902, après en avoir extrait jusqu'à 60.000 en 1897 ; la *Boston and Montana* (Montana), 34.000 également ; la *Copper Queen* (Arizona), 16.500 tonnes ; l'*Arizona Copper Company*, 14.000 tonnes. Ce petit nombre de producteurs a amené tantôt des ententes pour la hausse des prix, tantôt des guerres acharnées entre groupes opposés, et, comme les États-Unis, grâce à leur énorme production, dominent le marché mondial du cuivre, il en est résulté que les cours du métal ont subi d'énormes et violentes fluctuations. En définitive, les tentatives d'accaparement ont pourtant toujours échoué ; la hausse des prix provoquée artificiellement par la clôture ou la réduction de la production de certaines mines n'a fait qu'amener l'ouverture de mines nouvelles, d'où un recul des cours. Cet effet a été particulièrement sensible au Montana, où l'*Amalgamated Copper Company* et le

groupe Heinze se sont livré des batailles homériques. Si puissants que soient les *trusts* et les concentrations de capitaux américains, ils ne peuvent violenter la nature. Il y a certainement une cause profonde de fermeté pour les cours du cuivre dans le développement constant et rapide des applications électriques; mais lorsqu'on cherche à les élever trop, on incite à accroître la production des mines indépendantes, dont il reste toujours un certain nombre, ou à en ouvrir de nouvelles; d'autre part, il y a une limite qu'on ne peut dépasser, sans quoi d'autres métaux, notamment l'aluminium, — nous avons eu déjà l'occasion de le dire, — se substitueraient au cuivre.

Il semble que les États-Unis ne soient pas près d'épuiser leurs réserves de métal rouge; si, depuis 1899 et surtout depuis 1900, la production n'a guère augmenté, c'est par suite d'une restriction volontaire. Les mines de cuivre du Lac, qui sont parmi les mines les plus profondes du monde, peuvent bien commencer à s'épuiser; mais lors même que leurs minerais, remarquablement purs quoique pauvres[1], viendraient à manquer, les Montagnes Rocheuses recèlent certainement de très grands gisements. On en a découvert récemment dans l'Idaho dont la teneur va jusqu'à 9 p. 100 de cuivre, mais dont le manque de communications a rendu jusqu'ici le développement difficile. La métallurgie du cuivre fait, d'ailleurs, d'incessants progrès qui permettent d'exploiter des minerais moins riches et moins purs qu'autrefois. Parmi ces progrès, il faut noter le développement du procédé d'affinage par élec-

1. D'après les chiffres donnés par la *Mineral Industry* pour les principales mines du Lac (non compris *Calumet and Hecta* qui ne communique pas ses renseignements), le rendement par tonne de minerai est en général un peu inférieur à 1 p. 100.

trolyse, qui permet de recouvrer l'or et l'argent que contiennent en quantités petites, mais appréciables, presque tous les cuivres bruts. La production du cuivre électrolytique aux États-Unis est montée sur le pied de 278.000 tonnes par an [1], et fournit comme sous-produit, 27 millions d'onces d'argent évaluées à 65 millions de francs et 346.000 onces d'or, valant 35 millions.

En dehors de l'Amérique, on n'affine guère par ce procédé que 50.000 tonnes de cuivre ; mais, aux États-Unis, on tend de plus en plus à n'employer que lui, même pour les cuivres du Lac, dont la pureté le faisait autrefois considérer comme inutile, mais dont on tient, aujourd'hui, à extraire l'argent. On construit des usines d'affinage électrolytique jusque sur la côte du Pacifique ; quoique la main-d'œuvre et la plupart des denrées coûtent 60 p. 100 de plus à Seattle ou à Tacoma que dans l'Est, dit *The Mineral Industry*, on compte avoir tout de même avantage à affiner là les cuivres produits dans les environs, parce que les nombreuses chutes d'eau mettent la force à un prix beaucoup moindre que dans l'Est, où il faut se la procurer à l'aide de charbon. C'est là un signe des temps, précurseur des déplacements que l'emploi de l'électricité pourra faire subir à l'industrie.

Le cuivre est un des articles d'exportation importants des États-Unis ; on l'exporte surtout affiné ; mais on en importe, d'autre part, soit à l'état de minerai du Mexique ou du Canada, soit à l'état brut. En 1902, la production a été, y compris le cuivre sous forme de sulfate, de 281.000 tonnes, l'importation (en minerai ou brut) de

1. Ce chiffre est supérieur à la production totale des mines américaines, mais il faut tenir compte qu'on extrait aux États-Unis 38.555 tonnes de cuivre de minerais étrangers importés, et qu'en outre on affine également du cuivre brut importé.

73.000, l'exportation de 168.000, la consommation intérieure de 216.000 tonnes. Les stocks s'étaient réduits de 96.000 tonnes au 1er janvier à 66.000 au 31 décembre. Le chiffre de la consommation est le plus élevé qu'on ait jamais atteint : il s'élève à quelque 40 p. 100 de celle du monde entier.

La prépondérance des États-Unis est moins marquée pour la production du plomb que pour celle du cuivre et elle s'est développée moins rapidement. Le plomb est, en notable partie, un sous-produit de l'extraction de l'argent, et l'on sait que, sous l'influence des bas cours, la production de ce dernier métal reste stationnaire. En 1902, les États-Unis ont extrait 254.500 tonnes de plomb contre 253.944 l'année précédente, 207.000 en 1898 et 147.000 en 1887. L'Espagne, qui vient après eux, en a produit 169.000 tonnes en 1901, l'Allemagne 123.000, le Mexique 94.000, l'Australie 90.000 ; les autres pays viennent loin en arrière et complètent un total de 893.000 tonnes métriques. Le plomb américain provient pour plus des deux tiers (180.000 tonnes) de minerais de plomb argentifère ; il est donc extrait surtout dans les grands États producteurs d'argent, le Montana et le Colorado, ainsi que dans le district de Cœur-d'Alène, situé dans l'Idaho.

Si grande que soit la production américaine, elle ne suffit pas tout à fait à la consommation. Il a été importé, en 1902, aux États-Unis, 96.000 tonnes de plomb (dont 31.000 sous forme de minerai destiné à être traité dans les fours américains) et il en a été exporté 72.000 tonnes seulement. L'année précédente, l'excédent des importations n'était, il est vrai, que de 11.000 tonnes. Néamoins, sauf dépression industrielle profonde, on peut considérer que les États-Unis ne sont pas un pays exportateur de plomb.

Avec le zinc, nous arrivons à l'un des rares métaux où l'Amérique du Nord ne tienne pas le premier rang des producteurs. Les États-Unis n'en extraient que 143.500 tonnes (1902), tandis que l'Allemagne en produit 175.000 (1901); la Belgique en a fourni 127.000, la France et l'Angleterre une quarantaine de mille chacune, provenant pour la majeure partie du traitement de minerais étrangers, espagnols, italiens, algériens ou autres ; mais nulle part l'accroissement de la production n'est aussi rapide qu'aux États-Unis ; en 1897 ils n'extrayaient que 95.000 tonnes contre 150.000 en Allemagne, et il y a vingt ans, en 1882, 30.000 tonnes seulement. Les mines de zinc sont réparties en deux groupes principaux ; celui de Joplin, dans le Missouri et le Kansas, qui produit environ 87.000 tonnes et celui de l'Illinois-Indiana qui en extrait 45.000. Le grand développement de l'extraction du zinc a fait aujourd'hui des États-Unis un pays exportateur.

Ils sont encore au second rang, sinon au premier, des producteurs de mercure. Ils en ont extrait, au cours de 1902, principalement en Californie, 1.195 tonnes, dont 459 ont été exportées. Ils viennent ainsi immédiatement après l'Espagne (1.500 tonnes), avant l'Autriche (500 tonnes) et la Russie (400 tonnes). La production totale du globe atteint à peine 4.000 tonnes; mais la part des États-Unis ne s'accroît guère depuis quelques années.

Enfin l'Union produit 3.300 tonnes d'aluminium contre 2.500 en Suisse, 1.200 en France, 1.100 en Allemagne et 500 en Angleterre, sur un total de 7.600 tonnes; il est vrai qu'elle importe une grande partie de la matière première : 16.000 tonnes de bauxite, principalement de France, et 6.000 tonnes de cryolithe du Groenland, alors qu'ils n'extraient eux-mêmes que 27.000 tonnes de

bauxite. Leurs immenses usines hydro-électriques du Niagara se consacrent, en grande partie, à cette production.

Il nous reste à parler des métaux précieux. Les Etats-Unis sont ici, de nouveau, le plus riche pays du monde, la valeur de l'or et de l'argent extraits de leurs mines en 1902 n'est pas moindre de 565 millions de francs[1], tandis que l'Australie, qui vient ensuite, n'arrive qu'à 453 millions, avec la Nouvelle-Zélande. S'ils jouissent de cette primauté, c'est qu'ils sont le seul pays qui soit à la fois très grand producteur d'or et très grand producteur d'argent. Ce n'est guère que dans la Cordillère américaine, aux Etats-Unis surtout et principalement au Colorado, à un moindre degré au Mexique et au Pérou, que l'on a trouvé jusqu'ici d'importants gisements d'or et d'argent enchevêtrés, pour ainsi dire, les uns dans les autres. A considérer séparément les deux métaux, les Etats-Unis, avec une production d'or d'un peu plus de 414 millions de francs en 1902, sont dépassés par l'Australie qui en a extrait pour 427 millions de francs, et ils le seraient aussi de très loin par le Transvaal sans la néfaste guerre sud-africaine, dont les effets se font sentir encore ; on sait que, par suite du trouble persistant jeté par cette guerre, la production aurifère de l'ancienne République Sud-Africaine n'a été que de 180 millions de francs en 1902, et ne s'est encore relevée qu'à 300 millions en 1903. Tous les autres pays sont loin en arrière : l'Empire Russe n'a extrait en 1902 que 125 millions de francs d'or. le Canada 107 millions, le Mexique 58 et l'Inde 50 millions ; le reste compte à peine, en sorte que les Etats-Unis ont produit plus du quart de

1. L'argent est compté, dans ce total, non à sa valeur monétaire, mais à sa valeur commerciale ; la seconde ne représente que 40 p. 100 environ de la première.

l'or extrait dans le monde en 1902, dont la valeur s'élève à 1.544 millions de francs.

Quant à l'argent, les États-Unis, qui en ont produit 1.726.229 kilogrammes, valant plus de 150 millions de francs, en 1902, sont légèrement dépassés par un autre pays, voisin cette fois, le Mexique, qui en a extrait 1.803.438 kilogrammes, dont la valeur commerciale est de 156 millions de francs. Ceci n'empêche pas leur production argentifère de dépasser le tiers de celle du monde entier, qui atteint 5.097.000 kilogrammes valant 443 millions de francs.

On sait que l'or a été découvert pour la première fois en quantité appréciable aux États-Unis en 1848 dans la Californie. Les placers, ou alluvions aurifères de cet Etat, produisirent aussitôt d'immenses richesses. C'est en 1866 que l'extraction de l'or aux États-Unis atteignit son premier maximum, 53 millions et demi de dollars ou 275 millions de francs environ ; les gisements s'épuisant, et les découvertes nouvelles se faisant rares, elle fléchit à 33 millions et demi de dollars en 1874 et 1875, remonta un instant à 51 millions en 1878, puis tomba de nouveau à 30 millions en 1883[1] ; jusqu'en 1892, elle oscilla entre 30 et 35 millions de dollars ; pendant toute cette période, la Californie restait toujours le centre principal de l'extraction, les Etats situés plus à l'Est dans les Montagnes Rocheuses proprement dites étant beaucoup plus riches en mines d'argent qu'en mines d'or. Puis, tout à coup, à partir de l'année suivante, la découverte des riches filons du Colorado, qui vint juste à point pour sauver cet Etat des désastres entraînés par

1. C'est précisément à cette époque, exactement, en 1884, que la production d'or du monde fléchit au point le plus bas où elle soit jamais tombée depuis le milieu du XIXe siècle, elle ne fut plus que de 494 millions de francs.

la baisse de l'argent, l'exploitation, en particulier, du merveilleux gisement de Cripple-Creek, perché à 3.000 mètres d'altitude dans les Montagnes Rocheuses, une foule d'autres trouvailles tout le long de cette chaîne firent bondir la production en avant. Dès 1896, elle atteignait 53 millions de dollars, presque le chiffre de 1866; l'année suivante ce record était battu; en 1900, l'extraction de l'or montait à 78.159.000 dollars. Elle ne s'est que faiblement accrue depuis, puisque le chiffre de 1902 est de 79.992.000 dollars, maximum que l'on ait jamais atteint. En 1903, des causes accidentelles, et notamment des grèves, ont réduit la production aurifère à 74 millions et demi de dollars environ.

L'extraction de l'argent ne commença de prendre quelque importance aux Etats-Unis qu'en 1868, où l'on en recueillit 48.000 kilogrammes valant un peu plus de 2 millions de dollars. Depuis lors, ses progrès furent presque ininterrompus et vraiment colossaux. En 1870, on tire des mines de l'Union 400.000 kilogrammes d'argent d'une valeur de 16 millions de dollars au pair monétaire américain ; en 1880, 935.000 kilogrammes valant 39 millions de dollars au pair et un peu moins de 35 millions au cours, la baisse de l'argent ayant commencé; en 1890, 1.695.000 kilogrammes valant 70 millions et demi de dollars au pair et 57 millions au cours ; en 1892, point culminant, 1.975.000 kilogrammes, dont la valeur est de 82 millions de dollars au pair et de 55 et demi au cours. Mais l'année suivante, 1893, le président Cleveland arrache au Congrès la cessation des achats d'argent, qu'une loi imposait au Trésor

1. Cette chute est due à la grande grève de mineurs de Cripple-Creek, qui a fait baisser de 6 millions et demi de dollars en 1903 par rapport à 1902. Sans elle, la production de 1903 eût légèrement dépassé la précédente.

depuis 1878 et par lesquels le gouvernement s'épuisait à essayer de soutenir des cours, dont la force des choses, la surproduction amenaient l'effondrement. Abandonné à lui-même, l'argent baisse encore ; nombre de mines se ferment et, en 1894, on n'extrait plus que 1.565.000 kilogrammes de métal blanc. Toutefois, les gisements sont si riches, si abondants, si répandus dans les Montagnes Rocheuses que, de nouvelles trouvailles et des progrès techniques aidant, leur production remonte bien vite et a oscillé depuis 1895 entre 1.680.000 et 1.800.000 kilogrammes ; mais la baisse de l'argent persistant, la valeur commerciale de cette production tombe, en 1902, à 29 millions de dollars.

Il est intéressant de voir quels sont les principaux États d'où l'on extrait des métaux précieux.

PRODUCTION DE L'OR ET DE L'ARGENT AUX ÉTATS-UNIS EN 1902 (en dollars).

	Or.	Argent. (valeur commerciale [1]).
Colorado.	28.466.207	8.176.602
Californie	16.790.634	469.857
Alaska.	8.345.099	47.987
Dakota du Sud. . . .	6.964.798	177.344
Montana.	4.373.173	6.907.966
Arizona	4.111.945	1.587.281
Utah.	3.594.224	5.649.815
Nevada	2.895.020	1.954.018
Oregon	1.816.500	48.665
Idaho	1.474.846	3.053.864
Nouveau-Mexique . .	531.074	238.476
Washington.	272.141	322.870
États du Sud.	318.400	232.738
Autres États.	38.839	81.316
Total	79.992.809	28.948.800

1. La valeur commerciale moyenne de l'argent en 1902 a été de 52 *cents* 16 l'once *troy*, soit 87 francs le kilogramme à peu près exactement.

L'industrie aurifère est très puissamment organisée aux États-Unis. Tant sur les placers ou alluvions aurifères de la Californie et de l'Alaska que dans les mines qui exploitent les filons des Montagnes Rocheuses, les derniers perfectionnements mécaniques sont appliqués et, en dépit de l'élévation du prix de la main-d'œuvre, plus chère sur les champs d'or que partout ailleurs, le coût de l'extraction descend souvent très bas. En Californie, de vastes installations hydrauliques permettent de traiter les alluvions aurifères anciennes qui sont souvent bien au-dessus des lits de rivières actuels ; de grandes dragues extraient jusqu'à 2.000 tonnes par jour d'un gravier qui ne contient parfois que 30 à 40 cents d'or par yard cube, soit 1 fr. 20 à 1 fr. 60 par mètre cube, et que l'on trouve cependant avantage à traiter. Dans l'Alaska, la mine d'*Alaska Treadwell,* l'une des plus grandes du monde, qui exploite, cette fois, non plus un placer, mais des filons de très faible teneur, a traité, durant son exercice 1901-1902, 682.893 tonnes de minerai qui lui ont donné 1.304.720 dollars d'or soit 1 doll. 91 ou 9 fr. 90 à la tonne ; les frais de toute sorte n'ont été que de 1 dol. 28 soit 6 fr. 80 par tonne. Si l'on songe que les mines les mieux exploitées du Transvaal et de l'Australie n'arrivent guère à dépenser moins de 20 francs par tonne, on se rendra compte que, si favorable que soient les conditions où exploite l'Alaska Treadwell, c'est un véritable tour de force d'avoir réduit les frais à un si faible niveau.

L'abaissement des dépenses d'exploitation est le point sur lequel se portent particulièrement, à l'heure actuelle, les efforts de l'industrie aurifère américaine. En effet, depuis deux ou trois ans, les principaux gisements des États-Unis paraissent donner des signes de fatigue. Dans le fameux district de Cripple-Creek quelques-unes

des mines les plus riches sont déjà épuisées ; d'autres tendent à l'être et il en est de même en diverses régions. Sauf découvertes de champs d'or entièrement nouveaux, ce qui est toujours possible, il semble donc que la production du précieux métal aux États-Unis ait plutôt chance de rester à peu près stationnaire pendant quelques années, ou de n'augmenter que grâce aux progrès techniques permettant l'exploitation de gîtes plus pauvres. Quant à l'extraction de l'argent, ce métal se trouve en telle abondance qu'il y a lieu de penser que, si elle n'augmente pas, elle se soutiendra aisément aux environs du niveau actuel.

CHAPITRE VII

L'industrie du fer et de l'acier.

De toutes les branches de l'industrie américaine, l'industrie du fer et de l'acier est celle qui attire le plus l'attention du monde par l'extrême rapidité de ses progrès, par la concurrence dont elle menace les métallurgistes européens, par la constitution du gigantesque *trust* de l'acier, qui en réunit la plus grande partie sous une même direction et dont le capital colossal, de plus de 5 milliards de francs, frappe les imaginations. C'est bien, d'ailleurs, par tout l'ensemble de son organisation, le type par excellence de l'industrie d'Outre-Atlantique, et l'on y trouve réunis tous les éléments qui ont contribué aux succès industriels des Américains : vastes richesses naturelles, extrême concentration, machinisme très avancé et sans cesse perfectionné, habileté de la main-d'œuvre comme de la direction.

Nous ne saurions mieux donner une idée de l'évolution de l'industrie métallurgique américaine, qui l'a portée au premier rang du monde entier, qu'en reproduisant le bref tableau dans lequel le rapport sur le *Census* de 1900 résume les principales données y relatives lors de chacun des recensements qui se sont succédé depuis 1870 :

SITUATION DE L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE EN 1870, 1880 1890 ET 1900

	1870.	1880.	1890.	1900.
Nombre des établissements .	808	792	719	669
Capital (millions de doll.). .	121,8	209,9	414,0	590,5
Employés payés à l'année. .	?	?	4.325	9.217
Traitements (millions de dol.).	?	?	6,5	11,7
Ouvriers	77.755	140.798	171.181	222.607
Salaires (millions de doll.). .	40,5	55,5	89,3	120,8
Dépenses diverses (millions de dollars).	?	?	18,2	32,3
Valeur des matériaux employés (millions de dol.). .	135,5	191,3	327,3	522,4
Valeur des produits (millions de dollars)	207,2	296,5	478,7	804,0

Il convient de remarquer que les valeurs constatées par le *Census* de 1870 sont en dollars-papier ; or, les États-Unis étaient alors au cours forcé, à la suite des énormes émissions de billets de la guerre civile, et la prime de l'or fut, en moyenne, de 25 p. 100 pendant l'année qui précéda le *Census* de 1870 ; autrement dit : 5 dollars-papier valaient 4 dollars-or ; il faut donc diminuer d'un cinquième toutes les valeurs indiquées dans la première colonne du tableau ci-dessus pour les rendre comparables aux suivantes.

Ce qui se dégage tout d'abord, et de la manière la plus frappante, de ce tableau, c'est la concentration de l'industrie : le nombre des établissements n'a cessé de diminuer[1], tandis que tous les autres éléments, capital, ouvriers, salaires, valeur des matières premières et

1. En réalité, cette diminution ne paraît s'être produite qu'à partir de 1880 ; le nombre d'établissements porté en 1870 comprend ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas ; pour 1880, 1890 et 1900, on n'a porté, au contraire, que les établissements travaillant.

valeur des produits, augmentaient avec une extrême rapidité. Chaque établissement est donc bien plus considérable en 1900 qu'en 1870, 1880 ou 1890. Ceci n'est pas l'effet des *trusts*, car, si l'on veut se reporter à la définition du terme « établissement » que nous avons donnée, d'après le rapport sur le *Census*, dans notre premier chapitre sur l'industrie américaine, on verra que la constitution d'un trust, opération surtout financière et commerciale, laisse presque toujours leur individualité industrielle aux établissements qui le composent. C'est l'effet de la disparition d'un certain nombre de petites usines peu appropriées aux conditions modernes de la production, tandis que les grandes se sont encore énormément accrues et ont fort augmenté la puissance de leur matériel.

Ce qui a progressé le plus vite, c'est le chiffre des produits, si l'on considère non pas leur valeur, mais leur tonnage : 3.263.000 tonnes en 1870 ; 6.487.000 en 1880 ; 16.264.000 en 1890 ; 29.508.000 en 1900. Ils ont presque décuplé en trente ans, tandis que le nombre des ouvriers n'a pas triplé : un ouvrier est donc susceptible de manufacturer aujourd'hui trois fois plus de produits qu'il y a trente ans. Comme la force musculaire de l'homme ne s'est pas accrue sensiblement, comme le nombre de ses heures de travail, loin d'augmenter, s'est réduit, cela donne une idée de l'extension de l'emploi des machines et de l'accroissement de leur puissance.

Le capital, lui, a presque sextuplé depuis 1870, tenant compte, ainsi qu'il convient de faire, de la dépréciation de la monnaie il y a trente ans ; de 1870 à 1890, il avait augmenté plus vite que la valeur des produits ; de 1890 à 1900, c'est cette dernière qui a progressé plus rapidement. Les capitaux nouveaux engagés dans l'in-

dustrie métallurgique ont donc été plus productifs durant la dernière décade que durant les précédentes, ce qui doit correspondre à de plus grands progrès techniques.

La somme totale des salaires a augmenté plus vite que le nombre des ouvriers de 1880 à 1890 et de 1890 à 1900, ce qui indique un accroissement du salaire moyen : cet accroissement a même été plus sensible qu'il ne ressort du simple rapprochement de chiffres, parce qu'en 1880 et même encore partiellement en 1890, on a compté comme ouvriers un certain nombre de personnes qui étaient en réalité des employés et dont les traitements venaient gonfler abusivement la somme des salaires ; le *Census* de 1900 a remis les choses dans l'ordre. De 1870 à 1880, on remarque que la somme des salaires a augmenté de 72 p. 100, si on les réduit, pour 1870, à leur valeur en or ; ils n'ont, au contraire, augmenté que de 37 p. 100, si l'on prend, pour ladite année, leur valeur en papier. Le premier rapport, 72 p. 100, correspond, à peu de chose près, au taux d'accroissement du nombre des ouvriers (81 p. 100) de 1870 à 1880 ; le second rapport, 37 p. 100, est très inférieur à ce taux et indiquerait une très forte réduction du salaire individuel moyen entre 1870 et 1880. Or aucune raison intrinsèque ne vient motiver pareille réduction de salaire. Cette observation confirme donc, chose intéressante à remarquer en passant, que les salaires comme, du reste, tous les prix tendent à se régler non sur la valeur nominale d'une monnaie, mais sur sa valeur véritable, exprimée en or, quoi qu'en pensent les inflationistes de tout acabit. Enfin, remarque banale si l'on veut, mais toujours utile à faire pour répondre aux détracteurs de la société moderne, la hausse des salaires rapprochée de la baisse de la valeur moyenne des produits — qui est un phénomène général

— montre combien l'aisance de l'ouvrier s'accroît sous le régime de la grande industrie.

L'industrie du fer et de l'acier comprend deux grandes divisions : la production de la fonte brute, qui se fait aujourd'hui dans les hauts fourneaux en mettant le minerai de fer en présence du charbon et d'un « fondant » à très haute température ; puis la transformation de cette fonte brute en acier, en fer ou en fonte de moulage, et la fabrication à l'aide du métal ainsi obtenu des articles finis de tout genre. C'est à la production de la fonte dite brute que se mesure l'importance de l'industrie métallurgique d'un pays ; d'ailleurs, dans les contrées où cette industrie a atteint le plus haut degré de perfection, la plus grande partie de la fonte est transformée en acier, qui est un métal supérieur au fer et l'a remplacé pour la plupart de ses usages, notamment pour les rails, la construction, les navires, comme le fer lui-même a jadis remplacé le bois.

Les États-Unis sont, depuis une douzaine d'années, le pays du monde qui produit la plus grande quantité de fonte de fer. En 1870, leur production n'était encore que de 1.833.000 tonnes ; en 1880, de 3.376.000 tonnes ; en 1890, elle atteignait 8.845.000 tonnes et les États-Unis enlevaient le premier rang à l'Angleterre ; en 1900, elle s'élevait à 14.452.000 tonnes. Ces chiffres sont ceux qu'on a relevé lors des *Census* successifs ; d'après les renseignements donnés par les journaux spéciaux américains, la production de 1902 n'a pas été moindre de 17.890.000 tonnes, soit plus de 40 p. 100 de la production du globe qui s'élève à 43 millions de tonnes environ. On sait que la France ne produit que 2 millions et demi de tonnes de fonte et la Belgique 1 million à peine. L'Allemagne et la Grande-Bretagne qui sont les deux grands producteurs européens, n'atteignent pas,

à elles deux, aux chiffres des États-Unis : en 1902, la première a donné 8.400.000 tonnes, ce qui est le chiffre le plus élevé qu'elle ait jamais atteint; la seconde 8 millions de tonnes, contre un maximum de 9 millions et demi en 1899.

C'est dans cette fabrication de la fonte brute que l'on observe, mieux peut-être que partout ailleurs, l'extrême concentration de l'industrie américaine, le développement de la production en grand, dans des appareils toujours plus perfectionnés, et la baisse des prix qui en a été la conséquence. A l'énorme augmentation de la fonte produite qui s'est manifestée depuis trente ans, a correspondu une diminution du nombre des hauts fourneaux qui était de 681 en 1880, de 559 en 1890, de 399 en 1900, tout compris, fourneaux à feu et fourneaux ne travaillant pas ; le nombre des ouvriers était passé de 41.695 en 1880 à 33.415 en 1870 et à 39.358 en 1900. En comparant ce dernier chiffre avec celui que nous avons donné plus haut pour l'ensemble de l'industrie du fer et de l'acier, on se rend compte des effets du machinisme : pour la branche particulière et primordiale qu'est la production de la fonte, le perfectionnement des appareils et le progrès scientifique ont amené, en vingt ans, une légère diminution du nombre des ouvriers ; mais, si l'on considère l'industrie métallurgique tout entière, ce nombre s'est accru de 60 p. 100. C'est que toute invention fait naître certaines branches d'industrie nouvelles et que les ouvriers retrouvent ainsi, d'un côté, le travail qu'ils perdent de l'autre, si même ils ne le voient pas augmenter. Le résultat final de tous ces perfectionnements est la baisse des prix, dont la moyenne, par tonne de fonte brute, était de 26 dol. 13 cents en 1880, de 16 dol. 46 cents en 1890, de 14 dol. 29 cents ou 74 fr. 20 en 1900 ; encore se trouvait-on pour

cette dernière année en pleine période, un peu exceptionnelle, de hausse de prix, et, si l'on prenait la moyenne des années immédiatement précédentes on trouverait un chiffre sensiblement plus bas. La tendance générale à la baisse, malgré quelques oscillations momentanées s'affirme de la façon la plus nette.

Le changement le plus saillant qui se soit produit dans la fabrication de la fonte de fer au cours du dernier quart de siècle, c'est l'augmentation continue des dimensions des hauts fourneaux : chacun des 399 hauts fourneaux existants aux États-Unis en 1900 était susceptible de produire 148 tonnes de fonte par jour, alors qu'en 1898 la capacité moyenne de production journalière n'était que de 68 tonnes et en 1880 de 25 tonnes. Dans les principaux États producteurs, la Pennsylvanie, l'Ohio, et surtout l'Illinois, où le développement de l'industrie métallurgique est le plus récent et où, par suite, se trouvent en moindre nombre les anciennes installations de petites dimensions, on arrive à des capacités productives de 244, 220 et 259 tonnes en moyenne. Les immenses hauts fourneaux de 30 à 35 mètres de hauteur que l'on construit aujourd'hui atteignent des productions bien plus fortes encore : 630 tonnes par jour pendant tout le mois de décembre 1901 pour un haut fourneau de la Compagnie *Carnegie,* 636 tonnes pendant le mois de mars 1902 pour un haut fourneau de la *National Steel Company* dans l'Ohio ; enfin, le maximum de la production journalière est, à notre connaissance, de 901 tonnes pour l'un des hauts fourneaux de la Compagnie Carnegie. Ce « record », établi en juin 1902, a, sans nul doute, été battu depuis. De pareilles productions, dues, non seulement à l'accroissement des dimensions mais à la perfection des appareils d'insufflation de l'air, sont absolument inconnues en Europe. Aux États-Unis,

les vieux hauts fourneaux à petite capacité ne sont plus mis à feu que dans les périodes d'exceptionnelle activité et de très hauts prix, en 1902 et au début de 1903, par exemple ; mais, pour peu que la demande fléchisse et les cours avec elle, on les éteint, parce qu'ils ne peuvent produire assez économiquement pour lutter contre les appareils les plus modernes. C'est ce qui se produit en ce moment même. De la sorte, ce sont toujours les installations les plus anciennes qui sont arrêtées et même bientôt démolies, durant les périodes de dépression industrielles qui se succèdent à intervalles presque réguliers aux États-Unis.

En même temps qu'elle modifiait ses hauts fourneaux, l'industrie américaine changeait aussi les combustibles dont elle se servait : en 1880, sur un total de 3.376.000 tonnes, 1.355.000 seulement provenaient de hauts fourneaux où l'on employait comme combustible, un mélange de coke et de charbon bitumineux, ou houille ordinaire, 638.000 étaient produites à l'aide du coke et de l'anthracite mélangés, 994.000 à l'aide de l'anthracite seul, et 389.000 à l'aide du charbon de bois. Aujourd'hui, le mélange de coke et de charbon bitumineux est le combustible tout à fait prédominant; 12.254.000 tonnes ont été fabriquées par ce procédé en 1900, contre 1.796.000 par le coke et l'anthracite mélangés, 46.000 par l'anthracite seul, 303.000 par le charbon de bois et 53.000 par le coke et le charbon de bois mélangés ; ces derniers procédés ne servent, aujourd'hui, qu'à l'obtention de fontes spéciales. Quant à l'anthracite, il est de plus en plus laissé par l'industrie aux usages domestiques, auxquels il convient merveilleusement par son absence de fumée.

Il existe, aux États-Unis, trois grands centres de production de la fonte. La Pennsylvanie et l'Ohio ne

forment qu'un même bassin, où la houille est très abondante et dont l'approvisionnement de minerai de fer arrive à très bon marché, par les Grands Lacs, des mines du Lac Supérieur. En 1900, le premier de ces États a produit 6.778.000 tonnes de fonte, le second 2.560.000. Vient ensuite l'Illinois, avec 1.469.000 tonnes, qui forme un bassin distinct, et reçoit également par la voie d'eau les minerais du Lac Supérieur; puis l'Alabama (1.203.000 t.) auquel il faut joindre le Tennessee (374.000 t.); ce bassin du Sud trouve, sur place et à proximité immédiate des houillères, le minerai dont il a besoin. D'autres centres de production secondaire se trouvent en Virginie (428.000 t.), dans le New-York (334.000 t.), le Maryland (241.000 t.), le Wisconsin (217.000 t.), la Virginie de l'Ouest (188.000 t.), le New-Jersey, le Michigan (141.000 t.). Sauf l'Illinois, le Michigan et le Wisconsin, tous les États susnommés sont traversés par les Alleghanys; dans les vallées orientales, et surtout occidentales de ces montagnes, s'échelonnent les hauts fourneaux. Au delà du Mississipi, aucun État ne produit de fonte en quantité importante.

Les prix varient beaucoup suivant les régions. Ils sont plus faibles dans le bassin de l'Ouest (10 dol. 23 cents la tonne dans l'Illinois) et dans celui du Sud (11 dol. 21 dans l'Alabama) que dans le grand bassin de l'Est (14 dol. 98 en Pennsylvanie et 15 dol. 75 dans l'Ohio). Les bas prix moyens de l'Illinois sont dus à ce que cet État produit moins de fontes fines ou de qualités spéciales que ceux de l'Est. Dans le Sud, les bas salaires permettent de fabriquer à bon marché, bien que les hauts fourneaux soient souvent moins perfectionnés que dans le Nord. C'est surtout le Sud qui exporte de la fonte brute à l'étranger, puisque, sur 166.000 tonnes exportées en 1900, il en venait 113.000 de l'Alabama,

la valeur moyenne qui leur est assignée ne dépassant pas 9 dol. 64 cents, soit 50 francs par tonne. On sait que, depuis 1901, le courant commercial s'est renversé et qu'en 1902 les États-Unis se sont mis à importer toutes sortes de fer au lieu d'en exporter. La hausse des prix sur leur marché intérieur, provoquée par une énorme consommation, a causé ce revirement. Un autre, en sens inverse, commence à se manifester depuis la fin de 1903.

Les États-Unis ne sont pas seulement aujourd'hui le pays qui produit le plus de fonte de fer ; ils sont aussi le pays qui transforme en acier la plus forte proportion de cette fonte, ce qui est une preuve de la perfection qu'a acquise, dans l'Amérique du Nord, l'industrie métallurgique. On s'y sert beaucoup plus largement que dans la généralité des pays d'Europe d'articles en métal et, pour la fabrication de la presque totalité d'entre eux, l'acier est bien supérieur au fer. Il y a une vingtaine d'années, la production de l'acier, aux États-Unis, n'était que de 1.027.000 tonnes, soit 30 p. 100 environ de celle de la fonte brute, laquelle était, pour la plus grande partie, transformée en fer et, pour une autre portion importante, en fonte de moulage; dès 1890, le poids de l'acier produit atteignait 4.175.000 tonnes, 47 p. 100 de celui de la fonte brute ; en 1900, il s'élevait à 10.685.000, et, en 1902, à 15.186.000 tonnes, ou, respectivement, 74 et 85 p. 100 du poids de la fonte brute en chacune de ces deux années. A l'exception de l'Allemagne qui, en 1901, a obtenu 6.394.000 tonnes d'acier, soit 82 p. 100 de sa production de fonte, les autres contrées européennes sont fort en retard sur les États-Unis ; dans cette même année 1901, la Grande-Bretagne a produit 5.080.000 tonnes d'acier (65 p. 100 de sa production de fonte) et la France 1.465.000

tonnes ou 61 p. 100 seulement. En ces deux derniers pays on se sert encore de fer pour certains usages où l'acier l'a complètement remplacé en Allemagne et aux États-Unis; en 1900, ceux-ci transformaient en fonte de moulage 3 millions et demi de tonnes de fonte brute ; ils en employaient 250.000 à la fabrication de certains alliages spéciaux dont les usages vont croissant : ferro-silicium, ferro-manganèse, etc. ; la production du fer se trouvait réduite à moins d'un million de tonnes[1].

Nous sortirions du cadre d'une étude telle que celle-ci et nous serions obligé d'entrer en des détails trop techniques, si nous voulions exposer tous les progrès qui ont été faits en ces derniers temps aux États-Unis dans l'art de fabriquer l'acier. On sait que deux procédés principaux servent aujourd'hui à la production de ce métal : l'un est celui de Bessemer, l'autre celui du four à foyer ouvert. Dans le premier, la fonte est envoyée dans un vaste récipient, dit convertisseur, où l'on insuffle de l'air à haute pression, qui oxyde une partie du carbone qu'elle contient en excès ; ce procédé n'est employé que pour les fontes où la proportion de phosphore n'excède pas un millième. Dans le second procédé la fonte brute est mêlée dans des fours recouverts en briques à des aciers ou fers de ramasse, et l'on ajoute encore à la masse en fusion, portée à une très haute température, un peu de ferro-manganèse, de manière que, connaissant la teneur en carbone de toutes les parties de ce mélange, on peut aisément, en en faisant

1. Le total de ces chiffres dépasse celui de la production de fonte brute en cette même année 1900 ; mais il ne faut pas oublier qu'une importante quantité de vieux fers sont refondus chaque année ; cette quantité est même plus importante aux États-Unis qu'ailleurs, parce qu'on y renouvelle plus fréquemment l'outillage de toutes les industries.

varier la proportion, régler exactement la teneur en carbone de l'acier qui en résulte. Il existe deux variétés de ce procédé, dites procédé acide et procédé basique ; le premier ne s'applique qu'aux fontes ne contenant que des quantités insignifiantes de phosphore ; le second, qui est beaucoup plus récent et n'est en usage aux États-Unis que depuis 1884, permet au contraire de transformer en acier les fontes ayant jusqu'à 10 p. 100 de phosphore. Il constitue un grand progrès car, auparavant, la présence du phosphore en quantité notable dans un minerai de fer l'empêchait d'être utilisé à toute autre fabrication qu'à celles de certaines fontes de moulage et en diminuait fort la valeur. En 1880, avant la mise en usage du procédé basique, plus des cinq sixièmes de l'acier produit aux États-Unis (880.000 tonnes) était de l'acier Bessemer ; en 1890, il en était encore de même avec 3.617.000 tonnes d'acier Bessemer ; en 1900, la production se répartissait ainsi : acier Bessemer, 7.532.000 tonnes ; acier au four acide, 890.000 tonnes ; acier au four basique, 2.154.000 tonnes ; acier au creuset 104.000 tonnes. Le nouveau procédé basique avait donc largement contribué à l'essor de la production de l'acier aux États-Unis.

L'un des traits les plus caractéristiques de cette industrie, de même que de celle de la fonte, c'est la perfection de l'outillage et la grande capacité des appareils, qui permettent une production plus rapide et plus intense aux États-Unis qu'en aucun autre pays, et qui se sont beaucoup développés, depuis vingt ans. En 1880, la capacité habituelle des convertisseurs Bessemer était de 5 tonnes ; en 1890, elle atteignait 10 à 12 tonnes ; depuis, beaucoup ont été portés à 15 tonnes, et un établissement emploie même des convertisseurs de 20 tonnes. Les

fours ont, de même, vu leur capacité passer de 7 à 10 tonnes en 1880, à 20 et 30 tonnes en 1890 et à 50 tonnes en 1900; on signale même un four de 75 tonnes. Le nombre total de ces appareils est, en conséquence, petit : 91 convertisseurs Bessemer dont 70 en activité, 152 fours acides dont 139 en activité et 179 fours basiques dont 168 en activité. Aussi, l'industrie de l'acier est-elle très concentrée géographiquement. Sur 10.685.000 tonnes produites en 1900 aux États-Unis, 6.431.000 venaient de Pennsylvanie, 1.813.000 de l'Ohio, 1.461.000 de l'Illinois, soit plus des neuf dixièmes pour ces trois États. L'Alabama envoie ses fontes brutes dans le Nord, les exporte ou en fait des fontes de moulage, mais ne produit presque pas d'acier. Sur 890.000 tonnes d'acier produites au four acide, 691.000 l'étaient de Pennsylvanie ; sur les 2.154.000 tonnes produites au four basique, ce même État figurait pour 1.746.000 et l'Illinois pour 236.000. Partout ailleurs le convertisseur Bessemer conserve une absolue suprématie.

Il est impossible d'entrer dans des statistiques de détail des industries fabriquant les fers et aciers ouvrés : rails, barres, pièces de construction, fils de fer et d'acier, tôles, feuilles, cercles, etc. La presque totalité de l'immense masse d'acier produite aux États-Unis ayant toujours été consommée dans le pays, c'est dire que toutes les principales industries qui transforment ce métal y ont atteint un développement plus considérable que nulle part. Une branche était restée exceptionnellement en retard jusqu'à ces dernières années, c'est celle du fer-blanc et du fer galvanisé : en 1891, il ne s'en produisait encore qu'un millier de tonnes dans l'ensemble des États-Unis ; en 1900, il s'en fabriquait 400.000 tonnes. Aujourd'hui, la production américaine

atteint, si elle ne la dépasse pas, la production britannique.

Dans toutes les branches de l'industrie métallurgique, on constate que l'accroissement de la production en grand a été accompagné d'une baisse des prix, quoique les salaires aient haussé. Ainsi, en 1880, les rails d'acier valaient 56 doll. 54 cents la tonne et les rails de fer, qui étaient encore presque aussi usités, 50 doll. 32 cents la tonne ; en 1890, les rails de fer étaient déjà presque complètement abandonnés, les rails d'acier valaient 32 doll. 51 cents ; en 1900, leur prix était tombé à 20 doll. 66 cents ; de même l'acier en barre avait baissé de 64 doll. 86 cents en 1880 à 43 doll. 61 cents en 1890 et à 40 doll. 35 cents en 1900 ; le prix de tous les autres articles était à l'avenant. Bien entendu, cette baisse ne s'observe que si l'on considère des périodes suffisamment prolongées, et à peu près comparables. Dans toutes les industries il existe des phases de dépression et d'activité qui se succèdent plus ou moins périodiquement. Lors des premières les prix baissent, lors des secondes ils se relèvent. Si, au cours d'une phase d'activité, on compare les prix en vigueur à ceux de la phase de dépression qui l'a précédée immédiatement, on remarque naturellement une hausse ; mais, si l'on remonte au delà, à la phase d'activité antérieure, on voit, en général, que les prix maxima atteints alors, étaient supérieurs encore à ceux de la phase actuelle. La baisse est surtout très nette si l'on considère, non les moments de crise ou d'emballement extrême, mais les temps d'activité moyenne. Si l'on observe, pour la plupart des articles, une moindre chute des prix durant la période 1890-1900 que durant la période 1880-1890, c'est qu'en l'année 1900 le *boom*, phase d'extraordinaire activité industrielle et commerciale que

vient de traverser l'Amérique du Nord, était déjà commencé. Sur beaucoup d'articles la hausse a continué jusqu'en 1902; mais depuis le milieu de 1903, une baisse très marquée s'est produite, notamment dans l'industrie métallurgique, et le phénomène de la tendance à la réduction des prix sous l'influence des perfectionnements mécaniques apparaît clairement, aujourd'hui que l'inflation exceptionnelle est passée.

CHAPITRE VIII

L'industrie de la construction mécanique. Les machines et appareils destinés à l'industrie des transports.

S'il est un genre d'industrie où les Américains brillent plus qu'en tout autre, c'est assurément l'industrie des transports. Nous examinerons plus loin l'organisation commerciale de ces transports et notamment l'exploitation de l'immense réseau des chemins de fer américains. Mais, ici, n'envisageant que le côté industriel proprement dit de la question, nous étudierons, non la mise en œuvre, mais la fabrication des instruments de transports de tous genres, mus mécaniquement ou par la force de l'homme : locomotives, wagons, voitures, sans oublier les simples cycles, car ainsi que le dit le rapport sur le *Census* de 1900 : « De tous les instruments qu'a jamais employés l'homme, il en est peu qui aient produit, dans les conditions sociales, une révolution comparable à celle de la bicyclette. » L'ensemble de cette industrie des instruments de transports est des plus considérables : elle alimente non seulement le marché intérieur dont l'activité des communications, jointe à l'étendue du pays, rend les besoins très intenses, mais encore une exportation considérable. C'est la principale cliente de l'industrie du fer et de l'acier, dont nous venons de mesurer la puissance.

Il est curieux d'observer que les Américains, chez les-

quels l'industrie des transports est si développée et si perfectionnée aujourd'hui, ne sont les auteurs de presque aucune des grandes inventions qui l'ont profondément transformée au cours du dernier siècle. L'usage des rails, la locomotive ont été inventés en Angleterre ; plus récemment, c'est encore en Angleterre qu'ont été construites les premières locomotives *compound* utilisant la détente progressive de la vapeur ; hier, encore, ce genre de locomotives était beaucoup plus répandu en Europe qu'aux États-Unis, comme l'est, aujourd'hui, la turbine à vapeur, dernièrement entrée dans la pratique et destinée, semble-t-il, à un si brillant avenir. Quant aux cycles, si les premières ébauches en remontent aux temps les plus reculés, puisqu'on trouve, paraît-il, dans certaines fresques des villas de Pompéi et jusque sur des monuments égyptiens, des figures vaguement analogues aux cycles sans pédales qui furent en vogue sous la Restauration [1], ils sont, sous leur forme moderne et pratique, d'origine française, puisque c'est Ernest Michaux ou Pierre Lallement qui inventa la pédale en 1865. C'est, seulement, dans l'art des transports sur mer que les Américains firent de grandes découvertes, puisque l'un d'eux, Fulton, appliqua le premier la vapeur à la propulsion des navires, et c'est précisément cette branche de l'industrie qui, après une expansion très brillante dans la première moitié du XIXe siècle, est, aujourd'hui, la moins développée chez eux ; il est vrai que des causes tout à fait étrangères à l'industrie proprement dite ont arrêté leurs progrès sur ce point et les ont mis en arrière de plusieurs autres nations.

1. Nous trouvons mention de ce fait dans l'intéressant historique que le rapport sur le *Census* de 1900, consacre à l'industrie du cycle.

A défaut de grandes inventions ou même de très grands perfectionnements, dont l'honneur ne leur revient pas, qu'est-ce donc qui a donné aux Américains une incontestable prééminence pour la construction de la plupart des instruments de transports? Nous allons voir à quoi ils attribuent eux-mêmes leurs succès à propos de la première et de la plus importante branche de cette industrie, la construction des locomotives. En 1900, il a été produit aux États-Unis 3.046 locomotives, dont 272 dans les ateliers des Compagnies de chemins de fer et 2.774 dans 28 usines n'appartenant pas à ces Compagnies. Ces machines comprenaient 2.831 locomotives à vapeur, 55 à air comprimé, 155 locomotives électriques et 5 locomotives à gaz et avaient une valeur d'ensemble de 157 millions de francs. La valeur moyenne de chaque locomotive à vapeur représentait 55.000 francs environ, tandis que celle des locomotives électriques et à air comprimé n'était que de 10.000 francs et celle des locomotives à gaz de 5.000 ; il s'agissait donc là de machines de bien moindre importance. Dans cette même année 1900, il était exporté des États-Unis à l'étranger 525 locomotives valant 29 millions : c'était le sixième de la production. Ces ventes au dehors ne cessent de se développer : en 1890, elles n'avaient été que de 161 unités, d'une valeur totale de moins de 7 millions.

« Les locomotives américaines, dit fièrement le rapport sur le *Census* de 1900, se sont fait une place dans tous les pays du monde et ont prouvé leur supériorité sur tous les types de locomotives étrangères avec lesquels elles sont venues en concurrence. L'importance du commerce d'exportation est due à plusieurs causes. Si l'excellence des matériaux et le soin de la construction, qui caractérisent la locomotive américaine, sont

des considérations importantes, en bien des cas ce sont des questions de prix et de rapidité de livraison qui ont constitué le facteur déterminant. Construisant en grand nombre des locomotives dont les diverses parties sont parfaitement interchangeables, et employant les machines les plus propres à diminuer la main-d'œuvre, les usiniers américains ont pu les fabriquer à moindre prix et en moins de temps que tous les autres constructeurs du monde ; ce seul fait a amené aux États-Unis beaucoup de commandes étrangères.

« Les locomotives américaines doivent beaucoup de leurs qualités et de leur bon marché aux machines, machines-outils et procédés perfectionnés employés dans leur fabrication. La chaudière est construite en deux sections entièrement rivetées mécaniquement, les seuls rivets posés à la main étant ceux du cercle suivant lequel les deux sections sont réunies. Des grues mobiles servent à manier les plaques d'acier pendant la construction, et aussi la chaudière une fois achevée, en sorte que l'emploi de la force musculaire de l'homme se trouve presque éliminé. Les trous sont percés par des machines qui non seulement font plusieurs trous à la fois, mais percent d'un coup, s'il y a lieu, chaque trou à travers quatre ou cinq plaques, assurant ainsi leur absolue identité et permettant d'économiser beaucoup de temps et de main-d'œuvre... »

Prenant successivement les diverses autres parties de la locomotive, le rapport explique comment le même principe de travail multiple à la machine-outil leur est appliqué, assurant la parfaite adaptation des diverses pièces les unes aux autres, sans qu'il soit besoin d'aucun travail complémentaire à la main, et l'absolue interchangeabilité des organes similaires. « L'assemblage des pièces, quand elles sont achevées, et le montage

de la locomotive complète sont caractérisés, continue-t-il, par l'emploi des mêmes méthodes, propres à épargner le temps et la main-d'œuvre, qui ont été appliquées à la fabrication des parties composantes. Tout est fini et apprêté, certaines parties sont même peintes, avant d'être amenées à l'atelier de montage, en sorte que l'assemblage en est rapidement fait. Ce qui, plus que tout autre chose, assure l'économie du temps et de la main-d'œuvre dans le montage, c'est l'emploi de grues mobiles passant au-dessus de la tête des ouvriers, assez puissantes pour enlever la machine entière, permettant de soulever la chaudière pour mettre les roues en place après que les cylindres et les cadres ont été fixés, et de mouvoir la locomotive durant le montage autant et aussi souvent qu'il est nécessaire.

« Une équipe spéciale d'ouvriers est chargée de chaque phase du travail de montage et, dans un grand établissement, les hommes qui la composent n'ont rien d'autre à faire... Cette division et cette spécialisation du travail rendent l'opération beaucoup plus rapide, et réduisent le temps exigé par le montage d'une locomotive à un minimum surprenant pour ceux qui ne sont pas familiarisés avec les méthodes employées. Le temps nécessaire à la construction d'une machine varie fort, suivant les exigences de l'acheteur et l'état du marché des matières premières. D'ordinaire, il faut plusieurs semaines, ou même deux ou trois mois; mais les constructeurs américains ont obtenu, parfois, des résultats remarquables, soit pour satisfaire des besoins très pressants, soit, simplement, pour établir des records. Huit jours est probablement le temps le plus court qu'on ait mis à construire une locomotive en partant de la matière première et usinant toutes les pièces; mais on a vu monter une locomotive dans l'espace de vingt-

quatre heures, au bout desquelles elle était prête à marcher. »

Nous avons cité longuement ce passage parce qu'on y trouve admirablement exposés les traits les plus remarquables de l'industrie américaine : l'emploi poussé le plus loin possible des appareils de levage et de transport mécaniques, ainsi que des machines-outils, pour réduire au minimum la main-d'œuvre et supprimer à peu près entièrement le rôle de la force musculaire humaine ; la préoccupation de fabriquer toujours des pièces parfaitement interchangeables qui assurent des réparations extrêmement faciles, rapides et peu coûteuses — c'est aussi l'emploi des machines-outils qui permet d'arriver à la perfection en cette matière ; — la production en grand d'un nombre considérable de machines du même type ; la division du travail poussée, elle aussi, à l'extrême. Si l'industrie des États-Unis possède ces caractères qui font incontestablement sa supériorité, elle le doit à plusieurs causes : d'abord à l'ingéniosité, à l'esprit à la fois hardi et pratique des industriels, qui sont toujours à l'affût des perfectionnements et évitent cependant de se lancer à la légère dans des innovations mal étudiées ; à la hardiesse aussi et à l'initiative des capitalistes ; à l'énergie et à l'intelligence des ouvriers qui rendent beaucoup de travail, qui comprennent l'utilité des machines, qui ne résistent presque jamais à leur adoption, qui savent qu'elles leur feront retrouver sous une forme le travail qu'elles auront semblé leur faire perdre en réduisant la main-d'œuvre dans une industrie donnée, et qui envisagent, d'ailleurs, sans crainte, en ce milieu où l'on est habitué à des modifications si rapides de toute sorte, l'éventualité d'un changement de résidence ou de profession. De l'emploi général des machines-outils, qui fait surtout de

l'ouvrier un surveillant, il résulte, du reste, qu'il peut très vite apprendre un nouveau métier, pourvu qu'il ait des qualités générales d'activité et d'application. Enfin, l'énorme étendue du pays, son immense et toujours croissant pouvoir de consommation, en particulier pour les articles qui se rattachent aux transports, facilitent la production en grand. Parmi les facteurs de la puissance industrielle des États-Unis, il s'en trouve donc qui tiennent aux qualités des hommes, d'autres aux circonstances de nature et de milieu. Ces derniers manquent à la plupart des pays européens et ils ne sauraient guère les faire naître chez eux ; mais sur d'autres points, ils peuvent utilement se mettre à l'école des États-Unis ; et ils le doivent, s'ils ne veulent pas succomber dans la lutte qu'ils ont déjà, mais qu'ils auront bien plus, dans l'avenir, à soutenir contre eux [1].

Si l'on examine les statistiques relatives à la construction des locomotives, on y voit bien se manifester les effets de la production en grand, de l'emploi des machines et de l'économie de main-d'œuvre. Nous ne prendrons ici que les locomotives construites en dehors des ateliers des Compagnies de chemins de fer : ce sont les plus nombreuses, et les seules pour lesquelles on puisse avoir des chiffres exacts relativement aux capitaux, à la main-d'œuvre et aux matières premières em-

1. Il est juste de reconnaître que, si les Américains ont une supériorité qu'il serait vain de contester pour les types communs de locomotives, d'autres peuples sont encore à la tête du mouvement pour certains types spéciaux. Nous lisions ainsi dernièrement dans le *Statist*, de Londres, que les puissantes machines à grande vitesse construites par la Société alsacienne de Belfort, pour la Compagnie du Nord étaient expérimentées en ce moment, non seulement sur les voies anglaises, mais sur les voies américaines, ce qui est un éclatant hommage rendu aux qualités de notre industrie. (Voir le *Statist* du 12 septembre 1903, p. 473).

ployées. Le nombre des établissements qui les construisaient était de 19 en 1890, il est de 28 en 1900, ayant donc augmenté de moitié. Le capital, lui, a augmenté des deux tiers, passant de 24 millions et demi à 40.800.000 dollars, la valeur des matières premières s'est élevée de 13.338.000 à 20.174.000 dollars, s'accroissant d'un peu plus de moitié ; la valeur des produits, qui était de 24.922.000 dollars en 1890, a passé à 35.209.000 en 1900 ; elle n'a augmenté que de 41 p. 100, ce qui indique une moindre productivité du capital, comme il arrive souvent dans les industries qui ne sont plus toutes jeunes ; quant au nombre des ouvriers il n'a augmenté que de 21 p. 100 (15.678 en 1890 et 19.039 en 1900). Il y a donc beaucoup moins d'ouvriers pour chaque établissement, bien que le capital de chacun de ces établissements soit plus considérable, et il faut moins d'ouvriers aussi pour manier une quantité donnée de matières premières et obtenir une quantité donnée de produits. Cette diminution relative du nombre des ouvriers, mise en regard de l'augmentation des capitaux, fait nettement ressortir le développement de l'emploi des machines.

Chacun des vingt-huit ateliers de construction de locomotives qui existent aux Etats-Unis a produit, en moyenne, une centaine de machines, puisque leur nombre total, pour 1900, est de 2.774 — toujours en dehors de celles construites par les Compagnies de chemins de fer elles-mêmes. Il est curieux de remarquer que cette moyenne était plus considérable en 1890 où, de dix-neuf usines seulement, sortaient 2.409 locomotives ; mais les machines de 1900 ont une valeur supérieure à celles de 1890 (55.000 fr. au lieu de 40.000 en moyenne) et, surtout, elles exigent une quantité de matériaux, elles ont un poids et une puissance notablement plus

grands. Dans l'un des principaux établissements qui construisent des locomotives, dit le rapport sur le *Census*, le poids moyen des machines fabriquées était, sans le tender, de 41 tonnes et demie (92.000 livres anglaises) en 1890; il atteignait 58 tonnes (129.000 livres) en 1900. On a construit, depuis dix ans, nombre de locomotives d'un poids supérieur à 100 tonnes (« courtes tonnes » de 2.000 liv. anglaises ou de 907 kilog.) ; la plus lourde de celles qu'aient produites les États-Unis, jusqu'en 1900, pesait 133 « courtes tonnes », soit 120 tonnes métriques, ou 170 tonnes métriques avec le tender.

Ce qui a entraîné l'accroissement de la puissance et du poids des locomotives, c'est l'accroissement de la capacité des wagons. On sait que les véhicules qui se meuvent sur les chemins de fer américains sont très différents, par leurs dimensions, de ceux que nous voyons en général sur les nôtres. Grâce à l'adoption des *bogies*, ces petits chariots à quatre ou six roues sur lesquelles chaque extrémité du wagon repose sans y être reliée autrement que par un pivot, on a pu, de tout temps, construire en Amérique des wagons bien plus longs qu'en Europe, et s'inscrivant pourtant mieux dans les courbes. Ce n'est que depuis peu d'années qu'on commence à voir quelques voitures à bogies chez nous, et encore en nombre restreint, à cause de l'insuffisance de nos plaques tournantes. Aux États-Unis, le système est universellement adopté pour les voitures à voyageurs, comme pour les wagons à marchandises. Aussi, dès 1890, les wagons susceptibles de porter 25 à 30 tonnes y étaient-ils courants, tandis que la capacité des nôtres n'atteignait que 6 ou 8 tonnes. Aujourd'hui, on emploie habituellement, aux États-Unis, les wagons de 40 à 50 tonnes, tandis qu'en Europe on monte péniblement

à une dizaine. Il est inutile de faire remarquer combien le système américain diminue le poids mort et, aussi, grâce à la réduction du nombre des attelages, la longueur des trains. Les progrès dans la construction des wagons ne se bornent pas à l'augmentation de leur capacité : « Il y a, dit le rapport sur le *Census*, une tendance générale à la spécialisation. On n'expédie plus par les mêmes wagons des grains, de la viande, des fruits, de l'huile. La nécessité de transporter diverses sortes de produits, a amené la construction de véhicules spécialement adaptés à chacun d'eux, et l'on établit toutes sortes de wagons différents pour répondre aux demandes des expéditeurs. »

L'année 1900 a été caractérisée par une activité extraordinaire dans la construction des wagons de chemins de fer aux États-Unis : 144.505 véhicules dont 1.371 pour voyageurs et 143.134 pour marchandises sont sortis, tant des ateliers des Compagnies de chemins de fer qui en ont produit 29.933 que des établissements spéciaux qui en ont fourni 116.201. Or, d'après le *Statistical Abstract* des États-Unis, il existait, en tout, au début de 1901, sur le réseau américain, 1.409.372 wagons à marchandises; comme on ne peut pas évaluer à plus de 4 ou 5.000 le nombre de wagons exportés [1], il en résulte que, sur les 143.000 wagons construits en 1900, 138.000 à 139.000 étaient restés dans le pays et que, par conséquent, un dixième du matériel circulant sur les voies ferrées américaines en 1901 datait de l'année précédente, ce qui indique que ce matériel est toujours maintenu à la hauteur des progrès modernes; plus de la moitié des nouveaux wagons ne faisaient

1. La valeur des exportations de wagons est, en 1900, de 13 millions de francs, soit 700.000 francs de moins qu'en 1890.

qu'en remplacer d'anciens, car leur nombre total n'avait augmenté que de 59.000 de 1900 à 1901.

Dans la construction des wagons de chemins de fer on observe les mêmes traits que dans celle des locomotives: emploi des machines-outils, recherche de l'interchangeabilité des pièces, production en grand. Ce dernier caractère s'affirme encore davantage ici : le nombre des établissements se consacrant spécialement à l'industrie dont nous parlons est de 65 en 1900 au lieu de 71 en 1890 et de 130 en 1880; leur capital d'ensemble 88 millions de dollars en 1900 contre 43 millions et demi en 1890 et 9 millions en 1880; le nombre des ouvriers de 33.453 contre 31.354 il y a dix ans et 14.232 il y a vingt ans ; le coût des matériaux de 61 millions de dollars contre 44 millions et 19 millions, la valeur des produits de 90 millions et demi de dollars contre 70 millions et 28 millions. Cette valeur des produits comprend 20 millions de dollars de produits accessoires. Pour l'ensemble des wagons construits, tant dans les ateliers des Compagnies de chemins de fer que par les établissements particuliers, la valeur en est de 86 millions de dollars dont 77.240.000 pour les wagons à marchandises, ce qui fait ressortir leur valeur moyenne à 2.800 francs ; celle des voitures à voyageurs serait de 30.000 francs environ.

Comme dans l'industrie des chemins de fer, l'Amérique tient la tête du monde dans celle, si jeune, des cycles. Il n'y a pas été fabriqué, en 1900, moins de 1.209.000 cycles, dont 1.179.000 bicyclettes, 26.000 tricycles et 3.600 tandems. On se rendra compte de l'importance de ce chiffre, si l'on songe qu'en 1900, la France comptait à peine plus de 1.200.000 bicyclettes en tout. 312 établissements, avec un capital de près de 30 millions de dollars, occupant 17.525 ouvriers et

leur distribuant pour plus de 8 millions de dollars de salaires, se consacrent à la fabrication des cycles et des parties de cycles et la valeur totale de leurs produits est de tout près de 32 millions de dollars : en 1890 le nombre des établissements et la valeur des produits étaient douze fois, celui des capitaux quinze fois, celui des ouvriers dix fois moindre. Nous retrouvons encore ici les qualités habituelles de l'industrie américaine : « Au début, les grands établissements faisaient eux-mêmes presque tous les organes de bicyclettes dont ils avaient besoin ; mais, dans ces derniers temps, les usines ont de plus en plus spécialisé leur fabrication ; et aujourd'hui certaines des plus grandes manufactures de cycles achètent la majeure partie des pièces pour les assembler. L'*American Bicycle Company*, qui est maîtresse de la plus grande partie de la production en fournit un exemple. Certaines pièces de ces machines sont fabriquées dans celles de ses usines les mieux adaptées pour le travail particulier considéré, et envoyées à d'autres qui les montent. Cette méthode diminue beaucoup le prix de revient. » La valeur moyenne des bicyclettes s'est abaissée à 18 dol. 91 *cents* soit 98 francs, ce qui en diffuse singulièrement l'usage. Les exportations de cycles américains atteignent une valeur considérable : en 1897, elles s'étaient élevées à 36 millions de francs ; depuis, elles ont diminué, sans doute parce que le premier *boom* du cyclisme est passé et que le développement de la demande est moins rapide tandis que, d'autre part, l'industrie s'est implantée en certains pays que les États-Unis fournissaient jadis ; en 1900, l'exportation n'a plus été que de 18 millions de francs.

On sait, enfin, que les États-Unis deviennent les plus sérieux concurrents de la France pour l'industrie auto-

mobile. Cependant, d'après le rapport sur le *Census*, il n'y avait encore été construit, en 1900, que 4.192 automobiles d'une valeur de 25 millions de francs, dont 1.681 à vapeur, 1.575 électriques et 936 à pétrole. Le petit nombre de ces dernières, qui conviennent le mieux pour les longues courses, tandis que les voitures électriques s'appliquent surtout au service urbain ou suburbain, peut s'expliquer par la rareté des bonnes routes. Mais 1900 est déjà une époque reculée quand on parle d'automobilisme. Puis, le rapport du *Census* l'avoue : « L'attention se porta peu, aux États-Unis, sur les problèmes relatifs à la construction des automobiles, jusqu'au jour où les succès obtenus par plusieurs types de ces véhicules construits en France eurent démontré quelles étaient leurs « possibilités » ; mais une fois l'attention attirée sur ces engins, il s'en est suivi les mêmes progrès qui ont caractérisé le développement de beaucoup d'autres industries américaines... » Voilà qui marque de nouveau l'un des traits dominants de l'expansion industrielle des États-Unis. Les grandes inventions ne sont pas plus fréquentes en ce pays qu'ailleurs. Toute vanité nationale mise à part, nous inclinerions à croire qu'elles le sont moins que dans le nôtre; mais s'il est peu d'industries qui soient nées en Amérique, l'énergie et l'esprit d'initiative des Américains, tenu en éveil par une concurrence des plus actives, la recherche de tous les perfectionnements, de tous les moyens d'économiser le temps et le travail, l'emploi des machines poussé plus loin que partout ailleurs, sans oublier les avantages de la production en grand pour un marché très étendu et toujours croissant, ont permis à bien des industries importées du dehors d'y prendre un développement plus considérable et d'y atteindre une plus haute perfection que dans leur pays d'origine.

CHAPITRE IX

L'industrie électrique.

« Chacun des 75 millions d'habitants des États-Unis, dit le rapport sur le *Census* de 1900, dépense, en moyenne, 7 dollars par an en électricité. Sur cette somme, 1 dollar et quart représente la demande de machines et d'appareils électriques ; 3 dollars, la recette des Compagnies de chemins de fer et de tramways électriques ; 1 dollar et demi, la recette des Compagnies d'éclairage ; 75 *cents*, les dépenses de téléphone ; 50 *cents*, celles de télégraphe, avertisseurs divers, etc. Ces valeurs, qui sont estimées avec modération, s'accroissent rapidement. Si les États-Unis sont parvenus aussi vite à leur situation actuelle dans les affaires internationales et parmi les nations industrielles du monde, on peut l'expliquer, au moins en partie, par le fait que leurs habitants sont disposés à payer autant pour leur électricité que pour leur pain. » Le passage est typique, aussi bien par le jour qu'il jette sur l'état d'esprit de ses rédacteurs et de leurs compatriotes, que par le prodigieux développement de l'industrie électrique qu'il révèle.

En Amérique, comme en tout pays, cette industrie est fort jeune ; elle est l'œuvre des vingt et surtout des dix dernières années. En 1880, il existait, sans doute, déjà, aux États-Unis, 76 établissements fabriquant des appareils et fournitures électriques, mais ils n'avaient

que 7 millions et demi de francs de capital, n'occupaient que 1.271 ouvriers, et la valeur de leurs produits n'atteignait pas 14 millions ; en 1890, le nombre des établissements passait à 189, leur capital à 98 millions, et 8.802 ouvriers étaient employés à fabriquer 99 millions de produits. Enfin, en 1900, on ne trouvait pas moins de 580 établissements, avec 430 millions de capital, 40.890 ouvriers et 475 millions de produits. Encore faudrait-il élever ce dernier chiffre à 544 millions, pour tenir compte des appareils électriques fournis par un assez grand nombre d'autres établissements qui ne se livrent pas exclusivement à ce genre de fabrication.

Ces statistiques ne donnent encore qu'une idée très imparfaite du développement industriel qu'ont entraîné les applications de l'électricité. Elles ne comprennent pas la production d'un grand nombre de matériaux et d'appareils divers, qui sont employés dans l'industrie électrique et ne seraient pas fabriqués, au moins en aussi grande quantité, si elle n'existait pas. Elles laissent aussi de côté beaucoup d'articles dont la production n'a pu prendre d'essor que grâce à l'électricité, qui permet seule de les obtenir à bon marché. C'est ainsi qu'elles n'englobent pas la fabrication des innombrables poteaux de bois, de fer ou d'acier portant les fils de télégraphe, de téléphone ou de trolley, ni celle de la plus grande partie des verres et porcelaines qui servent pour les piles, accumulateurs et isolateurs, ni la production des fils de fer et de cuivre nus dont les applications électriques emploient chaque année, dit le rapport sur le *Census*, plusieurs millions de livres[1].

D'autre part, la plus grande partie du cuivre produit aux États-Unis — 180.000 tonnes sur 275.000 en 1900

1. Il s agit de livres-poids de 453 grammes.

— est aujourd'hui raffinée par l'électrolyse. Ce raffinage, qui exige des capitaux et une main-d'œuvre considérable, n'est pas compris non plus dans les statistiques de l'industrie électrique, et il en est de même des autres branches de l'électro-métallurgie et de l'électro-chimie, qui, aux seules usines du Niagara, emploient une force de 35.000 chevaux : de la production électrique de l'aluminium, qui a été en 1900, aux États-Unis, de 3.300 tonnes[1], de celle du carbure de calcium, dont la fabrication au Niagara est montée sur le pied de 12.000 tonnes par an, de celle du *carborundum*, combinaison de carbone et de silice, propre à remplacer le diamant dans les perforatrices, dont on fabrique 1.700.000 kilogrammes par an, et de beaucoup d'autres produits divers.

Il est bien entendu aussi que ces statistiques de l'industrie électrique proprement dite ne comprennent ni les immenses capitaux, ni la nombreuse main-d'œuvre employée à l'exploitation des télégraphes, des téléphones, de l'éclairage, des tramways, des chemins de fer électriques. Elles s'appliquent exclusivement à la *fabrication* des machines et appareils électriques : dynamos, transformateurs, commutateurs, tableaux de distribution, moteurs fixes ou ambulants, ventilateurs, ascenseurs, piles, accumulateurs, lampes à arc et à

1. Le *Census* note le fait très intéressant que voici : « Un fil d'aluminium, susceptible de transmettre le même courant électrique qu'un fil de cuivre donné, a un diamètre supérieur d'un quart, mais pèse moitié moins et, aux prix récents des deux métaux, coûte 10 p. 100 de moins. » Ceci s'applique aux très hauts prix du cuivre voisins de 70 livres sterling la tonne. Aux prix actuels, le cuivre reprend l'avantage ; il n'en convient pas moins de noter qu'il existe aujourd'hui un point au-dessus duquel les prix de ce métal ne sauraient monter, sans le faire supplanter par l'aluminium. Or, comme les prix de ce dernier baissent toujours, ce point tend à devenir, lui aussi, de plus en plus bas.

incandescence et leurs accessoires, projecteurs, appareils de téléphonie et de télégraphie, phonographes, fils de fer ou de cuivre isolés, conduites souterraines pour les fils électriques, appareils de chauffage, avertisseurs, horloges électriques, instruments de mesure. Que la valeur totale de ces appareils et machines produits aux États-Unis dans la seule année 1900 s'élève à plus de 500 millions de francs, voilà qui dénote une activité de l'industrie électrique et un développement de ses applications beaucoup plus grands qu'en aucun pays européen, même en Allemagne.

De toutes ces machines, les dynamos sont les plus importantes, puisque ce sont elles qui donnent naissance au courant électrique en transformant la force fournie par la vapeur, les chutes d'eau, ou tout autre agent. Durant l'année 1900, il est sorti des usines américaines 10.527 dynamos d'une puissance totale de 770.000 chevaux et d'une valeur de 54 millions de francs. Les données manquent pour comparer cette production, si considérable, avec celle des années antérieures ; mais on peut se faire une idée des progrès accomplis dans l'intervalle des deux derniers *Census* si l'on observe qu'en 1890 il n'y avait en service, dans l'État de New-York, pour l'éclairage électrique — qui était alors de beaucoup la principale application de l'électricité — que 2.344 dynamos d'une puissance moyenne d'une trentaine de chevaux ; en 1900, il en a été fabriqué, dans ce seul État, 1.220 d'une puissance moyenne de plus de 200 chevaux. Si jeune que soit cette industrie, elle a pourtant déjà sensiblement évolué. L'ancien type de la dynamo à courant continu, forme d'énergie très propre à l'éclairage, mais limitée en ce qui concerne la tension et, par suite, la facilité de transport à distance, cède de plus en plus la place à la dynamo à courant alternatif,

qui, avec le secours de transformateurs élevant et abaissant le voltage, se prête admirablement à la transmission au loin et peut être employée à l'éclairage soit tel quel, soit après transformation en courant continu. Aussi toutes les dynamos puissantes sont-elles à courant alternatif ; les nombreuses petites dynamos employées à des installations secondaires continuent d'être à courant continu. En 1900, il a été fabriqué 9.182 de ces dernières, leur force totale était de 428.000 chevaux, soit une moyenne de 47 seulement ; au contraire il n'a été construit que 1.345 alternateurs, mais leur force était ensemble de 342.000 chevaux, ou de 254 en moyenne. Elle tend à s'élever de plus en plus, d'autant que les derniers perfectionnements, l'emploi des courants polyphasés, en augmentent les avantages.

Les grandes dynamos du Niagara sont de 5.000 chevaux et produisent du courant diphasé sous la tension de 2.200 volts; on l'élève à 11.000 ou 22.000 pour le transporter à Buffalo, où on le fait redescendre à beaucoup plus bas voltage pour les divers usages auxquels il est destiné ; mais les plus récentes machines commandées sont de 10.000 chevaux, les plus fortes, dit le rapport sur le *Census*, qu'on ait jamais construites. Elles présentent l'avantage de produire directement le courant à la tension de 12.000 volts, ce qui permet de se passer de transformateur pour le transporter et procure une importante économie ; en outre, ces énormes alternateurs ne coûtent que 7 dollars, soit un peu plus de 36 francs, par cheval, alors que la moyenne de ceux qui ont été construits en 1900 revient à 14 dollars.

L'emploi des courants alternatifs et des machines très puissantes, qui permettent de produire l'électricité dans des conditions particulièrement avantageuses, a eu d'importantes conséquences, non seulement au point de

vue technique, mais encore au point de vue financier, et même social, peut-on dire. Au début des applications de l'électricité, les Compagnies qui les exploitaient se spécialisaient presque toujours sur un objet particulier. Ainsi, dès 1880, il se fondait aux États-Unis un grand nombre de Sociétés pour l'éclairage par les lampes à arc ; peu après, d'autres Sociétés, très nombreuses aussi, pour l'éclairage par les lampes à incandescence vinrent leur faire concurrence. D'âpres luttes s'engagèrent, jusqu'à ce qu'on reconnût qu'il y avait avantage à s'entendre, les mêmes dynamos pouvant produire le courant pour les deux modes d'éclairage et la production en grand diminuant les frais, en même temps que l'entente permettait de maintenir les prix ; un mouvement de fusion en Compagnies plus considérables se produisit alors, c'est-à-dire vers 1890. A cette dernière époque commença de se développer l'industrie des tramways électriques, ainsi que l'emploi de certains moteurs électriques ; mais si ces derniers pouvaient aisément être branchés sur les mêmes circuits que les lampes, les tramways, eux, avaient — et ont encore — besoin d'un voltage beaucoup plus élevé, 550 volts environ. Aussi, Compagnies de tramways et Compagnies d'éclairage, tout en prenant, chacune de leur côté, un très grand essor, restaient indépendantes l'une de l'autre ; la difficulté de transporter le courant à très longue distance favorisait, du reste, l'existence d'assez nombreuses Compagnies distinctes. Les grandes dynamos à courant alternatif ont changé tout cela. Grâce à elles, on peut aujourd'hui produire en grand le courant polyphasé au point le plus convenable dans chaque ville, en une station centrale, et le transmettre de là à très haute tension dans les divers secteurs, où des sous-stations en abaissent le voltage dans la mesure

nécessaire pour les usages auxquels ils est destiné, ou le transforment en courant continu, ou l'emmagasinent en accumulateurs. Une même station centrale peut ainsi desservir, par l'intermédiaire de transformateurs divers et appropriés, des appareils d'éclairage, des moteurs, des tracteurs, et cela quelle que soit la distance. Les frais sont sensiblement moindres que si l'énergie électrique était produite pour chacune de ses applications en des installations séparées. Il s'est tout naturellement, suivi de là une grande tendance à la concentration, sous une seule direction, de toutes les exploitations électriques d'une même ville, lumière, force, transports et autres. C'est leur fusion complète qu'on observe maintenant dans beaucoup de grands centres des États-Unis.

L'un des principaux usages du courant électrique étant de transporter et de distribuer la force produite en grand aux stations centrales soit à des appareils fixes, soit à des tracteurs, la plus importante production des usines électriques américaines, c'est, après les dynamos qui transforment la force en électricité pour la transmettre, les moteurs qui retransforment l'électricité en force pour l'utiliser. La valeur des moteurs électriques fabriqués en 1900 n'est pas moindre de 101 millions de francs. Il existe un grand nombre de catégories de ces moteurs. Les deux principales sont les moteurs fixes, actionnant des machines de toute espèce dans de grands ou de petits ateliers, produits, en 1900, au nombre de 35.000, d'une puissance d'ensemble 515.000 chevaux et d'une valeur de 39 millions de francs; puis les moteurs pour tramways et chemins de fer électriques, au nombre de 15.000, d'une puissance de 666.000 chevaux et d'une valeur de 39 millions de francs presque exactement aussi. Les moteurs branchés sur les circuits de

la seule Compagnie Edison de New-York ont une puissance totale de 50.000 chevaux, trente fois plus qu'il y a dix ans. A Boston, il existe de même 4.470 moteurs, d'une force d'ensemble 16.000 chevaux, branchés sur les circuits des stations centrales. On s'explique, par ces exemples, que la demande de ces moteurs soit assez considérable pour alimenter la production que nous venons de signaler. Quant aux chemins de fer ou tramways électriques, qui s'étendent de jour en jour, rien d'étonnant à ce que leur consommation de moteurs soit énorme. Les chiffres relatifs au développement de cette industrie que cite le *Census* méritent d'être reproduits : en 1890, il existait, aux Etats-Unis, 789 Compagnies de tramways (*street railways*), dont 144 de tramways électriques. Elles employaient ensemble 32.505 voitures dont 2.895 électriques, et avaient 8.123 milles de voies, dont 1.262 aménagées pour la traction électrique. En 1899, il n'existait plus que 4.250 voitures à traction par câble, 1.489 voitures à chevaux ; il y avait, par contre, 50.658 voitures électriques, et la longueur des rails de tramways électriques atteignait 17.969 milles.

Le capital, actions et obligations, de ces Compagnies avait passé de 1.900 millions en 1890 à 9 milliards de francs en 1900 ; le rendement moyen de ce capital était, dit le rapport sur le *Census*, de 4 à 5 p. 100. La traction électrique paraît être, partout, sensiblement plus économique : d'après le rapport de la *Metropolitan Street Railway Co* de New-York, elle ne coûterait que 13.16 cents par voiture-mille contre 17.76 pour la traction par câble et 18.98 pour la traction animale. Et cependant il s'agit ici d'une traction électrique par conducteur souterrain, comme on la pratique généralement dans les quartiers centraux des villes américaines, ce qu'oublient certains barbares qui voudraient doter de trolleys aériens

tout le centre de Paris. On remarquera qu'il n'est pas question dans ces comparaisons de la traction à air comprimé, que d'autres barbares, plus arriérés, voudraient imposer au Métropolitain et à tous les tramways parisiens sous prétexte de sécurité.

En dehors de ces deux grandes classes de moteurs électriques, il s'en fabrique encore un grand nombre d'autres, destinés à des usages très divers, pour lesquels l'emploi de l'électricité est beaucoup plus répandu aux États-Unis qu'en Europe : les ventilateurs ou éventails (*fans*), comme on les appelle aux États-Unis, appareils absolument indispensables par les brûlants étés de l'Amérique du Nord ; 97.000 moteurs d'une force de près de 13.000 chevaux et d'une valeur de plus de 5 millions de francs ont été produits pour cet usage durant l'année du *Census ;* puis les ascenseurs électriques, dont le rôle est capital dans les immenses maisons à douze, quinze ou vingt étages, contenant des milliers de bureaux, qui caractérisent les quartiers d'affaires des villes américaines. « On a un exemple du travail que peut accomplir un ascenseur électrique, dit le rapport sur le *Census*, par les ascenseurs installés en 1898-1899 dans le *Park Row Building*, le plus grand bâtiment à bureaux (*Office Building*) du monde — une ville verticale ayant pendant le jour une population moyenne de 4.000 habitants, sans compter les visiteurs. Le cahier des charges pour la construction de cet édifice comportait quinze ascenseurs. Cinq d'entre eux, destinés aux passagers, s'élèvent jusqu'au 26e étage, soit une course verticale de 94 mètres. Un autre réservé aux poids lourds, coffres-forts, etc., part du soubassement et monte au 25e effectuant une course de 129 mètres. » Les énormes cages où l'on s'entasse par dizaines, montent et descendent constamment, avec une rapidité inconnue des

ascenseurs européens. Par contre, les Américains habitant, en général, des maisons particulières à deux étages rarement à trois, et non de grandes maisons à appartement, n'ont pas d'ascenseurs dans leurs domiciles. C'est ce qui explique qu'il n'y a en tout, à New-York, que 3.300 ascenseurs électriques. La valeur des moteurs pour ascenseurs produits aux États-Unis s'élève pour 1900, à 13 millions de francs.

Laissant de côté quelques moteurs divers, dont la production est peu importante, il convient ici de dire un mot des accumulateurs. On en a fabriqué, en 1900, pour 13 millions de francs également, mais, somme toute, cette industrie d'origine française, — le rapport sur le *Census* rend hommage aux découvertes de Planté et aux perfectionnements introduits par Faure, — cette industrie n'a pas donné ce qu'on en espérait, malgré les dernières inventions d'Edison.

Les accumulateurs rendent assurément service dans les cas où la demande de courant est irrégulière, en permettant d'emmagasiner l'énergie électrique à certaines heures pour la distribuer à d'autres, tout en maintenant la continuité de la marche des machines. Mais leur poids et leur fragilité les rendent peu propres aux appareils de transport : « Quant aux voitures de tramways à accumulateurs sur lesquels on avait fondé de grands espoirs pendant la dernière décade, bien peu, dit le *Census*, se trouvent encore en service à la fin de cette décade... » Il fut un temps où les objections faites en maintes cités au trolley aérien purent faire croire que ces voitures seraient généralement adoptées, malgré la cherté de leur entretien et de leur exploitation : mais le succès obtenu par le conducteur souterrain est venu à temps pour empêcher ce développement. En dehors des accumulateurs, il a été produit en 1900 aux

États-Unis pour 6 millions de piles ordinaires, destinées surtout à la télégraphie et à la téléphonie.

L'industrie de l'éclairage électrique, plus prospère en Amérique que partout ailleurs, a provoqué la fabrication, dans la même année, de 158.000 lampes à arc valant plus de 9 millions de francs et de 25 millions de lampes à incandescence valant 21 millions de francs; il faut y joindre 1 million de francs de projecteurs et 13 millions de montures pour lampes.

Les appareils télégraphiques construits en 1900 atteignent une valeur de 8 millions de francs; mais bien plus nombreux encore sont les appareils téléphoniques dont la valeur totale pour cette même année dépasse 54 millions de francs. On n'en sera pas surpris, si l'on songe que l'American Bell Company, la principale des Compagnies américaines de téléphones, a 1.500 réseaux avec 2 millions de kilomètres de fils, 33.000 employés et 1.080.000 abonnés qui ont ensemble 2 milliards de conversations par an. Les autres Compagnies exploitant des réseaux moins importants ont ensemble quelque 700.000 abonnés. Il y a ainsi en Amérique un téléphone par 40 habitants, et, en certains endroits, comme à San-Francisco, un par 12 habitants. Sommes-nous assez loin de ce chiffre en France[1] ? Il est vrai qu'aux États-Unis la téléphonie — comme la télégraphie — est une industrie privée, où l'on ne traite pas le public comme taillable et corvéable à merci et où l'on ne refuse pas les souscripteurs pour cause de manque de crédits ou d'autres prétextes administratifs.

1. En 1903, la longueur des fils téléphoniques de l'*American Bell Company* avait passé à 3.900.000 kilomètres et le nombre des conversations échangées était de 3 milliards 2 millions contre 766 millions de conversations en Allemagne, 723 millions en Grande-Bretagne, et 187 millions en France.

Il serait fastidieux d'entrer dans le détail des appareils électriques très divers que produit encore l'industrie américaine. Mentionnons seulement qu'il a été fabriqué, en 1900, pour 6 millions d'appareils de chauffage, (ce qui indique que cette application, impossible chez nous à cause des hauts prix du courant, entre dans le domaine pratique là où ce courant est meilleur marché) et, enfin, que la valeur des fils et câbles isolés sortis des usines américaines est de 110 millions de francs par an. Les câbles sous-marins sont, à peu près, la seule branche de l'industrie électrique que les Américains n'abordent pas. Pour presque toutes les autres ils montrent la voie au monde ; leur génie pratique d'invention et d'application ne s'est nulle part mieux manifesté et en aucun autre pays on n'apprécie autant l'électricité, dont l'emploi, comme l'observe le rapport sur le *Census*, est si précieux pour le confort et la facilité de l'existence.

CHAPITRE X

L'industrie textile.

L'industrie textile est l'une des plus nécessaires à l'homme et l'une des plus anciennement constituées; dans tous les pays qui ont quelque développement industriel, elle tient une place importante. Il n'est donc pas surprenant qu'elle ait pris, dès longtemps, une extension considérable aux États-Unis, qui trouvent d'ailleurs, en abondance, sur leur propre territoire, et la matière première de l'industrie textile et les moyens de la transformer. Leur sol fournit les quatre cinquièmes de la production mondiale du plus employé des textiles, le coton ; leurs troupeaux de bêtes à laine ne le cèdent en importance qu'à ceux de l'Australie et de l'Argentine; leurs abondantes chutes d'eau et leurs vastes mines de houille leur procurent, à bon marché, la force motrice. Enfin, leur population nombreuse, aisée et rapidement croissante, peut consommer en quantités énormes les articles les plus variés. Aussi la valeur brute totale des produits de leur industrie textile et des industries de confection qui s'y rattachent n'est-elle pas inférieure à 9 milliards de francs; la valeur nette, défalcation faite des doubles emplois [1], dépasse 5 mil-

1. Ces doubles emplois sont très nombreux ; en voici un exemple : une filature vend des filés à un tissage qui les revend à un atelier de confection. La valeur brute des produits de ces

liards et demi. Enfin, si l'on ne tient compte que de l'industrie textile proprement dite, laissant de côté la confection, la valeur nette de ses produits atteint encore le chiffre imposant de 3 milliards 900 millions de francs, celle des capitaux est de 5 milliards et demi et elle distribue annuellement, à 661.000 ouvriers, près de 1.100 millions de francs de salaires.

Si importants que soient ces chiffres, les États-Unis n'occupent pas encore, en dépit des circonstances naturelles favorables, le premier rang dans l'industrie textile ; mais d'après le *Census* de 1900, qui donne à cet égard de curieux renseignements, ils ont, aujourd'hui, conquis le second et ne sont plus dépassés que par la seule Angleterre. Ils ont même consommé, en 1900, plus de coton que celle-ci : 3.855.000 balles (de 500 livres anglaises ou 227 kilogrammes) contre 3.334.000 pour l'Angleterre et 4.576.000 pour l'ensemble du continent européen ; mais cette consommation plus grande correspond, cependant, à une moindre activité manufacturière, et à une moindre valeur de la production. La filature américaine produit, en effet, beaucoup plus de filés inférieurs et beaucoup moins de numéros fins que l'Angleterre, la France ou l'Allemagne. Aussi, le nombre des broches qu'elle emploie, comme celui des ouvriers de l'industrie cotonnière, est-il sensiblement moindre. Alors que la Grande-Bretagne possède (en 1900) 46 millions de broches et l'ensemble du continent européen, 33 millions, les États-Unis n'en ont que 19 millions ; ils dépassent déjà ainsi, de beaucoup, chacun des pays continentaux pris individuelle-

trois établissements est la somme de la valeur des filés produits par le premier, des tissus produits par le deuxième, des confections produites par le troisième : il est clair que la valeur des filés est comptée trois fois, celle des tissus deux fois.

ment, puisque l'Allemagne a moins de 8 millions de broches, la Russie, Pologne comprise, moins de 7 millions, et la France moins de 5 millions et demi.

Dans l'industrie lainière, à en juger par la consommation de laine, les États-Unis disputent le troisième rang à l'Allemagne et à l'Autriche. Ils laissent le premier à l'Angleterre, qui emploierait, dans ses usines, environ 226 millions de kilogrammes de laine, et le deuxième à la France, avec 206 millions; eux-mêmes consommeraient 177 millions de kilogrammes, tandis que l'Allemagne et l'Autriche arriveraient à 172 et 174 millions. Pour les soieries, enfin, la valeur des articles produits, qui paraît être ici un meilleur critérium que dans les autres industries textiles, place les États-Unis au deuxième rang avec 92 millions de dollars, contre 122 millions de dollars à la France, 73 à l'Allemagne, 38 à la Suisse, 21 à la Russie, 17 à l'Autriche, 15 seulement à la Grande-Bretagne et 13 à l'Italie[1]. A prendre l'ensemble des trois principales industries textiles, les États-Unis doivent certainement céder le pas à l'Angleterre, qui les dépasse

1. Ces évaluations ne sauraient prétendre à une exactitude absolue ; mais elles paraissent très suffisantes pour permettre de fixer le rang des diverses nations dans l'industrie textile. C'est pour la laine que règne la plus grande incertitude : les évaluations du *Census* sont déduites de celles faites par la grande maison Helmuth Schwartze et Cie de Londres pour 1894 : « Ce sont, dit le rapport sur le *Census*, les appréciations dignes de foi les plus récentes » ; il leur fait subir quelques légères modifications pour qu'elles s'appliquent mieux à 1900. Pour la soie, on a pris les chiffres donnés par le commissaire des Etats-Unis à l'Exposition universelle de Paris. Pour le coton, le *Census* donne une double série de chiffres, remarquablement concordants, obtenus tout à fait indépendamment par le *New-York Commercial and Financial Chronicle*, qui fait autorité en la matière, et par M. Fukuhara, expert japonais éminent, qui s'est livré à une minutieuse enquête dans tous les pays du monde.

de beaucoup pour les deux plus considérables, le coton et la laine ; ils sont un peu au-dessous de la France pour la laine et la soie, mais nous sont tellement supérieurs pour le coton que, tout compris, ils viennent assurément avant nous ; quant aux autres pays, il les laissent en arrière sur toute la ligne. Les industries secondaires du lin, du chanvre et du jute, médiocrement développées en Amérique, ne sauraient modifier ce classement. Il est incontestable que la deuxième place, dans l'industrie textile du monde, revient aux États-Unis[1]; la troisième appartient probablement à l'Allemagne, la quatrième à la France.

S'il est naturel que l'industrie textile prospère aux États-Unis, il n'y a pas lieu de s'étonner cependant qu'elle n'y ait pas encore atteint le degré de puissance auquel elle est arrivée en Grande-Bretagne. Dans la plus importante de ses diverses branches, qui est l'industrie cotonnière, une supériorité écrasante est assurée aux ateliers qui emploient les machines les plus perfectionnées, servies par la main-d'œuvre la plus habile ; c'est

1. Il est intéressant de comparer, d'après le *Census* de 1900, le nombre moyen des ouvriers employés par l'industrie textile en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis :

Industries.	Nombre moyen des ouvriers. Grande-Bretagne.	États-Unis.
Coton	526.107	302.861
Laine	256.425	159.108
Soie	35.461	65.416
Bonneterie	35.464	83.387
Lin, chanvre et jute	156.705	20.903
Total	1.010.162	631.675

Il faut ajouter, pour les Etats-Unis, 29.776 ouvriers classés comme « teignant et finissant les textiles » ; en Angleterre, les ouvriers correspondants paraissent être répartis dans les diverses branches.

pourquoi elle n'acquiert son complet développement que dans les pays où tout l'ensemble de l'industrie est très avancé. Or, cette dernière condition ne peut être considérée comme réalisée aux États-Unis que depuis assez peu de temps, depuis un quart de siècle au plus, sinon même depuis quinze ou vingt ans. Jusque-là, l'Union américaine restait, comme toute contrée très neuve, un pays avant tout agricole ; il en était encore ainsi, jusqu'à ces toutes dernières années, de la partie de son territoire où croît le coton et qui était habitée par des blancs très frustes et par des nègres à peine sortis de l'esclavage. Il y a quinze ans encore, les conditions économiques générales du pays confinaient toute l'industrie dans les États du Nord-Est qui, fort éloignés des régions méridionales productrices de coton, n'avaient guère d'avantage sérieux sur l'Angleterre en ce qui concerne l'achat de la matière première et se trouvaient, au contraire, désavantagés au point de vue de l'acquisition des machines, sinon à celui de la force motrice et de la main-d'œuvre. Ces conditions se trouvent complètement modifiées aujourd'hui, et par le développement général de l'industrie américaine, et par l'établissement de l'industrie du coton dans les États mêmes qui produisent la matière première. Pour la laine, les États-Unis ont beau en produire plus qu'aucun pays européen, ils ne suffisent pas, cependant, à leur consommation et doivent, eux aussi, en importer de grandes quantités. Ils n'y ont donc point d'avantage spécial. Quand à la fabrique de soie, c'est une industrie de luxe, ou tout au moins de demi-luxe, pour laquelle les États-Unis ne sont mûrs que depuis peu de temps. Elle y existait à peine il y a vingt ans ; mais depuis elle y a marché à pas de géants; les gigantesques progrès qu'elle y a accomplis sont de nature à préoccuper particulièrement la France.

Sauf en quelques branches, tout à fait spéciales, les États-Unis importaient jusqu'à ces dernières années beaucoup plus d'objets fabriqués qu'ils n'en exportaient, et, quoique leur production industrielle s'accrût très vite, comme le nombre des habitants et par suite la puissance de consommation intérieure augmentaient très rapidement aussi, l'écart entre les importations et les exportations ne diminuait que fort lentement. L'extraordinaire essor économique, et industriel surtout, qui s'est manifesté dans l'Amérique du Nord depuis 1897, a grandement modifié cette situation. Si exceptionnellement active qu'ait été depuis lors, sous l'influence d'une prospérité sans précédent, la consommation intérieure, l'industrie américaine a pu en satisfaire une proportion croissante et les exportations se sont développées beaucoup plus que les importations. Il est probable qu'aussitôt que la consommation nationale diminuera ou cessera de s'accroître très vite, — ce qui arrivera fatalement car une prospérité pareille n'est pas éternelle, et ce qui paraît déjà commencer à se produire, — les ventes au dehors se développeront beaucoup, et parviendront bientôt à excéder les achats dans bien des branches où elles leur sont inférieures aujourd'hui. Tel sera sans doute le cas pour l'industrie textile américaine, qui ne suffit pas encore entièrement aux besoins nationaux, mais qui en est cependant beaucoup plus près qu'il y a trente ans. A considérer ses trois principales branches, coton, laine et soie, on voit qu'elle fabrique pour 743 millions de dollars de produits et que la consommation totale des États-Unis atteint 800 millions, l'excédent des importations sur les exportations étant de 57 millions de dollars, soit un peu plus de 7 p. 100 de la consommation. En 1870, pour une production de 389 mil-

lions et une consommation de 466 millions de dollars, l'excédent des importations était de 77 millions ou 16,5 p. 100. Le progrès est sensible. Le tableau ci-après en fait ressortir le détail, pour chacune des industries du coton, de la laine et de la soie.

PRODUCTION, CONSOMMATION, IMPORTATION ET EXPORTATION DES DIVERS ARTICLES TEXTILES POUR LES ANNÉES 1870 ET 1900

Valeurs en millions de dollars.

	Cotonnades.	Lainages.	Soieries.	Totaux.
Production en 1870 . . .	177.5	199.3	12.2	389.0
Exportation.	3.8	0.12	0.01	3.9
Importation	21.9	35.0	24.2	81.2
Consommation	195.6	234.2	36.4	466.2
Production en 1900 . . .	339.2	297.0	107.2	743.4
Exportation	24.0	1.3	0.25	25.6
Importation	39.8	15.6	26.8	82.2
Consommation.	355.0	311.3	133.8	800.1

On voit que, pour l'ensemble des trois textiles, la production et la consommation ont beaucoup augmenté l'une et l'autre, mais la production plus vite que la consommation : pour le coton, l'accroissement de la production est d'environ 90 p. 100, celui de la consommation de 80 p. 100; pour la laine, la production s'est accrue de 49 p. 100 seulement, la consommation de 33 p. 100 ; pour la soie, la production est presque neuf fois plus forte qu'il y a trente ans et la consommation plus de trois fois et demie supérieure. Au point de vue du commerce extérieur, l'excédent des importations sur les exportations s'est réduit pour le coton et la laine, il est resté constant pour la soie; le mécanisme de cette réduction n'a pas été le même pour les deux industries qu'elle a affectées. Insignifiantes sur toute la ligne en

1870, les exportations le sont restées en ce qui concerne la laine et la soie, tandis qu'elles ont pris une sérieuse importance pour le coton. Quant aux importations, elles se sont accrues sur la soie, grâce au colossal développement de la consommation ; elles ont fort diminué sur la laine ; elles ont augmenté pour le coton ; mais cet accroissement porte sur des articles spéciaux, de luxe ou de demi-luxe, broderies, dentelles et autres. Si l'on joint aux trois industries précédentes la bonneterie, on voit que la consommation américaine de ces articles textiles est de 895 millions de dollars, dont l'importation — il s'agit ici de l'importation brute sans défalquer les exportations — ne représente que 9,2 p. 100. Somme toute, en dehors de quelques rares branches spéciales et de luxe, l'industrie textile américaine est arrivée à suffire aux besoins indigènes et commence à exporter. Les années prochaines la verront sans doute concurrencer l'Europe sur les marchés extérieurs.

Les diverses branches de l'industrie textile, tout en ayant des caractères communs, présentent entre elles trop de différences pour pouvoir être complètement étudiées ensemble. Nous allons donc maintenant les examiner séparément en commençant par la plus importante d'entre elles, celle du coton. C'est la plus ancienne des grandes industries américaines : la première filature mécanique établie aux États-Unis date de 1790 ; elle n'avait que 72 broches ! Lors du premier essor manufacturier, qui suivit la guerre de 1812 avec la Grande-Bretagne, il se fonda un assez grand nombre de manufactures de coton en Nouvelle-Angleterre, autour de Boston et de Providence, dans une région riche en chutes d'eau de moyenne importance, qui fournissaient une force motrice facile à capter. Depuis lors, et jusqu'à nos jours, les États de

Massachusetts, de Rhode-Island, de Connecticut et le sud du New-Hampshire sont demeurés la terre d'élection de cette industrie qui, remarque le *Census* américain, est essentiellement « grégaire » et a tendu, dès l'origine, à se concentrer dans de très grands établissements ou dans des groupes très denses d'établissements moyens. La raison en est que la préparation, la filature et le tissage du coton à la main exigent tant de travail que même les communautés les plus pauvres ne peuvent s'y livrer avantageusement, dès lors que le moindre procédé mécanique vient les concurrencer. « En conséquence, toute l'industrie du coton est abandonnée au capital. D'ailleurs, le perfectionnement des machines ayant diminué les frais de fabrication à un degré vraiment merveilleux, il est devenu de plus en plus difficile pour des novices de s'engager dans cette industrie avec succès. D'où une tendance de sa part à grandement se concentrer, à se développer dans les régions où elle existe déjà, à rester négligée ou à languir dans celles où l'on cherche à l'introduire nouvellement, sauf lorsqu'elle y est favorisée par des avantages spéciaux. »

La situation d'ensemble de l'industrie cotonnière, filature et tissage compris, mais sans y faire entrer la teinture, ni la confection, ni bien entendu les industries préparatoires, telles que l'égrenage du coton était caractérisée, d'après le dernier *Census*, par les chiffres que voici :

	1880.	1890.	1900
Nombre des établissements . . .	1.005	905	1.055
Capital (millions de dollars) . . .	219.5	354	467.2
Nombre des ouvriers	185.472	218.876	302.861
Salaires (millions de dollars). . .	45.6	66	86.7
Valeur des matériaux (millions de dollars)	113.8	154.9	176.6
Valeur des produits (millions de dollars)	211	268	339.2

Le progrès de l'industrie cotonnière peut se mesurer de deux façons : par celui de la consommation de coton brut et par celui du nombre des broches employées à le filer. Il est intéressant de comparer la rapidité de ce progrès aux États-Unis et dans les autres pays. C'est ce que permettent de faire les deux tableaux suivants, extraits du rapport sur le *Census* de 1900 et que nous complétons, pour l'année 1903, par les renseignements que fournit le *New-York Commercial and Financial Chronicle*.

CONSOMMATION DE COTON DANS LE MONDE DEPUIS 1830

(En milliers de balles, la balle étant ici de 400 livres ou 181 kil.)

	Grande-Bretagne.	Continent européen.	Etats-Unis.	Autres pays.
1830. .	711	411	130	»
1840. .	1.156	629	255	»
1850. .	1.458	776	553	»
1860. .	2.265	1.490	813	»
1870. .	2.639	1.842	875	»
1880. .	2.924	2.455	1.543	»
1890. .	4.140	4.277	2.983	»
1900. .	4.167	5.720	4.819	2.442
1903. .	4.000	6.370	5.019	2.550

NOMBRE DE BROCHES A FILER LE COTON DANS LE MONDE DEPUIS 1861

(Milliers de broches).

	1861.	1877.	1887.	1900.	1903.
Grande-Bretagne .	30.300	39.500	43.000	45.600	47.200
Continent	10.000	19.600	23.750	33.000	34.000
Etats-Unis. . . .	5.000	10.000	13.500	19.130	22.240
Inde.	338	1.230	2.400	4.946	5.100
Japon.	»	»	»	1.221	1.450
Chine.	»	»	»	600	600
Canada	»	»	»	670	700
Mexique.	»	»	»	500	500

Il ressort de ces chiffres que les progrès des États-Unis, rapides jusqu'en 1860, se sont trouvés arrêtés ensuite jusqu'en 1870 par la désastreuse guerre de Sécession et ses conséquences. Ils ont repris depuis lors et ont été, en particulier, très considérables dans la dernière quinzaine d'années, le nombre des broches et la consommation du coton ayant augmenté presque aussi vite aux États-Unis que dans tout l'ensemble du continent européen. Au contraire, l'industrie britannique s'accroît beaucoup plus lentement, bien qu'elle tienne encore de très loin la tête. Ceci n'a rien qui doive surprendre et n'est point un signe de décadence, mais tient seulement à ce que l'Angleterre perd nécessairement, au fur et à mesure que le temps passe, l'avantage que lui conférait le fait de s'être lancée dans l'industrie la première de toutes les nations, d'avoir la première exploité ses mines de houille et construit des machines perfectionnées, tandis qu'elle se ressent de l'inconvénient d'avoir une population moindre et moins rapidement croissante que certains de ses concurrents, les États-Unis surtout.

L'industrie britannique se plaint de la dureté des temps ; mais elle n'est pas seule à se plaindre, et il ne faudrait pas croire que l'industrie américaine soit à l'abri des vicissitudes qui assaillent celle du vieux monde. « Le développement de l'industrie, dit le rapport sur le *Census* de 1900, est une preuve suffisante qu'elle a été profitable. Elle a, néanmoins, passé par des périodes prolongées de découragement et de perte. La marge entre le prix d'une livre de coton brut et celui d'une livre de marchandises, fil ou tissu, se trouve si faible, en présence de l'active concurrence qui existe, que les profits d'une usine durant toute l'année peuvent dépendre de la chance ou du jugement qui a pré-

sidé à l'achat de la matière première au moment favorable ou défavorable, et ceci dépend, à son tour, de la bonne fortune ou de l'habileté de l'acheteur dans ses prévisions sur la récolte future... Pendant les dix dernières années deux influences ont agi pour réduire les profits industriels : les très grandes fluctuations dans les prix du coton et l'accroissement de la concurrence dû au développement de l'industrie dans le Sud. La première influence s'est fait sentir partout ; la seconde n'a porté préjudice qu'aux manufactures du Nord. »

Le fait le plus remarquable et le plus important, non seulement pour les États-Unis, mais pour le monde, qui se soit produit depuis une dizaine d'années dans l'histoire de l'industrie cotonnière américaine, c'est, en effet, l'établissement et le merveilleux développement de cette industrie dans le Sud. Cette région des États-Unis, qui produit tout le coton du pays, ne le manufacturait pour ainsi dire pas, jusqu'en 1880. L'esclavage, qui y régna jusqu'en 1865, n'est pas un régime économique compatible avec la grande industrie ; après cette date, les blessures de la guerre civile furent longues à panser ; quelques manufactures commencèrent à s'établir après 1870 ; mais, en 1880, elles ne comptaient encore que 600.000 broches. En 1887, elles arrivaient à 1.225.000 sur les 13 millions et demi que possédaient alors les États-Unis ; en 1900 à 4.540.000 sur 19.130.000 ; en 1903, enfin, à 7.040.000 sur un total de 22.240.000. Au contraire, l'industrie cotonnière se développait assez lentement dans le Nord et le Centre, puisqu'en seize ans, de 1887 à 1903, le nombre des broches existant dans ces régions, est passé seulement de 12.275.000 à 15.200.000. La Nouvelle-Angleterre est ainsi logée presque à la même enseigne que la vieille Angleterre.

La prospérité de l'industrie du Sud ne tient pas seu-

lement à ce que les salaires y sont plus bas. Il est incontestable qu'ils le sont : les 97.559 ouvriers employés dans les fabriques de cotonnades du Sud n'ont touché, en 1900, que 17.509.000 dollars de salaires, ce qui ne fait guère que 180 dollars, soit seulement 934 francs par tête, tandis que les 164.944 ouvriers de la Nouvelle-Angleterre ont reçu 56 millions 258.000 dollars, soit 340 dollars ou 1.762 francs par tête. Dans les États du du Centre, où l'industrie cotonnière est, d'ailleurs, beaucoup moins développée, les salaires se rapprochent de ceux de la Nouvelle-Angleterre. Il est vrai qu'on emploie dans le Sud, comme en tout pays où l'industrie est très jeune, beaucoup plus d'enfants que dans le Nord. En Nouvelle-Angleterre, 48,2 p. 100 des ouvriers cotonniers sont des hommes, 45,1 p. 100 des femmes, 6,7 p. 100 des enfants; dans le Sud, 41,6 p. 100 sont des hommes, 33,4 p. 100 des femmes et 25 p. 100 des enfants. Ce sont les chiffres de 1900. Vingt ans plus tôt, on comptait, en Nouvelle-Angleterre, 36,2 p. 100 d'hommes, 49,7 p. 100 de femmes et 14,1 p. 100 d'enfants; dans le Sud (où l'industrie était embryonnaire), 28,4 p. 100 d'hommes, 46,5 p. 100 de femmes, 25,1 p. 100 d'enfants. Partout, aux États-Unis, on voit donc le nombre des femmes occupées dans l'industrie diminuer et tomber même à une proportion remarquablement faible pour l'industrie textile : « L'emploi de certaines machines modernes, dit le *Census*, oblige à avoir recours aux hommes, parce qu'il dépasse les limites de la résistance physique et surtout nerveuse des femmes. » Il en est ainsi, notamment, des métiers automatiques à grande vitesse dont un grand nombre (huit et même au delà) sont confiés à un seul ouvrier. Il est heureusement probable que le nombre des enfants va bientôt se mettre à diminuer dans le Sud, comme il l'a fait dans le Nord. On com-

mence à noter déjà un mouvement en ce sens, depuis que le *Census* a été fait.

Mais, à côté et au-dessus des bas salaires, il y a une autre cause au développement de l'industrie dans le Sud : c'est que les usines sont toutes pourvues du matériel le plus moderne. La première manufacture de coton où toute la force est distribuée électriquement, sans aucun emploi de courroies ni de transmissions métalliques, a été construite dans le Sud. Ayant, grâce aux houillères de l'Alabama et du Tennessee, ainsi qu'à diverses chutes d'eau, la force motrice à aussi bon compte, sinon meilleur marché, que dans le Nord, et la matière première de même, il n'y a pas de raison pour que l'industrie cotonnière du Sud ne devienne pas aussi prospère que celle du Nord; jusqu'à présent, elle se consacre surtout à la fabrication des gros numéros de fils et de tissus communs; mais déjà elle a pris le pas sur le Nord pour l'exportation. C'est de la Caroline du Sud, l'un des États jadis le moins manufacturiers de l'Union, que viennent 45 p. 100 des exportations de cotonnades des États-Unis, et l'ensemble du Sud figure pour les deux tiers dans ce commerce. C'est pourquoi la création de cette nouvelle industrie intéresse non seulement l'Amérique, mais le monde. Le Sud des États-Unis sera d'ici peu le plus rude concurrent de l'Europe pour les exportations de cotonnades communes dans les pays neufs.

L'industrie lainière, qui avait été la principale industrie textile des États-Unis de 1860 à 1890, sinon par l'importance de ses capitaux et le nombre de ses ouvriers, du moins par la valeur de ses produits, a dû céder la première place, depuis une dizaine d'années, à l'industrie du coton, qui reprend ainsi le rang qu'elle occupait avant la guerre civile. L'Union américaine est moins

favorisée de la nature pour la fabrication des lainages que pour celle des cotonnades : elle est beaucoup moins bien pourvue de matières premières; en outre, si grand que soit le rôle des perfectionnements mécaniques dans la première de ces industries, il y est sensiblement moindre que dans la seconde, et, de ce fait, la terre par excellence du machinisme voit s'atténuer un des éléments habituels de sa supériorité. Enfin, en tout pays, l'usage croissant des étoffes en coton fait que les manufactures de laine voient croître leurs débouchés moins rapidement, et la production règle naturellement sa marche sur la consommation. Malgré tout, l'industrie lainière est encore fort puissante aux États-Unis et, bien que 1900 ait été pour elle, en Amérique comme ailleurs, une année de crise, les statistiques recueillies par le *XIIe Census* attestent sa vitalité.

Les États-Unis, avons-nous dit, sont au troisième rang des pays du monde en ce qui concerne la consommation de la laine : le dernier *Census* estime que cette consommation s'est élevée chez eux, en 1900, à 394 millions de livres anglaises ou 177 millions de kilogrammes, alors qu'elle a dû être de 226 millions de kilogrammes en Grande-Bretagne et 206 millions en France; en 1890, la consommation américaine était d'un peu moins de 373 millions de livres ou de 168 millions de kilogrammes. Il y a donc eu, dans l'intervalle des deux recensements, une augmentation, assez modique, d'environ 6 p. 100; c'est peu de chose, comparé à l'énorme accroissement de la consommation cotonnière qui, dans le même laps de temps, s'est élevée de plus de 60 p. 100. Il est vrai qu'on paraît avoir consommé, en 1900, sensiblement moins de laine que durant les années qui ont immédiatement précédé : les cours de la matière première avaient démesurément haussé et nombre d'industriels,

devant l'impossibilité de faire accepter à leur clientèle des prix correspondants pour les articles manufacturés, avaient suspendu ou ralenti leur fabrication. En faisant la somme des laines indigènes produites chaque année, et des importations, puis déduisant les exportations (qui sont insignifiantes), on arrive à une moyenne annuelle, pour la période 1891-1900, de 444 millions de livres ou 200 millions de kilogrammes, ce qui doit bien représenter à peu près la moyenne de la consommation, car rien ne permet de supposer qu'il y ait eu, à la fin de 1900, un stock beaucoup plus considérable qu'à la fin de 1890.

Sur ces 200 millions de kilos, 128 millions représentent la production indigène, et 72 millions l'importation étrangère; pour la décade 1881-1890, on peut estimer, par le même procédé, la consommation moyenne annuelle à 167 millions de kilos, dont 117 millions de laines indigènes et 50 millions de laines d'importation. La quantité de ces dernières a, d'ailleurs, beaucoup varié, suivant les années et suivant surtout les variations des droits de douane. De 1890 à 1894, sous le régime du tarif Mac Kinley l'importation annuelle était de 57 millions de kilos en moyenne; de 1894 à 1897, sous le régime du tarif Wilson, qui supprimait toute taxe sur la laine, elle monte à 123 millions de kilos; de 1897 à 1900, les droits élevés du tarif Dingley la font retomber à 53 millions de kilos. En 1900, elle tend, cependant, à se relever, parce que les stocks considérables, que l'on avait constitués en 1896 et au début de 1897 en prévision de la réimposition des droits, s'épuisent. Il est intéressant de remarquer que sur 58 millions de kilos de laines importées en 1900, 44 millions de kilos sont destinés à la fabrication des tapis, et 14 millions seulement à celle des tissus, lainages divers et bonneterie de laine. Les laines indigènes de l'Amérique du Nord, qui

sont généralement fines, monopolisent presque ces derniers usages. Aussi, sur les laines importées, 15 p. 100 seulement viennent d'Australie, le grand fournisseur des laines fines, à peu près autant, mi-parties fines, mi-parties grossières, de l'Amérique du Sud, un peu plus de 25 p. 100 d'Europe et 45 p. 100 d'Asie, notamment de la Chine, qui est devenue le plus grand importateur de laine dans l'Amérique du Nord. On voit que les États-Unis sont très loin de suffire à leur consommation lainière, surtout en ce qui concerne les laines que l'on y qualifie de « troisième catégorie » et qui sont les plus grossières. Il semble y avoir fort peu de chances pour que cette situation se modifie dans l'avenir, car les troupeaux augmentent lentement : en maints endroits le pâturage recule devant l'agriculture et la sécheresse du climat de l'Extrême-Ouest ne permet pas un élevage bien intensif.

C'est un fait remarquable que, dans ces dernières années, la consommation de laine augmente, aux États-Unis, moins rapidement que la population. En estimant la quantité de laine brute contenue dans les lainages importés, ce qui ne peut se faire qu'approximativement, — mais une erreur dans cette appréciation n'aurait qu'une importance secondaire, car l'importation est, depuis 1870 tout au moins, inférieure à la moitié de la production nationale, — on voit que la consommation qui était de 2.220 grammes par tête d'Américain en 1840, s'est élevée rapidement jusqu'à 3.580 grammes en 1870, puis, plus lentement, jusqu'à 3.940 grammes en 1890; elle est retombée, en 1900, à 3.130 grammes. Il faut voir là, en partie, la conséquence des droits presque prohibitifs, que le tarif Dingley a mis sur les lainages, en partie, aussi, l'effet de la concurrence croissante des tissus de coton.

La manufacture de laine se sert, d'ailleurs, beaucoup, elle-même, de coton en Amérique : 20 millions de kilogrammes de coton brut et 25 millions de kilogrammes de fils de coton (pour la production desquels il a dû être employé 30 millions de coton brut par an). Si, aux chiffres que nous avons donnés plus haut pour la laine et qui s'appliquent à la laine en suint, nous substituons les poids de laine lavée, nous verrons que l'industrie lainière en emploie seulement 110 millions de kilogrammes : le poids de coton qu'elle absorbe n'est donc pas éloigné d'égaler la moitié du poids de la laine. Il est vrai qu'il faut ajouter à ce dernier 46 millions de kilogrammes de produits d'effilochage. On voit que les étoffes mélangées sont très en honneur aux États-Unis. Le rapport sur le *Census* déclare s'en féliciter : « L'emploi des effilochages a rendu possible, dit-il, la fabrication d'un plus grand nombre d'étoffes chaudes; le mélange du coton et de la laine a rendu possible la production de tissus légers, propres aux usages pour lesquels on demande peu de poids, une chaleur modérée et un faible prix; en conséquence, la masse des gens se trouve mieux habillée qu'avant l'adoption de ces combinaisons. »

La situation d'ensemble de l'industrie lainière, bonneterie non comprise, se trouve résumée dans le tableau ci-dessous que nous empruntons aux statistiques du *Census* de 1900 :

	1880.	1890.	1900.
Nombre des établissements . .	2.330	1.693	1.414
Capital (millions de dollars). .	143,5	245,9	310,2
Nombre des ouvriers[1]	132.672	154.271	159.108

1. Parmi les ouvriers, le nombre des hommes âgés de plus de seize ans est de 52,4 p. 100 en 1900, au lieu de 50,6 p. 100 en 1880, celui des femmes de 40,3 p. 100 au lieu de 37,5 p. 100, celui des

	1880.	1890.	1900.
Salaires (millions de dollars). .	40,7	54,3.	57,9
Valeur des matériaux (millions de dollars).	149,2	167,2	181,2
Valeur des produits (mil. de dol.).	238,1	270,5	297

Comme dans presque toutes les industries américaines on observe ici une grande tendance à la concentration; le nombre des établissements a diminué de 40 p. 100 en vingt ans, tandis que les capitaux ont plus que doublé, que la valeur des produits a augmenté de 25 p. 100, le nombre des ouvriers de 20 p. 100 et les salaires de plus de 40 p. 100; l'augmentation si importante du capital est due en notable partie au perfectionnement de l'outillage.

Sans entrer dans des détails d'ordre trop technique, il convient de signaler quelques traits particuliers de l'industrie lainière américaine : en premier lieu, le travail à façon, fréquent chez nous en ce qui concerne la filature, est fort rarement usité aux États-Unis ; en second lieu, dans la généralité des cas, et sans que ceci soit aussi marqué pour la fabrique de laine que pour celle de coton, filature et tissage sont réunis dans un même établissement et la quantité de filés produits pour la vente est relativement faible.

Les tissus de laine cardée ont été longtemps les seuls confectionnés aux États-Unis, en partie parce que leur fabrication comporte des opérations plus simples, convenant mieux aux premiers âges de l'industrie, en partie parce que la laine courte des mérinos américains se

enfants de 7,3 p. 100, au lieu de 11,9 p. 100. On ne constate pas une aussi grande diminution de la proportion des femmes et enfants que dans l'industrie cotonnière. Il est vrai qu'elle n'avait jamais été aussi élevée. La durée moyenne du travail est de soixante heures par semaine.

prêtait mal au peignage par les anciennes machines. Aujourd'hui que bêtes et mécanismes ont été perfectionnés, cet inconvénient a disparu. A partir de 1870 et surtout de 1880, la production des articles en laine cardée a cessé d'augmenter et a même diminué, tandis que les articles peignés se sont développés à pas de géant. Il n'y avait encore, en 1870, aux États-Unis, que 261 machines à peigner : en 1880, ou en comptait 515, puis 839 en 1890 et 1.451 en 1900, tandis que le nombre des cardes passait, aux mêmes dates, de 8.705 à 6.989, à 7.015 et à 6.605[1]. Les chiffres ci-dessous rendent compte de la révolution qui s'est opérée dans l'industrie lainière :

	1880.	1900.
Nombre d'établissements :		
Laine cardée.	1.990	1.035
— peignée	76	186
Capital (millions de dollars) :		
Laine cardée.	96,1	124,4
— peignée	20,4	132,2
Nombre d'ouvriers :		
Laine cardée.	86.504	68.893
— peignée	18.803	57.008
Valeur des produits (millions de dollars) :		
Laine cardée.	160,6	118,4
— peignée	33,5	120,3
Nombre de broches :		
Laine cardée.	1.756.746	1.906.581
— peignée	240.118	1.371.026
Nombre de métiers :		
Laine cardée.	35.634	34.881
— peignée.	14.411	26.372

1. Il est vrai que la capacité des cardes a augmenté.

Il est à remarquer que les établissements où l'on travaille la laine peignée sont, en moyenne, beaucoup plus considérables que ceux où l'on travaille la laine cardée. Si l'on considère l'ensemble des deux industries, on voit cependant que leur essor n'est pas extraordinaire, puisqu'en vingt ans la valeur des produits n'a passé que de 194 à moins de 238 millions de dollars. C'est une faible augmentation pour l'Amérique. Il est vrai que l'accroissement en quantité est sensiblement plus fort qu'en valeur ; mais, d'autre part, une des principales raisons des plaintes de l'industrie lainière, c'est la substitution tous les jours plus accentuée, pour les vêtements de dessous, des articles tricotés aux tissus de laine, légers, flanelles et autres.

Plus prospère que l'industrie des tissus proprement dits est celle des tapis qui a pris en Amérique un très grand développement, de 1860 à 1890 surtout, car dans la dernière décade ses progrès se sont beaucoup ralentis ; les droits sur les laines ne paraissent pas étrangers à cette crise. La valeur de ses produits a passé de 7.800.000 dollars en 1860 à 21 millions 700.000 en 1870, à 31.800.000 en 1880, à 47.770.000 en 1890 et à 48.192.000 en 1900. La valeur des capitaux engagés est de 44 millions et demi de dollars en 1900, contre 38 millions en 1890, 21 millions et demi en 1880, 12 millions et demi en 1870, moins de 5 millions en 1860. Comme dans la généralité des grandes industries un peu anciennes, on constate une réduction du nombre des établissements, de 215, point maximum en 1870, à 195 en 1880, puis à 173 en 1890 et à 133 en 1900. Quant au nombre des ouvriers il a passé de 12.000 en 1870 à 20.000 en 1880, à 28.736 en 1890 et 28.411 en 1900. C'est toujours la même tendance à la concentration de l'industrie et à l'extension du machinisme ; cette dernière est encore attestée par

le fait qu'en 1890 on employait à la fabrication des tapis 8.300 métiers mécaniques et 2.598 métiers à main, tandis qu'en 1900 on se servait de 9.706 métiers mécaniques et de 1.048 métiers à main seulement. Les États-Unis produisent aujourd'hui presque tous les tapis et tapisseries dont ils ont besoin ; ils n'en importent plus que 820.000 *yards* carrés, valant 2 millions et demi de dollars, dont 640.000 yards carrés de tapis de luxe (d'Aubusson, d'Axminster ou d'Orient) estimés à 2.300.000 dollars (le yard vaut 91 centimètres).

L'industrie lainière des États-Unis, aussi bien celle des tissus que celle des tapis et les industries secondaires des articles en feutre et autres, se trouve concentrée surtout dans les quatre États de Massachusetts, de Rhode-Island, de Pennsylvanie et de New-York, qui produisent, réunis, pour 222 millions de dollars de lainages sur 297 dans l'ensemble des États-Unis. La part du Massachusetts seul est de 81 millions de dollars, celle de la Pennsylvanie de près de 78 millions. Le Massachusetts et le Rhode-Island se livrent surtout à la production des tissus ; la Pennsylvanie et le New-York à celle des tapis. La seule ville de Philadelphie fabrique pour 56 millions et demi de dollars de lainages, celle de Lawrence, dans le Massachusetts, pour 25 millions et demi, celle de Providence, dans le Rhode-Island, pour 18 millions de dollars par an. Pour porter un jugement d'ensemble sur cette industrie lainière américaine, il semble qu'on puisse dire que sa concurrence est, pour l'Europe, moins menaçante que celle de beaucoup d'autres. N'étant favorisée par aucune circonstance spéciale, gênée, en outre, par des droits, élevés sur la matière première, soumise à un régime douanier très instable, elle ne se développe, en somme, que d'une manière assez lente.

Il en est autrement de la bonneterie, dont les progrès ont été très brillants, et qui a profité de l'emploi croissant des articles tricotés comme vêtements de dessous. Elle présente d'ailleurs, aujourd'hui, aux États-Unis, ce caractère de se servir beaucoup plus de coton que de laine. C'est une transformation qui s'est accomplie au cours des vingt dernières années : le poids total du coton et des filés de coton employés par la bonneterie américaine est, en 1900, cinq fois celui de la laine et des filés de laine, tandis qu'en 1890 le premier n'était encore que de moitié supérieur au second. L'accroissement, des plus rapides, de cette industrie de la bonneterie se trouve résumé dans le tableau ci-dessous :

	1880.	1890.	1900.
Nombre d'établissements	359	796	921
Capital (millions de dollars). . .	15.6	50.6	81.9
Nombre d'ouvriers	28.865	59.588	83.387
Salaires (millions de dollars) . .	6.7	16.6	24.4
Valeur des matériaux (d°) . .	15.2	35.9	51.1
Valeur des produits (d°) . .	29.2	67.2	95.5

Nous arrivons maintenant à l'industrie de la soie. De toutes les industries textiles américaines, c'est la plus prospère et celle qui se développe le plus rapidement. Dans le monde entier, elle n'est plus dépassée que par l'industrie française ; encore l'écart est-il faible, et l'on peut même se demander si notre supériorité subsiste au moment où nous écrivons, car, depuis 1900, l'accroissement de la puissance productive des fabriques américaines a continué d'être très considérable.

La demande des soieries est énorme aux États-Unis, et il est facile de le comprendre. Il s'y trouve un plus grand nombre de fortunes de premier ordre qu'en tout autre pays, l'Angleterre peut-être exceptée ; l'aisance y

est très généralement répandue ; chacun gagne bien sa vie, aime à dépenser largement et à briller. L'usage des tissus de soie satisfait ce goût. Aussi, sans prétendre encore devenir exportatrice — le moment n'est peut-être pas très éloigné où elle le tentera — l'industrie de la soie a-t-elle pu prendre un très grand essor. La valeur des soieries produites aux États-Unis est deux fois et demie celle d'il y a vingt ans, soixante fois celle d'il y a quarante ans. L'importation de soie brute en 1900 est quadruple de ce qu'elle était en 1880 et centuple de ce qu'elle était en 1850. L'importation des soieries ne se développe plus, au contraire, depuis une vingtaine, voire depuis une quarantaine d'années. Les chiffres que voici montrent ce mouvement :

	Importat. de soie brute en livres anglaises de 453 grammes.	Valeur des soieries en millions de dollars.	
		Indigènes[1].	Importées.
1850.	120.010	1,8	17,7
1860.	297.877	6,6	33,0
1870.	583.589	12,2	24,2
1880.	2.562.236	41,0	31,3
1890.	5.943.860	87,3	37,3
1900.	11.259.310	107,3	26,8

Le maximum des importations de soieries étrangères avait été, en 1882, de 38.280.000 dollars ; le chiffre de 1900 constituait le record de l'importation de soie brute. Mais, depuis, ce record a été dépassé : en 1902, il en a été introduit 13.762.254 livres anglaises, moitié plus que la consommation française. Les achats de soieries au dehors se sont, il est vrai, relevés également et ont

1. Il s'agit ici de la valeur brute ; pour avoir la valeur nette, il faut défalquer les doubles emplois, ce qui donne 92 millions de dollars en 1900.

atteint 35 millions et demi de dollars ; on voit là l'influence de la très grande prospérité, qui a porté les Américains à faire venir du dehors une plus grande quantité des articles de grand luxe qu'ils ne produisent pas encore chez eux.

« Durant les dix dernières années, dit le rapport sur le *Census*, tous les tissus, articles et qualités tissés mécaniquement, ou susceptibles de l'être par une modification des mécanismes ou une simplification dans la fabrication, ont été produits aux Etats-Unis. A l'exception d'un petit nombre de spécialités lyonnaises qui, pour diverses raisons, ne se prêtent pas à l'emploi du métier mécanique, toutes les sortes de soieries mises sur le marché sont produites dans nos fabriques ». Le caractère essentiel, comme on devait s'y attendre, de l'industrie de la soie aux États-Unis, c'est, en effet, l'extension du métier mécanique. Dès 1880, on y employait, à la fabrication des tissus de soie, 5.321 métiers mécaniques, contre 3.153 métiers à main ; en 1890, on comptait 20.822 métiers mécaniques et 1.747 métiers à main seulement ; enfin, en 1900, le métier à main disparaissait, pour ainsi dire, totalement : on n'en recensait plus que 173 exemplaires, contre 44.257 métiers mécaniques.

L'ingéniosité des Américains s'est donné carrière en apportant de nombreux perfectionnements à ces métiers ou en en inventant de nouveaux. Le *Census* mentionne, notamment, qu'ils ont été les premiers à employer le métier mécanique à la fabrication du taffetas ; de même, ils revendiquent l'invention du métier de rubans *high speed automatic*, tissant plusieurs largeurs. Il est, d'ailleurs, juste de dire que les Américains, comme le rappelle le rapport sur le *Census*, ont obtenu, à l'Exposition de 1900, un très grand

nombre de hautes récompenses pour leurs soieries, et notamment le grand prix d'honneur dans la section des fils à coudre. Sauf pour les articles de grand luxe, dans lesquels notre fabrique lyonnaise conservera sans doute bien longtemps, sinon toujours, sa supériorité, l'industrie américaine de la soie ne le cède assurément à aucune autre.

Les progrès de cette industrie ne sont pas près de s'arrêter. D'après la *Silk Association of America*, dont l'estimation se trouve reproduite dans l'intéressant rapport sur l'industrie textile en France en 1902, présenté à la commission permanente des valeurs de douane par MM. Grandgeorge et Guérin, l'outillage industriel créé dans ce pays en 1902 ou en projet au début de 1903 comprenait 5.533 métiers d'étoffes et 330 métiers de rubans. Cela correspond à un énorme accroissement de la capacité productive, en matière d'étoffes surtout. On peut se demander s'il n'en résultera pas une crise pour la fabrique de soie américaine et aussi un grave contre-coup pour nous, car, le jour où il y aura pléthore aux États-Unis, les industriels de ce pays, protégés chez eux par des droits élevés, chercheront sans doute à se défaire de leur excédent en le vendant à bas prix sur les marchés extérieurs. Une fois le mouvement commencé, il est fort possible qu'il continue. Ainsi ce n'est pas seulement dans les industries communes, c'est dans les industries raffinées et luxueuses que la concurrence américaine commence à menacer la vieille Europe.

CHAPITRE XI

Les industries alimentaires.

Les industries qui ont pour objet la préparation des aliments de l'homme ont, dans certains pays neufs, aux États-Unis, à la Plata et en Australie, une importance inconnue en Europe. Dans notre Vieux-Monde, on ne trouve guère, constituée à l'état de grande industrie, que la fabrication de quelques articles qui ne jouent dans notre nourriture qu'un rôle assez secondaire, le sucre, le chocolat, ou certaines boissons spiritueuses. Quant aux aliments fondamentaux, la viande est généralement consommée assez près des lieux où elle est produite pour pouvoir être expédiée sur pied, sous forme de bétail vivant. On ne dispose pas d'un grand excédent susceptible d'être vendu au loin, en sorte que l'industrie des conserves n'a pris qu'une importance assez médiocre, s'applique surtout aux légumes, à certains poissons, harengs, sardines ou autres, et n'occupe qu'une place très restreinte dans l'économie générale du pays ; la minoterie elle-même n'est qu'assez exceptionnellement une grande industrie. Dans les pays neufs, qui se prêtent à l'élevage en grand, la nécessité d'en exporter les produits à d'énormes distances, auxquelles il est très difficile d'expédier du bétail sur pied, a donné une importance considérable à la préparation des viandes et à la fabrication des conserves Les avan-

tages habituels de la grande industrie sur la petite, encore accentués par la supériorité d'organisation commerciale que donne la première lorsqu'il s'agit de vendre des articles communs sur des marchés éloignés, se sont fait sentir là comme ailleurs. La préparation des viandes est devenue l'objet d'industries très considérables et très concentrées ; la transformation du blé en farine se fait, pour une large part, dans de grands établissements ; le beurre et le fromage se fabriquent, de plus en plus, industriellement.

Les causes qui tendent à développer les industries d'alimentation n'ont agi nulle part avec autant d'intensité qu'aux États-Unis. Ces industries viennent au premier rang, en ce qui concerne la valeur des produits, parmi les quinze grands groupes, entre lesquels le *Census* de 1900 répartit toutes les branches de l'industrie américaine. Alors que l'industrie textile ne donne que 1.637 millions de dollars de produits et l'industrie du fer et de l'acier 1.793 millions, l'ensemble des industries alimentaires — non compris la fabrication des liqueurs et boissons alcooliques, qui est classée à part — en obtient pour 2.273.880.000 dollars, soit 11 milliards 824 millions de francs. Il est vrai que, par le capital qu'elles emploient, aussi bien que par le nombre des ouvriers qu'elles occupent, les industries textiles et métallurgiques reprennent le premier rang sur les industries alimentaires, qui emploient cependant 937 millions de capitaux et 311.000 ouvriers. S'il en est ainsi, c'est que celles-ci ne font pas subir à leurs matières premières de transformations aussi profondes que la plupart des autres branches industrielles; aussi l'outillage dont elles se servent est-il moins complexe, moins coûteux et ne nécessite-t-il pas un capital aussi élevé ; aussi, encore, ont-elles besoin de moins de main-

d'œuvre. La valeur des produits des industries alimentaires est à peine supérieure de 25 p. 100 à celle des matériaux qu'elles mettent en œuvre — et qui atteint 1.837 millions de dollars, — tandis que, pour le fer et l'acier ou pour les textiles, les produits valent deux fois plus que les matériaux, ce qui implique bien un beaucoup plus haut degré de transformation. Les industries alimentaires ne tiennent donc pas, dans la vie économique des États-Unis, une place tout à fait aussi primordiale qu'il peut paraître à première vue ; mais, pour employer moins de capitaux et de main-d'œuvre que la métallurgie, les industries textiles, et même les industries du bois, elles n'en jouent pas moins un très grand rôle.

Elles méritent d'autant plus d'être étudiées qu'elles sont parmi les plus importantes industries d'exportation et qu'en outre elles font ressortir, d'une manière particulièrement frappante, les traits les plus caractéristiques de l'industrie américaine, les causes qui ont le plus contribué à sa supériorité : une grande concentration, jointe à la plus extrême division du travail, l'utilisation de tous les sous-produits et résidus, enfin l'usage des machines, même pour les besognes où l'on s'attend le moins à les voir employer.

La principale et la plus intéressante des industries alimentaires américaines est l'industrie de l'abatage et de la préparation des viandes (*slaughtering and meat packing*). Elle compte 921 établissements dont le capital est de 189 millions de dollars, qui occupent 10.227 employés et 68.534 ouvriers, distribuent aux premiers 10 millions de dollars de traitements et aux derniers 33 millions de dollars de salaires, mettent en œuvre 683 millions de matériaux et obtiennent 785 millions de dollars de produits. Pour mesurer la rapidité avec

laquelle se développe cette industrie, il suffit de dire qu'en 1880 ses capitaux atteignaient seulement 49 millions de dollars, la valeur de ses produits 303 millions, et que ses ouvriers n'étaient que 27.000. Ainsi, en vingt ans, les capitaux ont presque quadruplé, la main-d'œuvre et la valeur des produits ont été multipliées par deux et demi. Le nombre des établissements, par contre, est à peine plus considérable aujourd'hui qu'il y a vingt ans, il l'est moins qu'il y a dix ans : 921 en 1900, contre 1.118 en 1890 et 872 en 1880. C'est la tendance habituelle à la concentration ; et l'augmentation du capital, bien plus rapide que celle de la main-d'œuvre, montre que cette concentration a été accompagnée, comme toujours, par le développement du machinisme.

L'industrie qui nous occupe est déjà ancienne aux États-Unis : dès l'hiver de 1832-1833, dit le rapport sur le *Census*, on abattait 85.000 porcs à Cincinnati, alors le centre de la principale région agricole de l'Ouest, et Chicago, qui n'était qu'une toute petite ville, commençait à voir s'établir quelques *packing houses*. En ces temps reculés, on ne pouvait abattre le bétail et manipuler les viandes que l'hiver et au printemps, puis on les chargeait sur des bateaux qui descendaient l'Ohio et le Mississipi, pour les échanger à la Nouvelle-Orléans contre du sucre, du riz et autres produits méridionaux; une forte proportion des jambons et du porc salé étaient rembarqués à la Nouvelle-Orléans pour Baltimore, Philadelphie, New-York ou Boston, qu'on atteignait par cette voie détournée dans de meilleures conditions que par terre. Peu à peu, l'industrie de la viande se déplaça vers l'Ouest, en même temps que l'élevage auquel elle est intimement liée, et, vers 1860, Chicago supplanta Cincinnati au premier rang, lui enlevant son titre de *Porcopolis*.

Vers 1850, avait commencé la construction des chemins de fer dans l'Ouest; en assurant des transports rapides, elle permit une plus grande concentration de l'industrie, qui avait été, jusque-là, obligée de se disséminer pour ne pas imposer de trop longs trajets au bétail. Cette concentration facilita les progrès techniques, mais la grande révolution industrielle fut produite par les applications du froid, grâce auxquelles on peut se livrer toute l'année à la préparation des viandes et les transporter au loin, simplement refroidies, sans leur enlever la plus grande partie de leurs qualités ; c'est en 1868 que furent brevetés les premiers wagons-réfrigérants, et peu d'années après, les grands établissements, les *packing houses* de Chicago et d'ailleurs, commencèrent à ne plus se limiter à la viande de porc, mais à s'occuper aussi de la viande de bœuf, qui se prête moins bien à la salaison et à la fabrication des conserves, mais que l'on expédie surtout fraîche, grâce à ces précieux wagons-réfrigérants. Plus tard encore, et surtout depuis une dizaine d'années, les progrès de la chimie ont permis d'utiliser le sang et maintes parties du corps des animaux dont on ne savait que faire autrefois, et qu'on était obligé de faire enlever et enterrer coûteusement. C'est parce que l'Amérique a fait de la préparation des viandes une grande industrie, qu'elle a pu appliquer ainsi tous ces progrès scientifiques, utiliser les sous-produits les plus divers, diminuer ses prix de revient et qu'on y trouve, aujourd'hui, des produits meilleur marché que partout ailleurs.

« Les *Union Stock Yards*, c'est-à-dire les grands parcs à bestiaux de Chicago, autour desquels sont situés les principaux établissements d'abatage et de préparation des viandes, sont, dit le rapport sur le *Census*, un monument au sens des affaires du peuple

américain. » Et de fait, si vulgaire que puisse paraître cette industrie, si peu appétissantes que soient toutes ces opérations faites en vue de satisfaire l'appétit de tant de gens, peu de choses témoignent mieux des étonnantes capacités, du merveilleux esprit de combinaison, qui ont donné aux États-Unis une si énorme puissance économique. J'ai visité, il y a quelques années, les *Union Stock Yards* et les établissements d'Armour, le roi de la viande ; je me souviens n'y être entré qu'avec quelque dégoût ; mais le degré de perfection de toute cette organisation, la rapidité, l'habileté, si l'on peut dire, avec lesquelles les machines exécutent des tâches où l'on croirait impossible de remplacer la main humaine, m'eurent vite tellement intéressé que mon impression première se dissipa presque aussitôt. Ces *Union Stock Yards* sont un monde ; ils couvrent 250 hectares, contiennent 16 kilomètres de rues, 120 kilomètres de conduites d'eau et de tuyaux de drainage, 240 kilomètres de voies ferrées, qui sont, de même que les locomotives et les wagons qui y circulent, la propriété de la Compagnie qui les exploite. En 1900, ils ont reçu 8.696.000 porcs, 2.729.000 bœufs, 3.548.000 moutons ; un tiers des bœufs, un sixième des porcs et des moutons a été réexpédié vif ; tout le reste, plus de 12 millions de bêtes, a été abattu à Chicago.

Le bétail arrive en général, aux *Stock Yards* la nuit ou le matin, après avoir fait souvent bien des centaines de kilomètres en chemin. La Compagnie des *Stock Yards* en est, dès lors, responsable ; on donne à boire et à manger aux animaux, puis on les vend aussitôt. Ce marché a lieu au milieu de la confusion la plus inexprimable qu'on puisse imaginer : les cris des courtiers, des acheteurs, des conducteurs, se mêlent aux beuglements des bœufs, aux grognements des

porcs, aux bêlements des moutons, aux sifflements des locomotives, aux roulement des wagons, pour produire une fantastique cacophonie ; mais un ordre latent règne malgré tout, et chacun retrouve les siens, les pèse et les mène à l'abattoir. Aux bœufs et aux moutons on donne, le plus souvent, un répit de vingt-quatre heures, parce qu'ils sont trop échauffés du voyage ; mais les porcs doivent mourir sans désemparer. Attachés, par une patte de derrière, à l'une des chaines que porte une haute roue, ils sont enlevés par celle-ci, puis, automatiquement, fixés à un crochet qui se meut sur un rail situé à quelque trois mètres de hauteur et vient les présenter au boucher. D'un geste, presque mécanique, celui-ci leur coupe la gorge, et, tandis que leur sang coule à flots dans de grandes conduites qui l'évacuent vers des réservoirs, ils sont entraînés de nouveau, et, quelques dizaines de mètres plus loin, plongés, toujours mécaniquement, dans une chaudière d'eau bouillante, enfin jetés sur une table où une chaîne sans fin les fait passer à travers un râcloir qui les écorche mieux que des hommes ne pourraient le faire ; ceux-ci revoient, d'ailleurs, la besogne. Ensuite, le dépéçage du corps commence : la tête, les membres postérieurs sont coupés, le lard enlevé, la carcasse ouverte et coupée en deux, les entrailles retirées. Depuis le moment où la bête a été saisie par la roue, jusqu'à celui où elle est ainsi découpée c'est à peine s'il s'écoule cinq minutes et il passe vingt porcs à la minute.

Les deux moitiés de la carcasse sont dirigées dans une chambre froide, où la température est voisine de zéro, de façon que la chaleur animale disparaisse complètement ; après vingt-quatre heures, on les reprend et on les coupe en morceaux qu'on laisse ensuite, pour

la plupart, ainsi que les jambons, dans le sel ou le bain de marinage, pendant deux mois ; on fait, mécaniquement autant que possible, des saucisses « avec les restes de tout », comme dit le *Census*, et c'est ce qui est le plus profitable. Un porc donne 80 p. 100 de son poids vif de produits alimentaires, dont les neuf dixièmes sont des salaisons ; le reste, 20 p. 100, se compose d'issues, dont rien n'est perdu. Les soies des porcs, comme les cornes des bœufs, les poils, les os, les muscles, les sabots, tout ce qui était inutilisé autrefois est, aujourd'hui, transformé en colle, en gélatine, en feutre, en savon, en glycérine, en sels d'ammoniaque, en pepsine, en huile, en manches de couteaux, en nourriture pour la volaille, en engrais. Chaque grand établissement a son laboratoire où l'on ne cesse d'essayer de nouveaux modes d'utilisation des résidus.

Le gros bétail est traité d'une manière analogue aux porcs. Après l'avoir fait reposer vingt-quatre heures, on l'abat dans des salles situées aux étages supérieurs des bâtiments ; la carcasse est alors précipitée dans les salles de boucherie, attachée par les membres postérieurs à un anneau qui se meut le long d'une tringle, saignée, puis écorchée, mais cette fois à main d'homme. Seulement, pour rapprocher autant que possible la perfection et la productivité de la main-d'œuvre humaine de celles de la machine, on divise extrêmement le travail : « Chaque ouvrier, dit le rapport sur le *Census*, ne coupe qu'une très petite portion de la peau, après quoi la carcasse passe à un autre ; la tâche de chacun est extraordinairement réduite ; mais il en résulte une plus grande rapidité dans l'accomplissement du travail. » Les corps des animaux sont ensuite dirigés sur la chambre froide pendant vingt-quatre heures, puis la plus grande partie d'entre eux sont simplement divisés

en quatre quartiers et envoyés à la vente dans des wagons réfrigérants, d'où ils passent, s'il y a lieu, dans les chambres réfrigérantes des bateaux qui vont les porter outre-mer ; une faible portion de la viande de bœuf seulement est salée et marinée.

Si les *Union Stock Yards* de Chicago n'ont pas encore de rivaux aux États-Unis, ni même dans le monde, il y a cependant, dans l'Amérique du Nord, d'autres grandes « villes de viande ». L'importance des centres situés à l'ouest et au sud-ouest de Chicago s'est même beaucoup accrue dans ces dernières années, à mesure que la colonisation et, avec elle, l'élevage et la culture du maïs, qui est la base de la nourriture des animaux domestiques aux États-Unis, s'avançaient de plus en plus au delà du Mississipi. Les quatre principaux de ces centres sont : Kansas-City, Saint-Louis et Saint-Joseph, dans le Missouri, et Omaha, dans le Nebraska. Voici quelles ont été leurs opérations en 1900, d'après le *Census* :

	Milliers d'animaux arrivés.			Milliers d'animaux abattus.		
	Porcs.	Bœufs.	Moutons.	Porcs.	Bœufs.	Moutons.
Chicago . . .	8.696	2.729	3.548	7.243	1.794	3.061
Kansas City .	3.094	1.969	860	2.870	1.116	644
Omaha . . .	2.200	828	1.276	2.163	553	724
Saint-Louis .	2.156	795	434	1.643	587	368
Saint-Joseph .	1.678	390	390	?	?	?

Soit pour les abatages, dans ces cinq villes, quelque 15 millions de porcs, plus de 4 millions de bœufs, environ 5 millions de moutons. Depuis une dizaine d'années, l'importance de Chicago a peu augmenté pour les porcs, a décru pour les bêtes à cornes, mais s'est fort accrue pour les moutons ; les abatages de toute catégorie ont presque doublé à Saint-Louis, à Kansas-City et à Omaha ; Saint-Joseph n'existait presque

pas en 1890 au point de vue industriel. L'industrie de la viande continue donc à se développer aux États-Unis. Pour qu'elle marche du même pas à l'avenir, il faudra, cependant, que le perfectionnement de l'élevage compense la diminution des étendues dont il dispose, car la culture occupe maintenant, et tend de plus en plus à occuper, les terres qui, par leur fertilité, se prêtaient mieux à l'entretien de beaux troupeaux.

Donnons, maintenant, la statistique des principaux produits de l'industrie des viandes aux États-Unis. La voici, pour 1890 et 1900, avec les poids en millions de livres (de 453 grammes), et la valeur en millions de dollars :

	1890.		1900.	
	Millions de livres.	Millions de dollars.	Millions de livres.	Millions de dollars.
Bœuf frais.	2.708	152,6	2.920	211,0
— conservé. . . .	133	8,9	112	9,1
— salé.	576	23,3	137	9,6
Mouton frais.	267	22,0	404	33,0
Porc frais.	1.125	66,7	1.123	84,0
— salé	1.265	77,7	1.375	88,7
Jambons	529	48,7	787	73,8
Lard (*bacon*), côtes et épaules de porc fumés.	666	44,6	986	74,8
Saucisses	149	9,3	292	21,5
Lard raffiné.	536	33,4	891	52,6
— neutre.	105	6,7	129	8,6
Peaux.	384	21,2	336	33,9
Laine.	11	2,0	13	3,3
Huile à margarine (millions de gallons). .	16	12,2	19	11,5
Autres huiles (millions de gallons).	4	3,5	8	3,4
Engrais (milliers de tonnes)	115	2,3	168	3,3
Divers.	»	26,1	»	63,2
Total. . . .		561,6		785,6

On remarque que ce sont surtout, avec les viandes de mouton et les jambons, les produits inférieurs ou accessoires, lards, saucisses, engrais, qui ont augmenté, grâce à une meilleure utilisation de tous les résidus.

Sur cette masse considérable de produits, il a été exporté (en 1900) 329 millions de livres de bœuf frais, 55 millions de livres de bœuf conservé, 49 millions de livres de bœuf salé, soit ensemble 433 millions de livres de viande de bœuf, valant 37 millions et demi de dollars; 512 millions de livres de *bacon* ou lard maigre, 196 millions de livres de jambons, 26 millions de livres de porc frais, 8 millions de livres de porc conservé, 133 millions de livres de porc salé, 661 millions de livres de lard, au total plus de 1.530 millions de livres de viande de porc, d'une valeur de 112 millions de dollars. En y joignant 10 millions et demi de dollars d'huiles animales, 4 millions et demi de dollars de suif, 7 millions de dollars de produits divers, on arrive à un ensemble de 170 millions de dollars, soit près de 900 millions de francs, sans parler de 150 millions de francs en animaux vivants, pour l'exportation des viandes et produits de viande des États-Unis.

Les deux autres grandes branches des industries de l'alimentation sont la minoterie et la laiterie-beurrerie-fromagerie. La première, dont la valeur des produits atteint 560 millions de dollars, est encore constituée, en grande partie, à l'état de petite industrie, puisque ses 25.258 établissements n'ont que 218 millions de dollars de capital — moins de 50.000 francs en moyenne chacun — et n'occupent que 5.790 employés et 37.000 ouvriers salariés; le perfectionnement des procédés mécaniques a, il est vrai, sensiblement réduit le nombre de ceux-ci, qui étaient 47.000 dix ans plus tôt. Ce qui montre aussi le caractère de petite production,

qu'a conservé en maints endroits cette industrie, c'est que, dans 59 p. 100 des moulins, on moud exclusivement à façon ou en donnant une quantité équivalente de farine en échange du blé reçu ; dans 31 p. 100 on travaille, soit à façon, soit en payant en espèces le blé reçu, au gré du client ; 10 p. 100 seulement des moulins broient exclusivement du grain acheté par eux contre espèces.

Ces derniers et une partie seulement de ceux de la catégorie précédente sont de grands établissements travaillant pour l'alimentation des centres urbains et l'exportation ; les autres n'ont pour clients que les petits propriétaires de leur région. Sur 13.188 établissements qui ont fourni ces statistiques, 5.500 produisent moins de 1.000 barils de farine par an — le baril contenant 88 kilogrammes — 4.310 produisent de 1.000 à 5.000 barils, ce qui est encore médiocre, 2.584 de 5.000 à 20.000 barils, 634 de 20.000 à 100.000 et 135 plus de 100.000.

Les deux dernières catégories constituent la vraiment grande industrie. On les trouve surtout dans les États très grands producteurs de céréales : le Minnesota, le Kansas, l'Illinois, les deux Dakotas, l'Ohio, l'Indiana, l'Iowa, et aussi aux abords de New-York. Il est intéressant de noter qu'aux États-Unis on moud, en dehors du froment, non pas beaucoup de seigle comme en maint pays d'Europe, mais de très grandes quantités de maïs : les chiffres sont, pour 1900, de 178 millions d'hectolitres de blé, et de 87 millions d'hectolitres de maïs, plus 4 millions et demi d'hectolitres de seigle, à peu près autant d'orge et 3 millions d'hectolitres de blé noir. Une partie de la farine de maïs est consommée par les animaux ; mais, dans un assez grand nombre d'États, le pain de maïs est d'un usage aussi

général parmi les hommes que le pain de blé, et il est même plus répandu en quelques États du Sud.

Nous avons assez longuement parlé de l'industrie du beurre, du fromage et du lait condensé en traitant de l'agriculture pour n'avoir pas à y revenir ici : rappelons que sur 1.492 millions de livres de beurre produites aux États-Unis, 1.072 le sont sur les fermes et 420 dans des beurreries; sur 299 millions de livres de fromage, la presque totalité, soit 282 millions, viennent de fromageries industrielles; enfin l'on fait 187 millions de livres de lait condensé; le beurre est estimé en moyenne à 18 cents, soit 94 centimes, le fromage à 9 cents ou 47 centimes, le lait condensé à 6 cents et demi, soit 34 centimes la livre de 453 grammes. La proportion du beurre et du fromage produits industriellement augmente d'année en année et très vite.

De 1880 à 1899, le nombre des beurreries et fromageriès a passé de 4.712 à 9.355, leur capital de 16 millions et demi à 36 millions et demi de dollars, la valeur de leurs produits de 62 millions à 131 millions de dollars ; le nombre des ouvriers, sans doute grâce aux perfectionnements mécaniques, n'a monté que de 12.600 à 12.800; mais les salaires se sont accrus de 40 p. 100. Chose surprenante, d'après le *Census*, le nombre des établissements coopératifs diminue. En 1900, on n'en a relevé que 1.813 contre 4.509 gérés par un propriétaire individuel, 1.340 appartenant à une société non coopérative, 1.628 montés par actions. En Nouvelle-Angleterre, il n'existait que des laiteries coopératives il y a vingt ans; c'est à peine aujourd'hui si elles forment la majorité ; dans l'Iowa où elles étaient en grande majorité jadis, elles ne sont plus que le tiers du total; dans le Wisconsin, l'un des principaux États producteurs, il n'y en avait que 377 sur 2.018, dans le Kansas 12 sur

171, en Californie 7 sur 278. Il est curieux d'observer ce recul de la coopération, dans un pays où l'association est pourtant en honneur, et dans une des branches où elle était le plus fière de ses succès.

Nous arrêterons ici, car il faut se borner, nos études sur les industries américaines. Il y aurait certes beaucoup d'intéressantes remarques à faire sur d'autres branches, mais nous en avons assez dit pour montrer les traits caractéristiques du développement industriel des États-Unis et, notamment, les avantages que le génie industriel des Américains a su tirer de l'application du machinisme et de la division du travail aux tâches les plus variées, ce qui leur permet de produire à bon marché tout en payant les salaires les plus élevés du monde.

CHAPITRE XII

Le travail et les salaires dans l'industrie américaine.

Nous avons eu maintes fois l'occasion, au cours des chapitres précédents, de faire allusion à la part de la main-d'œuvre dans la production, au montant et au mouvement des salaires. Il serait intéressant de pouvoir, à l'aide des renseignements fournis par le *Census* de 1900, donner une vue d'ensemble des conditions du travail et de sa rémunération aux États-Unis. Malheureusement, s'il faut en croire le rapport sur le *Census* lui-même, pareille tâche serait très complexe, et les statistiques, si minutieuses pourtant, réunies dans ces dix énormes volumes ne permettraient guère de l'accomplir avec quelque précision.

En effet, dit ce rapport, les bulletins de recensement posaient aux chefs d'industrie deux questions relatives aux salaires : la première demandait la somme totale payée en salaires, la seconde le nombre moyen des ouvriers occupés. Il n'y aurait donc qu'à diviser le premier chiffre par le second pour avoir le salaire annuel moyen ; mais ici deux difficultés se présentent. D'abord, en beaucoup d'industries le nombre des ouvriers varie fort, suivant les époques de l'année ; il en est ainsi, particulièrement, pour les industries de l'alimentation (fabrication du beurre, des fromages, des conserves, etc.)

et pour l'industrie du bois; le *Census* obtient alors la moyenne des ouvriers occupés pendant l'année en additionnant les moyennes de ceux qui sont occupés pendant chaque mois et en divisant le total par douze; mais en réalité le montant d'ensemble des salaires a été réparti entre tous les ouvriers occupés, les uns pendant toute l'année, les autres pendant quelques mois, d'autres peut-être les plus nombreux, pendant quelques semaines seulement; certains de ces ouvriers trouveront pendant le reste de l'année du travail ailleurs, d'autres chômeront; il en résulte que ces moyennes sont assez incertaines, et pourtant dans un nombre important d'industries, il n'est guère possible d'opérer autrement.

En second lieu, le salaire moyen obtenu en divisant le montant total des salaires par le nombre d'ouvriers occupés, est un chiffre excessivement vague, car il confond la rémunération des catégories très diverses d'ouvriers qu'emploie une industrie donnée, depuis le chef d'équipe ou l'ouvrier d'élite très habile, dans l'œuvre duquel entre une part notable de travail intellectuel, jusqu'au manœuvre, qui ne fournit que sa force physique. En résumé, ce que l'on connaît avec assez de précision, avec autant d'exactitude que peut en comporter un recensement bien fait, c'est la somme totale payée en salaires par l'industrie américaine, c'est-à-dire le coût global de la main-d'œuvre; mais le nombre réel d'ouvriers employés est moins exactement connu, et il est malaisé de les classer par catégories [1], en sorte qu'il est

1. Le *Census* de 1890 avait essayé un classement. On demandait à chaque établissement combien des ouvriers y occupés gagnaient: moins de 5 dollars par semaine, de 5 à 6 dollars, de 6 à 7 dollars, etc. Malheureusement, les résultats furent si incomplets et si sujets à caution, qu'on n'en put tirer de conclusions utiles et qu'on renonça à renouveler ces questions.

difficile d'opérer la répartition du montant total des salaires entre les ayants droit.

La moyenne brute de salaire obtenue en divisant le coût total de la main-d'œuvre par le nombre moyen des ouvriers occupés aurait néanmoins sa valeur, et pourrait servir, en particulier, à des comparaisons utiles qui permettraient de se rendre compte de la tendance générale à la hausse ou à la baisse des salaires, si ce nombre moyen d'ouvriers avait été calculé de la même manière aux divers *Census* qui se sont succédé de dix en dix ans aux États-Unis. Or, il n'en est pas ainsi. En 1900, on a divisé, comme il convient, les personnes occupées dans l'industrie en trois classes : 1° propriétaires et associés ; 2° employés supérieurs des Sociétés (*Salaried officers of corporations*), directeurs ou inspecteurs généraux (*general superintendents*), directeurs (*managers*), employés aux écritures (*clerks*) et vendeurs (*salesmen*), toutes personnes généralement payées à l'année ou au mois ; 3° tous autres employés ou ouvriers y compris les ouvriers aux pièces ; les contremaîtres et chefs-ouvriers sont donc compris dans cette dernière catégorie. En outre, on demandait le nombre de personnes occupées au cours de chaque mois, d'où les statisticiens du *Census* déduisaient le nombre moyen des personnes occupées pour toute l'année. En 1890, ces divisions étaient moins nettes ; avec les employés supérieurs et directeurs se trouvaient confondus les propriétaires et associés, ce qui avait des inconvénients, car il est, en général, difficile d'indiquer la rémunération de ces personnes, qui se borne souvent à leur participation aux bénéfices de l'entreprise ; puis la rédaction était insuffisamment claire, de sorte qu'un assez grand nombre d'employés supérieurs, ingénieurs, directeurs même, et employés aux écritures ont été

classés parmi les ouvriers, ce qui a dû tendre à relever en apparence le salaire moyen. Enfin on ne demandait pas le nombre de personnes occupées durant chaque mois, mais simplement le nombre moyen de personnes occupées au cours de l'année, et il semble que, dans les réponses, on ait souvent indiqué, pour les industries saisonnières, le nombre de gens occupés durant la saison de travail. Ceci tend à augmenter le nombre des ouvriers recensés et, par suite, à diminuer le salaire moyen [1]. Il y a ainsi deux influences en sens contraire qui s'exercent lorsqu'on compare les chiffres de 1890 à ceux de 1900 et qui vicient la comparaison, en sorte qu'il est fort malaisé d'en tirer des conclusions nettes.

Toutes ces réserves étant faites — et il est essentiel qu'elles restent toujours présentes à l'esprit — les résultats généraux du *Census* relatifs aux salaires conservent cependant, à nos yeux, un réel intérêt. C'est assurément une indication utile de savoir que, durant l'année qui a précédé le *Census* de 1900, l'industrie

1. Prenons, par exemple, un établissement qui ne travaille que six mois par an et qui occupe pendant tout ce temps 300 ouvriers ; la moyenne des ouvriers occupés, si l'on entend par là la moyenne occupée pendant la période de travail sera de 300 ; c'est ce qu'on a indiqué souvent en 1890. La moyenne des ouvriers occupés pendant l'année, déterminée selon la méthode du *Census* de 1900, sera $300 \times 6 : 12 = 150$. Si le montant total des salaires payés est de 30.000 francs par exemple, le premier procédé fera ressortir un salaire moyen de 1.000 francs, le second un salaire moyen de 2.000 francs. La première méthode serait plus exacte, si les ouvriers ne travaillaient que dans cet établissement et chômaient le reste du temps ; la seconde l'est davantage, s'ils trouvent à se procurer du travail ailleurs pendant la période de chômage, ce qui doit être généralement le cas, sauf pour les ouvriers très spécialisés et hautement payés ; elle permet, en tous cas, de mieux se rendre compte du salaire moyen par jour de travail dans une industrie donnée et évite les doubles emplois.

américaine a payé 2 milliards 322 millions de dollars de salaires, soit, à raison de 5 fr. 18 le dollar, un peu plus de 12 milliards de francs, qui se sont répartis entre 5.308.406 ouvriers et représentent une moyenne de 438 dollars, ou 2.278 francs par tête. Si l'on distingue d'après l'âge et le sexe ces 5.308.406 ouvriers, qui comprennent 4.110.527 hommes, 1.029.296 femmes et 168.583 enfants âgés de moins de seize ans, et si l'on recherche les salaires payés à chacune de ces classes, on constate que la moyenne individuelle s'élève à 491 dollars, soit 2.553 francs pour les hommes, à 273 dollars ou 1.419 francs pour les femmes, à 152 dollars ou 790 francs pour les enfants. Si grossièrement approchées que puissent être ces moyennes, elles n'en révèlent pas moins un fait indéniable : c'est que les salaires sont sensiblement plus élevés aux États-Unis qu'en France, et même qu'en Angleterre. Les chiffres ci-dessus représentent une moyenne de plus de 8 francs par jour ouvrable pour un homme, de près de 5 francs pour une femme, et il est bien certain qu'on n'en est là ni de l'un, ni de l'autre côté de la Manche.

Voilà donc un premier résultat acquis ; les résultats du *Census* confirment l'opinion générale que les salaires des États-Unis sont, en moyenne, les plus élevés du monde. Incontestable en ce qui concerne les salaires nominaux, cette supériorité s'étend aussi, pensons-nous, aux salaires réels. Des trois grands besoins de l'homme : nourriture, vêtement et logement, le premier est assurément moins cher à satisfaire aux États-Unis, où la viande surtout est meilleur marché qu'en Europe ; le second ne doit pas être plus dispendieux, car les vêtements communs et, plus encore, les chaussures faites à la machine se vendent à très bas prix ; seul le logement est certainement plus cher ; les charges

supplémentaires qui en résultent peuvent compenser peut-être les économies que permettent les autres chapitres. Tout pesé, les salaires réels demeurent encore, à peu près au même degré que les salaires nominaux, supérieurs aux États-Unis à ce qu'ils sont en Europe.

Ces salaires continuent-ils à s'élever ? Il est, ici, plus difficile de tirer une réponse des renseignements fournis par les *Census* successifs, d'abord parce que la définition officielle de l'ouvrier et du nombre moyen de personnes occupées n'a pas toujours été la même, puis parce que ces divers recensements ont été effectués à des moments où les conditions économiques étaient très différentes. En 1890, par exemple, les affaires étaient actives et paraissaient stables ; il n'y avait pas eu, depuis longtemps, de fortes secousses ; les salaires étaient plus hauts que jamais auparavant. En 1900, la situation était prospère aussi ; mais on sortait depuis peu d'une période de dépression prolongée, suite d'une crise des plus intenses, qui avait obligé à d'importantes diminutions de salaires, et à des chômages partiels ; or, on sait que le taux des salaires est toujours relativement lent à se relever dans les périodes de reprise économique, comme il est lent à baisser dans celles de dépression ; durant l'exercice de 1899-1900 auquel s'appliquent, en général, les statistiques industrielles du *Census*, il subissait encore un peu l'influence des mauvaises années antérieures. Ces considérations peuvent expliquer, dans une certaine mesure, pourquoi, de 1890 à 1900, le montant total des salaires distribués aurait augmenté moins vite que le nombre des ouvriers occupés, et pourquoi, par conséquent, le salaire moyen aurait un peu fléchi, ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

—

MOUVEMENT DES SALAIRES AUX ÉTATS-UNIS DE 1880 A 1900

	1880.	1890.	1900.
Nombre d'ouvriers occupés. . .	2.732.565	4.251.613	5.308.406
Augmentation pour cent depuis le *Census* précédent.	»	55.6 0/0	24.9 0/0
Montant total des salaires (en millions de dollars)	947.9	1.891.2	2.322.3
Augmentation pour cent d'un *Census* au suivant	»	95.5 0/0	22.8 0/0
Salaire moyen général (en dollars).	346.91	444.83	437.96
— des hommes (en d.).	?	498.71	490.90
— des femmes (en d.).	?	267.91	273.03
— des enfants (en d.).	?	137.53	152.22

Le fléchissement observé de 1890 à 1900 est très faible, 1 1/2 p. 100 seulement, et il s'applique exclusivement aux salaires masculins, tandis que ceux des femmes et des enfants sont en progrès ; mais, pour faible qu'elle soit, cette baisse ne s'en étend pas moins à tous les groupes généraux d'industries, à l'exception de ceux qui sont sujets à des mortes-saisons prolongées ; pour ces derniers (industries alimentaires, industries du bois, fabrication des briques, des poteries et du verre) la nouvelle manière de calculer le nombre moyen d'ouvriers occupés, a eu pour résultat de relever la moyenne des salaires ; mais, partout ailleurs, elle paraît bien être en décroissance. Ce résultat contraste singulièrement avec les progrès considérables que l'on avait l'habitude d'observer pendant les décades précédentes : de 1870 à 1880, comme de 1880 à 1890.

Il ne faudrait pas se hâter d'en tirer des conclusions défavorables à l'avenir de l'ouvrier américain. D'abord, comme nous l'avons dit, les résultats des divers *Census* ne sont pas exactement comparables ; cela étant, un écart aussi faible que celui qu'on relève, dans la plu-

part des industries, entre les salaires de 1890 et ceux de 1900, n'a guère de portée ; d'ailleurs, l'élimination d'un certain nombre d'employés supérieurs, hautement rétribués, qu'on avait compris à tort parmi les ouvriers, en 1890, devait nécessairement réduire, en apparence, la moyenne des salaires ; puis, comme nous l'avons fait remarquer aussi, les conditions économiques étaient moins favorables à la main-d'œuvre lors du *Census* de 1900. Il est certain que, si l'on avait fait la statistique des salaires deux ou trois ans plus tard, en 1902 ou 1903, on aurait constaté des chiffres sensiblement plus élevés, et, au lieu d'une légère diminution sur 1890, c'est une notable augmentation qui se serait dégagée de l'ensemble. Enfin, certaines industries secondaires, mais occupant un assez grand nombre de personnes, qui se contentent d'une rémunération très faible, ont été recensées avec beaucoup plus de soin, en 1900 qu'en 1890. « Ainsi, dit le rapport sur le *Census*, l'industrie de la térébenthine et de la résine aurait, en 1900, 1.503 établissements, contre 670 en 1890, et occuperait 41.864 ouvriers, contre 15.266 ; la moyenne des salaires payés dans cette industrie est de 200 dollars (1.000 fr.) par an. Il est donc évident que, dans tous les États où la production de la térébenthine et de la résine est importante, la décroissance apparente des salaires moyens est due, non à une réduction effective de ces salaires, mais au fait qu'on a recensé un plus grand nombre d'établissements payant de très bas salaires à une main-d'œuvre non qualifiée (*unskilled*). » L'égrenage du coton est un autre exemple d'une industrie à bas salaires, qu'on a recensée avec soin en 1900, tandis que, en 1890, elle se confondait plus ou moins avec les opérations agricoles ; le résultat en est encore un abaissement, purement apparent, des salaires moyens. Les deux

industries que nous venons de citer sont spéciales au Sud des États-Unis et leur influence explique que, dans cette région, les salaires paraissent avoir baissé de près de 9 p. 100 au lieu de 1 1/2 p. 100 dans l'ensemble du pays[1].

Il ne paraît donc pas, somme toute, qu'il y ait lieu de s'inquiéter de cette baisse apparente de la rémunération du travail. Le rapport sur le *Census* estime, d'autre part, que la hausse de près de 30 p. 100 relevée de 1880 à 1890 est fort exagérée. Il demeure néanmoins que, même en faisant abstraction de l'influence exercée par les industries à bas salaires qui avaient été omises en tout ou en partie aux *Census* antérieurs, mais qui ont été recensées en 1900, la hausse des salaires, phénomène constant jusque-là, paraît s'être arrêtée de 1890 à 1900. Outre l'influence prédominante de la crise commerciale, dont les effets n'étaient pas encore dissipés quand le *Census* a eu lieu, il nous semble qu'on peut voir encore deux causes à ce phénomène : l'une est le changement qui s'est produit dans la nature de l'immigration et qui a amené aux États-Unis, à partir de 1890 précisément, beaucoup moins d'Allemands, d'Anglais, de Scandinaves, mais beaucoup plus d'Italiens, d'Autrichiens, de Hongrois, de Russes, ouvriers souvent moins habiles, plus arriérés, et habitués en tout cas à être moins payés ; l'autre est la moindre productivité, observée partout, de l'industrie qui n'est plus toute nouvelle : faisant relativement moins de bénéfices, elle résiste plus aux demandes d'accroissement des salaires.

1. Si l'on retranche les Etats du Sud et que l'on considère tout le reste des Etats-Unis, on voit la baisse apparente des salaires disparaître et les moyennes de 1900 devenir strictement égales à celles de 1890.

Quant à l'influence des machines, qui permettent de se passer d'ouvriers particulièrement habiles, de remplacer le travail qualifié, *skilled*, par le travail mécanique, sous la direction d'un ouvrier ordinaire, elle se fait sentir très nettement dans certaines industries. Ainsi, entre 1890 et 1900, dans l'industrie de la soie, le nombre des ouvriers passe de 49.000 à 65.000, augmentant de 32,5 p. 100 ; les salaires, de 17.760.000 à 20.980.000 dollars, augmentant de 18 p. 100 seulement ; c'est que, dans le même laps de temps, la valeur de l'outillage s'est élevée de 14.180.000 à 20.750.000 dollars, soit de 46,3 p. 100. De même, dans l'industrie du cuir tanné et corroyé, le nombre des ouvriers passe de 42.000 à 52.000, en progrès de 23 p. 100 ; les salaires, de 21.250.000 dollars à 22.590.000, en progrès de 6 p. 100 seulement ; mais la valeur de l'outillage s'élève de 8 à 15 millions de dollars, accroissement de 86 p. 100. On trouve des résultats du même genre dans la manufacture des chaussures à la machine, dans celle des voitures, un peu aussi dans celle du papier et de la pulpe de bois, et celle des articles en caoutchouc.

Il importe cependant d'observer que la fabrication de ces nombreuses et coûteuses machines, qui viennent réduire la part de la main-d'œuvre dans certaines industries, crée elle-même une demande de main-d'œuvre considérable dans les industries se rattachant au travail des métaux et, par contre-coup, dans les mines. Le machinisme, comme la lance d'Achille, guérit les blessures qu'il fait et, en définitive, par l'impulsion qu'il donne à la production, augmente la demande de travail ; mais il semble bien qu'il tende plutôt à niveler les salaires, en relevant les plus bas, en abaissant peut-être les plus hauts, — en dehors d'une élite assez res-

treinte de mécaniciens et d'ajusteurs très chèrement payés.

Nous ne chercherons pas à entrer dans le détail des salaires moyens des diverses industries. Le rapport sur le *Census* insiste sur le fait que les chiffres sont trop incertains pour qu'on puisse en tirer aucune conclusion. D'ailleurs, dans chaque branche industrielle, les salaires des ouvriers de tout ordre, depuis les manœuvres jusqu'aux ouvriers les plus qualifiés, se trouvent nécessairement confondus, en sorte que ces moyennes, lors même qu'on pourrait les établir d'une façon exacte, ne sauraient guère conduire à aucune conclusion utile.

Il est plus intéressant de comparer les salaires à un moment donné dans les diverses régions des États-Unis. Les mêmes méthodes de calcul de moyennes ayant été appliquées et les mêmes questions posées partout, les résultats sont, cette fois, beaucoup plus comparables que lorsqu'on envisage les chiffres de deux *Census* différents. Cet examen révèle des différences énormes au sein même de l'Union. Les salaires sont au plus bas dans le Sud, au plus haut dans l'Ouest, et varient, comme moyenne générale annuelle, de 196 dollars, soit 1.000 francs, dans les deux Carolines, à 788 dollars ou 4.000 francs dans le Montana, État minier des Montagnes Rocheuses. Les variations sont surtout très fortes pour les hommes : 232 dollars dans la Caroline du Sud, 806 dans le Montana ; pour les femmes, ils varient de 153 dans la Caroline du Nord à 366 dans l'Arizona ; pour les enfants, de 96 dans la Caroline du Sud à 291 dans le Montana. Voici, du reste, ces moyennes par région :

SALAIRES MOYENS ANNUELS AUX ÉTATS-UNIS, D'APRÈS LE CENSUS DE 1900

(En dollars.)

	Moyenne générale.	Hommes.	Femmes.	Enfants.
Nouvelle-Angleterre.	443,74	507,12	307,34	187,15
Centre-Atlantique. .	461,52	528,71	280,75	159,52
Sud	300,81	334,96	183,91	107,20
Centre.	446,51	488,51	239,86	162,03
Ouest	543,98	577,09	273,48	175,07
Pacifique.	526,90	577,11	278,09	181,62

Ces résultats sont assez conformes à ce qu'on pouvait attendre. Dans le Sud, les salaires sont au plus bas pour deux raisons : la grande industrie n'a commencé que récemment de s'y implanter au milieu d'une population jusque-là purement agricole et passablement arriérée ; puis, les noirs, hier encore esclaves, et très primitifs, y sont en grand nombre. Dans l'Ouest, les salaires sont, au contraire, au plus haut ; ici aussi l'industrie est fort récente, comme la colonisation elle-même, mais la population est très clairsemée ; loin d'être arriérée, elle se compose des gens les plus énergiques et les plus entreprenants venus des États du Centre et de l'Est ; enfin, la demande de bras dépasse largement l'offre. Dans les trois principales régions industrielles, la Nouvelle-Angleterre, le Centre-Atlantique et le Centre, les salaires sont plus voisins de la moyenne générale : de ces trois régions, c'est celle du Centre-Atlantique qui a les salaires d'hommes les plus élevés; la présence de très grandes villes, New-York et Philadelphie, et l'existence d'un assez grand nombre d'industries fines ou de luxe l'expliquent : au contraire, les salaires des femmes sont plus hauts en Nouvelle-Angleterre, où l'industrie textile leur fournit un travail rémunérateur.

Il est à remarquer que, dans ces trois régions industrielles par excellence, les salaires moyens se trouvent déprimés en une certaine mesure par l'afflux d'immigrants étrangers pauvres, dont certains, en quelques grandes villes, particulièrement les Russes à New-York sont soumis aux abus du *sweating system*. Les ouvriers américains de naissance ont, presque toujours, des gains très sensiblement supérieurs à ceux des étrangers et, par suite, un peu plus élevés que les moyennes que nous venons d'indiquer.

Il n'est pas inutile, en présence de l'incertitude officiellement avouée, qui règne autour des statistiques de salaires du *Census*, d'indiquer quelques renseignements puisés à d'autres sources et qui confirment, somme toute, les déductions générales que nous avons tirées de ces chiffres, dont l'exactitude est quelque peu sujette à caution. La principale source à laquelle on puisse avoir recours est le magistral ouvrage de M. E. Levasseur, *L'Ouvrier américain,* qui date de quelques années déjà, mais qui fait encore, et justement, autorité. D'après les rapports du Commissaire fédéral du travail, M. Levasseur estime comme suit le revenu annuel moyen d'une famille ouvrière, formé du salaire du père, de celui de la mère et des enfants quand il en existe, ainsi que des gains accessoires, dans diverses industries : pour les mines de houille, 2.751 francs aux États-Unis, contre 2.476 en Grande-Bretagne, et 1.957 en Allemagne; pour la fabrication de l'acier, 3.317 francs aux États-Unis, contre 2.945 en Angleterre; pour l'industrie de la laine, 3.315 francs aux États-Unis, contre 2.575 en Angleterre et 2.120 en France. A New-York, les maçons étaient payés, dit M. Levasseur, un peu plus de 2 francs l'heure, pour un travail de huit heures généralement ; hors de New-York, ils se faisaient environ 15 francs par

jour. Les salaires nominaux dépassent donc largement les mêmes salaires en Europe, et la conclusion de M. Levasseur est qu'il en est de même des salaires réels.

D'intéressants documents, s'étendant jusqu'aux années les plus récentes, se trouvent, d'autre part, dans les statistiques de l'*Interstate Commerce Commission* relatives aux chemins de fer. De nombreux tableaux donnent la rétribution moyenne journalière de toutes les principales catégories entre lesquelles se répartissent les quelque 1.200.000 employés des chemins de fer, tant pour l'ensemble du réseau que pour les dix régions en lesquelles la Commission divise les États-Unis. Voici, en dollars, ces moyennes journalières pour les catégories les plus nombreuses d'employés et pour l'ensemble du réseau :

Catégories d'employés	Salaires. en 1892.	Minimum entre 1892 et 1900.	en 1900.	en 1902.
Employés aux écritures (*clerks*).	2.23	2.18	2.19	2.18
Chefs de station.	1.82	1.73	1.75	1.80
Autres agents des stations. . .	1.68	1.60	1.60	1.61
Mécaniciens	3.68	3.61	3.75	3.84
Chauffeurs.	2.08	2.03	2.14	2.20
Conducteurs de trains	3.08	3.04	3.17	3.21
Autres employés des trains. . .	1.90	1.89	1.96	2.04
Ouvriers mécaniciens.	2.29	2.21	2.30	2.36
Charpentiers.	2.08	2.01	2.04	2.08
Autres ouvriers des ateliers . .	1.72	1.69	1.73	1.78
Chefs de section de la voie. . .	1.76	1.68	1.68	1.72
Autres ouvriers de la voie . . .	1.22	1.16	1.22	1.25

Sur ces douze catégories d'employés, sept ont un salaire plus élevé en 1902 qu'en 1892, et ce sont les plus nombreuses. On remarque aussi une hausse sur toute la ligne, sauf pour les employés aux écritures, entre 1900 et 1902. Voici, d'ailleurs, le nombre des employés

de chacune de ces classes : 37.570 employés aux écritures; 33.478 chefs de station ; 105.433 autres agents des stations ; 48.318 mécaniciens ; 50.651 chauffeurs ; 35.070 conducteurs de train ; 91.383 autres employés des trains ; 39.145 ouvriers mécaniciens ; 51.698 charpentiers ; 136.579 autres ouvriers d'atelier ; 35.700 chefs de section de la voie ; 281.075 autres ouvriers de la voie. Ces derniers sont, de beaucoup, les moins payés des employés de chemins de fer : c'est que leur travail nécessite le moins d'aptitudes spéciales ; ils gagnent cependant encore 6 fr. 50 par jour. Les agents des stations, qui correspondent à nos hommes d'équipe, gagnent plus de 8 francs ; les autres davantage encore et les mécaniciens 20 francs. Ce sont là, certainement, des salaires très élevés.

Pour les chemins de fer comme pour les autres industries, les salaires sont le moins hauts dans le Sud et le plus élevés dans l'Ouest. La différence est le plus sensible pour le travail non qualifié. Ainsi, les agents de la voie ne gagnent dans la région du Sud-Est (IVe région) que 93 *cents*, soit 4 fr. 80 en 1902 ; dans la région du Pacifique (X^e région), ils arrivent à 1 doll.-41 cents, soit 7 fr. 30 ; de même les hommes d'équipe n'ont que 1 doll.-14 cents, soit 5 fr. 80, dans le Sud-Est, contre 2 doll.-18, soit 11 fr. 35, dans la région du Pacifique. Pour les mécaniciens, les variations sont beaucoup moindres : elles ne vont que de 3 doll.-50 (18 fr. 10) à 4 doll.-58 (23 fr. 70), et, chose curieuse, ce n'est pas dans le Sud, mais dans la Nouvelle-Angleterre qu'est le minimum : c'est que dans cette région très industrielle on trouve plus facilement de bons mécaniciens et que l'abondance de l'offre du travail diminue un peu la rémunération.

A quelque source que l'on puise, on arrive donc à

cette conclusion que les salaires américains sont les plus élevés du monde, et que, si leur essor s'est ralenti, ils continuent, cependant, à conserver une tendance progressive générale. Cette élévation justifie pleinement la théorie économique que le grand régulateur du salaire, c'est la productivité du travail, qui est incontestablement plus grande aussi aux États-Unis que partout ailleurs. Fondée ainsi sur un travail chèrement payé, mais hautement productif, sur des capitaux hardis, sur un esprit d'entreprise toujours en éveil et à la recherche de tous les perfectionnements, enfin sur des richesses naturelles colossales, il n'est pas surprenant que l'industrie américaine soit devenue la plus puissante du monde.

QUATRIÈME PARTIE

LES TRANSPORTS, LE COMMERCE ET L'EXPANSION ÉCONOMIQUE AU DEHORS

CHAPITRE PREMIER

Les chemins de fer.

Si considérable que soit partout le rôle des chemins de fer, si profonde qu'ait été la révolution économique amenée par leur introduction, leur importance est plus grande encore dans les pays neufs que nulle part ailleurs. Dans les vieilles contrées à population dense de l'Europe occidentale et centrale ils ont commencé, à leurs débuts, par recueillir le trafic, déjà actif, auquel donnait lieu une production déjà intense; certes, par les facilités qu'ils offraient aux échanges, ils ont colossalement multiplié ce trafic et cette production. Dans les pays neufs, en grande partie encore inhabités, d'étendue beaucoup plus vaste et de configuration plus massive que l'Europe, ils ont fait plus : ils ont créé et le trafic et la production ; ils ont permis la colonisation de terres qui, sans eux, n'auraient pu, de très longtemps, être mises en valeur par suite de l'impossibilité d'en exporter au loin les fruits et de faire venir, de distances énormes, maintes denrées nécessaires à la vie et à la production desquelles les conditions locales ne se

prêtaient pas. Sans les chemins de fer, on peut le dire hardiment, les trois quarts de l'immense territoire des États-Unis, trop éloignés de la mer, et insuffisamment desservis par les fleuves et les lacs, seraient encore à peu près déserts et ne joueraient pas, dans la vie économique du monde, un rôle beaucoup plus grand que la Sibérie, par exemple, avant que la construction du Transsibérien vînt la faire sortir de son isolement.

Les Américains se sont rendu compte, dès l'abord, de l'importance capitale des chemins de fer pour la mise en valeur de leur pays. Sitôt qu'ils ont été en possession de ces merveilleux instruments, il l'en ont couvert. Dès 1850, les États-Unis étaient au premier rang des nations du monde par l'étendue des voies ferrées : ils en possédaient plus que la France et l'Angleterre réunies. Ils n'ont cessé de les développer avec une extrême rapidité et, depuis 1860 environ, ils en ont toujours eu plus que l'Europe entière. La variété des besoins auxquels doivent satisfaire les chemins de fer des États-Unis, la nécessité où ils se trouvent de transporter rapidement, à peu de frais et à de très longues distances, des denrées le plus souvent encombrantes et de peu de valeur, tout en satisfaisant à un trafic local d'autant plus intense qu'il n'existe presque pas de bonnes routes, ont obligé les entrepreneurs de ces moyens de transports, soumis, d'ailleurs, à l'aiguillon d'une concurrence illimitée, à rechercher tous les perfectionnements possibles. N'étant entravés par aucune réglementation gênante, libres de tenter tous les essais qui leur semblaient utiles, ils se sont livrés à cette recherche avec un rare bonheur ; ils ont pris et prennent encore l'initiative de beaucoup de nouveautés qui se répandent de chez eux à travers le monde, ou sont destinées à le faire. C'est pourquoi l'étude des che-

mins de fer américains, dont le trafic fournit en outre l'une des meilleures mesures d'ensemble de l'activité industrielle des États-Unis, mérite de retenir particulièrement l'attention.

D'après le plus récent rapport de l'*Interstate Commerce Commission*, l'organe officiel auquel est confiée la surveillance — très lâche — de l'exploitation des chemins de fer américains, la longueur totale du réseau s'élevait, au 30 juin 1902, à 202.472 milles, soit 325.777 kilomètres. C'est largement 40 p. 100 du réseau du monde entier, qui paraît être d'environ 760.000 kilomètres ; c'est sensiblement plus que le réseau européen, qui est de 296.000, c'est près de sept fois enfin le réseau français. Les chiffres que voici montrent le développement des chemins de fer américains depuis l'origine :

LONGUEUR DU RÉSEAU DES CHEMINS DE FER AMÉRICAINS AU 30 JUIN DE CHAQUE ANNÉE (en kilomètres.)

1830. . . .	37	**1880**. . . .	150.000
1840. . . .	4.500	**1890**. . . .	268.000
1850. . . .	16.000	**1900**. . . .	311.000
1860. . . .	49.000	**1901**. . . .	317.000
1870. . . .	85.000	**1902**. . . .	325.777

La période où la construction a été le plus active s'étend, on le voit, de 1870 à 1890. Sitôt que les blessures de la guerre civile commencèrent d'être pansées, les Américains couvrirent de voies ferrées les États à l'ouest du Mississipi, où se déroulait déjà le premier chemin de fer transcontinental, l'*Union Pacific Railway*, ouvert en 1864 ; en même temps les États de l'Est, où l'industrie métallurgique et l'exploitation des mines de houille commençaient à prendre un grand développement, resserraient les mailles de leur réseau. Les

superbes et croissantes recettes des lignes existantes portaient à en établir de concurrentes. Au plus fort de la *railway mania*, de la manie des chemins de fer, la seule année 1887 vit construire 20.000 kilomètres de voies ferrées, la moitié du réseau français actuel ! Depuis 1890, toutes les grandes artères sont construites : il n'y a pas moins de six voies distinctes qui permettent de se rendre d'un Océan à l'autre. On avait même été trop vite et devancé les besoins du trafic ; aussi dut-on bientôt ralentir les constructions, surtout à partir de la grande crise de 1893, à la suite de laquelle une foule de Compagnies de chemins de fer firent faillite : près d'un tiers du réseau américain se trouva, un moment, entre les mains de liquidateurs judiciaires. Aussi, du 1er juillet 1896 au 30 juin 1897, n'ouvrit-on que 2.700 kilomètres de chemins de fer. Ce fut un minimum. La prospérité revenant, pour chacun des trois derniers exercices, 1899-1900, 1900-1901, 1901-1902, on a mis en exploitation, respectivement, 6.520, 6.260, et 8.420 kilomètres de chemins de fer.

Si l'on considère la surface et la population du pays, on voit que le réseau américain représente 4 kil. 25 par myriamètre carré et 41 kil. 5 par 10.000 habitants. La première de ces deux proportions s'accroît naturellement sans cesse, la surface du pays restant invariable[1] ; la seconde paraît s'être un peu relevée depuis 1899, où on l'évaluait à 41 kilomètres ; mais elle a baissé par rapport à 1893, où on l'estimait à 42 et demi. Il est probable que, si l'on embrasse d'assez longues périodes, elle devra tendre encore à baisser un peu à l'avenir : la population est, même aujourd'hui, très

1. On n'envisage ici que le bloc continental des Etats-Unis, sans comprendre le glacial Alaska, ni les possessions insulaires, Philippines, Hawaï, Porto-Rico.

clairsemée sur la majeure partie du territoire américain, il faut des lignes très longues pour la desservir; mais, en maintes parties de l'Ouest, les chemins de fer pourraient suffire, par une simple augmentation du matériel roulant, à un trafic beaucoup plus dense que l'actuel; il est bien vraisemblable qu'ils n'étendront pas leurs lignes en proportion de la population qui se fixera dans leur rayon. Quant à l'Est, il n'y aura besoin, pour parer aux augmentations de trafic, que de doubler, voire de quadrupler les voies sur certaines lignes d'un réseau déjà extrêmement serré.

Dans l'ensemble, en effet, non seulement par rapport à la population, mais aussi par rapport à la surface, le réseau américain est beaucoup plus étendu que le réseau européen, bien que les États-Unis soient, à surface égale, quatre fois moins peuplés que l'Europe. Pour chaque myriamètre carré, l'on ne compte dans notre vieille Europe que 2 kil. 8 de voies ferrées, un tiers de moins qu'aux États-Unis. De tous les États de l'Union, le moins peuplé, le plus aride, le Nevada, qui est un vrai désert, est le moins bien muni de voies ferrées : il n'en a que 0 kil. 55 par myriamètre carré, c'est encore presque autant que la Norvège (0 kil. 7 par myriamètre carré), bien plus peuplée pourtant, mais qui est, il faut le dire, admirablement desservie par la mer. Deux autres États seulement, le Wyoming et l'Arizona, ont moins de 1 kilomètre de chemins de fer par myriamètre carré, c'est-à-dire que leur réseau est plus lâche que celui de la Russie; mais ces États aussi sont de vrais déserts et destinés à le rester en grande partie : leur population n'atteint pas 1 habitant par kilomètre carré tandis qu'en Russie d'Europe elle s'élève à 20; ce n'est pas à l'ensemble de ce dernier pays qu'il faudrait les comparer, c'est aux provinces les plus déshé-

ritées de l'Empire des Tsars, aux steppes stériles d'Astrakhan ou aux terres glacées d'Arkhangel. Il n'y a en tout, dans l'Union, que dix États ou Territoires sur cinquante qui soient moins abondamment desservis par les voies ferrées que l'Espagne et le Portugal, lesquels en ont 2 kil. 7 par myriamètre carré; or, ces États ont tous moins de 4 habitants au kilomètre carré, tandis que l'Espagne, le Portugal et maintes contrées qui sont moins bien desservies encore, comme les pays Balkaniques, en ont une trentaine. Les régions les moins peuplées et les moins heureusement dotées de la nature aux États-Unis sont donc, en définitive, beaucoup mieux pourvues de moyens de transport que bien des contrées européennes sensiblement plus habitées et souvent plus fertiles. On conçoit aisément que cette beaucoup plus grande facilité des communications en Amérique stimule la production.

De même que les États peu peuplés de l'Union sont mieux desservis que les pays médiocrement ou même moyennement peuplés de l'Europe, les États les plus avancés ont plus de chemins de fer qu'aucun pays du Vieux-Monde, la Belgique exceptée. Avec ses 22 kilomètres par myriamètre carré, celle-ci l'emporte sur le New-Jersey qui vient en tête des États-Unis et n'a que 19 kilomètres sur la même étendue ; mais il convient de noter que le New-Jersey n'a pas tout à fait 100 habitants au kilomètre carré, tandis que la Belgique en a plus de 200. Huit États possèdent un réseau plus serré que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (11 kilomètres par myriamètre carré) et aucun de ceux-ci n'approche des Iles Britaniques comme densité de population. Quatorze États, en tout, en y comprenant les huit précédents, ont plus de chemins de fer proportionnellement à leur surface que la France

(8 kilomètres par myriamètre carré). Ces quatorze États occupent toute la zone comprise entre l'Atlantique, les Grands Lacs, l'Ohio et le Mississipi[1], plus même l'Iowa, au delà de ce fleuve; l'ensemble de cette région est, à surface égale deux fois moins peuplé que notre pays.

Si l'on prend, au contraire, la population comme terme de comparaison, ce sont les vastes États peu habités des Montagnes Rocheuses qui se trouvent au premier rang, tandis que les États industriels de l'Est, d'étendue parfois très restreinte et de population très dense, viennent au dernier.

De même, en Europe, c'est la Suède qui a le plus de chemins de fer par rapport au nombre de ses habitants : 24 kilomètres par 1.000; or six États de l'Union seulement, le Maryland, d'une part, et d'autre part, les cinq États contigus de New-Jersey, New-York, Connecticut, Massachusetts et Rhode-Island se trouvent en arrière de la Suède; seul le minuscule Rhode-Island, avec ses 7 kil. 7 par 10.000 habitants, a moins de voies ferrées par rapport à sa population que la France (11.5), l'Allemagne (9.5), la Belgique (9.9), les Iles Britanniques (8.6). Les habitants des quarante-quatre autres États et Territoires ont à leur disposition bien plus de voies ferrées que ceux d'aucun pays européen. En tête vient le Nevada, avec 349 kilomètres par 10.000 habitants.

Il est naturel qu'étant si bien munis de chemins de chemins de fer les Américains n'étendent plus leur réseau avec la même fiévreuse rapidité que jadis, et c'est sans étonnement que l'on a pu voir, de 1894 à 1900, les longueurs annuellement ouvertes aux États-Unis

1. Moins deux Etats de l'extrême Nord-Est, le Maine et le Vermont, peu industriels et en grande partie couverts de forêts.

devenir inférieures à celles qu'a mises chaque année en exploitation l'Europe, beaucoup moins bien pourvue. Ce qui est même surprenant c'est que les Américains jugent encore utile de construire plusieurs milliers de kilomètres par an, au point qu'en 1902 ils ont, derechef, dépassé l'Europe pour la longueur des lignes nouvellement exploitées. Ces constructions persistantes seraient même difficilement explicables si elles ne provenaient, souvent, moins de la nécessité de desservir de nouveaux courants de trafic ou de décongestionner certains courants anciens, que de la concurrence que se font les unes aux autres les grandes Compagnies américaines. Elles n'hésitent pas, à construire des lignes parallèles à celles de leurs rivales et situées seulement à quelques kilomètres, voire à quelques centaines de mètres de distance, si elles croient pouvoir y trouver quelque profit, direct ou indirect, ne fût-ce que pour amener plus sûrement du trafic au reste de leur réseau.

C'est surtout dans la région agricole de l'Ouest entre les Lacs, l'Illinois, le Mississipi et le 100e degré de longitude Ouest, qui marque le commencement des terres arides insuffisamment arrosées, que le réseau américain s'est accru depuis 1900 ; cette zone entre pour 5.000 kilomètres, soit plus de la moitié, dans l'accroissement total en 1901-1902. Les États du Pacifique et des Montagnes Rocheuses viennent ensuite avec un millier de kilomètres pour ce dernier exercice, et le groupe formé de six États méridionaux : Kentucky, Tennessee, Georgie, Floride, Alabama, Mississipi, avec à peu près autant. Au contraire, dans l'Est et le Nord-Est l'augmentation du réseau a été, comme de juste, très faible, et même nulle en certains États.

Nous venons de voir quelle est l'abondance toujours

croissante des chemins de fer dont les Américains disposent. Comment en usent-ils ? Quel est le trafic de cet immense réseau ? Il est lui-même des plus considérables. Le tonnage transporté par l'ensemble des chemins de fer américains en 1901-1902 s'élève à 581.832.000 tonnes ; c'est un peu moins que durant les deux exercices précédents où il avait atteint 583 millions et tout près de 594 millions de tonnes ; mais c'est plus qu'en 1898-1899 où il n'était que de 510 millions de tonnes. Il s'agit ici du tonnage réel, sans double emploi : on l'obtient en ne tenant compte, pour chaque Compagnie, que du tonnage « né », mis en wagon sur son réseau. Si l'on additionnait, en ce pays où les divers réseaux sont très enchevêtrés, et où, par suite, beaucoup de colis empruntent plusieurs réseaux, le tonnage total qui passe sur les rails des diverses Compagnies, on arriverait à une somme de 1.200 millions de tonnes qui n'aurait pas grande signification. Sur l'ensemble du tonnage réel, 304 millions de tonnes étaient fournis par les produits des mines, c'est-à-dire plus de la moitié ; 68 millions par ceux des forêts ; 54 millions par ceux de l'agriculture, 15 millions par les produits animaux, 84 millions par les objets manufacturés, plus 56 millions de « divers » qui étaient, eux aussi, pour la plupart, des produits manufacturés. On se rend compte, par là, de l'importance des transports que de riches mines assurent aux chemins de fer. C'est l'une des causes de l'infériorité du trafic sur la plupart de nos réseaux français (qui transportent en tout, 110 millions de tonnes) que la pauvreté du sous-sol de notre pays. Pour les voyageurs, il a été impossible de faire la ventilation nécessaire afin d'obtenir le chiffre véritable des transports. On n'a que le chiffre brut de 649.878.000 voyageurs, où chacun d'eux est compté autant de fois qu'il

a parcouru de Compagnies différentes, c'est-à-dire fréquemment plusieurs fois.

Il est possible, par contre, d'établir, avec exactitude, le nombre de kilomètres faits par tous ces voyageurs et toutes ces tonnes de marchandises, et, comme chaque Compagnie ne compte que le nombre des kilomètres effectués par chaque voyageur ou tonne sur son réseau, il n'y a pas ici de double emploi. Les chemins de fer américains ont transporté, pour le dernier exercice, 253 milliards de tonnes-kilométriques et 31 milliards 700 millions de voyageurs-kilomètres. Ces chiffres sont en progrès constants : pour 1901-1902, l'accroissement est de 12 p. 100 sur les voyageurs et de 8 p. 100 sur les marchandises, par rapport à 1900-1901. Au plus fort de la dernière crise économique, en 1893-1894, le nombre des tonnes-kilométriques était tombé à 128 milliards, celui des voyageurs-kilomètres à 19 milliards. Antérieurement à cette crise, le premier chiffre avait atteint, au maximum, 149 milliards et le second, 22 milliards 600 millions, en 1892-1893.

Le progrès, vraiment énorme, fait par le trafic des chemins de fer américains depuis dix ans montre combien l'activité générale de la production et la richesse ont elles-mêmes progressé aux États-Unis.

Si l'on compare ce trafic à celui des réseaux européens, et notamment du réseau français, on observe un fait assez curieux et fort important. Le nombre de tonnes expédiées par chemin de fer est près de cinq fois plus grand aux États-Unis qu'en France — 582 millions contre 125 millions environ [1] — ce qui revient à dire

1. D'après des articles de M. Charles Gomel, *les Six grands réseaux français en* 1902, dans l'*Economiste français* des 4 et 18 juillet 1903, pour l'ensemble des six grands réseaux, qui exploitent 34.000 kilomètres, le tonnage des marchandises expé-

qu'un Américain expédie en moyenne deux fois et demie plus de marchandises par chemin de fer qu'un Français, puisque les États-Unis ont une population presque exactement double de la nôtre. Par contre, le nombre des voyageurs est proportionnellement moindre aux États-Unis que chez nous. Alors qu'en France il a été transporté, au cours de 1902, plus de 400 millions de voyageurs, il y en a eu, aux États-Unis, 639 millions seulement [1]. Comme les Français sont un peu moins de 40 millions et les Américains près de 80 millions, chaque Français prendrait donc le chemin de fer environ dix fois par an et chaque Américain huit fois seulement.

Voilà une constatation surprenante et qui paraît venir à l'encontre des idées que l'on se fait habituellement. Il est facile toutefois de se l'expliquer. La moindre mobilité des Américains n'est qu'apparente ; en réalité, ils se déplacent plus que nous ; seulement ils ont un réseau extrêmement perfectionné de chemins de fer et tramways électriques (dont les statistiques ne sont pas comprises dans les chiffres ci-dessus), qui monopolisent

diées en petite vitesse s'élève à 110 millions. En y ajoutant 10 à 15 millions pour les réseaux de l'Etat et des Compagnies secondaires, qui s'élèvent ensemble à 9.000 kilomètres, mais où le trafic est moins actif, on est assurément plutôt au-dessus qu'au-dessous de la vérité.

1. Pour la France comme pour les Etats-Unis, le nombre des voyageurs que nous citons ici est obtenu en additionnant le nombre des voyageurs transportés par les diverses Compagnies. Un voyageur qui, au cours d'un même voyage, emprunte le réseau de deux ou trois Compagnies, est donc compté deux ou trois fois. Les doubles et triples emplois doivent être sensiblement plus fréquents aux Etats-Unis, où les réseaux sont très enchevêtrés et les Compagnies beaucoup plus nombreuses qu'en France. D'où il résulte que le nombre des voyageurs américains doit encore être réduit, par rapport au nombre des voyageurs français, plus qu'il ne semble au premier abord.

presque les services de petite et même de grande banlieue, voire les transports interurbains lorsqu'il s'agit de villes rapprochées. Le Massachusetts par exemple, État exclusivement industriel, où presque toute la population est urbaine, a une plus grande longueur de tramways et chemins de fer électriques que de chemins de fer à vapeur. De la sorte, ces derniers voient échapper en très grande partie, aux États-Unis, un service qui leur procure, en France et dans la généralité des pays d'Europe, leurs plus nombreux voyageurs, et dont la clientèle en Amérique est encore plus nombreuse que chez nous [1]. S'il est vrai, comme on l'a dit, que le progrès consiste pour les sociétés ainsi que pour les hommes, dans une différenciation et une spécialisation croissante des organes, cette constitution de voies distinctes pour les transports à courte distance et à très grande fréquence est assurément un progrès. Il dispense les chemins de fer proprement dits d'un service qui gêne leurs usages principaux, qu'il leur est malaisé d'assurer économiquement et il leur permet de porter à un plus haut degré de perfection le transport des personnes à moyenne et grande distance et celui des marchandises, qui sont leur domaine essentiel.

Voyageurs et marchandises effectuent naturellement, aux États-Unis, des trajets sensiblement plus longs qu'en France : 48 kilomètres en moyenne par voyageur, ce qui se rapproche fort de la moyenne des réseaux

1. Le même effet commence cependant à se faire sentir en Europe aussi. Les voies spéciales pour les services de banlieue que l'on établit autour de toutes les grandes villes tendent à diminuer les voyageurs à très courte distance sur les chemins de fer. Ainsi, comme le fait remarquer M. Gomel dans les articles cités plus haut, la concurrence des tramways de pénétration et du Métropolitain de Paris a enlevé à la Compagnie de l'Est, sur la ligne de Vincennes, 644.000 voyageurs en 1902.

français de Lyon, d'Orléans et du Midi (47 et 46 kilom.) lesquels font très peu de service de banlieue, mais ce qui est beaucoup plus considérable que les moyennes de l'Ouest, de l'Est et du Nord (22, 26 et 28 kilom.), où le service de banlieue tient une place prépondérante. Il faut noter toujours que c'est là seulement le parcours moyen d'un voyageur sur une même Compagnie et que, s'il en emprunte plusieurs, son parcours réel est plus long ; pour l'obtenir, il faudrait majorer les chiffres ci-dessus, et sensiblement plus aux États-Unis qu'en France. Le parcours moyen d'une tonne, mais en tenant compte ici de tous les réseaux qu'elle emprunte, est aussi beaucoup plus long aux États-Unis : il est même plus que triple de ce qu'il est en France ; 433 kilomètres contre 142. La différence s'explique d'elle-même, par la différence de surface des deux pays et les distances énormes qui séparent beaucoup de régions agricoles ou minières des grands centres de consommation ou des ports d'exportation. C'est un avantage pour les chemins de fer américains car les frais qu'entraînent le chargement le déchargement, et qui sont les mêmes quel que soit le parcours effectué, grèvent proportionnellement moins l'exploitation lorsque ce parcours est plus étendu

Le trafic du réseau américain est donc composé d'une manière tout autre que le trafic du réseau français : il y a proportionnellement plus de marchandises et moins de voyageurs. Pour faire ressortir combien cette différence est grande, reprenons les chiffres des voyageurs et des tonnes kilométriques. Le nombre des voyageurs kilométriques sur les chemins de fer américains s'est élevé, en 1902, à 31 milliards 700 millions ; autrement dit, c'est là le nombre total de kilomètres effectué par tous les voyageurs dans le cours de l'année. La longueur moyenne du réseau sur lequel ont circulé ces voya-

geurs est de 319.000 kilomètres[1]. Il en résulte que, sur chaque kilomètre, il a passé, en moyenne, 99.000 voyageurs. Nos six grandes Compagnies françaises ont compté, la même année, 12 milliards et demi de voyageurs-kilomètres pour 34.000 kilomètres de réseau, ce qui fait 370.000 par kilomètre : c'est près de quatre fois plus qu'en Amérique. D'autre part, il a été transporté aux États-Unis 253 milliards de tonnes kilométriques : il a donc passé sur chaque kilomètre de ligne américaine 793.000 tonnes ; les six grands réseaux français n'ont porté que 15 millions et demi de tonnes kilométriques, soit 456.000 tonnes par kilomètre : ce n'est guère plus de la moitié du chiffre atteint aux États-Unis. Beaucoup moins de voyageurs, sensiblement plus de marchandises en proportion de la longueur des lignes, un parcours moyen plus long pour les unes et pour les autres, voilà donc les caractères qui distinguent les chemins de fer américains des chemins de fer français.

Si nous insistons sur les conditions différentes dans lesquelles se trouvent ainsi les réseaux français et américains, c'est qu'il importe de ne pas les perdre de vue lorsqu'on aborde la question des tarifs. L'importance des transports de marchandises et la longueur des trajets parcourus permettent aux chemins de fer américains de faire aux expéditeurs, toutes choses égales d'ailleurs, des concessions que ne sauraient faire les chemins de fer de notre pays. En outre, le bas prix du charbon diminue beaucoup les frais d'exploitation ; enfin, l'abondance des marchandises communes, houille,

1. La longueur totale du réseau des Etats-Unis est, nous l'avons dit, de 325.777 kilomètres; mais, il n'a été fourni de données suffisantes pour l'établissement des statistiques citées que pour 319.000 kilomètres.

minerais, produits agricoles bruts, que l'on envoie par wagons complets, et qui nécessitent ainsi bien moins de manipulations, viennent encore contribuer à diminuer ces frais. Ayant ainsi fait la part des avantages naturels qui doivent rendre les tarifs des chemins de fer américains inférieurs aux nôtres, il est juste d'ajouter que l'habile gestion des entreprises de transport, l'ingéniosité dont font preuve les exploitants, les perfectionnements techniques qu'ils apportent, le sens commercial qu'ils possèdent ont largement contribué à réduire les tarifs aux taux très bas où ils sont descendus aux États-Unis.

La recette moyenne des chemins de fer américains par tonne et par mille (1.609 mètres) a été, en 1902, de 757 millièmes de *cent*, le *cent* étant lui-même la centième partie du dollar et valant par conséquent 5 centimes 18. Cela représente 2 centimes 43 la tonne kilométrique. En France, le tarif moyen est à peu près exactement double, ce qui ne veut pas dire qu'il soit double pour une même catégorie de marchandises, car la proportion des denrées chères, délicates, et par conséquent hautement taxées, est beaucoup plus forte dans nos transports. Les tarifs américains se sont sensiblement abaissés depuis dix ans. En 1892, la moyenne était de 2 centimes 9 millimes par tonne kilométrique ; en 1899, on tombait, par une chute graduelle, à 2 centimes 3 millimes. Depuis lors, sous l'impulsion de la prospérité générale, la plupart des prix et des bénéfices particuliers ont augmenté, les Compagnies ont sensiblement relevé les salaires de leurs employés ; elles ont jugé pouvoir relever aussi, dans une certaine mesure, leurs tarifs. Pareil relèvement serait peut-être assez difficilement admis en Europe ; mais aux États-Unis, où l'exploitation des chemins de fer est plus

strictement commerciale, on fait des concessions au client dans les temps de crise, où il ne peut payer cher, comme de 1893 à 1897, quitte à lui demander un peu plus dans les temps prospères, où sa bourse est mieux garnie et où le tonnage afflue. Une fois entrée dans les mœurs, cette manière de faire est peut-être préférable, puisqu'elle réduit les prix de transport lorsque les prix de vente eux-mêmes et les bénéfices commerciaux diminuent. Elle n'empêche pas, d'ailleurs, la tendance générale à la diminution des tarifs, qui se manifeste de la façon la plus accusée, comme on vient de le voir, lorsqu'on envisage des périodes un peu longues.

De même qu'ils varient dans le temps, ils varient aussi dans l'espace, suivant les diverses régions de l'Amérique à raison de la nature des denrées transportées, des prix du combustible, du taux des salaires, de l'activité du trafic. Des dix groupes territoriaux entre lesquels les statistiques de l'*Interstate Commerce Commission* divisent les États-Unis, celui qui a le tarif moyen le plus bas est le 3e groupe, qui comprend, entre l'Ohio et les Grands-Lacs, les États d'Indiana, d'Ohio, la portion sud du Michigan et l'extrémité ouest de la Pennsylvanie : c'est la région des hauts fourneaux et des houilles à bon marché ; le trafic y est très intense ; le produit moyen de la tonne kilométrique n'y ressort qu'à 1 centime 9 mill. Dans le 4e groupe, avec l'Illinois, l'Iowa, le Wisconsin, le Haut-Michigan, le Minnesota, la plus grande partie des deux Dakotas, où le combustible est encore bon marché, où l'on transporte, à côté des céréales, beaucoup de houille et de minerais, le tarif est aussi très bas : 2 cent. 1 mill.; il en est de même dans le 2e groupe (New-York, la plus grande partie de la Pennsylvanie, New-Jersey, Maryland) où les transports de houille, d'anthracite, de

produits métallurgiques prédominent encore et où le combustible coûte toujours très peu. Partout ailleurs, le tarif est au-dessus de la moyenne générale du pays. Il dépasse largement 3 centimes dans toute la région située à l'ouest du Missouri et du Mississipi inférieur, c'est-à-dire sur plus de la moitié du territoire ; et, à l'extrémité opposée, dans le groupe des États de la Nouvelle-Angleterre, où l'industrie est plus diversifiée et produit des articles plus fins, où la houille est plus chère, il atteint 3 centimes 8 mill., c'est presque la moyenne de notre réseau du Nord (4 cent.), qui est, il est vrai, la moins élevée des chemins de fer français[1].

Si les tarifs américains sont très bas pour les marchandises, ils sont, ou du moins ils paraissent élevés pour les voyageurs, dont le produit moyen est de 6 centimes 4 millimes par kilomètre, alors qu'il tombe au-dessous de 4 centimes en France. Encore faut-il noter que, dans les recettes des Compagnies américaines, ne sont pas compris les suppléments payés pour les *parlor-cars* et les *sleeping-cars*, lesquels appartiennent à des Sociétés spéciales, pour la plupart à la célèbre Compagnie Pullman. Or, comme il n'y a qu'une classe aux États-Unis, sauf sur quelques lignes de l'Ouest, ces wagons-salons et ces wagons-lits remplacent, non seulement nos places de luxe, mais notre première classe, et beaucoup de grands express en sont exclusivement formés. Si l'on tenait compte des suppléments ainsi perçus, dont le total est infiniment plus considérable

1. Sur certaines lignes américaines qui se livrent surtout au transport du charbon, le tarif moyen par tonne et par kilomètre descend extrêmement bas. Il a été, en 1901, de 1 centime 2 millimes et demi sur le *Chesapeake and Ohio* et de 1 centime 5 millimes sur le *Norfolk and Western*. En 1900, il était descendu à 1 cent. 1 millime sur le *Chesapeake and Ohio*.

que celui des places payées en France à la Compagnie des Wagons-Lits, on arriverait à majorer encore, sensiblement, le chiffre que nous venons de donner pour le tarif moyen des voyageurs en Amérique. La tendance à la baisse est beaucoup moins accusée en ce qui les concerne qu'en ce qui a trait aux marchandises : en 1892, le tarif était de 6 cent. 8 millimes et demi, et en 1899, au plus bas de 6 cent. 2 millimes. Son élévation s'explique d'abord par la cherté plus grande en Amérique de tout ce qui se rattache, de près ou de loin, aux services personnels, puis par la moindre fréquence des transports de banlieue, lesquels se font en France à prix extrêmement réduits, grâce aux abonnements, tandis qu'en Amérique ils sont abandonnés, nous l'avons dit, aux chemins de fer électriques suburbains.

Mais revenons aux marchandises, qui constituent de beaucoup le principal trafic du réseau américain. Comment parvient-on à les transporter à prix aussi réduit ? La réponse est simple : c'est par une excellente adaptation du matériel aux besoins à satisfaire et par une parfaite utilisation de ce matériel. Les chemins de fer des États-Unis possédaient, en 1902, d'après le rapport de l'*Interstate Commerce Commission* 41.225 locomotives, 36.987 voitures à voyageurs, 1.546.101 wagons à marchandises et 57.097 voitures pour le service spécial des Compagnies. Ce matériel roulant s'est beaucoup accru au cours de ces dernières années, puisqu'il ne comprenait, en 1894, que 35.492 locomotives, 33.018 voitures à voyageurs, 1.205.169 à marchandises et 39.891 diverses.

Il ne semble pas énorme à première vue quand on le compare au matériel en service sur les six grands réseaux français, dont les lignes sont neuf fois moins longues, et qui possèdent environ 10.000 locomotives,

26.000 voitures à voyageurs et 260.000 fourgons et wagons à marchandises ; mais la différence entre la capacité de transport du matériel américain et du matériel français est bien loin d'être exprimée par ces chiffres bruts. Les wagons d'outre-Atlantique sont tous de longues voitures, montées sur bogies, dont peuvent donner une idée les grandes voitures de première classe à couloir et à sept compartiments récemment introduites sur la plupart des grands réseaux français ; les wagons à marchandises sont à l'avenant. Tandis qu'en France, nous sommes encore, en général, aux wagons de 8 à 10 tonnes, la capacité moyenne des wagons américains est de 28 tonnes (courtes tonnes de 2.000 livres ou 907 kilogrammes) soit plus de 25 tonnes métriques [1] : la capacité totale des 1.546.000 wagons dépasse ainsi 38 millions de tonnes métriques. Il n'y a que 57.000 wagons de moins de 40.000 livres, soit de moins de 18 tonnes, et leur capacité totale n'est que de 2 p. 100 de l'ensemble. Par contre, les wagons de plus de 27 tonnes ont une capacité totale de 26 millions de tonnes, soit plus des deux tiers de l'ensemble ; et, parmi eux, il se trouve 158.000 wagons de 36 à 40 tonnes pouvant porter en tout 5.750.000 tonnes, et 49.578 wagons de plus de 40 tonnes pouvant porter 2.250.000 tonnes : la capacité de ces deux dernières catégories réunies forme donc 21 p. 100 de l'ensemble de la capacité de transport du matériel américain.

Ces wagons si considérables facilitent fort l'exploitation. A poids total égal, un train composé de pareils

1. Il est juste de dire que, en France, on fait aussi, depuis quelques années, de très réels progrès en ce qui touche à l'emploi des wagons de grande capacité : témoin les wagons de 50 tonnes tout dernièrement construits pour la Compagnie du Midi et d'autres analogues pour celles du Nord et de l'Orléans.

véhicules comporte beaucoup moins de poids mort qu'un train formé de petits wagons et peut ainsi porter plus de charge utile. En outre, il est beaucoup moins long, parce qu'il y a moins d'attelages, et, pour cette même raison, il est d'une conduite plus sûre. C'est grâce à l'emploi de plus en plus répandu des très grands wagons que les Américains on pu énormément augmenter le poids des marchandises transportées par chaque train : il est en 1902 de 296 tonnes, contre 281 en 1901, 270 en 1900 ; en 1897, il n'était que de 204; en 1892, que de 181. Augmentant ainsi la charge de chaque train, ils sont arrivés à faire face à un trafic beaucoup plus considérable, tout en n'accroissant que très peu le nombre des trains, c'est-à-dire en n'augmentant guère les dépenses de personnel et relativement peu, même, celles de combustible, bien que la nécessité de traîner des convois plus lourds ait amené naturellement à construire des locomotives plus puissantes et consommant plus de charbon.

Le nombre de kilomètres parcourus par les trains américains était de 800 millions en 1902, contre 787 millions en 1901, 788 millions en 1900, 812 millions en 1899, 807 millions en 1898. Ainsi, depuis 1899, le tonnage de marchandises transporté sur le réseau américain a augmenté de 14 p. 100 (510 à 582 millions de tonnes), le nombre de tonnes-kilomètres s'est accru de plus de 25 p. 100 (123 à 157 milliards de tonnes) et, grâce à l'accroissement de la charge des trains, le nombre de trains-kilomètres a diminué : c'est là un vrai chef-d'œuvre d'exploitation. Si l'on remonte à 1892 on voit que le nombre de tonnes-kilomètres était de 88 milliards; il a donc augmenté, depuis lors, de plus de 80 p. 100 ; et, cependant, le chiffre des trains-kilomètres était de 776 millions : il n'a augmenté que de

3 p. 100. Des progrès vraiment extraordinaires ont ainsi été réalisés dans cet intervalle [1].

Le personnel des chemins de fer américains s'élève, pour 1902, à 1.189.000 ingénieurs, employés et ouvriers de tout rang. C'est moins, relativement à l'étendue des voies, que le personnel des chemins de fer français qui dépasse le chiffre de 250.000. Ce personnel a beaucoup varié depuis dix ans. En 1893, il se composait de 873.000 personnes ; dès 1894, sous l'influence de la crise, il tombe à 779.000. Il se relève ensuite peu à peu, mais ne retrouve qu'en 1898 le chiffre de 1893. Depuis lors, le trafic augmentant très vite et les Compagnies ayant à effectuer beaucoup de travaux, qu'elles avaient remis à des temps meilleurs pour réduire leurs dépenses au plus strict nécessaire pendant la dépression, le nombre des employés s'est accru de plus d'un tiers en quatre ans. C'est toujours le même système d'exploitation que nous avons déjà noté en parlant des tarifs. Les salaires et traitements ont augmenté depuis quatre ans plus encore que l'effectif du personnel, passant de 495 millions de dollars en 1898, à 676 millions de dollars en 1902. Sur les 1.189.000 personnes occupées par les chemins de fer, 41.000 sont employées aux administrations centrales, 399.000 à l'entretien de la voie. et des bâtiments. 228.000 à l'entretien du matériel roulant, 518.000 à l'exploitation proprement dite, 2.000 à des tâches diverses. Ce sont les ouvriers de la voie qui ont le plus augmenté depuis dix ans, et

1. Le nombre de trains-kilomètres du service des voyageurs s'est beaucoup plus accru : de 317 millions en 1892, il a passé à 405 millions en 1902 ; le nombre des voyageurs par train a peu varié, s'élevant seulement de 42 à 45. Pour la commodité des voyageurs, l'idéal n'est pas de transporter à train complet et on ne cherche pas à le faire en Amérique.

surtout depuis quatre ans, à cause des travaux de toute sorte nécessités par l'augmentation du trafic, ou ajournés pendant la période de crise de 1893 à 1897.

Les recettes brutes de l'exploitation s'élèvent à 27.800 francs par kilomètre, contre 23.200 en 1892 et 19.600 en 1895 et 1897, années où elles furent au plus bas ; les dépenses d'exploitation sont de 18.000 francs aujourd'hui, au lieu de 15.500 en 1892 et de 13.200 en 1895 et 1897 ; leur mouvement a suivi, presque exactement, celui des recettes. Le coefficient d'exploitation est de 64 p. 100 ; c'est sensiblement plus qu'en France ; les recettes brutes sont, d'ailleurs, moins élevées en Amérique que chez nous, où elles dépassent 40.000 francs par kilomètre pour les grandes Compagnies, ce qui n'a rien de surprenant, étant donnée l'énorme différence entre la densité des deux populations : 73 d'une part et 10 de l'autre.

Quel est maintenant, le résultat financier de l'exploitation des chemins de fer aux États-Unis ? Le compte de profits et pertes de l'ensemble du réseau se présente comme suit, d'après l'*Interstate Commerce Commission :*

PROFITS ET PERTES DES CHEMINS DE FER AMÉRICAINS EN 1902

(En millions de dollars.)

Recettes brutes de l'exploitation[1] . .	1.736,4	
Revenus de placements.	33	
Revenu brut total		1.769,4

1. Ces recettes se décomposent en : 393 millions de dollars pour les voyageurs, 9 millions pour les services annexes des voyageurs, 40 millions pour la poste, 34 millions pour les messageries, 1.207 millions de dollars pour les marchandises, 5 millions pour les services annexes des marchandises, 38 millions de recettes diverses.

Dépenses d'exploitation.	1.116,2	
Dépenses diverses	0,5	
Total des dépenses.		1.116,7
Revenu net		652,7
Intérêts aux obligations.	260,3	
Dettes courantes diverses	7,7	
Impôts	54,5	
Total des charges.		322,5
Solde disponible.		330,2
Dividendes aux actions.		157,2
Affectation aux améliorations de la voie, du matériel et surplus. . . .		173

Sur ce dernier chapitre 35 millions de dollars ont été consacrés à des améliorations permanentes de la voie, 5 millions à combler les déficits de « lignes faibles » (*weak lines*), 38 millions ont été défalqués pour des causes diverses, 95 millions constituent le surplus réel, affecté aux réserves, etc.

Il ressort de tout ceci que la situation financière d'ensemble du réseau américain paraît des plus saines aujourd'hui. Une fois les dépenses d'exploitation et les impôts payés, il reste un bénéfice brut de près de 600 millions de dollars, dont 268 millions seulement sont absorbés par le service de la dette ; il subsiste ainsi un excédent de 330 millions, dont moins de la moitié est affectée aux dividendes. Les obligations possèdent donc une forte couverture et doivent être considérées comme très bien garanties en général. Leur total d'ensemble dépasse 6 milliards de dollars ; elles reçoivent donc en moyenne, près de 4 1/2 p. 100 d'intérêt. Quant aux actions, dont le total est également de 6 milliards de dollars, leur rétribution n'est guère supérieure à 2 1/2 p. 100, mais un grand nombre de ces actions, surtout des actions ordinaires, ne représentent

pas des capitaux réellement versés. En outre, il s'y trouve beaucoup de doubles emplois, un grand nombre de Compagnies possédant la majorité, voire la totalité des actions de Compagnies secondaires. Tout résumé, la prospérité du réseau américain, aussi bien que l'excellence de son service, est indéniable et si l'on veut chercher des modèles d'exploitation de chemins de fer, c'est du côté de la liberté américaine, et non de la stérilisante exploitation d'Etat qu'il convient de se tourner.

CHAPITRE II

Le commerce extérieur.

C'est par le commerce extérieur des États-Unis que se manifeste l'effet sur le monde entier de leur prodigieux développement économique. La valeur totale de ces échanges de l'Union américaine avec l'étranger, qui s'est élevée, pour l'année fiscale 1902-1903[1], à 2 milliards 446 millions de dollars, soit 12 milliards 670 millions de francs, place les Etats-Unis au troisième rang des grandes nations commerciales du monde, bien près de l'Allemagne, dont les échanges internationaux dépassent légèrement 13 milliards, loin encore de l'Angleterre dont le commerce général atteint 22 milliards de francs, sensiblement en avant de la France qui fait un commerce général de 11 milliards et demi et un commerce spécial de moins de 9 milliards. Mais ce qui est encore plus caractéristique, et ce qui constitue un fait entièrement nouveau dans l'économie du monde, c'est que, depuis 1901, les Etats-Unis sont au premier rang des pays exportateurs : avec leurs 1.392 millions de dollars, ou 7 milliards 210 millions de francs de pro-

1. Les années fiscales, que suivent ainsi les statistiques du commerce américain vont du 1er juillet au 30 juin suivant. Lorsque, pour la commodité du langage, nous dirons au cours de ce chapitre, l'exercice 1903, par exemple, cela doit s'entendre de l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1903, ou exercice 1902-1903.

duits indigènes exportés, ils dépassent d'un peu l'Angleterre, de beaucoup l'Allemagne qui n'arrive guère à plus de 6 milliards et de plus encore la France avec 4 milliards 200 millions. En 1870, chacun de ces trois pays laissait, au contraire, les Etats-Unis bien loin derrière lui : ceux-ci ne vendaient guère au dehors que pour 1.850 millions de francs de leurs produits, tandis que la France en exportait pour 2 milliards 800 millions; l'Allemagne pour 2 milliards 850 millions ; la Grande-Bretagne pour 5 milliards.

Si nous mettons ces chiffres en relief, c'est qu'il importe, lorsqu'on raisonne sur les questions économiques d'avoir toujours présents à l'esprit les changements profonds qui sont survenus, depuis un temps relativement court, dans la distribution à la surface du globe des centres de consommation et, par suite, dans la direction des courants commerciaux ; mais ce n'est pas que nous nous étonnions de ces changements. Que l'essor de l'Amérique durant ces trois dernières décades du XIXe siècle ait été beaucoup plus rapide que les progrès d'aucun pays européen, que d'autre part, parmi ces derniers, l'Allemagne ait marché d'un pas plus rapide que l'Angleterre et la France, il n'y a rien là qui doive surprendre. C'était une évolution fatale, inéluctable, indépendante de la volonté des hommes, et qui n'aurait pu manquer de se produire que si le peuple américain et le peuple allemand eussent été bien inférieurs au peuple anglais et au peuple français.

La raison en est bien simple : d'une part, la mise en valeur des richesses du sol et du sous-sol anglais et français était bien plus avancée en 1870 que celle du sous-sol allemand ou américain. Il y avait peu de bonnes et grandes mines à mettre en exploitation, peu de bonnes terres à mettre en culture en France et en Angleterre,

tandis qu'il restait beaucoup des premières en Allemagne, des unes et des autres en Amérique. D'autre part, la population de la France est restée presque stationnaire depuis 1870, celle de l'Angleterre a augmenté de 30 p. 100, celle de l'Allemagne de 40 p. 100, celle des Etats-Unis a doublé. Au point de vue de deux des facteurs de la production, la nature et le travail, les Etats-Unis et, à un moindre degré, l'Allemagne se sont donc trouvés sensiblement plus favorisés depuis trente ans que l'Angleterre et surtout que la France. Quant au troisième, le capital, il leur a été aisé de l'emprunter au dehors, parce que leurs grandes richesses naturelles et l'abondance croissante de leur main-d'œuvre permettaient de le bien rémunérer. Il est fort explicable que, dans ces conditions, les exportations des États-Unis aient quadruplé, tandis que celles de l'Allemagne doublaient seulement, que celles de l'Angleterre et de la France augmentaient à peine de moitié. Il est même permis de trouver que nos progrès sont satisfaisants, étant donnés l'état stationnaire de notre population et notre pauvreté en produits minéraux, si importants dans la civilisation moderne.

Quoi qu'il en soit, le commerce extérieur des États-Unis s'accroît plus rapidement que celui d'aucun autre grand pays et cet accroissement s'est porté principalement, depuis trente ans, sur les exportations. Pendant les trois premiers quarts du XIXe siècle, les exportations américaines étaient restées inférieures aux importations : sur les vingt-cinq années qui se sont écoulées de 1850 à 1875, on n'en relève que trois : 1858, 1862 et 1874, où les premières l'aient emporté sur les secondes, et c'était de fort peu, en sorte que, pour l'ensemble de cette période, l'excédent des importations s'élevait à 1.500 millions de dollars. Comme tous les pays neufs qui s'outil-

lent, qui en sont encore, pour ainsi dire, à la période de premier établissement, les États-Unis achetaient alors beaucoup plus à l'étranger qu'ils ne lui vendaient. La guerre civile, avec l'arrêt de production qu'elle entraîna, avec les grandes importations qui durent être faites pour réparer les destructions qu'elle avait causées, prolongea cette période. Mais à partir de 1876 a lieu un changement complet. Grâce à l'outillage qu'ils se sont constitué, les États-Unis, aussitôt les désastres de la guerre réparés, augmentent énormément leur production et, durant le dernier quart du XIX[e] siècle, ce sont les exportations qui dépassent régulièrement les importations, sauf durant les trois années 1888, 1889 et 1893. L'excédent est colossal, dans les quatre dernières années surtout, et dépasse 3 milliards 400 millions de dollars pour toute la période 1876-1900. Pour l'ensemble des trois premiers exercices du XX[e] siècle, cet excédent des exportations est de 1.537 millions de dollars, ayant atteint 664 millions de dollars dans le seul exercice 1900.

Le temps où les États-Unis étaient un pays surtout importateur appartient au passé. Il n'y a pas lieu d'y insister; on peut cependant rappeler quelques chiffres pour mesurer le chemin parcouru. En 1851, le commerce extérieur de l'Union comprenait, d'une part, 189 millions de dollars d'exportations, dont 10 millions de réexportations et, d'autre part, près de 211 millions d'importations, soit un total de 400 millions; en 1860, année la plus florissante avant la guerre, les exportations montent à 333 millions et demi, dont 17 millions de réexportations, et les importations à 353 millions et demi, au total 687 millions. La guerre vient arrêter cette rapide progression; dès 1862, les exportations tombent à 190 millions, les importations à

189 millions, nul n'étant plus disposé à acheter; en 1865, les exportations sont au minimum, par suite de l'arrêt complet de la culture et des ventes de coton : 166 millions de dollars, dont 29 millions de réexportations; mais les importations se relèvent à 238 millions. Sitôt la lutte finie, l'œuvre du développement national reprend à pas de géants; en 1872, le commerce général dépasse 1 milliard de dollars pour ne plus jamais retomber au-dessous; en 1874, les exportations sont de 586 millions dont 17 millions seulement de réexportations, les importations de 567 millions, l'ensemble de 1.153 millions, au lieu de 1.164 l'année précédente, où les importations avaient été de 642 millions. L'exercice 1873 marque ainsi, pour l'ensemble du commerce et pour les importations, un point culminant, qui ne sera dépassé qu'en 1880, année où les exportations, ne cessant presque pas de croître, atteignent 835 millions de dollars et les importations, 668 millions, soit un chiffre global d'échanges de 1.503 millions.

Depuis 1880, voici les moyennes quinquennales du commerce extérieur des États-Unis, ainsi que les résultats individuels des trois derniers exercices (finissant le 30 juin de l'année indiquée) :

COMMERCE EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS DE 1880 A 1903
(En millions de dollars.)

Moyennes.	Exportations.	Importations.	Total.
1880-1885.	791,6	677,1	1.458,7
1885-1890.	737.9	712,2	1.450,1
1890-1895.	892,1	777,5	1.669,6
1895-1900.	1.157,3	741,5	1.898,8
1901.	1.487,8	823,2	2.310,9
1902.	1.381,7	903,3	2.285,0
1903.	1.420,1	1.025,7	2.445,8

Ce qui caractérise cette période jusqu'en 1899 inclu-

sivement, c'est la stagnation relative des importations qui dure presque depuis 1873, puisqu'en cette année elles s'étaient élevées à 642 millions de dollars et qu'en 1899 on les retrouve à 697 millions. Dans l'intervalle, cependant, elles étaient montées à 854 millions pour l'exercice 1893; mais la formidable crise qui avait éclaté cette année-là et avait tant diminué la puissance de consommation des Américains les avait fait vivement reculer ensuite. Les exportations, après avoir montré d'abord, elles aussi, de 1880 à 1890, une stagnation relative qui contrastait avec la grande expansion de la décade antérieure, avaient atteint 1 milliard 30 millions pour l'exercice 1892. Comprimées pendant la crise et revenues à 807 millions en 1895, elles se sont phénoménalement développées de 1896 à 1901. Depuis lors, on les a vues, de nouveau, rester stationnaires, fléchir même un peu, tandis que, sous l'influence de la richesse publique très fortement accrue, les importations ont commencé de réaugmenter à leur tour à partir de 1899 et ont atteint, pour 1902 et 1903, des niveaux plus élevés que jamais. Même en tenant compte de ce tout récent mouvement de hausse, l'accroissement des importations reste depuis vingt-cinq ans sensiblement inférieur à celui des exportations.

Pays exportateur avant tout, les États-Unis se distinguent ainsi des grandes et anciennes nations commerciales de l'Europe : l'Angleterre, la France, même l'Allemagne qui, jeune par rapport à ses voisins de l'Ouest, est déjà mûre si on la compare aux États-Unis. Ces contrées européennes qui ont beaucoup de capitaux, qui doivent très peu à l'étranger, mais à qui l'étranger doit, au contraire, beaucoup, qui ont une population dense, à laquelle leur sol ne suffit pas à procurer la nourriture, achètent plus au dehors qu'elles ne vendent, et soldent

la différence avec une partie du revenu de leurs placements. Les États-Unis, qui ont encore de très fortes dettes vis-à-vis de l'Europe, sous forme d'obligations de chemins de fer et même de dettes hypothécaires, qui n'ont presque pas de capitaux placés à l'extérieur parce qu'il leur a été plus avantageux jusqu'ici d'employer les leurs à la mise en valeur de leur territoire, s'acquittent des intérêts et réduisent même le principal de ces dettes par l'excédent de leurs exportations sur leurs importations. L'activité de la production agricole et industrielle est si considérable en Amérique que cet excédent régulier des exportations se maintiendra, sans aucun doute, très longtemps.

Quant au commerce de transit et de réexportation, qui joue un rôle si considérable en Angleterre, en Belgique, en Hollande, et qui ne manque pas d'importance même en France et en Allemagne, il est très faible aux États-Unis, ce qui s'explique par leur position géographique. Sur 1.420 millions de dollars de marchandises exportées en 1902, il se trouvait un peu moins de 28 millions de dollars d'articles étrangers, tout le reste, soit 1.392 millions de dollars, étant des produits indigènes. Encore ce chiffre de 28 millions de dollars de réexportation est-il le plus élevé qui ait jamais été atteint en aucune année, à l'exception de 1865, où elles s'élevèrent à 29 millions.

Nous commencerons, ainsi qu'il est d'usage de le faire, l'analyse du commerce extérieur des États-Unis par les importations. Elles ont fort augmenté, on l'a vu, au cours de ces dernières années et cette hausse, coïncidant avec un développement extraordinaire de la production américaine, paraît montrer que le développement industriel des États-Unis, si menaçant qu'il puisse être pour l'Europe sur divers marchés, ne lui

enlèvera pas du moins leur marché propre. Bien au contraire, à mesure que leur richesse augmentera ils deviendront, pour le reste du monde, de meilleurs clients. Comme le disait très bien le *Commercial and Financial Chronicle*, de New-York, « chacun se trouvant prospère et gagnant de l'argent, les importations doivent nécessairement augmenter sur toute la ligne, aussi bien en ce qui concerne les articles de luxe, que les objets de première nécessité et les marchandises dont l'activité du commerce accroît la consommation ». Quand un peuple s'enrichit en produisant beaucoup, il achète de plus en plus au dehors, l'expérience universelle le prouve; la baisse qui peut se produire sur certains articles est compensée par l'apparition de nouveaux courants d'échange et, dans l'ensemble, l'importation s'accroît en se diversifiant.

Les statistiques des importations américaines les répartissent assez ingénieusement en cinq catégories, ce qui fait bien ressortir l'évolution qui s'est produite depuis vingt ans dans cette branche du commerce. Nous extrayons des tableaux publiés par les *Monthly Summaries of Commerce and Finance of the United States* les chiffres suivants :

IMPORTATIONS AUX ÉTATS-UNIS DE 1880 A 1903

(Chiffres absolus en millions de dollars.)

	Aliments et animaux vivants.	Matières brutes servant à l'industrie.	Articles partiellement ou entièrement manufacturés [1].	Articles manufacturés prêts à être consommés.	Articles de luxe.	Totaux [2].
1880. .	199	160	73	130	65	628
1885. .	194	120	72	119	74	580
1890. .	249	178	85	154	107	774

1. Destinés à l'industrie et aux arts mécaniques.
2. Importations nettes jusqu'en 1901.

	Aliments et animaux vivants.	Matières brutes servant à l'industrie.	Articles partiellement ou entièrement manufacturés.	Articles manufacturés prêts à être consommés.	Articles de luxe.	Totaux.
1894. .	276	127	66	99	69	637
1900. .	216	299	81	131	104	831
1901. .	214	271	75	135	113	808
1902. .	201	328	91	151	133	903
1903. .	218	375	114	170	148	1.026

PROPORTION POUR 100

1880. .	31.7	25.5	11.7	20.7	10.4
1885. .	33.5	20.6	12.5	20.5	12.8
1890. .	32.1	23	10.9	20	13.9
1894. .	43.3	19.9	10.3	15.6	10.9
1900. .	26	36	9.7	15.7	12.5
1901. .	26.4	33.5	9.3	16.8	13.9
1902. .	22.2	36.2	10.1	16.7	14.7
1903. .	21.2	36.6	11.1	16.6	14.4

Ce tableau est significatif : si l'on compare les chiffres actuels à ceux d'il y a vingt ans, on s'aperçoit que, de 1880 ou 1885 à 1903, presque tout l'accroissement des importations américaines a porté sur trois branches : les matières premières brutes destinées à l'industrie, les articles entièrement ou partiellement manufacturés destinés aussi à l'industrie et aux arts mécaniques, enfin les objets de luxe ou « de consommation volontaire », comme disent les statistiques américaines pour montrer qu'il ne s'agit pas là de nécessités de l'existence. Le développement de la première et de la deuxième branche est l'effet des progrès de l'industrie ; il est à remarquer d'ailleurs que celui de la première est plus rapide que celui de la seconde, l'industrie américaine fabriquant de plus en plus elle-même les machines et les articles semi-manufacturés qui lui sont utiles. Quant à l'accroissement des importations de luxe et autres analogues, il est la conséquence de l'augmentation de la

richesse. Vers le milieu de la période de vingt-trois ans que nous considérons, l'exercice 1894, que nous avons substitué, pour cette raison, à l'exercice 1895, met en vedette l'action d'une crise commerciale intense sur toutes les importations, les articles d'alimentation exceptés ; ceux-ci auraient même été un peu touchés, malgré leur caractère d'objets de première nécessité, si de très fortes entrées de sucres et autres denrées se rattachant à des remaniements douaniers ne les avaient artificiellement relevées.

Voici pour 1880, 1890 et pour les dernières années, les principales importations des matières premières ; qui montrent bien les progrès de l'industrie américaine :

IMPORTATION AUX ÉTATS-UNIS DES PRINCIPALES MATIÈRES PREMIÈRES

(En millions de dollars.)	1880.	1890.	1900.	1901.	1902.
Fibres végétales	9.4	20.5	26.4	22.9	31.5
Soie brute.	13.8	24.3	45.3	30.0	42.6
Caoutchouc et gutta	9.6	14.8	31.8	28.8	25.1
Peaux.	30.0	21.9	57.9	48.2	58.0
Fourrures	2.5	2.2	6.6	6.3	9.8
Produits chimiques.	41.4	41.6	54.7	53.5	57.0
Laine.	23.7	15.3	20.3	12.5	17.7
Coton.	0.6	1.4	8.0	6.8	12.2
Bois.	8.4	13.5	15.8	15.6	20.3
Etain	6.2	6.9	19.1	19.8	19.5
Fer et acier bruts.	27.0	8.1	5.5	3.8	10.0

On ne remarque de diminution depuis vingt ans que sur la laine et le fer ; pour la première, ceci est dû partie au tarif douanier, partie à l'augmentation des troupeaux ; pour le second, c'est le résultat de l'énorme développement de la puissance des hauts fourneaux américains ; en dehors des périodes d'activité tout à

fait extraordinaires, comme 1902, où la consommation de fer et d'acier a été telle que l'importation s'est relevée, il est clair que la production nationale doit maintenant suffire à la consommation. L'importance prise par les importations de coton dans le pays cotonnier par excellence est curieuse. Elle résulte de ce que l'industrie américaine s'est beaucoup diversifiée et se sert de coton d'Egypte pour la fabrication de certains articles fins. Il convient d'observer qu'en général, par suite de la baisse des prix, l'augmentation des quantités importées est plus forte que celle des valeurs. Il en est ainsi notamment de la soie, dont les importations ont passé de 2 millions et demi de livres (de 453 grammes) en 1880 à plus de 14 millions en 1902.

Les articles d'alimentation importés aux États-Unis sont pour une très large part des denrées tropicales, à la production desquelles leur territoire ne se prête pas. Nous n'entrerons donc pas dans le détail des variations qu'ils ont subies depuis vingt ans et qui sont presque toujours dans le sens de l'augmentation. Signalons simplement les principaux : le sucre et les mélasses, 56 millions de dollars en 1902, chiffre anormalement bas, dû à l'attente de la détaxe des sucres cubains (en 1901, ces importations s'élevaient à 91 millions, ce qui est normal) ; le café, 71 millions de dollars ; le thé, 9 millions, en décroissance presque constante depuis 1875 ; le cacao et le chocolat, 7 millions ; les fruits, 21 millions de dollars, les légumes (primeurs des Bermudes et des Antilles), 7 millions. Deux articles intéressent particulièrement la France : les vins, 9 millions de dollars, en progrès sur 1894, mais en recul sur 1892 et 1893 où ils avaient atteint 10 millions ; et les spiritueux, 4 millions et demi, en progrès constant (3 millions seulement en 1892).

Quant aux articles manufacturés, le développement de l'industrie n'en ralentit pas l'importation, nous l'avons observé déjà. Parmi les textiles, qui sont les principaux, les cotonnades étaient importées, en 1892, à raison de 28 millions de dollars; en 1902, à raison de 44 millions; en 1903, de 52 millions. Les soieries entraient pour 31 millions de dollars en 1892, pour 32 millions et demi en 1902, pour 36 millions (dont 16 millions de France) en 1903 ; ici, il y a évidemment moins de progrès à cause de l'immense développement pris par l'industrie américaine de la soie. Pour les lainages seuls, on observait une chute profonde, 35 millions et demi en 1892 et 19 millions seulement en 1903; et cependant l'industrie de la laine a moins progressé en Amérique que les autres industries textiles : le recul est donc dû plutôt à un affaiblissement relatif de la consommation. Pour les cuirs, les chiffres ont peu varié : 13 millions en 1892, 11 millions en 1902 et 1903. Parmi les articles de luxe proprement dits, la joaillerie passe de 14 à 26 millions de dollars, la porcelaine reste stationnaire aux environs de 9 millions. Ces résultats permettent d'espérer que, sauf en temps de crise, les États-Unis resteront un grand marché pour l'industrie européenne, ce qui est une perspective rassurante.

L'influence vraiment redoutable pour l'Europe du développement de la puissance économique du Nouveau-Monde se manifeste par l'accroissement très rapide des exportations, qui est le trait le plus saillant du commerce extérieur des États-Unis pendant les dernières années du XIXe siècle. Il n'est d'ailleurs que la conséquence des progrès extraordinaires de la puissance de production du pays. On sait quelles alarmes a suscitées en Europe, durant les années 1900 et 1901 surtout, « l'invasion américaine » ; le Vieux-Monde s'est

vu sur le point d'être envahi par les produits de l'industrie du Nouveau, comme il l'était depuis longtemps par ceux de son agriculture. Depuis, ces craintes se sont calmées à la suite du recul observé en 1902, et partiellement maintenu en 1903, dans les exportations des États-Unis. Nous aurons à examiner ce que signifie ce recul et si, de même qu'on avait été un peu prompt à prendre peur, on ne s'est pas trop vite rassuré ; mais il convient, d'abord, d'exposer les faits, et de voir quelles sont les principales denrées que l'Amérique vend au dehors.

De même que pour les importations, les statistiques américaines divisent les articles exportés en plusieurs grandes classes qui sont les produits agricoles, miniers, forestiers, des pêcheries, les articles divers et les produits manufacturés. Nous donnons ci-dessous[1] la part de ces diverses catégories dans l'importation totale, à diverses époques depuis 1880, en laissant de côté seulement les produits des pêcheries et les « articles divers » dont la valeur n'a jamais atteint 10 millions de dollars et qui, réunis, ne font pas plus de 1 p. 100 de l'ensemble des exportations américaines :

EXPORTATIONS DE PRODUITS INDIGÈNES DES ÉTATS-UNIS DE 1880 A 1903

(Chiffres absolus en millions de dollars.)

	Produits agricoles.	Produits des mines.	Produits des forêts.	Articles manufacturés.	Total (avec divers.)
1880. . .	686	6	17	103	824
1885. . .	530	16	22	147	727
1890. . .	630	23	29	151	845
1895. . .	553	19	29	184	793

1. D'après les *Monthly Summaries of Commerce and Finance of the United States*, publication officielle déjà citée.

	Produits agricoles.	Produits des mines.	Produits des forêts.	Articles manufacturés.	Total (avec divers.)
1900. . .	836	38	52	434	1.371
1901. . .	944	38	54	412	1.460
1902. . .	851	39	48	404	1.355
1903. . .	873	39	58	408	1.392
			PROPORTION POUR 100		
1880. . .	83.2	0.7	2.1	12.5	»
1885. . .	73	2.2	3	20.2	»
1890. . .	74.5	2.6	3.5	17.9	»
1895. . .	69.7	2.3	3.6	23.1	»
1900. . .	61	2.8	3.8	31.6	»
1901. . .	64.6	2.6	3.7	28.2	»
1902. . .	62.8	2.9	3.6	29.8	»
1903. . .	62.7	2.8	4.1	29.3	»

Les exportations d'articles agricoles constituent, naturellement, l'élément le plus irrégulier du commerce américain. Suivant que la récolte de blé, de maïs ou de coton est bonne ou mauvaise aux États-Unis et dans l'ensemble du monde, la quantité de ces articles susceptible d'être exportée varie énormément et le prix varie aussi. C'est pourquoi l'on n'observe pas, dans les chiffres absolus des exportations agricoles, la progression à peu près ininterrompue que présentent ceux relatifs aux autres catégories de marchandises. Cependant, en dépit des fluctuations annuelles, on voit très nettement deux choses. En premier lieu, la valeur des produits agricoles américains exportés a très sensiblement augmenté depuis vingt ans ; cela est d'autant plus remarquable que 1880 fut une très brillante année agricole ; la moyenne des exportations agricoles pendant les cinq années 1879-1883 s'élève à 630 millions de dollars seulement ; celle des cinq années 1899-1903 à 860 millions ; le progrès est donc de 35 p. 100. D'autre part, il est non moins manifeste que ces exportations agricoles ont,

cependant, moins augmenté que les autres, et, particulièrement, que les exportations d'articles manufacturés. Ceux-ci ont plus que triplé depuis vingt ans et s'élèvent, maintenant, à 30 p. 100 des exportations totales au lieu de 15 p. 100[1].

Si l'on veut formuler des conclusions exactes pour le présent et le passé, et des prévisions sérieuses pour l'avenir, il importe de regarder les choses d'un peu plus près, de voir de quoi se composent ces deux énormes masses de plus de 4 milliards de francs de produits agricoles et de plus de 2 milliards d'articles manufacturés, qu'exportent les États-Unis.

Les principales denrées d'origine agricole exportées sont les suivantes, pour lesquelles nous donnons les chiffres obtenus en 1903 : d'abord les céréales et farines (221 millions de dollars), parmi lesquelles le froment (41 millions d'hectolitres valant 88 millions de dollars), la farine (20 millions de barils valant 74 millions de dollars), le maïs (27 millions d'hectolitres valant 40 millions et demi de dollars), plus un peu d'avoine, de seigle, d'orge et de produits préparés divers ; puis les « provisions et produits de laiterie » (180 millions de dollars, dont un peu moins de 5 millions pour le beurre, le fromage, le lait condensé, et le reste pour les viandes ; nous en avons donné la répartition détaillée dans l'article que nous avons consacré aux industries alimentaires) ; le coton (6.938.000 balles valant 312 millions de dollars) ; les animaux vivants (35 millions de dollars, dont 400.000 bœufs représentant 30 millions de dollars) ; le tabac non manufacturé (165 millions de kilogrammes valant 35 millions de dollars). Voici, pour

1. Les exportations d'objets manufacturés avaient été particulièrement faibles en 1880 ; pour la période 1879-1883, elles atteignent une moyenne annuelle de 120 millions de dollars.

qu'on puisse juger de la marche générale de ces exportations, la valeur moyenne, par période quinquennale, depuis un quart de siècle, des trois principales catégories, en millions de dollars :

	1878-82.	1883-87.	1888-92.	1893-97.	1898-1902	1903
Céréales. . . .	226	163	166	166	270	221
Coton.	200	211	252	205	256	312
Viandes et laitage.	130	103	122	137	185	180

Il est à remarquer que ces trois classes de produits formaient, il y a vingt-cinq ans, à peu près les trois quarts de toutes les exportations américaines (556 millions de dollars sur 778 en 1878-82) ; aujourd'hui, ils en forment à peine un peu plus de la moitié (711 sur 1.345 en 1898-1902 et 713 sur 1.392 en 1903). Cela montre, d'une façon saisissante, le changement qui s'est produit depuis un quart de siècle et qui a amené les États-Unis à vendre, au dehors, des articles de plus en plus variés et une proportion de plus en plus forte d'objets manufacturés.

Revenant à ces trois grandes catégories d'articles agricoles, le *quinquennium* 1898-1902 présentait une avance considérable, en valeurs, sur le *quinquennium* 1878-1882, après une stagnation relative et même, pour les céréales et les provisions, une chute durant la période intermédiaire. En 1903, par contre, le coton seul a continué de progresser, tandis qu'un fléchissement s'observait pour les deux autres classes, et surtout pour les céréales. Faut-il en conclure qu'après s'être élevées très haut durant les cinq dernières années, en partie à cause de récoltes exceptionnelles, les exportations de céréales ont atteint leur limite et vont décidément fléchir ? Il serait hasardé de le dire : la compa-

raison des années voisines de 1880, avec celles qui ont suivi, aux environs de 1885 et de 1890, aurait pu entraîner au même raisonnement, qui se serait trouvé radicalement faux. La chute de l'exportation des céréales, tombée en 1903 à 221 millions au lieu de 334 millions, point maximum en 1898, s'explique en notable partie par une baisse sensible (22 p. 100 à New-York) dans les prix du blé entre ces deux années et par la détestable récolte de maïs de 1901, qui a encore influé sur les premiers mois de l'exercice 1903, et même sur l'exercice entier[1], par la nécessité de reconstituer les stocks. Si l'on considère non plus les valeurs mais les quantités, on voit que la moyenne des exportations de froment (en réduisant les quantités de farine en quantités de froment équivalentes) atteint 71 millions d'hectolitres en 1898-1902 contre 52 millions en 1878-1882; elle est de 73 millions en 1903; elle avait atteint, il est vrai, 84 millions en 1898. Quant au maïs, la moyenne des exportations était de 60 millions d'hectolitres en 1898-1902 contre 30 millions en 1878-1882; en 1903, on retombe à 27 millions d'hectolitres; en 1898 et en 1900, on était monté à 73; en 1902, on était tombé au-dessous de 10; c'est l'influence perturbatrice de la détestable récolte de 1901 qui a déterminé cette chute énorme. Il n'est guère douteux qu'elle soit suivie prochainement d'un relèvement sensible.

Pour conclure, il semble qu'en faisant abstraction des fluctuations annuelles, dues aux plus ou moins bonnes

1. Ainsi que nous l'avons déjà dit, l'exercice 1903 s'entend de l'année fiscale qui a commencé le 1er juillet 1902 pour finir le 30 juin 1903, et ainsi des autres exercices. C'est ce qui explique qu'une récolte faite à l'automne de 1901 puisse encore exercer son influence sur la première partie de cet exercice 1903, c'est-à-dire sur les six derniers mois de 1902.

récoltes, les États-Unis doivent maintenir, pendant d'assez longues années, au niveau actuel, leurs expéditions de blé; il nous paraîtrait plus hasardé de dire qu'ils puissent encore les développer beaucoup, en présence de l'accroissement de leur population. En ce qui concerne les viandes, l'exportation est très prospère; le léger fléchissement de 1903 est dû aussi à la mauvaise récolte, en 1901, du maïs, principale nourriture des animaux, et il y a lieu de penser que cette exportation pourra se maintenir et même augmenter.

Quant au coton, l'accroissement des exportations est constant et considérable, aussi bien en ce qui concerne les quantités que les valeurs. De 1878 à 1882, on a exporté, en moyenne, 1.800 millions de livres-poids (de 453 grammes) annuellement; de 1898 à 1902, la moyenne des envois au dehors atteint 3 milliards 500 millions de livres; c'est presque le double. Pour l'exercice 1903 on compte 3 milliards 522 millions de livres. C'est la hausse des prix qui a amené l'augmentation de la valeur exportée en cette dernière année. La proportion des exportations à la récolte a peu varié durant un quart de siècle : elle a été, au maximum, de 71,2 en 1878 et 1894, au minimum, de 62,9 en 1901; pour 1878-1882, la moyenne est de 68 p. 100; pour 1898-1902, de 65 p. 100. On voit que la tendance à la baisse est très légère. Néanmoins, la consommation universelle du coton augmente si vite qu'on se demande, un peu de tous côtés, non peut-être sans raison, si les États-Unis pourront suffire à approvisionner encore longtemps le monde presque entier. Quoi qu'il en soit, cet accroissement même de la consommation générale fait que l'Amérique ne paraît rien avoir à craindre de la concurrence des nouvelles plantations qui pourront s'établir dans la zone tropicale; si grande que soit sa production, elle trouvera toujours

aisément un débouché, et il est incontestable qu'elle peut l'augmenter encore dans une assez large mesure. Cette branche de l'exportation des États-Unis promet donc de rester florissante.

Parmi les autres exportations agricoles, celle des animaux vivants s'est fort développée, puisqu'elle s'élevait à peine à 16 millions de dollars en 1880 et à 15 millions en 1885, et qu'on la voit atteindre près de 34 millions en 1890, de 36 millions en 1895, 43 millions et demi en 1900, 52 millions en 1901, pour retomber, il est vrai, à 45 millions en 1902 et 35 millions en 1903; la principale cause de cette chute paraît être encore la mauvaise récolte de maïs de 1901. Il semble qu'on doive s'attendre à un relèvement prochain. Quant à une très grande expansion ultérieure, il est difficile de se prononcer. Le troupeau des États-Unis ne paraît pas se développer beaucoup; en outre le perfectionnement des procédés de conservation par le froid et autres devrait plutôt nuire à l'exportation du bétail sur pied, toujours assez aléatoire, en raison des fatigues de la traversée et du déchet qui en peut résulter si cette traversée est trop mauvaise.

L'exportation du tabac en feuilles a eu, depuis vingt-cinq ans, une expansion relativement médiocre : de 25 millions de dollars en 1875, elle était tombée exceptionnellement à 16 millions en 1880, pour se relever à 22 millions en 1885, à 21 millions et demi en 1890, à 26 millions en 1895; elle atteignit 29 millions et demi de dollars en 1900, fléchit un peu à 27 millions les deux années suivantes et s'est relevée brusquement à 35 millions en 1903. Le sol d'une grande partie des États-Unis se prête très bien à cette culture et il n'y aurait rien de surprenant à ce que l'exportation s'accrût.

Pour résumer ce que nous venons de dire des exportations américaines de produits agricoles, tout donne

lieu de penser que — réserve faite des fluctuations dues aux récoltes (qui ont été, en moyenne, remarquablement bonnes depuis six ans) — l'accroissement observé chez elles depuis un quart de siècle continuera dans une certaine mesure, mais, en se ralentissant plutôt, surtout en ce qui concerne les céréales. Il faut prévoir aussi que, tout en formant, assez longtemps encore, la majeure partie de l'ensemble des exportations, elles y tiendront une place de moins en moins prépondérante, tandis que s'accroîtra, au contraire, la proportion des objets manufacturés.

On a vu combien avait été rapide, depuis une dizaine d'années surtout, le développement de cette dernière catégorie d'exportations. Elle n'avait jamais dépassé 150 millions de dollars jusqu'en 1890, année où elle atteignit 151 millions. Depuis, elle n'est jamais retombée au-dessous. Elle s'éleva à 169 millions de dollars en 1891, fléchit légèrement les deux années suivantes; mais la crise qui éclata en 1893 lui donna un nouvel essor en diminuant l'activité de la consommation intérieure et obligeant les industriels à chercher des débouchés au loin. Les premières ventes à l'extérieur furent faites presque à tout prix et eurent surtout pour but d'empêcher les stocks de s'accumuler et de maintenir les usines en marche; mais beaucoup d'articles américains furent vite appréciés sur les marchés du dehors, et ce qui n'avait d'abord été conçu que comme un expédient passager devint vite une branche régulière du commerce. Les hauts prix qui régnèrent en Europe de 1897 à 1900, tandis qu'ils étaient au contraire bas en Amérique, favorisèrent le mouvement et, de 183 millions de dollars en 1894 et 1895, les exportations d'objets manufacturés s'élevèrent, à pas de géant, à 434 millions de dollars en 1900.

A ce moment la situation se modifia; la prospérité revenue fit hausser les prix et les salaires et augmenta beaucoup la consommation en Amérique, tandis qu'une crise éclatait dans le Vieux-Monde, et y déprimait les cours des principales marchandises, réduisant même les salaires en maints endroits; c'était au tour des industriels d'Europe et surtout d'Allemagne de chercher des débouchés à l'extérieur, et presque à tout prix. Consommant beaucoup plus eux-mêmes, se trouvant en face d'étrangers gênés qui consommaient moins et dont certains ne pouvaient même absorber leur propre production, les Américains cessèrent de développer leurs ventes au dehors, bien que leur production, à eux, se fût aussi fort accrue. C'est ainsi que leurs exportations d'objets manufacturés tombèrent de 434 millions de dollars en 1900 à 412 en 1901, pour rester à peu près stationnaires à 404 en 1902 et à 408 en 1903. La réduction est, en somme, bien faible, étant donné le changement des circonstances, qui, éminemment favorables à l'exportation américaine jusqu'en 1900, le sont devenues beaucoup moins depuis. Aussi peut-on prévoir que, lorsqu'elles se modifieront de nouveau, il s'ensuivra une nouvelle et très grande expansion des exportations des États-Unis. Ce sera peut-être alors la véritable invasion américaine du Vieux-Monde, dont nous n'avons eu que la répétition générale en 1899 et 1900.

Il ne convient jamais, toutefois, de s'alarmer outre mesure, ni trop tôt, et il est utile de distinguer entre les divers articles que les Américains exportent et qu'ils qualifient dans leurs statistiques de « manufacturés ». A vrai dire, il en est, parmi eux, qui ne semblent guère dignes de ce nom et auxquels l'on devrait, tout au plus, appliquer l'expression de semi-manufacturés. Il en est ainsi, notamment, de l'un des articles les plus impor-

tants, le cuivre : l'exportation des cuivres et articles en cuivre a passé de 800.000 dollars en 1880 à 58 millions de dollars en 1900, pour revenir à 43 millions en 1901, 41 millions en 1902 et 39.667.000 dollars en 1903; la cause de ce récent recul réside, d'ailleurs, presque uniquement dans la baisse des prix. Ces 39.667.000 dollars exportés durant le dernier exercice comprennent 2.313.000 dollars d'objets fabriqués en cuivre, qui sont bien réellement des articles manufacturés, et 37.354.000 dollars de cuivre en lingots, barres et plaques, que les statistiques des États européens qui le reçoivent classent parmi les matières premières; et il est incontestable, en effet, que ce n'est pas là, à proprement parler, un article manufacturé. Il y aurait, de même, certaines déductions à effectuer sur les 30 millions de dollars de cuirs et articles en cuir. Quant aux huiles minérales raffinées, dont l'exportation a passé de 30 millions de dollars en 1880 à 68 millions en 1900 et a été de 60 millions en 1903, il est peut-être excessif aussi de les qualifier d'articles manufacturés; la transformation qui leur a été apportée par l'industrie est, après tout, assez légère, et peut-être seraient-elles mieux placées avec les pétroles bruts (6 millions de dollars en 1900), dans la classe des produits des mines, où devraient également, semble-t-il, figurer les métaux non ouvrés, entre autres le cuivre.

Déduisant ainsi les cuivres et les pétroles raffinés, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils devraient être classés à part, on obtient, pour les articles manufacturés proprement dits exportés en 1903, un total de 309 millions de dollars, contre 307 millions en 1900; c'est-à-dire que le chiffre de 1903 devient le plus élevé qui ait jamais été obtenu; en 1890, les exportations correspondantes n'avaient été que de 104 millions et, en 1880,

de 68 millions seulement. Si la valeur absolue se trouve ainsi réduite, les progrès accomplis s'affirment encore comme plus considérables qu'ils ne paraissaient lorsqu'on englobait le cuivre et le pétrole. Voici, maintenant, quels sont les principaux de ces objets fabriqués exportés, avec les chiffres de leur exportation à diverses périodes depuis 1880 :

PRINCIPALES EXPORTATIONS D'OBJETS FABRIQUÉS DE 1880 A 1903
(Millions de dollars.)

	1880.	1890.	1895.	1900.	1901.	1902.	1903.
Articles de fer et d'acier.	15	26	32	122	117	98	96
Machines agricoles . .	2	4	5	16	16	16	21
Articles en bois. . . .	4	6	6	11	11	11	13
Produits chimiques. .	4	5	7	12	13	12	13
Cuirs et articles en cuir.	7	12	16	27	28	30	32
Tissus et filés de coton.	10	10	14	24	20	32	32
Paraffine et cire . . .	0,4	2	4	9	7	9	9
Papier et articles en papier.	1	1	2	6	7	7	7

Ces huit classes forment environ les trois quarts des produits manufacturés exportés. Les plus intéressantes pour l'Europe sont les articles de fer et d'acier. C'est sur eux que l'on observe le mieux l'énorme expansion des exportations de 1895 à 1900 et le recul, assez sensible sur certains points, qui s'est produit de 1900 à 1903. On se rendra compte de la profonde modification qui s'est accomplie dans le commerce mondial du fer et de l'acier, du fait des progrès de l'Amérique, si l'on observe que, malgré ce recul, les exportations des États-Unis en fers et en aciers sont très supérieures à leurs importations : celles-ci n'étaient que de 27 millions de dollars en 1902 et avaient oscillé, depuis 1894, entre 12 et 27 millions de dollars. Avant 1894, au contraire,

les importations avaient toujours, et largement, dépassé les exportations ; jusqu'en 1889, les premières avaient même sans cesse été au moins doubles des secondes, qui n'avaient jamais excédé 30 millions de dollars. Il ne faut donc pas que le léger fléchissement observé depuis trois ans fasse illusion. Les États-Unis sont devenus un grand pays exportateur de fer et d'acier ; ils le restent et il est probable qu'ils le deviendront encore plus à l'avenir. Sans doute l'Allemagne produit aujourd'hui les articles de fer et d'acier meilleur marché que les États-Unis ; mais il faut tenir compte que, les salaires mettant toujours une certaine lenteur à suivre les mouvements des prix, les salaires allemands sont encore en grande partie des salaires de crise, tandis que les salaires américains se trouvent à peu près au plus haut. Vienne une dépression un peu sérieuse en Amérique, ils fléchiront forcément dans une certaine mesure et c'est à ce moment que, la consommation intérieure diminuant, la concurrence américaine se fera sentir au dehors de la façon la plus dangereuse.

De même, les États-Unis commencent à exporter des cotonnades en grande quantité et il faut s'attendre à une concurrence des plus vives de leur part pour cet article, non pas tant en Europe que dans les pays neufs et, surtout, en Extrême-Orient, où les filés et tissus bon marché des usines du Sud se frayent un débouché de plus en plus large. Il faut noter que si, dans le commerce des États-Unis avec le monde entier, la part des objets manufacturés n'est que de 30 p. 100, elle est de 60 p. 100 dans leur commerce avec l'Asie, qui se développe très rapidement. C'est ce qui explique, du reste, avec quel intérêt la grande République américaine suit toutes les phases de la question d'Extrême-Orient. L'Amérique du Sud, et surtout sa côte ouest, fort

négligée jusqu'ici, deviendra aussi, après le percement de l'isthme de Panama, un excellent débouché pour l'industrie des États-Unis, qui s'y trouvera dans de meilleures conditions que l'industrie européenne. Aussi bien sur son propre territoire que sur les marchés neutres, cette dernière doit donc s'attendre à soutenir, dans les prochaines années, une lutte des plus redoutables.

CHAPITRE III

La navigation et la marine marchande.

Le commerce extérieur des États-Unis se fait presque entièrement par mer : 6 p. 100 seulement des importations, 9 p. 100 des exportations arrivent aux États-Unis ou en partent par voie de terre. Cela n'a rien de surprenant si l'on songe que leurs deux seuls voisins, le Canada et le Mexique, ont encore une puissance de production et de consommation relativement faible : aussi les relations avec eux ne jouent-elles qu'un rôle tout à fait secondaire dans les échanges extérieurs de l'Union. C'est donc une valeur de plus de dix milliards de francs de marchandises qu'il a fallu transporter durant chacune de ces dernières années, entre les États-Unis et le reste du monde [1]. En outre, il débarque, bon an mal an, dans les ports des États-Unis plus de 500.000 passagers, immigrants ou autres, et il en repart quelque 300.000 [2].

1. Pour l'exercice 1902 (1er juillet 1901-30 juin 1902), il a été importé aux États-Unis 847 millions de dollars de marchandises par mer et 56 millions de dollars par terre ; il a été exporté 1.258 millions de dollars par mer et 124 millions par terre. Même avec le Mexique et le Canada, avec le premier surtout, une grande partie du commerce se fait par eau; d'autre part, quelques marchandises expédiées vers l'étranger ou en provenant peuvent passer par des ports canadiens.

2. Durant l'exercice 1902, il est arrivé aux États-Unis 820.893 passagers, dont 648.743 immigrants, 30.092 autres étrangers et 142.058 citoyens américains rentrant chez eux; il est

De ces transports d'hommes et de choses résulte un mouvement de navigation des plus considérables, qui ne le cède en importance qu'à celui des Iles Britanniques : en 1902, le tonnage des navires arrivés des pays étrangers dans les ports américains a été de 24.361.000 tonnes; celui des navires sortis de ces ports pour se diriger vers l'étranger s'est élevé à 24.202.000 tonnes. L'ensemble des entrées et des sorties est ainsi de 48 millions et demi de tonnes; en Grande-Bretagne, le total correspondant atteignait en 1900 tout près de 100 millions de tonnes; en 1898, dernière année normale avant la guerre Sud-Africaine, il avait été de 90 millions; en France, il est d'environ 18 millions de tonnes.

Encore n'est-ce là qu'une partie du mouvement maritime des ports américains. Le cabotage est extrêmement actif sur la côte atlantique des États-Unis, à proximité de laquelle sont produites et consommées beaucoup de marchandises lourdes : c'est lui qui transporte en Nouvelle-Angleterre les charbons de Virginie et de Pennsylvanie, dont cette région a besoin, soit pour son industrie, si développée, soit pour les usages domestiques; c'est lui aussi qui amène à New-York et dans les autres grandes villes, les bois du Sud ou du Nord-Est; d'importants envois de coton se font également par eau, des lieux de production du Sud vers les usines du Massachusetts, du Rhode-Island et du Connecticut; enfin des bateaux admirablement aménagés transportent même, en été, de New-York à Newport, le Trouville ou le Dinard américain, de nombreux passagers qui pré-

parti 326.760 personnes, dont 158.112 passagers de cabine et 168.648 autres, ceux-ci représentant principalement des immigrants temporaires, qui s'en revenaient dans leur pays après avoir travaillé quelques mois aux Etats-Unis. Pour l'exercice 1903, les chiffres correspondants sont plus élevés encore.

fèrent passer toute la nuit dans un bon lit, sur les eaux calmes du détroit qui sépare Long-Island de la côte, plutôt que d'être secoués pendant cinq heures en chemin de fer.

Les statistiques manquent un peu sur tout ce cabotage; les *Monthly Summaries of Commerce and Finance of the United States,* que publie à Washington le département du Trésor, nous apprennent cependant que, durant les six premiers mois de 1903, il est entré dans le port de Boston 4.498 caboteurs jaugeant 3.901.000 tonnes contre 792 long-courriers jaugeant 1.505.000 tonnes; pour les autres ports, on ne nous donne que le nombre des navires, non leur tonnage : ainsi à New-York 3.779 caboteurs, contre 2.145 long-courriers, à Philadelphie, 1.793 caboteurs contre 637 long-courriers durant la même période; pour les cinq premiers mois de 1903 il a été expédié de New-York, Philadelphie, Baltimore et Newport-News, 12 millions de tonnes de charbon à destination d'autres points de la côte, principalement de la Nouvelle-Angleterre; dans la même période, New-York a reçu par cabotage 200 millions de pieds de bois du Sud. Si fragmentaires qu'elles soient, ces données suffisent pour se faire une idée de l'importance du cabotage sur la côte de l'Atlantique ; il est moins actif sur celle du golfe du Mexique, encore que d'assez nombreux transports de cotons et de pétroles s'effectuent par cette voie ; il l'est beaucoup moins encore sur le Pacifique; mais dans l'ensemble il se chiffre certainement par plusieurs dizaines de millions de tonnes. Rappelons qu'en France il ne dépasse pas 8 millions de tonnes, et que dans les Iles Britanniques il atteint 60 millions, entrées et sorties réunies.

Quand on a joint au long cours le cabotage maritime, on n'a pas tout dit sur la navigation aux États-Unis.

Un mouvement plus actif encore a lieu sur cette sorte de Méditerranée que forment les Grands Lacs, qui joue un si grand rôle dans la vie économique américaine et contribue tant à la puissance industrielle des États-Unis, en permettant de transporter, à des tarifs extraordinairement bas, le charbon et les minerais, sans parler des grains et des marchandises diverses. Durant les neuf premiers mois de 1903, il est entré, dans les divers ports des Grands Lacs, 60.000 navires jaugeant plus de 56 millions de tonnes nettes et il en est sorti autant. Le canal du Sault-Sainte-Marie qui fait communiquer le Lac Supérieur avec le Lac Huron et que ne traverse pas, tant s'en faut, tout le commerce des Grands Lacs, mais qui sert, cependant, d'exutoire à la branche la plus importante de leur trafic, le transport des minerais de fer a vu passer, en 1902, un tonnage de 31.955.000 tonnes ; dans le seul port de Chicago sont entrées, en chacune des dernières années, plus de 8 millions de tonnes.

Par la nature de la navigation sur d'immenses nappes d'eau de plusieurs centaines de mètres de profondeur, souvent fort agitées, par les distances franchies, par les types et les dimensions des navires employés, le mouvement des transports sur les Grands Lacs se rapproche tout à fait du cabotage maritime, du grand cabotage même ; c'est pourquoi on ne saurait le passer sous silence lorsqu'on étudie la navigation aux États-Unis. Il a, d'ailleurs, été plusieurs fois, et il est encore question d'améliorer les communications entre ces lacs et le bas Saint-Laurent, de façon à en permettre l'accès aux navires de haute mer, qui s'arrêtent aujourd'hui à Montréal, et qui pourraient alors venir charger et décharger directement à Duluth, à Chicago, à Cleveland, à toutes les grandes villes assises sur le bord des lacs.

Il s'ensuivrait de sérieux avantages pour l'exportation des grains, de maints articles métallurgiques mêmes, et il ne semble rien y avoir d'improbable, il n'y a rien d'impossible, en tout cas, à ce que ces projets se réalisent un jour[1].

La navigation intérieure sur les rivières et les canaux, très active particulièrement sur l'Ohio, la Monongahela et les canaux des États de New-York et de Pennsylvanie, a un autre caractère que la navigation sur les lacs et se rapproche de la navigation intérieure telle qu'on la connaît en Europe. Cependant, la largeur et la profondeur du Mississipi et du cours inférieur de quelques-uns de ses affluents, permettent l'emploi de vastes bateaux à vapeur, d'un tirant d'eau plus considérable et d'un tonnage plus important encore que ceux qui parcourent les plus grands fleuves européens, le Danube ou le Volga ; mais le rôle que jouent ces bateaux à vapeur du Mississipi dans les transports n'est plus comparable, aujourd'hui, à ce qu'il fut de 1830 à 1850 ou même 1860, avant le grand dévelop-

1. Les obstacles au passage des navires hauturiers du bas Saint-Laurent dans les Lacs sont, d'abord, on le sait, les rapides qui occupent le cours du fleuve entre le Lac Ontario et Montréal, puis les chutes du Niagara. Le canal Welland permet d'éviter celles-ci, et de passer du Lac Ontario au Lac Erié ; mais il n'est accessible qu'à d'assez petits navires et la grande navigation des lacs ne s'étend guère au Lac Ontario. On pourrait réaliser la communication entre les lacs et la mer en creusant un canal latéral aux rapides du Saint-Laurent, et en approfondissant et remaniant entièrement le canal Welland : mais on arriverait, plus directement, au Lac Supérieur et au Lac Michigan, qu'il serait surtout intéressant d'atteindre, en gagnant, par la rivière Ottawa, qui se jette dans le Saint-Laurent près de Montréal, et un assez court canal, le Lac Nipissing, puis, de là, par la rivière Française, la Baie Géorgienne, golfe du Lac Huron. On a, récemment, mis en avant ce dernier projet, dont la réalisation serait facilitée par la présence de nombreux et profonds élargissements lacustres que présente le lit de l'Ottawa.

pement des chemins de fer. Ils permirent alors de commencer la mise en valeur de l'Ouest ; ils sont réduits, maintenant, à un rôle accessoire, et la plus grande régularité, la plus grande sécurité des transports par chemins de fer ne laissent qu'un trafic assez médiocre à la voie du Mississipi, dont la navigation n'est pas toujours exempte de dangers et de difficultés.

Nous avons exposé ce qu'est l'ensemble de la navigation américaine ; revenons maintenant à la partie la plus intéressante pour nous : le mouvement maritime entre les États-Unis et les pays du dehors.

Voici d'abord quelle a été son importance à diverses époques :

TONNAGE DES NAVIRES ENTRÉS ET SORTIS DANS LES PORTS AMÉRICAINS

(En milliers de tonnes.)

	Entrées.			Sorties.		
	Vapeurs.	Voiliers.	Total.	Vapeurs.	Voiliers.	Total.
1882. . . .	8.520	6.136	14.656	8.648	6.198	14.846
1892. . . .	13.708	4.472	18.180	13.850	4.408	18.258
1902. . . .	21.416	2.945	24.361	21.318	2.924	24.242

L'augmentation est rapide et correspond à l'accroissement du commerce extérieur. Elle se répartit fort inégalement entre les divers ports. Il s'est produit depuis quelques années à l'intérieur même des États-Unis d'importantes modifications des courants commerciaux qui ont fort influé sur l'activité des ports. Le *Statistical Abstract* des Etats-Unis contient des tableaux fort complets qui mettent ces changements en évidence.

Nous y voyons, en premier lieu, quels sont les principaux ports américains et quel a été leur mouvement

d'entrées et de sorties, à vingt ans de distance, en 1882 et en 1902 (en milliers de tonnes et en ne tenant compte que de la navigation au long cours, le cabotage exclu) :

	1882.		1902.	
	Entrées.	Sorties.	Entrées.	Sorties.
Atlantique :				
Portland (Maine)	177	236	387	385
Boston	1.416	1.305	2.411	2.088
New-York	7.361	7.263	8.983	8.415
Philadelphie	1.056	969	1.926	1.945
Baltimore	853	803	1.410	1.353
Newport-News (Virginie)	14	93	426	500
Norfolk (Virginie)	52	137	84	424
Savannah	131	162	224	352
Golfe du Mexique :				
Pensacola (Floride)	289	347	428	483
Mobile	59	69	495	488
Nouvelle-Orléans	620	661	1.702	1.907
Galveston (Texas)	143	116	637	750
Pacifique :				
San-Francisco	1.116	1.200	1.016	1.181
Puget-Sound	218	230	1.222	1.341

L'un des faits curieux qui se dégagent de ce tableau, c'est que New-York, qui absorbait presque exactement la moitié du mouvement maritime des États-Unis il y a vingt ans n'en prend plus guère aujourd'hui que le tiers. Le premier port des États-Unis a relativement beaucoup moins progressé que les autres. Ceci s'explique facilement : d'abord les régions qui forment la zone d'attraction naturelle de New-York étaient déjà assez développées vers 1880, en sorte qu'elles ont, depuis, moins progressé que les contrées, alors presque vierges, qui sont desservies par d'autres ports ; puis aussi New-York était jadis mieux muni de moyens de

communication avec l'intérieur que la plupart de ses rivaux ; la construction d'un grand nombre de voies ferrées nouvelles en a aujourd'hui détourné certains courants de trafic, pour les ramener vers des ports qui constituent leur issue naturelle, maintenant qu'ils jouissent de bonnes voies d'accès.

C'est ainsi que le l'essor industriel de la Nouvelle-Angleterre et de la Pennsylvanie a fort accru les transactions de Boston et de Philadelphie, que l'ouverture de nouvelles mines de houille, auxquelles les relient des lignes directes de chemins de fer, a provoqué l'essor des ports virginiens de Newport-News et de Norfolk. C'est ainsi encore que le développement du réseau ferré du Sud, combiné avec la colonisation du Kansas, du Texas, de l'Oklahoma, et l'extension des plantations cotonnières vers le Sud-Ouest, a énormément augmenté le trafic de Galveston et de la Nouvelle-Orléans, qui se trouvent plus près que New-York de presque tous les points situés à l'Ouest du Mississipi[1], et tendent à prendre une place prépondérante, non seulement dans l'exportation des cotons, mais dans celle des grains, à ce point que le grand organe commercial *Bradstreet's* pouvait, il y a quelque temps, intituler un article : *New-York's lost grain export Trade* « le commerce d'exportation des grains perdu pour New-York ». Enfin, l'augmentation du mouvement des ports du Puget-Sound, Tacoma et Seattle principalement, s'explique de lui-même par le fait que l'État de Washington, qu'ils desservent et qui est, aujourd'hui, grand exportateur de blé et de bois, était encore presque absolument désert il y a vingt ans, puis par la décou-

1. A l'exception des Etats de l'Extrême-Nord, Minnesota et Dakota.

verte des mines d'or du Klondyke et de l'Alaska, pour lesquelles on s'embarque à Seattle; enfin, par l'accroissement des relations avec l'Extrême-Orient. Ces ports du Puget-Sound semblent n'être qu'au début de la brillante carrière qui les attend, de même que ceux du golfe du Mexique auxquels le percement de l'isthme de Panama ouvre de magnifiques horizons.

Le pays avec lequel les relations maritimes des États-Unis sont le plus actives est naturellement la Grande-Bretagne; mais on doit remarquer que ces relations ne se sont pas développées, depuis vingt ans, autant que l'ensemble du mouvement des ports américains : de 1882 à 1902, les entrées de navires venant des Iles Britanniques n'ont passé que de 5.368.000 à 7.103.000 tonnes et les sorties de navires à destination des ces Iles, de 6.453.000 à 7.286.000 tonnes. L'Allemagne, au contraire, avec 2.209.000 tonnes aux entrées et 2.397.000 aux sorties, a presque doublé, depuis 1882, l'étendue de ses relations avec les États-Unis ; la Hollande, avec 801.000 et 1.136.000 tonnes, que remplit en grande partie le commerce allemand, les a plus que triplées ; l'Italie de même avec 814.000 et 703.000 tonnes, grâce surtout à ses nombreux émigrants ; la Belgique a passé de 576.000 tonnes aux entrées et de 581.000 aux sorties, à 880.000 et 926.000 tonnes, progrès moyen; la France a vu ses entrées rester presque stationnaires à 620.000 tonnes au lieu de 605.000, tandis que les sorties à destination de nos ports augmentaient un peu, de 824.000 à 977.000 tonnes. Ici comme partout en matière maritime, nous faisons assez médiocre figure.

Ce qui s'est accru plus encore que les transports maritimes entre les États-Unis et l'Europe, c'est le cabotage international américain, le mouvement des navires entre l'Union et les régions voisines du Nouveau-Monde :

Canada, Mexique, Antilles, Amérique Centrale. Les navires entrés et sortis des ports américains en provenance ou à destination du littoral atlantique du Canada ont passé de 816.000 et 1.009.000 tonneaux respectivement en 1882 à 1.221.000 et 1.306.000 en 1902 ; pour la Colombie britannique qui est la façade du Canada sur le Pacifique, le progrès est bien plus considérable encore : 1.423.000 tonnes aux entrées et 1.405.000 aux sorties en 1902, contre 383.000 et 389.000 vingt ans plus tôt ; pour le Mexique, on passe, de même, de 299.000 et 210.000 tonneaux à 768.000 et 595.000 ; pour Cuba, de 1.172.000 et 832.000 à 1.707.000 et 1.603.000 ; pour les Antilles anglaises, de 401.000 et 367.000 à 847.000 et 841.000 ; pour les petites républiques de l'Amérique Centrale, de 48.000 et 28.000 à 370.000 et 349.000 tonnes. Ainsi se manifeste de plus en plus l'hégémonie économique des États-Unis sur toute l'Amérique du Nord, et particulièrement sur le golfe du Mexique et sur la mer des Antilles.

Les progrès sont encore importants, mais moins accentués en ce qui concerne l'Amérique du Sud, avec laquelle les relations des États-Unis, demeurent assez rares et précaires. Il faut observer, que l'Argentine et même le Brésil (sauf la région de l'Amazone) sont, par mer, aussi près de l'Europe que des États-Unis, ce qui permet au commerce du Vieux-Monde d'y conserver plus aisément l'avance acquise. Quant au Chili et au Pérou, ils sont assurément bien plus rapprochés de la Californie ou de l'Oregon que de notre partie du monde ; mais la côte Pacifique des États-Unis n'est encore qu'aux premières phases de son développement et ne saurait approvisionner ces pays d'objets manufacturés, ni servir de débouchés à la plupart de leurs matières premières ; d'autre part, tant que l'isthme de Panama n'est pas

percé, les régions industrielles de l'Union, c'est-à-dire les États de l'Est, ne possèdent pas, en ce qui concerne la côte Pacifique de l'Amérique du Sud, d'avantage de situation sur l'Europe. Aussi les statistiques ne nous donnent elles-mêmes pas le nombre des entrées et des sorties en provenance ou à destination de la côte Pacifique de l'Amérique méridionale ; elles nous disent seulement que le mouvement maritime entre les États-Unis et la Colombie, qui était de 262.000 tonnes aux entrées et de 197.000 aux sorties en 1882, a passé à 369.000 aux entrées et 330.000 aux sorties en 1902 ; pour le Brésil, il s'est élevé de 380.000 et 195.000 il y a vingt ans, à 616.000 et 250.000 aujourd'hui ; pour l'Argentine, de 42.000 et 64.000 à 147.000 et 269.000. Ce sont encore des chiffres faibles et, si l'Europe y prend garde, elle pourra sans doute assez longtemps maintenir sa position dans ces contrées.

Il n'en est pas de même en Extrême-Orient. Là, les États-Unis ont un avantage de situation considérable ; aussi le tonnage des navires entrés et sortis des ports américains à destination ou en provenance de la Chine, du Japon et de Hong-Kong, qui n'était que de 252.000 et 203.000 en 1882, se trouve-t-il de 751.000 et de 721.000 en 1902. Quand l'ouverture du canal de Panama, qui facilitera tant les relations entre l'Asie orientale d'un côté, New-York et surtout la Nouvelle-Orléans de l'autre, viendra augmenter encore les avantages naturels des États-Unis, la lutte sera singulièrement rude pour l'Europe sur ces grands marchés des pays jaunes.

On peut juger des difficultés que rencontreront alors les producteurs du Vieux-Monde par ce fait qu'en dix ans, de 1893 à 1902, les exportations des États-Unis vers la Chine, le Japon et Hongkong ont passé de 11 millions à 53 millions de dollars, quintuplant presque,

tandis que l'ensemble du commerce d'importation de la Chine et du Japon ne doublait pas dans ce même intervalle.

Le tonnage des navires arrivés d'un pays donné ou partis pour ce pays ne donne pas la proportion des diverses marines marchandes dans le commerce extérieur des États-Unis, car beaucoup de nations, on le sait, font effectuer par des étrangers une grande partie, voire la plus grande partie de leurs transports. Voici donc la part des principaux pavillons dans le mouvement maritime des ports américains en 1882, 1892 et 1902. Nous ne donnerons que le chiffre des entrées, celui des sorties n'en différant jamais ici de plus de 2 ou 3 p. 100.

ENTRÉES DANS LES PORTS AMÉRICAINS DES NAVIRES DE DIVERSES NATIONALITÉS

(En milliers de tonneaux.)

Pavillons.	1882.	1892.	1902.
Américain	2.968	3.747	4.020
Britannique	7.680	9.820	12.368
Allemand	1.252	1.606	2.797
Suédois et Norvégien	830	1.019	1.647
Hollandais	157	371	669
Espagnol	261	313	567
Français	376	375	554
Italien	435	304	523
Belge	327	299	329
Danois	69	82	313

Les autres pavillons (autrichien, russe, portugais, japonais, etc.) couvrent moins de 150.000 tonnes chacun. Le total général est, nous l'avons dit, de 24.361.000 tonnes.

Les pavillons dont la part a le plus augmenté sont : l'allemand, le norvégien, l'anglais et, parmi les pavil-

lons secondaires, le hollandais et l'espagnol ; pour ce dernier, la cause en est, sans doute, à l'annexion aux États-Unis de Porto-Rico, avec laquelle l'ancienne métropole continue d'avoir des relations suivies. Quant à l'Allemagne, à la Hollande, à la Norvège, chacun connaît l'essor pris par leur marine marchande, et l'Angleterre maintient sa vieille primauté dans les choses de la mer mieux que dans aucune autre branche de son activité économique.

On remarque, en particulier, que les lignes allemandes jouent un rôle de plus en plus important dans la navigation à grande vitesse entre l'Europe et New-York ; les gigantesques paquebots qu'elles y emploient contribuent pour beaucoup à la hausse du tonnage allemand entré dans les ports américains ; c'est le plus énorme de ces paquebots, le *Deutschland*, de 16.000 tonnes de jauge brute, muni d'une machine de 37.500 chevaux, qui détient aujourd'hui le record de la vitesse à travers l'Atlantique, ayant été en cinq jours, sept heures et trente-huit minutes de New-York à Plymouth (septembre 1900) et en cinq jours, onze heures et cinquante-quatre minutes de Cherbourg à New-York (septembre 1903)[1]. Au contraire, nous autres Français n'avons guère progressé, et nous sommes de plus en plus en retard sur nos voisins pour la vitesse des paquebots-poste, qui constitue un si puissant moyen de réclame en ce pays des *records* que sont les États-Unis ; les meilleurs de nos navires, la *Lorraine* et la *Savoie* n'ont jamais réussi à se rendre en moins de six jours

1. *La Lucania* de la ligne anglaise Cunard a été en cinq jours sept heures et vingt-trois minutes de Queenstown (Irlande) à New-York, dès 1894. Mais la distance n'est que de 2.800 milles, tandis qu'elle est de 2.962 sur Plymouth, de 3.084 sur Cherbourg et de 3.170 sur le Havre.

et neuf heures du Havre à New-York. Les causes de notre infériorité sont trop connues pour que nous insistions.

Ce qui frappe particulièrement dans le tableau du mouvement maritime par pavillons, que nous avons dressé ci-dessus, c'est la faible part du pavillon américain par rapport aux pavillons étrangers. Sans doute, cette infériorité du pavillon national s'observe dans les ports de presque toutes les nations ; l'Angleterre est la seule qui y fasse nettement exception ; en Allemagne et en Suède et Norvège, les long-courriers qui fréquentent les ports se répartissent encore presque également entre les marines marchandes étrangères et nationale ; en France, les deux tiers du mouvement proviennent des navires étrangers ; en Italie, les trois quarts. Aux États-Unis, la part des pavillons étrangers est des cinq sixièmes, soit 83 p. 100. Il convient d'observer toutefois que, si cette proportion est aussi forte, cela ne provient pas tant de la faiblesse intrinsèque de la marine marchande américaine que de l'extrême activité de ce mouvement des ports, beaucoup plus intense que celui du continent européen.

En elle-même, la flotte commerciale des États-Unis, en ne tenant compte que des navires de mer, et mettant de côté ceux qui parcourent les Grands Lacs, le Missisipi et ses affluents, vient au troisième rang des marines marchandes du monde, dépassée seulement par l'Angleterre et l'Allemagne, mais sensiblement en avant de la France. Sans doute, elle avait occupé autrefois un rang plus éminent. Au milieu du XIX[e] siècle, elle paraissait menacer la suprématie britannique. En 1861, à son apogée, l'ensemble de ses navires jaugeait 5 millions et demi de tonnes, dont 2 millions et demi pour les vaisseaux de long cours, 2.700.000 pour le cabotage (qui était principalement du cabotage maritime, les Grands

Lacs étant alors bien moins fréquentés qu'aujourd'hui) et 340.000 tonnes pour la grande pêche à la baleine et à la morue. La richesse des États-Unis en bois de construction, la facilité qu'offraient les fleuves et les estuaires de la région de l'Atlantique pour amener ces bois au bord de la mer avaient valu à leur marine ce remarquable développement.

Ce fut la guerre civile qui lui porta le premier coup : les constructions s'arrêtèrent; les grands corsaires du Sud, le fameux *Alabama* en tête, pourchassèrent sur toutes les mers les navires marchands du Nord; en 1868, la marine marchande américaine n'était plus que de 4.300.000 tonnes, dont 1.500.000 seulement pour la navigation au long cours. Entre temps, toute une révolution s'était produite; la navigation à vapeur commençait à prendre le pas sur la navigation à voile et l'on se mettait à construire les navires non plus en bois, mais en fer. Or, les États-Unis ne produisaient encore que bien peu de fer, et le produisaient chèrement; l'Angleterre régnait en maîtresse dans la métallurgie ; tout l'avantage lui revenait. La flotte commerciale américaine resta donc stationnaire, décrut même lentement, et le pavillon étoilé se montra de moins en moins souvent dans les mers lointaines. En 1881, au plus bas, la marine marchande des États-Unis ne comptait que 4 millions de tonneaux, dont 1.300.000 de long-courriers, et parmi ces derniers 153.000 tonneaux seulement de vapeurs. Depuis lors, le tonnage des long-courriers s'est encore beaucoup abaissé ; en 1888, il n'était que de 919.000 tonnes dont 179.000 tonnes à vapeur. C'est sans doute l'année où la capacité de transport des long-courriers américains a été le plus faible, car si, depuis, leur tonnage a, de nouveau un peu fléchi, la part des vapeurs a fort augmenté,

et l'on évalue la puissance de transport d'un vapeur en un temps donné, vu la moindre durée de ses traversées, au quadruple de celle d'un voilier de même tonnage.

Nous donnons ci-dessous quelques chiffres qui permettent de se faire une idée de la situation de la marine marchande américaine et des modifications qu'elle a subies depuis vingt ans.

VARIATIONS DU TONNAGE DE LA MARINE MARCHANDE AMÉRICAINE
(Chiffres en milliers de tonneaux.)

	Long cours.		Cabotage.		Total général (avec la grande pêche.)
	Vapeurs.	Total.	Vapeurs.	Total.	
1882. .	154	1.259	1.201	2.795	4.165
1892. .	225	978	1.846	3.701	4.764
1902. .	455	873	2.718	4.858	5.797

Pour la première fois, en 1902, le tonnage total est supérieur à celui de 1861. Le cabotage comprend les navires des Grands Lacs et des rivières de l'Ouest. Voici des statistiques relatives à 1901, les dernières complètes dont nous disposions, qui permettent de se rendre compte de l'importance des flottes commerciales des deux côtes, Atlantique et Pacifique, et des Lacs :

MARINE MARCHANDE DES ÉTATS-UNIS
(Chiffres en milliers de tonneaux.)

	Voiliers.		Vapeurs	
	Nombre.	Tonnes.	Nombre.	Tonnes.
Atlantique et Golfe .	11.309	1.247	3.544	1.175
Pacifique.	995	319	920	325
Grands Lacs	784	332	1.778	1.243
Rivières de l'Ouest .	82	2	1.144	168
Hawaï	39	28	25	9
Porto-Rico	22	5	3	0.3
Total.	13.231	1.933	7.414	2.920

MARINE MARCHANDE DES ÉTATS-UNIS (*Suite.*)
— (Chiffres en milliers de tonneaux.)

	Chalands.		Total.	
	Nombre.	Tonnes.	Nombre.	Tonnes.
Atlantique et Golfe	1.891	427	16.744	2.849
Pacifique	472	32	2.387	677
Grands Lacs	691	130	3.253	1.706
Rivières de l'Ouest	358	80	1.584	249
Hawaï	»	»	64	37
Porto-Rico	»	»	25	5
Total	3.412	670	24.057	5.524

Le tonnage des flottes côtières et celui des Grands Lacs, du moins pour les vapeurs, s'accroît rapidement aujourd'hui. Celui des rivières de l'Ouest a décru au contraire de 30 p. 100 depuis vingt ans.

Le mouvement de la construction navale, si longtemps dans le marasme, est redevenu actif en Amérique, depuis 1900 surtout. L'effectif des navires lancés dans ces dernières années en témoigne :

NAVIRES CONSTRUITS AUX ÉTATS-UNIS

	Sur les côtes maritimes.		Sur les Grands Lacs.		Total.	
	Nombre.	Milliers de tonnes.	Nombre.	Milliers de tonnes.	Nombre.	Milliers de tonnes.
1900	1.107	249	125	130	1.447	393
1901	1.094	291	175	169	1.580	483
1902	1.197	290	133	169	1.491	469

Dans le total sont compris les navires lancés sur les rivières de l'Ouest (14.173 tonnes en 1900, 22.888 en 1901 et 9.836 en 1902).

Jusqu'en 1900, le nombre des navires construits n'avait excédé qu'une seule fois 300.000 tonnes, en

1891, et il s'était même généralement tenu au-dessous de 250.000. On voit que les progrès de ces dernières années sont considérables, d'autant que les navires lancés en 1902 comprennent 308.000 tonnes de vapeurs (contre 97.000 de voiliers et le reste de chalands). Avec les progrès immenses de leur industrie métallurgique, les États-Unis vont se trouver presque aussi favorisés pour la construction navale qu'ils l'étaient autrefois par leurs grandes réserves de bois. Pourquoi donc les chantiers de Philadelphie et d'ailleurs ne rivaliseraient-ils pas bientôt avec ceux de la Tyne et de la Clyde ? Les Américains ne sont pas gens à supporter longtemps, dès lors qu'ils peuvent faire autrement, que les neuf dixièmes de leur commerce se fassent à bord de vaisseaux étrangers et, pour l'industrie des transports maritimes, comme pour tant d'autres, ils voudront bientôt faire concurrence à l'Europe.

Ils mettront sans doute bon nombre d'années à regagner leur position d'antan, car l'industrie des constructions navales est une de celles qui s'improvisent le moins. Mais comme ils ne manqueront pas de s'atteler à la besogne avec leur énergie et leur esprit d'initiative habituelle, il faut prévoir qu'ils y parviendront. Sans parler du fameux trust de l'Océan dont on s'était si exagérément effrayé en Europe et qui s'est — on peut le dire — lamentablement effrondré, ils commencent à se livrer à des tentatives intéressantes. Leur goût pour la concentration et la combinaison aidant, ils cherchent à combiner l'exploitation des chemins de fer avec celles des lignes de navigation, qu'ils considèrent comme en étant le prolongement. C'est ainsi que M. J. J. Hill, le roi des chemins de fer du Nord-Ouest a fait construire d'immenses navires pour prolonger à travers le Pacifique sa ligne de chemin de fer du *Great-Northern*. Il

prétend pouvoir transporter à des prix d'autant plus bas qu'à l'heure actuelle presque tout le trafic lourd de ses voies ferrées, bois et minerais, se fait d'ouest en est, et qu'on est obligé de faire revenir beaucoup de wagons à vide vers la côte du Pacifique. Une fois un système de transport direct établi de Chicago, voire de Pittsburg vers la Chine et le Japon par le chemin de fer et les bateaux du *Great-Northern* on trouvera au contraire un fret de retour et, si peu qu'on fasse payer, ce sera presque tout bénéfice puisque jusque-là les wagons étaient obligés de revenir sans rien porter. Ce qui gênera peut-être le plus les Américains pour développer beaucoup leur marine marchande, c'est la difficulté de recruter des hommes, qui se fait sentir aussi en Angleterre. Mais les perfectionnements mécaniques et la prépondérance de plus en plus exclusive de la marine à vapeur rendent moins nécessaire qu'autrefois les nombreux équipages, et un bon nombre des hommes employés à bord d'un naviré sont des mécaniciens, des chauffeurs et autres ouvriers dont la tâche ne diffère guère de celle qu'ils auraient à remplir dans une usine à terre. On peut attendre de l'ingéniosité des Américains, en cette matière comme en bien d'autres, des combinaisons nouvelles, qui leur permettront plus facilement de reprendre leur place au premier rang des nations maritimes. Le jour, encore assez éloigné sans doute, où ils l'auront conquise verra le couronnement de leur prépondérance économique sur une très grande partie du monde, sinon sur le monde entier.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LE PAYS ET LA POPULATION

DEUXIÈME PARTIE

L'AGRICULTURE

TROISIÈME PARTIE

L'INDUSTRIE

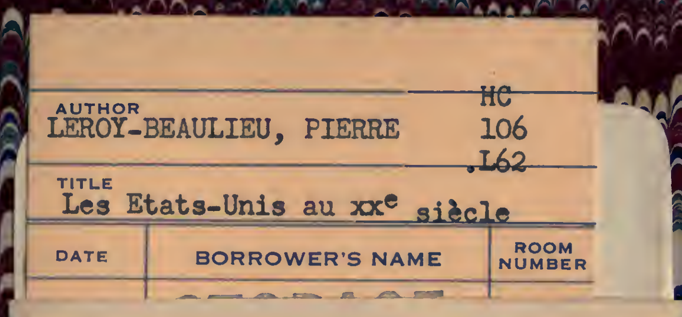
QUATRIÈME PARTIE

LES TRANSPORTS. LE COMMERCE ET L'EXPANSION ÉCONOMIQUE AU DEHORS

5320. — Paris — Imp. Hemmerlé et Cie


UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY





LEROY-BEAULIEU, PIERRE

HC
106
.L62

Les Etats-Unis au xxe siècle

